



Vocabulaire juridique multilingue comparé

Bilan sur l'étude de faisabilité

Caroline Reichling

Le 30/06/10

Sommaire

1. Introduction	3
1.1. Contexte.....	3
1.2. Hypothèse de départ et faisabilité.....	3
1.3. Vocabulaire conçu en fonction de deux principaux besoins.....	3
2. Informations factuelles.....	5
3. Ressources humaines et formation.....	8
3.1. Profils requis	8
3.1.1. Juriste linguiste.....	8
3.1.2. Terminologie	9
3.1.3. Documentaliste	10
3.1.4. Equipe de soutien.....	10
3.1.5. Coordinateur	10
3.1.6. Équipe motivée et qualités minimales requises.....	11
3.2. Composition de l'équipe mise en place pour l'étude de faisabilité.....	11
3.3. Estimation des ressources pour couvrir tous les systèmes juridiques	12
3.4. Formation et acquisition de nouvelles connaissances.....	15
3.4.1. Formation en terminologie et langages documentaires.....	15
3.4.2. Prise de connaissance des domaines étudiés	15
3.4.3. Approfondissement des connaissances	16
3.4.4. Autres ressources	16
4. Ressources techniques	17
4.1. Exigences fonctionnelles et techniques pour une gestion minimale	17
4.2. Champs pour une gestion minimale	19
4.2.1. Au niveau du concept.....	19
4.2.2. Au niveau de la langue ou du système juridique	22
4.2.3. Au niveau de chaque terme	23
4.3. Quelques pistes à explorer pour l'outil d'indexation et de recherche	25
5. Organisation des travaux.....	27
5.1. Travail préparatoire	27
5.1.1. Identification des sources constituant la documentation spécialisée	27
5.1.2. Sélection de la terminologie.....	28
5.1.3. Formation des unités terminologiques	28
5.1.4. Construction des arbres notionnels	30

5.1.5. Données terminologiques	30
5.1.6. Répartition du travail préparatoire entre les juristes linguistes	34
5.1.7. Dossier de travail	35
5.2. Réunions de travail	36
5.3. Recherche d'équivalences dans les autres systèmes juridiques.....	37
5.3.1. Délimitation de la notion et découpage différent de la réalité.....	37
5.3.2. Equivalence notionnelle faible ou inexistante	39
5.3.3. Terminologie diachronique	41
5.3.4. Plusieurs termes visant la même notion	41
5.3.5. Traitement des notions nationales	43
5.3.6. Polysémie juridique	43
5.3.7. Abandon de notions	44
6. Différences et perspectives.....	45
6.1. Choix effectués sur le thésaurus	45
6.2. Caractéristiques du VJM	46
6.3. Quelques pistes à envisager pour améliorer le résultat final	48
7. Conclusion.....	50

ANNEXES:

Langues et systèmes juridiques traités lors de l'étude de faisabilité
Liste des notions appartenant au domaine «Droit de la famille» (FR)
Présentations systématiques «Droit de la famille» (FR/ES)
Arbres notionnels «Droit de la famille» (FR/ES)
Echantillon du vocabulaire juridique multilingue comparé

1. Introduction

1.1. Contexte

Le 22 décembre 2008, l'Office des publications de l'Union européenne (OP) a proposé à la Direction générale de la Traduction (DGTrad) de contribuer, dans le cadre du projet interinstitutionnel e-Justice, à la création d'un vocabulaire juridique multilingue (VJM) correspondant aux différents systèmes juridiques des États membres de l'Union européenne. Exprimé en 23 langues, le VJM permettrait aux spécialistes du droit et aux citoyens de l'UE de disposer d'un outil documentaire multilingue permettant d'indexer et d'interroger les fonds documentaires des bases de données nationales juridiques¹.

Afin de répondre sur la base d'éléments concrets, la DGTrad a décidé d'effectuer une étude de faisabilité et a lancé les travaux sur le VJM en mars 2009.

1.2. Hypothèse de départ et faisabilité

La DGTrad a établi deux hypothèses à valider à la fin de l'étude de faisabilité:

- Il serait techniquement faisable d'établir, avec un niveau de fiabilité élevé, un vocabulaire juridique multilingue comparé unique, correspondant aux systèmes juridiques de l'Union européenne.
Ce vocabulaire, riche en éléments terminologiques, pourrait être structuré comme un vocabulaire contrôlé hiérarchisé (thésaurus).
- Une double qualification universitaire, juridique et terminologique/documentaire, ne serait indispensable ni pour les juristes engagés dans le projet ni pour les professionnels en terminologie et langages documentaires devant assurer l'encadrement et l'accompagnement des juristes.

L'étude de faisabilité devait permettre à la DGTrad de proposer une estimation sur les moyens humains et techniques à consentir pour la réalisation au niveau européen d'un tel vocabulaire juridique multilingue comparé.

1.3. Vocabulaire conçu en fonction de deux principaux besoins

La DGTrad a décidé de produire, dans ce cadre, un vocabulaire contrôlé atypique permettant de répondre à deux exigences: trouver l'information (besoin documentaire) et la comprendre (besoin terminologique).

- **Aide à la recherche documentaire**

¹ Cet outil doit couvrir 29 systèmes juridiques nationaux (1 système juridique par Etat membre –exception pour le Royaume Uni qui comprend 3 systèmes juridiques) auxquels s'ajoute le droit de l'UE, ainsi que le droit international.

L'outil devrait permettre, en amont, d'indexer les textes législatifs et jurisprudentiels nationaux et, en aval, de rechercher ces mêmes textes dans un système uniforme à partir de n'importe quelle langue dans les bases de données nationales.

Seul un langage documentaire de type thésaurus multilingue et multi-systèmes peut répondre à ce besoin.

■ Terminologie multilingue et aide à la traduction

Chaque utilisateur, qu'il soit ou non juriste, devrait pouvoir comprendre aisément, comparer et interpréter correctement les notions juridiques apparaissant dans les textes quelle que soit la langue du document et le système juridique visé.

Un travail de recherche juridique documentaire multi-systèmes approfondi aboutissant à la création de fiches terminologiques multilingues permettrait d'atteindre cet objectif.

2. Informations factuelles

Domaines choisis

Afin de trouver un équilibre entre le but intellectuel de cette étape et la rentabilité des ressources consacrées, la DGTrad a choisi de traiter les domaines «Droit des étrangers» et «Droit de la famille». Ce choix s'est basé sur leur utilité immédiate pour le travail de la DGTrad.

Équipe² et calendrier

Une équipe composée d'un juriste linguiste (ci-après «JL») pour chacun des systèmes juridiques choisis a travaillé entre mars 2009 et mars 2010. L'équipe a été coordonnée par un professionnel de la terminologie et des langages documentaires avec le soutien de deux assistants et d'une stagiaire juriste.

La collection terminologique du droit des étrangers a été complétée dans toutes les langues fin septembre. Le droit de la famille a été finalisé dans les langues préparatoires (espagnol et français) en novembre 2009 pour laisser place à la recherche d'équivalents dans les autres langues en décembre 2009.

Les fiches terminologiques, contenant le résultat des recherches juridiques effectuées par les JL, ont directement été saisies par ces derniers dans une base terminologique interne, CuriaTerm.

Le vocabulaire juridique multilingue contient à l'heure actuelle environ 150 notions pour le droit des étrangers et 400 notions pour le droit de la famille. Chaque notion traitée a fait l'objet d'une fiche terminologique multilingue et multi-systèmes détaillée³ (termes, références, contextes, définitions, notes, relations sémantiques diverses). En plus des fiches terminologiques, plusieurs présentations permettent d'avoir une vue globale des notions par domaine ou par Microthésaurus, notamment: une présentation graphique (arbre notionnel) et une présentation systématique (relations hiérarchiques, associatives et d'équivalence entre non-descripteurs et descripteurs).

L'augmentation considérable de la charge de travail de la DGTrad pendant la période de réalisation de l'étude de faisabilité **a conduit à l'interruption des travaux**. La DGTrad estime cependant qu'un bilan utile peut être tiré à ce stade. Les travaux concernant les deux domaines choisis se poursuivront au rythme permis par la charge de travail des JL participant au projet.

Considérations pratiques face à l'ambition du projet

L'analyse préalable des travaux à effectuer pour répondre aux deux besoins énoncés précédemment a mis en évidence le caractère hybride des procédures documentaires et terminologiques à mettre en place en combinaison avec les techniques de comparaison du droit.

² Cf. partie «3.2. Composition de l'équipe mise en place pour l'étude de faisabilité»

³ La collection des fiches terminologiques créées dans le cadre du test de faisabilité est exportable dans un format structuré contenant toutes les données terminologiques.

Ce constat a mené l'équipe à privilégier le pragmatisme et l'expérience, au risque de contredire certaines doctrines linguistiques. Afin de ne pas compromettre le résultat pratique à atteindre, il a été décisif dès le départ de faire preuve de pragmatisme en cherchant des solutions adaptées et novatrices.⁴

Il est important de souligner que les codes de bonnes pratiques les plus répandus, ainsi que les normes internationales relatives à la terminologie et aux langages documentaires ont été naturellement pris en compte⁵. Cependant, face à la particularité et la spécificité du projet, il a fallu faire preuve de beaucoup de créativité et inventer une série de solutions qui n'existaient pas encore dans les normes ou dans les différentes recommandations.

L'outil à développer étant unique en son genre, il a fallu déployer une méthodologie permettant de faire face aux caractéristiques spécifiques au projet:

- Nombre de langues et de systèmes juridiques à traiter (Eurovoc est également un thésaurus unique à ce titre);
- Coexistence de deux finalités, en principe, distinctes: thésaurus (outil de recherche d'information à partir de notions) et vocabulaire comparé (outil de compréhension de ces mêmes notions);
- Vocabulaire contrôlé structuré comprenant des relations sémantiques plus fines que les relations standard⁶;
- Spécificité du domaine: à l'heure actuelle, il n'existe pas de thésaurus juridique multilingue couvrant un tel nombre de langues et de systèmes juridiques⁷;

⁴ En effet, bon nombre de théoriciens aurait renoncé d'emblée à mener une étude pratique de la faisabilité d'un tel projet partant du principe que l'équivalence multilingue (et surtout multi-systèmes) entre notions juridiques est simplement impossible.

⁵ Le test de faisabilité a été construit en conformité avec les normes de l'Organisation internationale de normalisation: ISO 2788-1986 (Principes directeurs pour l'établissement et le développement des thésaurus monolingues) et ISO 5964-1985 (Principes directeurs pour l'établissement et le développement des thésaurus multilingues). La norme américaine ANSI/NISO Z39.19 (2005) «Guidelines for the Construction, Format and Management of Monolingual Controlled Vocabularies» et la norme britannique BS 8723 «Structured vocabularies for information retrieval» ont également été prises en considération (La BS 8723, en cours de finalisation, sera la base de la future norme ISO 25964). Les principales normes terminologiques ISO du Comité techniques TC37 ont également été respectées pour la rédaction des fiches terminologiques.

⁶ Cf. partie «4.2. Champs pour une gestion minimale».

⁷ Exemple de thésaurus juridiques:

- **JURIVOC**: Thésaurus juridique trilingue français/allemand/italien, mis à jour mensuellement et édité par le Tribunal fédéral suisse. Environ 9500 descripteurs et 20.000 non-descripteurs par langue, répartis dans 37 champs sémantiques. <http://www.bger.ch/fr/index/jurisdiction/jurisdiction-inherit-template/jurisdiction-jurivoc-home.htm>

- Variété des utilisateurs: l'outil final ne doit pas s'adresser uniquement à des professionnels (ni en droit ni en recherche d'information).

Les solutions terminologiques et documentaires proposées devraient permettre d'atteindre les objectifs visés par ce vocabulaire juridique multilingue comparé sans prétendre atteindre un idéal d'univocité.

Les participants au projet, principalement des JL expérimentés, praticiens de la traduction technique et experts en comparaison des droits étaient pleinement conscients qu'il est rare d'atteindre l'équivalence notionnelle parfaite, surtout lorsqu'il est question de 23 langues et de 29 systèmes juridiques nationaux auxquels s'ajoute le droit de l'UE, ainsi que le droit international.

Leur but a donc été de trouver, pour chaque notion traitée, des solutions terminologiques et documentaires fiables et pertinentes, et de garantir, pour l'ensemble, un haut degré de cohérence verticale (au niveau de chaque langue et de chaque système juridique) et transversale (au niveau des relations entre les figures propres aux différents systèmes juridiques).

Cette expérience a démontré que le respect d'une méthodologie approfondie et flexible ainsi qu'une forte prédisposition au consensus pourraient permettre à des JL formés à la terminologie et au langage documentaire d'aboutir à un résultat prometteur. En plus des ressources nécessaires pour couvrir l'aspect juridico linguistique, il est impératif de prévoir un chef de projet solide et expérimenté dans les domaines de la terminologie et des langages documentaires. Celui-ci devrait être assisté par une équipe pour la recherche documentaire, l'aide à la révision terminologique et la coordination de travaux.

Enfin, pour permettre une interprétation et une utilisation éclairée du produit, la méthodologie ainsi que les principes suivis pour la construction et la mise à jour de l'outil devraient être mis à la disposition des utilisateurs, notamment des documentalistes amenés à l'utiliser en tant qu'outil d'indexation.

- **UTU**: Le thésaurus juridique belge (FR/NL) est une structure de classification arborescente « universelle » qui permet d'organiser et d'incorporer les différentes sources du droit, à savoir la législation, la jurisprudence et la doctrine. Cette classification comprend toutes les branches du droit. <http://www.thesaurusuniversel.be/>

3. Ressources humaines et formation

3.1. Profils requis

La mise en œuvre d'un tel projet requiert des compétences complémentaires correspondant à des profils précis.

3.1.1. Juriste linguiste

Des JL doivent assurer le travail préparatoire en étroite collaboration avec les terminologues documentalistes (dépouillement et collecte des données). Celui-ci consiste à effectuer des recherches documentaires juridiques, comparer les droits, chercher les solutions linguistiques et compléter les fiches terminologiques. Il faut compter au minimum un juriste linguiste par système juridique ou plus lorsque celui-ci est exprimé en plusieurs langues.

Ensuite, pour assurer une couverture complète de tous les systèmes juridiques de l'Union européenne et des différentes langues officielles dans chaque système, la présence de 34 JL à plein temps est requise⁸. La pleine disponibilité des juristes est une condition essentielle au bon déroulement du projet. Il est fondamental que les juristes travaillent en parallèle sur les mêmes sujets afin qu'ils puissent progresser au même rythme.

Il est également important que les JL se consacrent pleinement et uniquement au projet afin de pouvoir être présents et actifs à toutes les réunions de travail, aux formations ou autres activités liées au projet. La pleine disponibilité des JL facilite la planification, le suivi et la coordination des travaux et leur permet de bénéficier des diverses interactions au moment approprié. En outre, le fait de ne pas travailler de manière parallèle conduit à bouleverser le calendrier initial et à accorder des délais individuels. Tous ces facteurs peuvent mettre en péril la qualité finale de l'outil.

De même, la proximité géographique des participants est une condition essentielle à la bonne marche du projet qui nécessite des échanges et des réunions fréquents.

Dans l'idéal, les fiches des JL devraient être «relues» par une tierce personne.

Une des grandes difficultés rencontrées par les JL a été d'identifier les défauts dans les fiches terminologiques et de porter un jugement objectif sur le contenu. Après avoir effectué de longues recherches, il est parfois laborieux de procéder à une synthèse et de faire la différence entre l'essentiel et le superflu dans une fiche terminologique. Le défaut récurrent des fiches est de contenir des informations superflues. Ce défaut se situe très souvent dans les définitions, les contextes et les notes libres. Trop de détails nuisent à l'efficacité d'une fiche terminologique et ne permettent pas au lecteur d'avoir une compréhension rapide et globale de la notion.

Il est important de fournir des informations complémentaires, claires, concises et surtout non contradictoires ou confuses. Par exemple, il est perturbant pour l'utilisateur d'être en présence de

⁸ Cf. partie «3.3. Estimation des ressources pour couvrir tous les systèmes juridiques»

deux définitions visant le même système juridique dans une même fiche, l'une dans un contexte définitoire et l'autre dans le champ définition. Il est difficile pour le JL rédacteur de la fiche de se détacher de ce qu'il sait pour évaluer sa fiche et de se mettre à la place du lecteur qui n'a pas le même bagage cognitif.

Une personne, formée aux règles terminologiques et comprenant parfaitement la langue, pourrait procéder à une simple lecture pour s'assurer de la clarté et de la cohérence des données figurant au sein d'une même fiche. Une fiche efficace doit permettre au lecteur de comprendre immédiatement la notion et de pouvoir la situer par rapport à un système de notions. L'objectif d'une seconde lecture n'est pas de vérifier la validité des informations juridiques (le contenu) mais de contrôler que la manière de rédiger et d'organiser les informations permet d'écarter toute confusion, que la rédaction de la fiche est parfaitement limpide et en conformité avec les instructions. Ce type de contrôle a été effectué durant le test de faisabilité, dans un nombre restreint de langues, par le coordinateur et l'équipe de soutien. Il a conduit les JL à s'exprimer plus clairement ou plus simplement, à supprimer des explications superflues, et parfois à supprimer ou à ajouter des synonymes. C'est un travail minutieux qui exige au préalable une parfaite assimilation des instructions, une compréhension globale de toutes les notions et des relations qu'elles entretiennent entre elles.

En plus de l'importance d'une proximité géographique, il est essentiel que chaque JL participant au projet soit intégré à une unité linguistique d'un service juridique et linguistique, tel que la Direction générale de la Traduction de la Cour de justice. En effet, vu le haut niveau de technicité de la tâche, le besoin de compter sur le conseil journalier, voire d'un deuxième regard sur certaines notions, de la part d'autres collègues –qui seraient, par ailleurs, des futurs utilisateurs du vocabulaire– est vital pour garantir la qualité juridique souhaitée.

3.1.2. Terminologie

Un ou plusieurs terminologues devraient travailler en collaboration avec les JL durant toutes les étapes: le dépouillement des textes, la collecte des données terminologiques, la construction de l'arborescence, la rédaction claire et concise des solutions dans les fiches terminologiques, le repérage des ambiguïtés et des potentielles sources de confusion.

Le rôle du terminologue est de s'assurer que les fiches terminologiques répondent aux normes et aux principes établis en amont, d'écarter toute confusion mettant en péril la clarté de la fiche. La substance d'une fiche terminologique (y compris la délimitation du concept) est fournie par les JL, la forme est davantage du ressort du terminologue qui doit au préalable s'imprégner de la matière.

Le terminologue intervient surtout pour aider le juriste à sélectionner ou à former l'unité linguistique ainsi que les autres données terminologiques, notamment la rédaction de la définition qui doit suivre des règles très précises et contraignantes.

Le terminologue joue un rôle crucial pour construire les champs sémantiques et l'arborescence en collaboration avec les JL. En revanche, c'est le JL, qui, ayant une parfaite connaissance des notions juridiques et du réseau notionnel (relations qu'entretiennent les notions), pourra, sur la base de sa propre initiative ou d'une proposition du terminologue, se prononcer sur les termes spécialisés à retenir, sur la délimitation des notions et leur classification.

Dans la mesure où les JL ont une formation ou une expérience en terminologie, il n'est pas nécessaire d'avoir un terminologue expert par langue ou par système traité. Néanmoins, il faut

s'assurer d'avoir un ou plusieurs professionnels de la terminologie veillant au respect des bonnes pratiques en terminologie et à l'explication de celles-ci en situation.

3.1.3. Documentaliste

Dans le cas où l'équipe de terminologues n'aurait pas de formation consolidée par une expérience consistante en langages documentaires, un ou plusieurs documentalistes serait requis.

En plus d'assister les collègues aux recherches documentaires, le rôle du ou des documentalistes est essentiel pour veiller aux aspects thésaurus et assurer la cohérence du produit final. On ne s'improvise pas constructeur de thésaurus, une telle entreprise nécessite une maîtrise des langages documentaires et une compréhension des techniques d'indexation.

Le documentaliste doit donc intervenir à toutes les étapes: du dépouillement des textes à la finalisation de l'arbre notionnel. Le documentaliste aura en plus du terminologue des connaissances lui permettant d'aider les collègues: à choisir et à former les descripteurs (choix entre la précoordination et la postcoordination), à attribuer les relations sémantiques spécifiques aux langages documentaires, à identifier les non-descripteurs et les notes d'application, à effectuer des tests d'indexation, etc. Seul un expert en langage documentaire pourra veiller à la pertinence des choix retenus par rapport aux exigences techniques d'un outil d'indexation et aux besoins de l'utilisateur interrogeant un système documentaire.

Pour une question de rentabilité, l'idéal serait de faire appel à un ou plusieurs collaborateurs ayant une double formation et expérience (terminologie et langages documentaires). C'est également ce type de profil qui serait requis pour proposer des solutions techniques et arbitrer les discussions terminologiques ou documentaires.

3.1.4. Equipe de soutien

Un ou plusieurs assistants seraient requis pour soutenir le coordinateur dans l'organisation et le suivi des travaux, la préparation des réunions, la saisie des données, la rédaction de comptes rendus, le soutien des collègues dans les outils bureautiques, la constitution de dossiers, la mise à jour des listes notionnelles sous divers formats et des documents de travail, etc.

Des assistants formés peuvent éventuellement offrir une aide précieuse pour mener des travaux de recherches terminologiques et documentaires, contrôler le respect des procédures, produire des bilans et des statistiques, etc.

3.1.5. Coordinateur

L'une des premières tâches du coordinateur sera de poser les bonnes questions dès le départ concernant les objectifs du projet, les utilisateurs et l'environnement d'utilisation. Les réponses lui permettraient de définir le projet, de l'organiser, de le planifier et de prévoir les ressources humaines et techniques en conséquence.

Il devra être en mesure d'identifier les besoins des JL (formation et accès aux ressources) et spécifier les développements ou adaptations techniques à mettre en oeuvre pour répondre aux spécificités du projet.

Une fois le travail préliminaire au démarrage du projet effectué, le coordinateur devra orienter et suivre les travaux des autres collègues durant toutes les étapes du projet.

Plus précisément, le coordinateur devra accompagner quotidiennement les JL lors de la recherche d'équivalence et proposer rapidement des solutions en cas de situation compliquée (par exemple, équivalence partielle ou pas d'équivalence). Son rôle sera également déterminant pour faire en sorte qu'une réponse claire et coordonnée soit apportée à chaque question posée par les JL.

Enfin, le coordinateur devra conduire les réunions et procéder à l'arbitrage lors des discussions stériles et consommatrices de temps. Il devra également veiller à la rédaction des diverses notes (notamment méthodologiques) et des comptes rendus de réunions.

Pour assumer pleinement son rôle, le coordinateur devra prendre connaissance des domaines juridiques traités et avoir une expérience confirmée dans la conduite de projets terminologiques et documentaires.

3.1.6. Équipe motivée et qualités minimales requises

Travailler sur ce type de projet peut se révéler épuisant du fait des discussions longues et animées, des retours en arrière constants (mais inhérents à la construction de thésaurus), de la difficulté de la tâche, de la recherche constante de solutions, des différences de points de vue, de la recherche de consensus, etc.

Par conséquent, il est important de souligner que certaines qualités sont indispensables pour contribuer à un tel projet, notamment: disposer d'un esprit d'équipe, savoir gérer le stress et identifier ses priorités, être flexible, être à l'écoute des besoins des autres et être apte au consensus.

Enfin, il ne paraît pas inutile de préciser que travailler sur un tel projet nécessite d'être ouvert aux nouvelles technologies et d'être en mesure de s'adapter rapidement à un nouvel outil informatique.

3.2. Composition de l'équipe mise en place pour l'étude de faisabilité

Pour mettre en œuvre le test de faisabilité, l'équipe était composée de:

■ Au sein de l'équipe de gestion

- **deux juristes linguistes** expérimentés, praticiens de la traduction technique et experts en droit comparé
- **1 équipe de soutien** dont deux assistants et un stagiaire. Il est important de signaler que deux d'entre eux avaient une formation juridique. Cette équipe avait une excellente connaissance des outils bureautiques (Excel, Word) ainsi qu'un sens aigu de l'organisation et de la rigueur. L'équipe a également rapidement pris en main l'outil de gestion terminologique pour assister les collègues ainsi que d'autres outils plus complexes tel que le logiciel FreeMind permettant de créer des cartes heuristiques.
- un **assistant** chargé du support et des développements **informatiques**

- **1 coordinateur** ayant un profil de terminologue et de professionnel en langages documentaires avec une expérience confirmée de 10 ans dans la gestion de projet dans ces domaines.

- **Vingt-deux juristes linguistes** expérimentés, praticiens de la traduction technique et experts en droit comparé

Couverture des systèmes juridiques et des langues⁹

Il n'a pas été possible de disposer d'un nombre de JL suffisant pour couvrir tous les systèmes juridiques et toutes les langues de l'UE.

Quatre systèmes juridiques n'ont pas été couverts: Autriche, Chypre, Luxembourg et Irlande du Nord.

Les systèmes juridiques ayant plusieurs langues officielles n'ont été traités que dans une langue:

- Le système belge n'a pas été traité dans les langues française et allemande mais uniquement en néerlandais.
- Le système irlandais n'a pas été traité en langue anglaise mais uniquement en irlandais.
- Le système maltais n'a pas été traité en langue anglaise mais uniquement en maltais.

Au total, vingt quatre JL ont travaillé à l'élaboration du vocabulaire juridique multilingue. Pour des raisons liées à la charge de travail de leurs unités respectives, tous les JL n'ont pas travaillé à plein temps sur le projet. La plupart d'entre eux ont continué les travaux de traduction, d'autres n'ont pu participer qu'à mi-temps. C'est par exemple le cas des JL couvrant les systèmes juridiques des Pays-Bas et de la Belgique en langue néerlandaise.

3.3. Estimation des ressources pour couvrir tous les systèmes juridiques

■ **Equipe de gestion**

Pendant toute la durée des travaux, il faudrait compter sur une équipe composée des personnes suivantes:

- Un coordinateur du projet, expert en documentation/terminologie;
- Deux experts en documentation/terminologie;
- Trois JL, chacun expert dans un des systèmes juridiques nationaux choisis comme systèmes juridiques de départ (à déterminer)¹⁰;
- Un assistant pour effectuer des tâches administratives et organisationnelles;

⁹ Cf. «Annexe 1. Langues et systèmes juridiques traités lors du test de faisabilité»

¹⁰ Le choix doit tomber sur des systèmes juridiques qui, de par leur spécificité ou pour des raisons liées à l'histoire du droit en Europe, se prêtent à jouer le rôle de pivot au sein des différentes "familles" de systèmes juridiques européens.

- Un assistant en informatique.

Les juristes linguistes faisant partie de cette équipe ont une charge de travail plus importante que les autres juristes linguistes. En effet, ils doivent assurer le travail préliminaire¹¹, ainsi qu'un nombre important de tâches connexes pendant toute la durée du projet (assistance des autres JL, modifications et précisions dans les fiches, travail sur la structure et préparation des réunions avec le coordinateur, vérification des fiches multilingues, etc.).

■ Equipe de juristes linguistes

Selon les calculs indiqués dans le tableau présenté ci-dessous, **34 juristes linguistes au total** seraient requis pour mener à bien un tel projet. Le nombre des juristes linguistes nécessaires pour traiter les systèmes juridiques ne faisant pas partie l'équipe de gestion (composée de 3 JL) serait donc de **31**.

Tableau synthétique: nombre de juristes linguistes requis:

- *Lorsqu'une unité linguistique doit prendre en charge plus d'une langue pour un même système, nous estimons qu'il faut compter sur la disponibilité d'un deuxième juriste linguiste consacré à mi-temps à ce projet.*
- *Lorsque plusieurs systèmes doivent être pris en charge au sein d'une unité linguistique, nous estimons qu'il faut compter un juriste linguistique par système.*

Unité	Nombre de systèmes à traiter	Dans combien de langues ?	Nombre de juristes linguistes requis
allemande (de)	4 (BE, DE, AT, LU)	1	4
anglaise (en)	3 (UK_EAW, UK_SCT, UK_NIR) ¹²	1	3
bulgare (bg)	1 (BG)	1	1
danoise (da)	1 (DK)	1	1
espagnole (es)	1 (ES)	1	1
estonienne (et)	1 (EE)	1	1
finnoise (fi)	1 (FI)	1	1
française (fr)	3 (BE, FR, LU)	1	3
grecque (el)	2 (CY et EL)	2 (el+en)	2,5
hongroise (hu)	1 (HU)	1	1
irlandaise (ga)	1 (IE)	2 (ga+en)	1,5
italienne (it)	1 (IT)	1	1
lettonne (lv)	1 (LV)	1	1
lituanienne (lt)	1 (LT)	1	1

¹¹ Cf. partie «5.1. Travail préparatoire»

¹² Le code ISO pour le Royaume Uni est «GB», cependant le Code de rédaction interinstitutionnel préconise l'utilisation de «UK». Trois codes spécifiques aux ordres juridiques du Royaume-Uni ont été créés: «UK_EAW – England and Wales», «UK_SCT – Scotland» et «UK_NIR – Northern Ireland».

maltaise (lt)	1 (MT)	2 (mt +en)	1,5
néerlandaise (nl)	2 (BE et NL)	1	2
polonaise (pl)	1 (PL)	1	1
portugaise (pt)	1 (PT)	1	1
roumaine (ro)	1 (RO)	1	1
slovaque (sk)	1 (SK)	1	1
slovène (sl)	1 (SI)	1	1
suédoise (sv)	1 (SE)	1	1
tchèque (cs)	1 (CS)	1	1
Nbre total de juristes linguistes (équipe de gestion incluse)			33.5 ≈ 34
Nbre total de juristes linguistes (sans équipe de gestion)			30.5 ≈ 31

Total 1: Le chiffre **34** correspond au nombre de JL au complet, y compris ceux appartenant à l'équipe de gestion (comprenant 3 personnes).

Total 2: Le chiffre **31** correspond au nombre de JL, hormis ceux appartenant à l'équipe de gestion. Trois juristes linguistes couvrant trois systèmes juridiques à déterminer doivent intégrer l'équipe de gestion. Il convient donc de retirer 3 JL.

L'expérience acquise et l'exigence d'excellence d'un tel projet ont conduit la DGTrad à estimer une **moyenne de deux heures par notion** (pour un système juridique dans une langue) par chaque JL pour assurer un travail de qualité.

Cette moyenne comprend la prise de connaissance du domaine, les recherches juridiques, le temps consacré aux réunions ou aux activités de formation, la saisie dans la base de données, la révision et la validation, ainsi que le temps consacré aux échanges (courriels, forums, etc.)

La durée d'engagement des JL serait à déterminer en fonction du volume et de la complexité du domaine à traiter. Ainsi, par exemple, l'établissement d'un vocabulaire juridique multilingue portant sur un domaine tel que celui du droit de la famille, comportant environ 400 notions, requerrait, outre la contribution de l'équipe de gestion, le travail de ces 31 JL pendant 20 semaines.

Il est important de signaler que la construction d'un vocabulaire juridique multilingue contrôlé, impliquant la recherche d'équivalences dans 29 ordres juridiques et la construction d'une arborescence commune, est une tâche particulièrement laborieuse dans le domaine du droit, sans comparaison avec les autres domaines (par exemple scientifique ou technique). En effet, travailler sur un tel projet exige d'une part, d'expliquer et de délimiter clairement les notions de son ordre juridique, et d'autre part de comprendre les notions provenant des autres systèmes pour pouvoir procéder à une comparaison. Ce travail est particulièrement complexe et chronophage dans le domaine juridique du fait de l'insuffisance de ressources linguistiques et terminologiques dans ce domaine. Le travail de recherche documentaire et terminologique est considérable.

Il convient de mentionner que la disponibilité et la qualité des ressources en droit varie largement d'un Etat membre à l'autre, ce qui place les JL dans une situation d'inégalité incontestable. En effet, bon nombre de JL ne disposait pas de glossaires ou de bases de données juridiques permettant une recherche confortable. Cette situation n'était pas le fait d'un manque de moyens à la Direction générale de la Traduction disposant d'une bibliothèque offrant un fonds documentaire très riche

auquel il est possible d'accéder par voie électronique (dictionnaires, périodiques, etc.), ainsi que d'un accès à toutes les bases de données juridiques nationales pertinentes.

Certains JL éprouvaient de grandes difficultés à effectuer des recherches dans la doctrine ou dans la jurisprudence, d'autres n'avaient pas la possibilité d'effectuer des recherches en texte intégral.

3.4. Formation et acquisition de nouvelles connaissances

Rappelons l'une des hypothèses émises avant le démarrage du test de faisabilité «Une double qualification universitaire, juridique et terminologique/documentaire, ne serait indispensable ni pour les juristes engagés dans le projet ni pour les professionnels en terminologie et langages documentaires devant assurer l'encadrement et l'accompagnement des juristes.»

L'étude de faisabilité n'a pas contredit cette hypothèse de départ. Néanmoins, il est fondamental de ne pas sous-estimer l'importance des formations et autres formes d'acquisitions de connaissances.

3.4.1. Formation en terminologie et langages documentaires

Un **effort particulier de formation** doit être entrepris dans les domaines de la terminologie et des langages documentaires:

- S'il est impossible d'avoir un terminologue par langue, il est impératif que les collègues JL suivent une formation théorique (principes et méthodes) et technique (outil de gestion) en terminologie. Cette formation devra être adaptée à la spécificité du projet. Il s'agit d'une formation complexe mais facilitée par les connaissances en traduction, linguistique et multilinguisme que possèdent déjà les JL.
- Il est également utile d'aider les JL à consolider, voire acquérir, de bonnes connaissances en techniques de recherches documentaires dans les bases de données nationales et sur Internet (notamment les fonctions de recherche avancées).
- Il est impératif d'initier les JL aux langages documentaires et aux techniques d'indexation pour leur permettre de comprendre les besoins des utilisateurs et d'accepter de bon gré les décisions du coordinateur sur les choix à effectuer et les règles à respecter. Cette formation ne devrait pas avoir la prétention de former des professionnels de l'information mais de permettre aux JL de saisir pleinement les objectifs de l'outil final. La formation pourrait prendre la forme d'une présentation suivie de plusieurs ateliers.

Il est essentiel de prévoir des formations en salle informatique et des ateliers comportant une série d'exercices. Ces formations devraient être dispensées par des professionnels de ces domaines.

3.4.2. Prise de connaissance des domaines étudiés

Il est indispensable que le coordinateur et le(s) professionnel(s) de la terminologie et des langages documentaires puissent acquérir une bonne connaissance des domaines juridiques traités (des notions et des relations entre les notions).

Sans prise de connaissance de la matière, il est impossible d'orienter les débats, de contribuer utilement à l'arborescence ou aux discussions concernant les relations sémantiques. Les

connaissances et la familiarisation peuvent s'acquérir et se développer par le biais de lectures spécialisées, d'un échange constant avec les JL ou par la participation à des séminaires.

3.4.3. Approfondissement des connaissances

La participation à des séminaires juridiques peut utilement rafraîchir les connaissances, ce qui ne constitue pas une répétition inutile des informations apportées par les JL de l'équipe de gestion (dans les fiches initiales ou explications apportées lors des réunions) mais une illustration pratique et un approfondissement non négligeables des notions à traiter.

La possibilité d'organiser des séminaires sur le droit comparé doit être prise en considération.

3.4.4. Autres ressources

Il est essentiel de procéder à l'inventaire des ressources avant le démarrage d'un domaine (accès aux bases de données, de dictionnaires spécialisées, d'ouvrages ou de revues spécialisées, de normes, etc.) pour s'assurer que tous les collègues disposent du matériel nécessaire au moment de démarrer les travaux.

Un travail de veille sur les sources intéressantes doit être effectué et mis à disposition via un vecteur de communication interne tel qu'un Intranet.

Pendant la période du test de faisabilité, plusieurs formations et présentations ont été proposées:

- Présentation du projet (objectifs et organisation)
- Présentation du thésaurus (Eurovoc et autres)
- Gestion de la terminologie (théorie et pratique + séances individuelles de *coaching*)
- Recherches documentaires (outils internes + outils interinstitutionnels)
- «Présentation succincte de l'ordre juridique communautaire dans le domaine du droit de la famille»
- «Le droit de la famille à la lumière des Conventions internationales»
- Séminaire juridique sur le droit de la famille dans le système français (presté par un juge français spécialisé en droit de la famille).

Pour faciliter la communication et centraliser les informations relatives au projet, la DGTrad a dédié une rubrique au projet dans son Intranet proposant entre autres:

- Des liens utiles (glossaires, liste de thésaurus, groupes d'expert, etc.),
- Des présentations,
- Les documents contenant les instructions,
- Les règles d'écriture et différents guides,
- Les comptes rendus de réunions,
- Les arbres notionnels, les vues systématiques et les listes alphabétiques de termes.

4. Ressources techniques

Ce point ne constitue pas un cahier des charges dressant la liste des fonctionnalités requises pour gérer un vocabulaire juridique contrôlé multilingue et multi-systèmes. Néanmoins, les principales fonctionnalités et champs requis seront énumérés.

L'outil à utiliser (à optimiser ou à acquérir) devra permettre avant tout de créer, de modifier, de supprimer, de fusionner des fiches contenant plusieurs types de relations sémantiques.

Les champs à prévoir devront permettre de gérer les aspects terminologiques et thésaurus, ce qui signifie un affinement considérable des structures standard.

Lors du test de faisabilité, les collègues ont utilisé la base de données interne (Cour de justice) CuriaTerm pour gérer les données terminologiques et un fichier Excel pour gérer les relations entre descripteurs et non-descripteurs (numéros de fiches créées) ainsi que les notes d'application. L'outil à utiliser pour la réalisation du vocabulaire juridique multilingue doit permettre de contenir toutes ces informations dans une seule et même base de données.

4.1. Exigences fonctionnelles et techniques pour une gestion minimale

Ci-dessous est dressée la liste des fonctionnalités indispensables faisant parfois l'écueil des produits existant sur le marché.

- gestion des fiches par concept (structure à plusieurs niveaux: indépendant des langues, dépendant de la langue, dépendant du système juridique, dépendant de chaque terme);
- possibilité de gérer les remords (retour sur l'état d'une fiche avant une opération);
- possibilité de fusionner les données (module permettant de gagner un temps précieux);
- intégration d'un correcteur orthographique;
- détection automatique des doublons après la saisie du terme (et non après la validation de la fiche);
- verrouillage d'une fiche au niveau de la langue (plusieurs collègues doivent pouvoir travailler en même temps sur une fiche);
- possibilité d'enregistrer des candidats et des propositions de modification avec facilité d'acquisition complète ou partielle (pour éviter une double saisie);
- possibilité de visualiser la langue de départ en même temps que la saisie des informations dans la langue cible;
- fonction permettant des copier/coller;
- fonction permettant des glisser-déposer (*drag-and-drop*) pour procéder facilement et rapidement à des modifications dans les relations hiérarchiques;

- fonctions permettant d'aérer le contenu des champs (retour à la ligne) et d'afficher les caractères en gras ou italique (utile notamment pour les contextes);
- gestion de collections (permettant notamment une interopérabilité avec d'autres thésaurus);
- possibilité d'afficher l'historique précis des opérations effectuées;
- possibilité d'afficher l'historique général des opérations effectuées par domaine, auteur, référence, date, unité, langue, système), etc;
- affichage de la vue systématique par Microthésaurus dans le module de gestion;
- possibilité d'introduire des liens vers l'extérieur (Internet);
- possibilité d'introduire des liens entre les fiches, notamment au niveau des champs «note»;
- possibilité d'ajouter, modifier, supprimer les relations hiérarchiques et associatives en automatisant les opérations «réciproques» (à chaque suppression d'un concept, sa relation avec d'autres concepts doit être automatiquement supprimée, gestion des relations symétriques pour éviter d'établir la relation à deux endroits, etc.);
- contrôle automatique des contraintes (par exemple, deux descripteurs ne peuvent pas avoir de relations associatives s'ils appartiennent à la même branche sémantique – sous le même top-term OU contrainte de la boucle);
- facilité d'export et d'import dans plusieurs formats (notamment au format xml) avec possibilité d'un export personnalisé (sur base de requête établie selon les besoins: par collection, domaine, langues, systèmes, dates, etc.);
- dates de création, de modification, de validation, de fusions par donnée et par fiche;
- pas de limitation au niveau du nombre de caractères par champ;
- encodage des caractères en unicode et de tous les caractères diacritiques des langues de l'UE (notamment le grec, le bulgare et le roumain);
- système ouvert à l'extérieur notamment aux futurs utilisateurs, surtout aux indexeurs, pour effectuer des propositions;
- accès aux fiches via des liens basés sur les URI paramétrables;
- possibilité de générer automatiquement différentes présentations en format pdf (pour éviter le coût d'une publication). Nous préconisons les présentations proposées par le thésaurus Eurovoc (présentation alphabétique permutée par domaine et présentation thématique par domaine) ainsi qu'une présentation graphique ne comportant que les notions appartenant à un microthésaurus.

L'outil de gestion devra répondre aux exigences des standards internationaux¹³ permettant notamment un échange et une interopérabilité entre plusieurs outils.

Il sera important de permettre une gestion des non-descripteurs ou termes non-préférentiels par système juridique et non pas uniquement par langue. Un terme pourrait correspondre à plusieurs systèmes juridiques, il faudra que la structure de la base permette à un terme d'être préférentiel pour un ou plusieurs systèmes juridiques liés au terme et non pas obligatoirement pour tous. En effet, lorsque plusieurs termes existent pour l'un des systèmes juridiques, il est possible qu'un terme soit préféré dans un ordre juridique et admis dans un autre ordre juridique au sein de la même langue.

4.2. Champs pour une gestion minimale

Ce qui suit constitue un point de départ et n'est en aucun cas exhaustif.

L'approfondissement des relations sémantiques peut parfois intellectualiser inutilement un outil et compliquer la tâche des gestionnaires du thésaurus ou celle des utilisateurs. Les propositions effectuées ci-dessous sont très simples à mettre en oeuvre et ne seraient pas source de complications.

D'une part, un affinement est souhaité pour répondre au besoin de gérer deux aspects (terminologique et thésaurus) au sein d'un seul outil.

D'autre part, le fait d'affiner certaines relations s'inscrit dans les considérations d'interopérabilité avec les autres outils, permettant ainsi une exploitation multiple du VJM.

Enfin, cela pourrait conduire dans le cas d'un enrichissement des relations d'équivalence (descripteur / non-descripteur) à une meilleure compréhension, un gain de temps appréciable lors des discussions sur les notions, une économie de saisie lors d'un changement de statut et une réduction des coûts en cas de réindexation manuelle des documents des corpus juridiques nationaux.

4.2.1. Au niveau du concept

4.2.1.1. Domaine (obligatoire)

Même si la possibilité d'attribuer plusieurs domaines doit être envisagée (aspect terminologique), il est préférable pour des questions de gestion et de maintenance du thésaurus d'éviter la polyhiérarchie (subordination d'un terme spécifique à plusieurs termes génériques). Par conséquent, il faudra toujours indiquer le domaine préférentiel (le domaine propre), celui qui sera utilisé pour le thésaurus.

¹³ Consulter par exemple l'ISO 30042:2008 «Systèmes de gestion de la terminologie, de la connaissance et du contenu -- TermBase eXchange (TBX)»; la norme britannique BS 8723 «Structured vocabularies for information retrieval. Part 2: Interoperability with other vocabularies » et SKOS ou Simple Knowledge Organisation System (Système simple d'organisation des connaissances) proposant une représentation standard des thésaurus.

4.2.1.2. Ordre juridique (0 ou plusieurs)

A la liste des pays proposés par l'ISO-3166¹⁴, il conviendra d'ajouter des codes correspondant aux ordres juridiques du Royaume Uni, du droit de l'UE et du droit international:

- UE (Union européenne)
- INT (International)
- Ordres juridiques spécifiques au Royaume-Uni, nous proposons l'arborescence suivante:
 - UK – United Kingdom
 - o UK_EAW – England and Wales
 - o UK_SCT – Scotland
 - o UK_NIR – Northern Ireland

L'indication de l'ordre juridique au niveau du concept serait utile pour signaler les notions spécifiques à un petit nombre d'ordres juridiques ou les notions introduites par le droit de l'UE.

Exemples: «PACS (Pacte civil de solidarité)» pour la France et la Belgique

Il serait probablement intéressant de prévoir un champ «Ordre(s) juridique(s) exclu(s)» pour identifier les exceptions.

Par exemple: «divorce» à Malte.

Cette solution pourrait compléter utilement la solution des vides notionnels qui consiste à écrire une mention à la place du terme lorsque aucune solution terminologique concise, adéquate, transparente et acceptable pour le futur utilisateur, n'est pas possible.

4.2.1.3. Relations sémantiques

Il y a généralement plusieurs types de relations entre fiches:

CG: concept générique (broader concept)¹⁶

CS: concept spécifique (narrower concept)

CA: concept associé (related concept)

ANT: concept antonyme

Les relations sémantiques sont symétriques, toute opération (création, modification ou suppression d'une relation entre deux descripteurs) doit pouvoir être effectuée en une seule étape.

¹⁴ Voir les recommandations du Code de rédaction interinstitutionnel <http://publications.europa.eu/code/fr/fr-370100.htm>

¹⁶ Les normes utilisent les expressions «broader term, narrower term, related term»

Un niveau supplémentaire devrait être envisagé pour affiner les relations sémantiques

Pour permettre de gérer convenablement et en parallèle les deux volets terminologie et thésaurus, chaque fiche terminologique ne devrait contenir que des termes synonymes ou des variantes morphologiques n'entraînant pas de changement de sens (principe d'uninotionnalité). Les non-descripteurs autres que synonymes (concepts proches, antonymes ou concepts spécifiques «marginiaux/spécifiques/nationaux») doivent être gérés dans des fiches séparées. Dans ce cas, les termes désignant la même notion dans la fiche devraient uniquement être qualifiés de termes préférentiels ou de termes non-préférentiels. Cela implique que certaines fiches ne contiendraient que des non-descripteurs. Il conviendrait alors d'ajouter des relations d'équivalence descripteur/non-descripteurs au niveau des fiches, ce qui devra naturellement être transparent pour les utilisateurs finaux.

a) Les **concepts spécifiques** pourraient appartenir à plusieurs catégories:

- descripteur spécifique appartenant au tronc commun (standard)
- non-descripteur > concept spécifique (*notion considérée comme marginale ou faible occurrence*).
Le fait de distinguer ce cas permet d'alléger les discussions lors du choix du statut et d'éviter des coûts considérables de réindexation lorsqu'on décide de promouvoir un non-descripteur au statut de descripteur. Une fréquence trop élevée de la notion superordonnée pourrait engendrer un réexamen du statut de non-descripteur des notions subordonnées. En effet, le constat, lors de l'indexation d'un corpus, d'une utilisation trop fréquente de la notion superordonnée peut amener à réexaminer a posteriori le statut de non-descripteur des notions subordonnées.
- non-descripteur > concept national. Cette technique permettrait de générer des thésaurus nationaux plus étoffés et une visualisation de l'arbre notionnel différente selon le système choisi.

Exemple: «divorce sur acceptation du principe de la rupture du mariage» (FR) USE «divorce».

Il est également possible d'imaginer des cas de propagation de notions ou l'introduction d'une notion nationale devenue notion de l'UE impliquant des changements de choix pour le thésaurus. Dans ce cas, les coûts de réindexation seraient également économisés.

b) Les **concepts associés** pourraient appartenir à plusieurs catégories:

- concept associé (standard: causalité, instrumentation, *hiérarchie*, etc.) et descripteur
- concept associé (**à distinguer**) et descripteur

Cette relation sémantique sera très utile pour avertir d'une confusion possible entre deux notions et orienter l'utilisateur vers un autre descripteur potentiellement utile. L'ajout d'une telle relation pourrait permettre de limiter les notes d'application du type «Ne pas confondre». Il faudrait permettre l'établissement d'une telle relation entre deux notions appartenant à la même branche.

- concept associé (similarité ou adjacence) et non-descripteur

Il permet de couvrir les besoins terminologiques et d'enrichir les relations sémantiques inhérentes à une notion jugée comme trop proche d'une autre pour lui permettre d'avoir un statut de descripteur dans un système de recherche. Par exemple: «mère porteuse» USE «gestation pour autrui» ou «devoir de secours» USE «contributions aux charges du mariage».

Ce concept pourrait éventuellement éviter les coûts de réindexation si à l'utilisation et après examen des fréquences et recherches infructueuses, la notion serait tout de même utile pour l'indexation ou dans les cas où il faudrait inverser le statut entre descripteur et non-descripteur.

- concept associé – similarité et descripteur

c) Les concepts antonymes pourraient appartenir à plusieurs catégories:

- descripteur standard ayant une relation d'antonymie (peut également être une relation simple associative)
- concept antonyme – non-descripteurs
Exemple: «infidélité» USE «devoir de fidélité»

Enfin, en ce qui concerne les non-descripteurs, il serait probablement utile de différencier les genres dans les cas où un non-descripteur est uniquement créé pour une question de genre (par exemple, cousine USE cousin).

4.2.1.4. Note liée au concept

Elle pourrait éventuellement être scindée en plusieurs parties, à savoir, un note concernant le domaine, une note concernant la comparaison entre systèmes juridiques, une note contenant une description commune de la notion (crochet terminologique), référence notionnelle, etc.

4.2.2. Au niveau de la langue ou du système juridique

Les données sont généralement groupées par langue puis par concept. Ensuite, les bases les plus précises permettent d'attribuer au terme une marque géographique.

Il pourrait être utile de réfléchir sur les possibilités de structurer les données non pas par langue mais par système juridique. Quelle que soit la structure de la base, il est important de permettre à l'utilisateur d'effectuer une recherche par système et d'identifier rapidement, à l'affichage des résultats, à quel système juridique appartient un terme ou une définition.

4.2.2.1. Définition

Chaque définition doit être liée à un système juridique.

Il est possible d'accepter une équivalence notionnelle entre notions juridiques pour lesquelles il existe des différences mineures ne remettant pas en cause les caractéristiques essentielles de la notion. Ces différences seront parfois visibles dans la définition et il est impératif d'identifier le système juridique visé.

La **source de la définition** doit également figurer dans un champ à part et doit pouvoir être associée à un certain nombre d'informations (définition partiellement reprise, définition modifiée, définition traduite à partir de, etc.)

4.2.2.2. Note(s)

Chaque note doit être liée à un système juridique.

Plusieurs types de notes sont à prévoir: note générale, note historique et note d'application permettant de décrire les modalités d'utilisation d'une terme lors de l'indexation ou de la recherche (aspect thésaurus).

Ce champ doit pouvoir contenir des hyperliens externes et des hyperliens internes vers d'autres fiches.

4.2.3. Au niveau de chaque terme

Terme de départ ou terme ayant posé le problème de traduction

Type de terme ou de désignation: terme (par défaut), abréviation (abréviation, sigle ou acronyme) forme courte, appellation¹⁷ (villes, organes, juridictions, etc.), locution standard

Référence du terme (source terminologique du terme)

Ce champ doit pouvoir héberger des liens notamment vers EUR-Lex (lien smartapi paramétrable – langue et numéro Celex.)

Il doit également être associé à des données apportant des précisions: dates (de publication et de saisie), référence approximative (la désignation n'est pas dans le texte telle qu'elle figure dans le champ terme), référence ancienne, type de référence (législation, jurisprudence, doctrine, travaux préparatoires, périodiques juridiques, monographie spécialisée, etc.)

Contexte et référence du contexte

Nature (possibilité de sélectionner plusieurs attributs)

- calque
- emprunt – xénisme¹⁸ + *possibilité d'ajouter une information sur l'origine de l'emprunt*
- emprunt intégral¹⁹
- formulation (expression créée à partir d'unités linguistiques existantes)
- néologisme (terme nouveau désignant une réalité nouvelle)

¹⁷ Le terme «identificateur» est employé en langage documentaire.

¹⁸ La notion n'existe pas dans le système emprunteur.

¹⁹ La notion existe dans le système emprunteur.

Avertissement

- provisoire
- faux-ami
- homographe ou polysémique (permet de distinguer les vrais doublons des faux doublons)

D'autres qualificatifs tels que «barbarisme», «pléonasme» peuvent être employés en terminologie mais l'intérêt nous paraît limité. Les cas listés ci-dessus sont intéressants et permettent réellement aux utilisateurs et chargés de traduction de pouvoir mieux comprendre la nature du terme en question. Ce type d'information peut également servir de mise en garde.

Evaluation / Pondération (un seul attribut)

- terme préférentiel
- terme déconseillé
- terme incorrect

Marques d'usage du terme (possibilité de sélectionner plusieurs attributs)

- système juridique (origine géographique)
- registre ou marque sociolinguistique (terme spécialisé juridique, terme usuel, terme journalistique, etc.)
- marque temporelle (terme ancien, terme vieilli, terme archaïque, etc.)

Collection

Ce champ peut également être lié au concept.

Note liée au terme

Ce champ doit permettre d'établir des liens externes et des liens internes vers d'autres fiches dans la langue de son choix. Il devrait également comporter l'information sur le système juridique visé lorsqu'un même terme est utilisé dans plusieurs ordres juridiques.

D'autres champs peuvent également être associés au terme: fréquence du terme, marques grammaticales, genre, nombre, etc.

Remarques d'ordre général

Etant donné la **gestion un peu singulière des non-descripteurs**, il serait utile de saisir une information au niveau de la fiche contenant les renvois vers un descripteur se trouvant dans une autre fiche. Les non-descripteurs à l'intérieur d'une même fiche seront les termes non préférentiels.

La possibilité de gérer des non-descripteurs composés (termes précoordonnés) doit être prise en compte. Il s'agit ici de guider les indexeurs et les utilisateurs d'un système de recherche en leur soumettant des propositions de requêtes composées de plusieurs descripteurs combinés.

Par exemple, «filiation maternelle»: utiliser «filiation» + «mère».

Il faudra pouvoir faire la distinction entre les termes créés uniquement pour les besoins de regroupement ou de classification (relais virtuel²⁰, termes chapeaux, facettes²¹, etc.) et les autres descripteurs.

En plus des domaines, il faudra gérer une liste des mots outils et probablement (selon la politique de gestion du thésaurus) réfléchir sur la possibilité de gérer les appellations (noms d'actes, d'organisation, etc.) dans des listes séparées par domaine ou par microthésaurus.

Il est important de faire apparaître les termes selon l'ordre souhaité par l'utilisateur (par exemple, terme préférentiel en haut de la liste).

Les abréviations ou formes courtes devront être liées à la forme développée.

Le formatage des caractères doit être permis (bold ou italique ou surlignées) sans que l'utilisateur ne soit contraint d'insérer lui-même, par exemple, des balises du langage HTML (ce qui peut provoquer des problèmes en cas d'oubli de fermeture de balise).

Les informations administratives (auteurs et date de création, modification, validation) des données terminologiques sont très importantes (au niveau des termes, définitions, notes, domaine, etc.). La validation doit être simplifiée et doit pouvoir être effectuée au niveau de chaque terme ou au niveau du système juridique.

4.3. Quelques pistes à explorer pour l'outil d'indexation et de recherche

Il est indispensable que l'outil d'indexation et de consultation soit «connecté» à la base de gestion permettant un échange entre utilisateurs, indexeurs et gestionnaires du vocabulaire (notamment pour proposer des candidats descripteurs ou pour enregistrer les requêtes infructueuses des utilisateurs et leur fréquence).

De plus, les utilisateurs finaux devront disposer d'une interface leur permettant d'effectuer des recherches dans le fonds documentaire par terme (lorsqu'ils ont une idée assez précise du terme à rechercher) ou par navigation dans les arborescences (aide au choix du terme en fonction du thème et des relations sémantiques et précision de la spécificité).

Avant d'accéder aux documents, l'utilisateur devra avoir la possibilité d'accéder à la partie terminologique de la notion exprimée par le terme saisi ou choisi. Il doit être en mesure de comprendre le résultat obtenu surtout lorsque les descripteurs (termes figurant dans l'indexat²²) ou lorsque les termes contenus dans le texte résultat sont différents du terme utilisé dans sa requête. Il devrait pouvoir accéder à la partie terminologique à partir de l'indexat ou des termes contenus dans le document. Le fait de pouvoir accéder aux fiches terminologiques permettra à l'utilisateur de comprendre les notions principales du document en cours de lecture.

²⁰ Terme présent dans un langage documentaire non utilisé pour l'indexation mais qui sert d'intermédiaire dans une hiérarchie.

²¹ Catégorie générale abstraite non thématique permettant d'attribuer aux concepts une information sur leur nature inhérente ou sur le point de vue sous lequel on le considère (personne, objet, action, etc.)

²² Ensemble des termes retenus pour l'indexation du document se trouvant dans la notice bibliographique

Un système d'autopostage ou d'expansion sémantique devrait être intégré pour permettre à l'utilisateur de restreindre ou d'élargir sa recherche en fonction du résultat.

Il serait judicieux de prévoir une pondération des termes retenus à l'indexation pour permettre à l'utilisateur d'avoir une idée immédiate de l'importance de la notion recherchée dans les documents trouvés et de pouvoir rapidement affiner ou modifier sa recherche.

Enfin, il paraît essentiel que l'utilisateur puisse effectuer des recherches non pas uniquement par langue mais également par système. Le site vLex²³ est un bon exemple permettant de comprendre qu'il est très utile de pouvoir aller au delà de la langue mais de procéder à une recherche en précisant le système juridique visé (avant ou après la liste de résultat). Dans les fiches terminologiques, il sera également essentiel d'afficher les systèmes juridiques visés par les données terminologiques (notamment les termes et les définitions). Le site dédié au projet LexAlp²⁴ (*Legal Language Harmonisation System for Environment and Spatial Planning within the Multilingual Alps*) est également un exemple intéressant, dans la mesure où il permet d'effectuer des recherches dans le fonds documentaire en précisant la langue du terme saisi et le système visé. Les deux exemples mentionnés n'intègrent pas de vocabulaire contrôlé dans le système de recherche.

²³ <http://vlex.com> Portail juridique permettant via une interface unique de consulter, sur la base d'une recherche en texte intégral, les sources juridiques de plus d'une centaine de pays. Ce système se distingue du site NLex par le fait qu'il n'est pas obligatoire de procéder à une sélection en amont de la base nationale à consulter. La recherche peut d'abord s'effectuer par terme puis les résultats peuvent être affinés par système juridique, ce qui peut être intéressant notamment pour procéder à des comparaisons entre système national et UE.

²⁴ LexAlp http://lexalp.eurac.edu/projects/index_fr «Projet dont l'objectif final est d'harmoniser la terminologie juridique utilisée par la Convention alpine en allemand, français, italien et slovène dans les domaines clés de l'aménagement du territoire et du développement durable, tout en fournissant à tous les acteurs de la communication transfrontalière un vaste ensemble de ressources linguistiques en ligne qui assureront la précision et la cohérence de la terminologie quadrilingue employée dans les instances supranationales des Alpes.»

<http://217.199.4.152:8080/termbank/LexALP.po> (accès direct à la Banque de termes) «Vous remarquerez les **drapeaux** sur la droite de chaque terme (ex:  pour la Convention Alpine): ils indiquent à quel système juridique appartient le terme affiché. Parfois, un même terme est utilisé dans les textes de la Convention Alpine, de l'Union européenne, dans les textes internationaux ou nationaux. Dans ce cas, un même terme peut apparaître jusqu'à à trois ou quatre fois, avec pour seule variation leurs drapeaux et des descriptions peu différentes. Nous vous rappelons que, même si elle fait partie des textes internationaux, nous avons choisi de décrire le système juridique de la Convention Alpine de manière séparée afin de satisfaire aux objectifs du projet.»

5. Organisation des travaux

5.1. Travail préparatoire

Pour chaque domaine, le travail préparatoire a permis de produire un ensemble cohérent et organisé de notions accompagnées de toutes les relations sémantiques permettant d'une part de comprendre chaque notion, et d'autre part de comprendre les relations qu'elles entretiennent entre elles. Le travail préparatoire s'est principalement basé sur le droit français, le droit espagnol et le droit de l'UE.

L'étape suivante consistait à transposer ce qui a été construit lors de la phase préparatoire dans toutes les langues de l'Union européenne et dans les 24 systèmes juridiques choisis pour cette étude.

Plusieurs opérations se sont succédé: l'identification des sources constituant la documentation spécialisée, le dépouillement de la documentation (repérage des notions à l'intérieur des documents), la sélection des unités terminologiques pertinentes, la formation et normalisation des termes, l'établissement d'une partie des relations sémantiques, la ventilation des notions et la création des relations hiérarchiques (prémisse de l'arborescence). Plusieurs tests d'indexation ont rapidement été effectués avant la finalisation du travail préparatoire.

Deux JL, chargés des systèmes français et espagnol (relativement proches), ont contribué au travail préparatoire. Sur base de l'expérience de l'étude de faisabilité et des difficultés rencontrées, il serait probablement intéressant de se baser sur un nombre plus important de systèmes juridiques et surtout sur des systèmes distants. Cette possibilité rendrait le travail préparatoire plus lourd en amont mais faciliterait le travail de tous les JL en aval, ce qui permettrait certainement de réduire le nombre de débats portant sur les différences entre systèmes.

En effet, les problèmes rencontrés nous permettent de souligner l'importance d'une prise en considération des multiples différences dès le départ et non pas au fur et à mesure des découvertes. Le fait de partir de plusieurs systèmes distants permettrait d'être plus exhaustifs et de couvrir quasiment toutes les réalités nationales. En effet, malgré la possibilité qu'avaient les collègues de proposer des notions pour compléter l'arbre notionnel, le nombre de propositions a été très réduit et ne reflète probablement pas l'intégralité des besoins. De plus, les discussions incessantes et itératives sur une arborescence trop nationale pourraient également être limitées si chacun pouvait reconnaître (plus ou moins) son système depuis le départ. Néanmoins, il nous est impossible de savoir dans quelle mesure ces hypothèses se vérifient. En revanche, il est permis de proposer trois systèmes de départ différents dans lesquels les autres systèmes trouveraient des similitudes.

5.1.1. Identification des sources constituant la documentation spécialisée

Dans l'objectif d'identifier un ensemble de documents pertinents permettant de collecter la terminologie et de constituer une collection exhaustive, une partie importante du travail a consisté à effectuer des recherches documentaires dans toutes les sources possibles (nationales mais aussi UE et INT), principalement:

- Législation nationale
- Jurisprudence
- Doctrine

- Travaux préparatoires
- Etudes en droit comparé
- Dictionnaires et Glossaires
- Thésaurus
- Manuels et autres ouvrages spécialisés
- Etc.

Il faut prévoir une période relativement longue (plusieurs semaines par domaine) d'une part, pour les recherches et l'acquisition de la documentation, et d'autre part, pour la prise de connaissance et l'assimilation des notions.

5.1.2. Sélection de la terminologie

L'étape suivante a été le dépouillement consistant à repérer et extraire les unités terminologiques désignant les notions du domaine à traiter.

La collecte des termes s'est effectuée selon deux méthodes: une méthode, dite déductive, consistant à repérer les termes en analysant rapidement le contenu des documents ou de l'indexation (collecte analytique) et l'autre méthode, dite synthétique, permettant d'obtenir les termes à partir des sources lexicales ou terminologiques telles que des index, des thésaurus, des glossaires, etc.

Plusieurs sources terminologiques et documentaires, y compris le Tesauro espagnol et Eurovoc, ont été utilisées.

Les documents nationaux dépouillés étaient des documents originaux (pas de traduction) à l'exception des textes du droit de l'UE. Néanmoins il est toujours préférable de supprimer des notions à un stade ultérieur. Les notions n'appartenant pas au domaine étudié ayant un lien sémantique étroit avec ce dernier ont été traitées et classées à part (domaines connexes).

Après avoir établi la liste des termes, les JL de l'équipe de gestion et le coordinateur ont procédé à une sélection des unités terminologiques pertinentes (notamment en fonction de leur fréquence), à un regroupement des termes par notion (identification des synonymes ou unités visant la même notion) et ont commencé à réfléchir sur les relations hiérarchiques (construction d'un projet d'arborescence à l'aide du logiciel FreeMind²⁵).

Pour construire l'arborescence et procéder au choix des notions, les JL de l'équipe de gestion et le coordinateur ont beaucoup échangé pour avoir une compréhension des notions dans les deux systèmes et pour établir une correspondance.

5.1.3. Formation des unités terminologiques

²⁵ Outil permettant de créer des cartes heuristiques pour contribuer à l'élaboration des arbres notionnels.
<http://fr.wikipedia.org/wiki/FreeMind>

Une fois l'ensemble des termes fixés, il a fallu former les unités terminologiques désignant les notions.

Ce travail a demandé la collaboration entre deux spécialistes, le juriste qui a la maîtrise des notions et le terminologue documentaliste qui connaît les règles de formation de terme.

Le choix ou la formation d'une unité linguistique pour son acceptation dans un outil terminologique ou documentaire n'est pas toujours aisé à effectuer. Par exemple, le fait de sélectionner des termes à partir du texte peut conduire le non expert à effectuer des choix terminologiques inappropriés (termes imprécis, reprises anaphoriques, quasi-synonyme, etc). En effet, un terme imprécis ou plus général que la notion visée employé dans un document (pour éviter la répétition) ne pose pas de problème de compréhension au lecteur parce que le contexte permet d'en comprendre la signification précise mais il pourra se révéler incorrect pour figurer en tant que terme ou descripteur représentant la notion. Cette considération est également très importante dans la phase de traduction. Par exemple, sous prétexte d'économie linguistique, il a été refusé de réduire «mineur étranger non accompagné» par «mineur non accompagné», la signification pouvant être tout à fait différente.

Précoordination ou postcoordination?

Etant donné la spécificité juridique des domaines à traiter, un nombre important de termes précoordonnés ont été acceptés dans la mesure où ils permettraient une plus grande précision à l'indexation et à la recherche. En effet, parfois les termes composés peuvent simplifier l'indexation et éviter les fausses combinaisons. Ce choix peut contredire le principe selon lequel le langage combinatoire permet une gestion plus facile du thésaurus et une recherche par des combinaisons multiples. Néanmoins, nous n'avons pas éprouvé beaucoup de difficultés étant donné que dans le langage juridique, les termes composés sont très souvent indivisibles et représentent des notions à part entière également plus intéressantes du point de vue terminologique (problème de traduction).

En effet, qu'il s'agisse de l'efficacité de la recherche ou du bénéfice à retirer en traduction, il est plus intéressant de conserver des termes précoordonnés que d'avoir des unités séparées à combiner (problème de précision à la recherche ou d'indexation non harmonisée).

Pour parvenir à choisir entre la création de deux termes à combiner ou la création d'un seul terme composé de deux notions, il a fallu tenir compte de l'efficacité à la recherche et à l'indexation. Pour éviter un nombre trop important de termes précoordonnés inutiles alourdissant le thésaurus (augmentation du nombre de descripteurs), il nous a semblé utile de prévoir une liste de mots outils à combiner de manière étroite avec certains descripteurs (par exemple: annulation, constatation, effet, portée, etc.). Nous avons entamé cette action sans la poursuivre étant donné le peu d'intérêt que cela représentait dans cette phase de test.

Lorsque les termes précoordonnés contenaient une notion difficile à traduire, nous avons essayé de créer plusieurs unités post-coordonnées pour éviter les répétitions de termes longs et artificiels dans plusieurs langues. De plus, nous avons réfléchi sur une règle permettant de guider les utilisateurs sur les descripteurs à combiner. La combinaison proposée servirait de point d'entrée comme un non-descripteur (*Compound Non-Preferred terms*).

Par exemple, le terme «filiation» dans son acception précise a posé des problèmes importants de traduction dans plusieurs langues et il a fallu le formuler dans les langues concernées. Les collègues

ont préféré la motivation et la précision à l'économie linguistique en créant une explication de la notion «lien juridique entre l'enfant et l'un de ses parents». Il a donc été impératif de traiter toutes les notions contenant «filiation» et de gérer des termes postcoordonnés en proposant des requêtes préétablies (exemple: filiation maternelle = filiation + mère).

Certains cas n'ont pas été tranchés. Il est possible qu'une poignée des termes postcoordonnés soient retirés du «vocabulaire juridique multilingue», par exemple des termes composés du terme superordonné et d'une précision (modificateur). Ces notions pourraient être restituées avec la notion principale combinée à un mot outil («retrait de l'autorité parentale» ou «attribution de l'autorité parentale»).

Termes artificiels

Il est important de souligner que plusieurs termes composés ont été créés en tant que termes chapeaux pour permettre d'organiser les notions (relais virtuels), l'utilisateur ne devra pas s'étonner de l'existence de ces termes artificiels. Les JL ont été encouragés à traduire ou formuler ces termes sans effectuer des recherches supplémentaires (par exemple: «droits et devoirs familiaux»).

Ces termes artificiels dotent le VJM d'un certain niveau d'abstraction, par rapport aux différents systèmes juridiques, qui garantit sa neutralité systématique et, de ce fait, la flexibilité nécessaire pour être utilisé en tant qu'outil d'indexation multi-systèmes.

Par ailleurs, la présence d'autres termes peut surprendre (par exemple, des termes désignant les membres de la familles) mais il était nécessaire de les inclure dans la collection pour permettre une indexation exhaustive.

5.1.4. Construction des arbres notionnels

Une fois les notions désignées par des termes choisis avec soin et dont la formation remplissait les critères standard en terminologie (forme canonique, singulier, etc.), celles-ci ont fait l'objet d'une brève description avant d'être ventilées (répartition en thème). Ce travail a permis de dessiner petit à petit l'arborescence et de parvenir à une proposition d'arbre notionnel plus aboutie.

En plus des relations hiérarchiques, les JL ont réfléchi avec le coordinateur aux relations associatives et aux non-descripteurs tout en ayant conscience que la structure proposée allait être sujette à évolution et que les relations associatives seraient complétées et validées en fin de projet.

5.1.5. Données terminologiques

Au fur et à mesure que l'arborescence se précisait, les JL de l'équipe de gestion ont décrit chaque notion dans une fiche terminologique (directement dans CuriaTerm) en fournissant toutes les données nécessaires au futur utilisateur et aux collègues des autres unités chargés de trouver les équivalences pour leur système dans leur langue.

Il s'agissait d'une responsabilité très importante étant donné que c'était à partir des fiches établies dans un premier temps par les JL français et espagnol que les collègues devaient acquérir une compréhension parfaite des notions à restituer. Aucune ambiguïté ni confusion n'était permise. La liste des principaux champs à remplir dans les fiches initiales est présentée ci-dessous.

5.1.5.1. Terme et références

Chaque terme était accompagné de données concernant sa **source terminologique**, **type de référence** (législation, jurisprudence, doctrine, travaux préparatoires, etc.) et **système juridique concerné** (national, UE, INT). Comme indiqué précédemment, les JL ont effectué des recherches en droit national mais également en droit de l'UE et en droit international.

Toutes les désignations du même concept devaient être présentes dans la même fiche (synonymes, variantes graphiques, variantes flexionnelles, variantes syntaxiques, abréviations, acronymes, sigles), ce qui a nécessité un travail de recherche et de vérification significatif. Les pseudo synonymes étant interdits, il a fallu faire preuve de beaucoup d'attention.

Lorsque plusieurs termes cohabitaient, un **terme préférentiel** devait être choisi par ordre juridique, c'était au JL d'effectuer ce choix en se basant sur son bon sens et sur la pertinence des sources (législation > jurisprudence > travaux préparatoires, etc.), sur le registre employé, sur la forme du terme (par exemple: concis, motivé) et sur le degré d'acceptation possible des futurs utilisateurs.

De manière générale, les termes choisis appartenaient au registre juridique mais un petit nombre de termes décrivant des réalités à prendre en compte ne relevait pas exclusivement du jargon juridique.

Les collègues ont dû faire preuve de beaucoup de précaution dans le choix des termes, il a fallu notamment faire attention aux évolutions de certaines notions à relever dans les fiches (exemples: «divorce pour rupture de la vie commune» devenue «divorce pour altération définitive du mariage» ; «mariage sans comparution personnelle» devenue «mariage par procuration»).

Il a fallu prendre en compte les dernières évolutions législatives (par exemple suite aux réformes importantes introduites en 2005 dans le droit de la famille en France), mais également identifier les fiches qui seraient touchées par des réformes imminentes en droit de la famille (par exemple, en Roumanie).

En plus de l'évolution de la terminologie juridique dans son propre système, les collègues ont parfois été amenés à réfléchir sur l'emploi d'une terminologie différente dans le droit de l'UE et produire une synthèse de leur analyse dans CuriaTerm.

Les termes pouvaient être accompagnés d'un **contexte**, utile pour la compréhension de la notion et permettant parfois d'économiser une définition.

5.1.5.2. Définitions

Les définitions ont été fournies à chaque fois que cela semblait nécessaire. Au fur et à mesure des discussions avec les collègues, les définitions ont été modifiées puis ajoutées. A titre d'exemple, 70% des fiches créées dans le domaine du droit de la famille comporte une définition.

Il a été fondamental de rédiger les définitions avec un soin particulier et respecter les règles de rédaction.

Dès le travail préparatoire, le coordinateur a noté les difficultés que les collègues pouvaient éprouver d'autant plus que la définition terminologique se différencie des définitions lexicographiques. En effet, il convient d'être prudent avec les dictionnaires qui suivent une approche sémasiologique (du terme vers la notion) et qui contiennent des définitions bien souvent trop descriptives. Par conséquent, beaucoup de définitions lexicographiques reprises des dictionnaires spécialisés ne répondaient pas aux exigences demandant de fournir les caractères essentiels et distinctifs des notions notamment pour permettre aux autres collègues de reconnaître les principaux traits sémantiques.

L'une des principales missions d'une définition est de situer la notion dans un réseau notionnel et de permettre de clairement distinguer une notion des autres notions proches. Il est malheureusement fréquent dans les dictionnaires juridiques de trouver des définitions similaires pour des notions différentes.

De nombreuses définitions ont été rédigées par le JL lui-même à partir de ses lectures diverses et de sa compréhension de la notion par rapport au système de concepts. Dans certains cas, les JL se sont inspirés des définitions stipulatives contenues dans le droit dérivé.

Chaque JL a été contraint de procéder à de multiples retouches dans les fiches, ce qui est inhérent à un tel projet (beaucoup de retours en arrière et de précisions à introduire au fur et à mesure de l'avancement du projet). Il faut souligner que la modification à répétition des fiches nécessite du temps et de l'énergie. Le JL est tenté de fournir un maximum d'informations en restituant ce qu'il a accumulé durant ses recherches ce qui peut nuire à la qualité de la fiche et doit faire l'objet d'une attention particulière. Les informations doivent être complémentaires, concises et non confuses.

L'une des tâches des JL et du coordinateur était de trier les informations afin de ne garder que l'essentiel dans un souci de clarté et de concision. Pour une question de qualité et d'efficacité terminologique, les fiches terminologiques devaient refléter la synthèse des recherches effectuées et l'organisation des informations soigneusement sélectionnées.

Les définitions n'ont pas été traduites d'une langue à une autre, sauf lorsque les définitions étaient inspirées du droit dérivé de l'UE ou lorsqu'une définition correspondait à d'autres ordres juridiques.

Les définitions ont été à chaque fois rédigées pour correspondre au système juridique concerné, et peuvent donc varier d'un ordre juridique à l'autre. C'est grâce à la définition que les collègues pouvaient reconnaître une correspondance avec leur système juridique en se basant sur les traits sémantiques de la notion. L'équivalence notionnelle entre notions se jugeait sur base des traits essentiels qu'il est possible de dégager dans une définition. Par exemple, l'adoption conjointe est réservée aux couples mariés en France alors qu'elle peut être ouverte à deux concubins dans d'autres systèmes juridiques. Dans ce cas, il a été permis d'établir une correspondance entre les notions des systèmes pour lesquels il existe la possibilité d'adopter un enfant par deux personnes vivant en couple (marié ou non). Un autre cas très simple à illustrer est la notion de «mariage» qui n'est autorisée entre deux individus du même sexe que dans un nombre restreint de systèmes juridiques (Belgique, Espagne, Pays-Bas, Portugal et Suède). Dans ces systèmes juridiques, le terme n'a pas été modifié suite aux changements effectués dans les textes législatifs. En effet, le terme «mariage» est identique et s'emploie indifféremment qu'il s'agisse d'un mariage homosexuel ou d'un

mariage hétérosexuel. L'idée du mariage est la même et les devoirs et obligations ne diffèrent pas en fonction de l'orientation sexuelle de la personne mariée.

Comme expliqué précédemment, il n'a pas été possible pour des questions de temps et de ressources de rédiger un descriptif général constituant le crochet terminologique et présentant les traits sémantiques essentiels, néanmoins il s'agit d'une piste à creuser qui serait complémentaire aux définitions nationales. Dans l'idéal, ce descriptif pourrait s'accompagner d'une synthèse de la situation dans les différents ordres juridiques (les caractéristiques propres) et d'un point de droit comparé. Les explications sur la délimitation de la notion ont été données lors des discussions ou des correspondances et très souvent sur base de questions concrètes.

Pour conclure avec ce point consacré aux définitions, il importe de souligner qu'il a été demandé que les définitions soient rédigées de manière à pouvoir être comprises aussi bien par des juristes que par un public large et de ne pas employer des termes qui ne seraient pas définis dans d'autres fiches.

Il a parfois été nécessaire d'adapter les définitions pour les rendre compatibles avec les systèmes de notions.

Dans le cadre du test de faisabilité, les JL n'ont pas disposé de suffisamment de temps pour veiller scrupuleusement au respect des règles standard pour l'élaboration des définitions.

Par conséquent, il est possible de trouver quelques infractions aux codes de rédaction des définitions, par exemples:

- définition commençant par l'un des termes désignant le concept;
- définition non introduite par le terme désignant le concept superordonné ou par une formule d'ancrage (par exemple: «Action de»);
- Définition ne se limitant pas aux caractéristiques distinctives et essentielles;
- Etc.

Néanmoins, les JL ont été fortement encouragés à respecter les principes d'adéquation (une définition s'applique uniquement à un seul concept) et de clarté. L'équipe de soutien a vérifié la qualité des définitions, et le cas échéant proposé les corrections nécessaires, pour les langues et systèmes qu'elle était en mesure de comprendre. Cependant, dans un contexte demandant une couverture linguistique extrêmement vaste, tel que le VJM, un système de contrôle de ce type devrait impérativement être mis en place.

S'agissant des sources des définitions, elles ont été citées de manière systématique et accompagnées d'une mention lorsqu'elles avaient fait l'objet d'une modification ou d'une traduction.

5.1.5.3. Notes

La **note (observation)** avait pour mission d'héberger des informations concernant des questions d'équivalence partielle ou de vide notionnel. La note est également utilisée pour expliquer les cas particuliers, par exemple: la formulation d'un terme; l'existence d'un terme ancien (par exemple «puissance paternelle») ou d'une notion ancienne (par exemple: «enfant légitime» ou «désaveu de paternité»); un terme emprunté à une autre langue (les xénismes doivent être clairement identifiés), un terme déconseillé; un terme polysémique ou un faux-ami.

Un autre cas intéressant à justifier dans une note était la présence d'un terme national différent du terme utilisé en droit de l'UE ou en droit international. Même si ces cas sont clairement identifiables au niveau de l'origine du terme, il est parfois utile de justifier l'existence de termes juridiques différents au sein du même système juridique, le terme employé dans la législation peut différer des termes utilisés dans la jurisprudence ou la doctrine et naturellement des termes du langage commun. Ces derniers ont été évités lorsqu'ils constituaient une source de confusion.

Les **notes d'application** (thésaurus) ont été rédigées au fur et à mesure des discussions et des problèmes relevés, par exemple lorsqu'il y avait confusion entre notions. Néanmoins, le travail sur les notes d'application n'a pas été finalisé. En outre, il a été décidé par le coordinateur de ne pas charger inutilement les fiches avec des notes d'application dont l'utilité était quasiment nulle pour les utilisateurs d'un système terminologique, d'autant plus qu'un effort de structure et de définition a constamment été déployé lorsqu'il y avait risque d'ambiguïté entre plusieurs notions. Les notes d'application ont été saisies dans un fichier Excel. Il n'est pas exclu d'ajouter des notes à l'intention des utilisateurs du thésaurus dans une phase ultérieure.

5.1.5.4. Informations au niveau du concept

Le projet de créer des **descriptions harmonisées** a été abandonné au profit de définitions quasi systématiques dans les systèmes de départ. En revanche, les actes de droit de l'UE principalement intéressants par rapport à une notion ont fait l'objet d'un référencement dans la note générale liée au concept. La référence positionnée au niveau du concept pouvait être reprise par les collègues au niveau du terme si ce dernier était contenu dans le document en question.

En plus des informations présentes au niveau de l'origine du terme, il était prévu d'indiquer une information concernant les **ordres juridiques au niveau du concept** pour permettre de visualiser rapidement les notions spécifiques à un petit nombre de systèmes juridiques, les exceptions ainsi que les notions introduites par le droit de l'UE. Ce travail pourrait être complété sur base d'une analyse et d'une comparaison des informations produites dans les fiches terminologiques mais ne doit pas nécessairement concerner toutes les notions.

Les **relations sémantiques entre notions** ont été introduites dans CuriaTerm après finalisation de l'arborescence: relations hiérarchiques, relations associatives et antonymes. Enfin, les relations d'équivalence entre **descripteurs et non-descripteurs** ont été simplement enregistrées dans un fichier Excel.

Les fiches terminologiques fournies dans un premier temps dans deux langues (espagnole et française) ont été complétées de la même manière par l'ensemble des JL dédiés au projet.

5.1.6. Répartition du travail préparatoire entre les juristes linguistes

Une approche différente a été suivie pour chaque domaine. Lors de la préparation du premier domaine «Droit des étrangers», le JL de l'unité de langue espagnole a recensé la totalité des notions et a organisé les notions en arborescence avec l'aide du coordinateur. Dans un second temps, la JL de l'unité de langue française a cherché les équivalents pour son système et a complété la liste.

Pour le second domaine «Droit de la famille», les collègues se sont partagé la tâche dès le départ. Le collègue de l'unité de langue espagnole a pris en charge la filiation alors que la JL de l'unité de langue

française s'est occupée du droit matrimonial. Ils ont ensuite échangé les travaux et chacun a complété le travail de l'autre.

L'arborescence s'est dessinée avec précision au fur et à mesure des réunions entre les deux juristes et le coordinateur. Les compétences de chacun étaient indispensables et complémentaires pour aboutir à un résultat acceptable. Lors de ces réunions, les discussions entre juristes de systèmes différents ont permis d'aboutir à l'exclusion de certaines notions trop nationales ou du moins de leur attribuer un statut de non-descripteur.

5.1.7. Dossier de travail

L'arbre notionnel en plus des fiches terminologiques

Pour démarrer les travaux, les JL ont reçu des présentations thématiques arborescentes (vue graphique et vue systématique) par microthésaurus ainsi que des listes alphabétiques de notions nécessaires pour le repérage rapide d'un terme.

Les collègues ont eu la possibilité de travailler par champ sémantique et profiter de tous les avantages que cela implique (étude d'une notion et des notions subordonnées ou associées de manière parallèle).

L'**arbre notionnel** a été d'une aide précieuse durant toutes les étapes du projet, notamment pour l'élaboration et la révision des définitions ainsi que pour la comparaison et l'harmonisation terminologique. Les défauts de structure dans l'arbre ont souvent été repérés grâce à l'incompatibilité entre la définition et la situation hiérarchique des notions. En outre, il est arrivé à plusieurs reprises de détecter différentes représentations de la même notion en constatant qu'une même définition correspondait à plusieurs fiches.

L'arbre notionnel et la présentation systématique ont beaucoup servi lors des discussions en réunion. En plus d'être une aide supplémentaire à la compréhension de la notion et au repérage des défauts, répétitions et omissions, la présentation thématique hiérarchisée est un outil favorisant l'organisation et la planification des travaux (exemple: réunion par ensemble logique de notions, traduction par lot, etc.).

Support supplémentaire

Les notions posant des difficultés de délimitation ou pour lesquelles il a fallu effectuer des recherches poussées étaient nombreuses (70 % des notions). Pour chaque notion problématique, une fiche de recherche a été créée contenant la description du problème, l'analyse notionnelle, les définitions, les contextes et parfois les solutions proposées. Ce travail de recherche et d'analyse a été effectué en amont (travail préparatoire) puis complété au fur et à mesure des difficultés rencontrées lors des recherches d'équivalences notionnelles.

En plus des listes de notions et des vues thématiques, le dossier de travail contenait différentes instructions et guides (Règles d'écriture dans CuriaTerm, Ne pas faire, Comment rédiger

correctement une définition, etc.) ainsi que des informations d'ordre pratique (Liste des personnes désignées, Qui contacter et comment? Comment trouver les informations sur l'Intranet? etc.).

Concernant les recherches terminologiques, toutes les notions appartenant au droit de la famille ont fait l'objet d'une recherche dans IATE et dans EUROVOC. Les liens vers les fiches IATE et les traductions ont été mis à disposition dans un fichier Excel.

Après avoir finalisé le «Droit des étrangers», la DGTrad a pris connaissance d'un glossaire mis au point par la Commission. Une comparaison entre les notions traitées dans le glossaire European Migration Network²⁸ (basé sur la Décision 2008/381/EC²⁹) et le VJM a été effectuée pour repérer d'éventuelles omissions, cependant il n'a pas été possible d'intégrer à temps les quelques notions manquantes dans le VJM. L'analyse effectuée permettra un traitement ultérieur des notions pertinentes (environ une quinzaine). Parmi les notions manquantes, figurent des appellations. A ce titre, il est important de signaler que les appellations des entités (organisations ou autres) et des principaux instruments juridiques n'ont volontairement pas été traitées dans le VJM [exemple: Convention européenne des droits de l'homme (CEDH), convention de Dublin; processus de Budapest, etc.]. Celles-ci devraient à notre sens être présentes dans un thésaurus mais au sein de listes annexes.

Enfin, les instruments du droit de l'UE et les conventions internationales traitant des notions du vocabulaire juridique multilingue ont été recensés et mis à la disposition des collègues JL.

5.2. Réunions de travail

Ce type de projet exige un échange régulier entre collègues afin de pouvoir exposer les problèmes de chacun et proposer des solutions communes. Les réunions étaient organisées par thème (par branche de microthésaurus) et sur base des questions posées quotidiennement par les JL.

Plusieurs types de réunions sont utiles pour rationaliser le temps et la gestion de problèmes: des réunions plénières, des réunions thématiques (invitant les collègues ayant des problèmes communs), et des réunions par groupe de langues ou de systèmes juridiques voisins.

Les problèmes soulevés en réunion concernaient soit des questions méthodologiques (terminologique ou thésaurus), soit des questions sur les notions juridiques (sens ou délimitation d'une notion, différence entre notions proches, problème d'équivalence, etc.).

Les débats étant nombreux et parfois interminables, il était impératif que le coordinateur intervienne pour arbitrer, recadrer le sujet ou clôturer une discussion. Les explications notionnelles et les solutions terminologiques ou documentaires étaient présentées conjointement par les JL de l'équipe de gestion et le coordinateur. Lors de ces réunions, toutes les compétences se complétaient

²⁸ Site Internet European Migration Network (EMN) <http://emn.sarenet.es/html/index.html> «Currently, the European Commission (under the direct responsibility of the [Directorate General for Justice, Freedom and Security](#)) is responsible for the development of the EMN».

²⁹ 2008/381/CE: Décision du Conseil du 14 mai 2008 instituant un réseau européen des migrations <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:32008D0381:FR:NOT>

utilement pour aboutir à des solutions fiables et pertinentes: juridiques, documentaires et terminologiques.

En ce qui concerne l'organisation des réunions, les juristes disposaient de la liste des notions à étudier avant les réunions (sur base de thèmes et de problèmes concrets). Entre deux réunions, les questions étaient posées aux JL et au coordinateur par courriel. Avant la réunion plénière, la synthèse de toutes les questions/réponses était envoyée aux JL.

Le recours à un outil d'échange (facile à utiliser ne nécessitant pas de formation) serait un avantage incontestable. Cet outil devrait permettre de converser sur un thème (une notion), d'attacher des documents, d'établir des liens entre conversations et vers l'extérieur (Internet ou outils internes). Le wiki a été utilisé dans le cadre du projet mais n'a pas répondu complètement au besoin. Une solution de type «forum» serait plus appropriée avec la possibilité d'intégrer un flux RSS permettant à chacun d'être informé d'une conversation en cours. En effet, la possibilité d'utiliser un outil d'échange en temps réel entre un groupe ciblé de personnes pourrait permettre un gain de temps non négligeable à tous les stades du projet et surtout assurer une communication optimale.

Pour conclure, les comptes rendus ont été rédigés systématiquement et publiés sur l'Intranet. Ils ont également été indexés par notions pour permettre une recherche sur des décisions déjà prises. Ce travail a été précieux pour répondre de manière homogène à des questions portant plusieurs fois sur la même notion mais à des moments différents.

Parallèlement aux réunions, le coordinateur s'est entretenu de manière individuelle avec chaque JL pour aider celui-ci à démarrer, à éclaircir certains points concernant la méthodologie, discuter des notions difficiles et proposer des solutions. L'accompagnement terminologique et documentaire des JL est essentiel et ne doit pas être négligé.

5.3. Recherche d'équivalences dans les autres systèmes juridiques

Les difficultés rencontrées étaient multiples, principalement en raison de la nature juridique du vocabulaire et du nombre de langues et de systèmes à traiter. Comme il a été souligné dès le départ, les solutions apportées ne prétendent pas assurer une parfaite harmonisation terminologique entre les notions de systèmes juridiques différents mais tout a été mis en œuvre pour rendre le résultat cohérent et utile. Les solutions et choix effectués lors du test de faisabilité visaient à garantir l'efficacité de l'outil documentaire (indexation et recherche dans un système documentaire multi-systèmes) et du vocabulaire produit (compréhension de la notion et aide à la traduction).

5.3.1. Délimitation de la notion et découpage différent de la réalité

Les questions sur le degré d'équivalence étaient très fréquentes et soulevaient le problème de la délimitation de la notion. Seule l'analyse comparative de la situation dans plusieurs ordres juridiques permettait une délimitation cohérente pour tous.

Afin d'identifier la notion correspondante à leur système juridique, les JL se basaient principalement sur l'arborescence et la définition de la notion. La construction de l'arborescence et la mise au point des définitions sont étroitement liées. Les définitions doivent refléter le système des notions et inversement. Ce sont deux processus itératifs, exigeant souvent la révision et la répétition de certaines opérations. Il était essentiel d'assurer la cohérence entre l'arbre notionnel et les définitions pour permettre une harmonisation notionnelle. De plus, il était impératif que les collègues disposent

de l'environnement sémantique des notions pour éviter des erreurs dues à l'ambiguïté lexicale de certains termes (ambiguïté provenant de la syntaxe, du manque de précision, de la polysémie ou de l'homonymie, etc.). Pour la recherche d'équivalence, l'approche onomasiologique (du concept aux désignations) a permis d'éviter certaines confusions. Il était exclu de se fier uniquement à la désignation d'une notion. En effet, il est apparu que certains termes juridiques traités dans le VJM étaient parfois trompeurs (abandon d'enfant / délaissement d'enfant³⁰) ou difficiles à distinguer à priori (devoir de secours / devoir d'assistance; abandon de famille / abandon du foyer conjugal). Ces notions ont été clarifiées et liées par des relations sémantiques de type renvoi (non-descripteur dans le thésaurus) ou de type «A distinguer» pour permettre à un utilisateur de réorienter sa recherche si nécessaire. Ce type de relation, permet d'identifier les notions qui se chevauchent ou qui peuvent faire l'objet d'une confusion.

Une fois la notion «correspondante» identifiée, le plus difficile était de savoir si les différences notionnelles étaient suffisamment marginales pour autoriser une équivalence.

La première étape consistait à dégager les traits sémantiques essentiels de la notion et ses caractéristiques distinctives. La solution idéale, qui n'a pas pu être mise en œuvre, aurait été de procéder à cette opération pendant le travail préparatoire, notamment par le biais d'une description commune. Il n'a pas été possible de procéder ainsi pour plusieurs raisons, notamment le fait de ne pas confronter dès le départ un nombre suffisamment important de systèmes différents pour permettre une comparaison et aboutir à une description commune pertinente.

En revanche, conscient des difficultés à venir, les JL de l'équipe de gestion ont essayé de fournir des définitions appropriées dans l'objectif de faciliter la recherche de correspondances. Néanmoins, les définitions pouvaient varier d'un système à l'autre tout en ayant en commun le noyau notionnel. Lors des réunions et des échanges divers, il a fallu repérer ce noyau notionnel, c'est-à-dire repérer les éléments essentiels d'une notion et autoriser les différences jugées comme non fondamentales. Ci-dessous, deux exemples:

(a) Dans son acception la plus large, la notion «**adoption conjointe**» est l'adoption effectuée par les membres d'un couple. Le fait qu'il s'agisse de personnes mariées ou de concubins, ou alors qu'ils soient de même sexe ou de sexes différents, n'empêchait pas d'établir la relation d'équivalence entre systèmes juridiques.

(b) La notion «**présomption de paternité**» ne s'est pas limitée à l'acception française: «Principe suivant lequel l'enfant est présumé avoir pour père le mari de la mère, soit parce que l'enfant a été conçu pendant le mariage, soit parce qu'il a été conçu avant mais qu'il est né pendant.». L'équivalence a été acceptée pour les notions provenant de systèmes pour lesquels la présomption pèse également sur un concubin.

³⁰ Par exemple, le terme «abandon d'enfant» désignant en droit français le désintéressement des parents pour leur enfant pouvait facilement être confondu avec «délaissement de mineur» signifiant l'abandon physique.

Une autre difficulté a résidé dans les différences entre le droit national et le droit de l'UE. Les désignations juridiques n'ont pas nécessairement la même portée en droit de l'UE ou en droit national.

Par exemple, selon une définition extraite d'un avis du Comité économique et social européen, la «**violence conjugale**» se définirait comme une violence psychologique ou physique (y compris sexuelle) exercée au sein d'un couple d'époux ou de concubins, y compris lorsque la violence s'exerce après leur séparation mais est directement liée à leur relation antérieure. En France, le code civil vise uniquement les époux et non pas les concubins. Malgré son étymologie (lat. conjugalis, de conjux «époux, épouse», relatif au mariage), il semblerait que la signification de l'adjectif «conjugal» s'élargisse. Par conséquent, la désignation «violence conjugale» a été acceptée dans son acception la plus large.

Pour citer un autre exemple, «**famille nucléaire**» est définie dans la directive 2003/86/CE du Conseil du 22 septembre 2003 relative au droit au regroupement familial comme «les conjoints et les enfants mineurs», alors que dans plusieurs droits nationaux (français et espagnol par exemple), les parents ne sont pas obligatoirement mariés.

Dans les cas précédemment cités, les différences faisaient l'objet d'une explication dans les notes. Il a également parfois fallu expliquer la différence entre deux termes différents utilisés pour viser la même notion dans le même système mais provenant de sources différentes (doctrine / législation / jurisprudence).

Enfin, beaucoup de discussions et de retours en arrière ont été causés par l'existence de termes dans le droit dérivé désignant des notions très proches du droit national. Le terme UE étant parfois identique au terme employé dans le droit national, et cela dans plusieurs versions linguistiques, il était parfois difficile de choisir une solution acceptable pour tous. Par exemple, la notion «**responsabilité parentale**» est définie dans le Règlement (CE) n° 2201/2003 du Conseil du 27 novembre 2003 relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale abrogeant le règlement (CE) n° 1347/2000 de la manière suivante: «Ensemble des droits et obligations conférés à une personne physique ou une personne morale sur la base d'une décision judiciaire, d'une attribution de plein droit ou d'un accord en vigueur, à l'égard de la personne ou des biens d'un enfant.»

Dans un premier temps, les termes «**autorité parentale**» et «**responsabilité parentale**» ont cohabité dans la même fiche, puis il s'est avéré qu'il était préférable d'avoir deux fiches pour respecter le sens strict de la notion nationale.

Par exemple, dans le système français, la définition d'autorité parentale serait: «Ensemble des droits et des devoirs qui appartiennent aux père et mère, d'une part relative à la personne de leurs enfant mineurs non émancipés en vue de les protéger (garde, surveillance, éducation), d'autre part relativement au bien de ceux-ci (administration et jouissance légale).» La notion communautaire paraissant plus large dans la mesure où elle n'incombe pas seulement aux parents mais aux personnes physiques et morales (de manière similaire à la tutelle), il a été décidé de créer deux fiches.

5.3.2. Equivalence notionnelle faible ou inexistante

Comme précédemment indiqué, l'équivalence notionnelle parfaite est rare et diminue avec la spécificité du vocabulaire juridique. Lorsque l'équivalence semblait trop partielle entre le(s)

système(s) de départ et celui d'arrivée, la notion proche était traitée dans une autre fiche que nous avons nommée «renvoi».

Les renvois ainsi créés fonctionnaient comme des non-descripteurs. La fiche de départ (l'objet du renvoi) devait alors contenir dans le champ réservé au terme, soit une formulation, soit un emprunt ou un vide notionnel. Ce dernier était admis lorsque aucune solution concise, adéquate, transparente et acceptable pour le futur utilisateur, n'était possible. Les calques ont été évités dans la mesure du possible surtout lorsque les termes de départ n'étaient pas motivés ou devenaient source d'ambiguïté. En revanche, les collègues ont souvent eu recours à des syntagmes plus ou moins longs pour assurer la précision au détriment de la concision.

Lorsqu'il s'avérait que la non équivalence touchait plusieurs systèmes juridiques, un effort d'abstraction a été entrepris pour créer un terme chapeau général dont la fonction était de recueillir les différents renvois nationaux. Ces derniers, recevant le statut de non-descripteurs nationaux dans le thésaurus commun, pourraient éventuellement être promus descripteurs dans un thésaurus national. A titre d'exemple, les mesures d'éloignement dans les domaines du droit des étrangers étaient trop spécifiques à chaque système pour permettre une harmonisation. Le terme «éloignement» a été conservé comme descripteur permettant à chacun d'y adjoindre des renvois nationaux non-descripteurs (par exemple: reconduite à la frontière, interdiction du territoire, expulsion, etc.).

Ce procédé garantit non seulement la cohérence terminologique, mais permet également d'optimiser la recherche multi-systèmes ou nationale en offrant la possibilité de générer des thésaurus nationaux plus ou moins étoffés à partir d'une structure commune.

L'interdiction absolue consistait à introduire un terme désignant une notion proche dans la même fiche ou à introduire deux notions dans un système équivalent à une seule notion dans un autre système, c'est-à-dire permettre la présence de plusieurs termes désignant des notions coordonnées ou filles (co-hyponymes ou co-méronymes) en tant que synonymes. Par exemple, la notion «autorité parentale» difficile à restituer dans certains systèmes ne peut pas être traduite par «droit de visite» ou «devoir de protéger son enfant» ou «devoir de nourrir son enfant», etc.

Enfin, concernant la difficulté de trouver les termes adéquats dans les textes, il convient d'être attentif au manque de précision des termes qu'il est possible de trouver dans les documents non originaux mais traduits. Par exemple, certains textes traduits disponibles sur le site Europa ou même dans le droit dérivé, ont parfois induit en erreur sur le sens des termes employés. Il convient d'être prudent avec la terminologie employée dans les documents traduits d'autant plus qu'il n'y a pas la possibilité d'identifier la langue de départ. Le problème s'est par exemple posé pour les expressions «autorité parentale» et «droit de garde» qui étaient traduites par le même terme dans certaines versions linguistiques. Le terme «intérêt supérieur de l'enfant» a été traduit dans certains textes du droit de l'UE par «superior interests of the child» (au lieu de «best interests of the child») qui est une traduction anglaise fautive à partir du français «intérêt supérieur de l'enfant». D'autre part, les définitions tirées du droit dérivé ont parfois induit en erreur sur la notion visée. Enfin, une autre difficulté apparaissait lorsqu'un même terme était utilisé dans le droit national et dans le droit de l'UE pour représenter des notions proches (plus ou moins large).

Pour conclure ce point consacré aux problèmes d'équivalence, il a parfois fallu modifier la structure en cours de route, modifier les notions dans les systèmes de départ ou créer des termes génériques artificiels pour arriver à un compromis acceptable pour tous. Le plus difficile dans le travail à

accomplir était de suivre les contraintes d'un thésaurus et de rendre plausible la structure commune. En effet, l'équivalence inexacte ou partielle peut être acceptée dans un thésaurus multilingue à condition que cela n'ait pas d'impact négatif sur la recherche et l'indexation.

Des problèmes qu'il est possible de contourner facilement en terminologie, ont été plus compliqués à résoudre dans la perspective d'une utilisation thésaurus (par exemple lorsqu'un concept de départ n'est pas reconnu comme une seule idée ou un seul concept dans les autres systèmes). Les solutions ont été apportées au cas par cas: restructuration, création de termes artificiels, suppression d'un terme générique, etc. La norme britannique BS 8723 énumère différents problèmes d'équivalence et propose quelques pistes de résolution tout en soulignant qu'il n'existe pas de solution standard à appliquer.

5.3.3. Terminologie diachronique

Etant donné l'évolution du droit parfois difficile à suivre, il a semblé important de permettre la recherche tant terminologique que documentaire à partir des termes anciens ou de notions anciennes.

Les termes anciens ou archaïques correspondant à une notion ayant évolué ont été conservés dans la même fiche que les termes actuels («mariage par procuration» a été remplacé par «mariage sans comparution personnelle», «puissance paternelle» a été remplacé par «autorité parentale»).

Les termes jugés juridiquement archaïques mais dont la réalité demeure ont été signalés (par exemple: enfant légitime/enfant naturel).

Les notions anciennes dans la majorité des systèmes ont été traitées comme renvoi de notions actuelles superordonnées ou proches. Il était possible qu'une notion soit qualifiée d'ancienne dans plusieurs systèmes juridiques et encore d'application dans un ou plusieurs autres droits nationaux (par exemple «désaveu de paternité» ou encore «divorce pour faute»). Dans ce cas, il fallait faire un choix entre le statut descripteur ou non-descripteur en fonction du nombre de systèmes.

5.3.4. Plusieurs termes visant la même notion

Le **choix du terme préférentiel** se basait principalement sur le bon sens du JL mais également sur le registre du langage, la motivation du terme, la fiabilité de la source, le degré prévisible de compréhension et d'acceptabilité par les futurs utilisateurs, etc. Contrairement aux thésaurus standard, le choix du terme préférentiel ne se faisait pas entre termes appartenant à la même langue mais entre termes appartenant au même système juridique. Cette décision a été prise pour une raison évidente de cohérence et a contribué à ne pas devoir effectuer un choix entre les termes provenant de sources nationales et ceux provenant de sources UE.

La présence de plusieurs termes désignant une même notion dans le VJM peut s'expliquer de différentes manières, ci-dessous sont énumérés quelques cas intéressants.

- **Systèmes juridiques différents**

Par exemple, la notion d'opposition au mariage est désignée par le terme «verzet tegen het huwelijk» dans le système belge et par «stuiting van het huwelijk» dans le système des Pays-Bas.

- **Sources ou origines géographiques différentes**

Par exemple, la notion de concubinage peut se désigner de différente manière en Espagne selon la région ou la source de droit (Législation, jurisprudence, doctrine):

- o unión libre: Législation ES_AS ; UE
- o unión no matrimonial: Législation ES_AS ; UE
- o pareja no casada: Législation ES_VC ; UE
- o concubinato: Législation INT et Doctrine ES
- o convivencia more uxorio: Législation ES
- o unión estable de pareja: Législation ES_CT
- o pareja de hecho: Législation ES
- o unión de hecho: Législation UE ; ES_AS
- o pareja estable: Législation ES_AS
- o unión paramatrimonial: Jurisprudence ES et Doctrine ES

«ES_CT» signifie «Cataluña», «ES_AS» signifie «Asturias» et «ES_VC» signifie «Comunidad Valenciana».

- **Registres du langage différents**

Les termes usuels ont parfois accompagné les termes juridiques. Par exemple «garde partagée» est un terme usuel français qui désigne la même notion que les termes législatifs «garde conjointe» et «garde alternée».

- **Termes déconseillés**

Les termes faisant l'objet d'erreurs fréquentes sont également fournis dans la même fiche que le(s) terme(s) correct(s) et signalés comme termes déconseillés.

Le marquage en tant que terme déconseillé est utile, par exemple, dans le cas du terme «superior interests of the child», qui, comme signalé ci-dessus (voir la section 5.3.2) est une traduction anglaise fautive à partir du français «intérêt supérieur de l'enfant», le terme correct étant «best interests of the child».

- **Termes anciens, vieillis ou archaïques (marques temporelles)**

Exemple: «puissance paternelle» en France est le terme ancien pour «autorité parentale». Il est intéressant de signaler que le terme portugais «poder paternal» a été partiellement remplacé par «responsabilidades parentais » dans le code civil portugais (notamment en ce qui concerne les questions de divorce ou d'adoption). Les deux termes coexistent donc dans la même fiche.

- **Termes latins**

Il est courant d'employer des locutions latines dans le jargon juridique. Par exemple, «affectio maritalis» a été repris dans 15 versions linguistiques en tant que «synonyme».

- **Variantes propres aux termes complexes**

Exemple: reconnaissance de maternité / reconnaissance maternelle (variante morphosyntaxique)

- **La synonymie**

L'une des tâches difficiles consistait à identifier les pseudo-synonymes dans le but de les exclure. Par exemple, les termes «avortement» et «interruption volontaire de grossesse» ont dans un premier temps cohabité au sein d'une même fiche alors que l'IVG est un type d'avortement (donc un hyponyme). Les confusions provenaient principalement de l'emploi imprécis du terme «avortement» dans les textes. De même, le fait que le langage général, usuel ou journalistique emploie les mêmes termes que ceux du vocabulaire juridique a parfois induit en erreur. Par exemple, la notion de «mariage blanc» ne vise pas uniquement les mariages contractés dans le but d'acquérir une nationalité.

Les erreurs les plus fréquentes consistaient à confondre les synonymes avec des notions proches ou subordonnées.

5.3.5. Traitement des notions nationales

Les spécificités nationales ont été détectées au fur et à mesure des discussions. Selon la notoriété de la notion et sa possible propagation dans les droits voisins ou dans le droit de l'UE, les collègues choisissaient la solution la plus adaptée: vide³¹, formulation ou emprunt. Les notions proches étaient proposées en renvoi.

Le fait de recourir aux xénismes était permis lorsque la notion étrangère était familière et le terme étranger également usuel. L'important était de bien établir une distinction entre les emprunts visant des notions existant dans son système et les xénismes (emprunts visant des notions provenant d'un système étranger, par exemple «PACS» en droit français repris tel quel dans d'autres systèmes pour lesquels la notion n'existe pas).

Il était fréquent de disposer d'un terme déjà formulé dans sa langue pour recouvrir une réalité étrangère (notamment dans la doctrine ou dans les articles de presse). Dans ces cas, les notes, les contextes et l'origine du terme permettaient aisément de comprendre qu'il s'agissait d'une notion étrangère à son système juridique.

Il est important de souligner que l'origine de la formulation ou de l'emprunt devait être clairement indiquée (d'où vient ce terme? quelle est la langue de départ et/ou quel est le système de départ?).

Il a été demandé de fournir un commentaire lorsque la fiche comportait un vide notionnel, une formulation ou un emprunt.

5.3.6. Polysémie juridique

Les cas rencontrés étaient peu nombreux et rapidement résolus. Par exemple, le terme «enfant» ayant une double signification en français (enfant dans le sens descendant direct ou mineur) a posé

³¹ Le vide servait à indiquer qu'une recherche avait été effectuée pour la notion mais qu'aucune solution fiable n'avait été trouvée.

des difficultés minimales rapidement résolues grâce à l'arbre des notions et aux équivalents précis espagnols (niño et hijo). En effet, le terme étant présent dans de nombreux termes complexes, il a fallu viser la bonne notion.

La polysémie catégorielle a parfois engendré une certaine confusion (par exemple, le terme «autorisation à mariage» pouvant viser à la fois un document ou une action). Une définition devrait permettre d'éviter la confusion. Une solution à envisager serait d'introduire une information au niveau du concept du type facette³². De manière générale, les notions visant des documents ont été écartées du fait du non isomorphisme prévisible (par exemple «acte de naissance» a posé de grandes difficultés dans certains ordres juridiques).

5.3.7. Abandon de notions

Une quinzaine de notions a été abandonnée suite aux questions des JL. Il s'agissait de notions trop floues, trop spécifiques ou marginales («mariage canonique», «esclavage moderne», «coparentalité»). Les notions décrivant des documents administratifs ont pour la plupart été évitées en raison d'un écart notionnel trop important entre les systèmes juridiques.

Les notions trop spécifiques ou trop proches, mais pouvant constituer un intérêt pour la recherche, ont été créées en non-descripteurs.

³² Catégorie générale abstraite non thématique permettant d'attribuer aux concepts une information sur leur nature inhérente ou sur le point de vue sous lequel on le considère (personne, objet, action, etc.)

6. Différences et perspectives

6.1. Choix effectués sur le thésaurus

Tout d'abord il est important de signaler que la **polyhiérarchie** n'a pas été autorisée pour limiter la taille du thésaurus et en faciliter la gestion.

Une liste de descripteurs appartenant à des **domaines connexes** a été établie. Le traitement de ces fiches dans toutes les langues était facultatif ainsi que les notions désignant les membres de la famille. A ce sujet, la variante féminine des membres de la famille a été systématiquement proposée en non-descripteurs (deux fiches).

Si le test de faisabilité avait porté sur un thésaurus couvrant tous les domaines du droit, plusieurs notions auraient probablement été classées sous d'**autres domaines** tels que le droit social, le droit pénal ou le droit de la sécurité sociale.

La liste des **mots outils** n'a pas été complétée mais il est important de les prévoir dans un thésaurus. De plus, il serait utile de prévoir une syntaxe pour permettre à l'utilisateur et à l'indexeur d'adjoindre le mot outil à un descripteur particulier.

Aucune règle standard n'a guidé le choix entre la **postcoordination** et la **précoordination** (se reporter au point «5.1.3. Formation des unités terminologiques»). La possibilité de créer des non-descripteurs composés (Compound NonPreferred Term) est une approche très intéressante. De même proposer aux utilisateurs une alternative entre deux solutions proches est également à considérer. Il faut envisager l'utilisation combinée de deux descripteurs se complétant (opérateur «ET») à la place de créer des descripteurs précoordonnés, et dans certains cas, le guider vers différentes solutions possibles se rapprochant de son besoin (opérateur «OU»). Ce dernier cas est intéressant lorsqu'un non-descripteur conviendrait à plusieurs descripteurs dont il est très proche.

Le vocabulaire juridique multilingue s'est écarté de la recommandation proposant d'ajouter un qualificateur entre parenthèses derrière les **homographes** pour différencier leurs significations. En effet, l'application de cette règle aurait contredit la règle interne en matière de gestion terminologique qui n'autorise pas l'emploi des parenthèses. En outre, les termes polysémiques ou homographes ont été automatiquement identifiés par le système et les fiches concernées disposent de toutes les données permettant de ne pas rendre possible une quelconque confusion.

Les **notes d'application** (thésaurus) ont été rédigées au fur et à mesure des discussions et des problèmes relevés, par exemple lorsqu'il y avait confusion entre notions. Néanmoins, le travail sur les notes d'application n'a pas été finalisé. En outre, il a été décidé par le coordinateur de ne pas charger inutilement les fiches avec des notes d'application dont l'utilité était quasiment nulle pour les utilisateurs d'un système terminologique, d'autant plus qu'un effort de structure et de définition a constamment été déployé lorsqu'il y avait risque d'ambiguïté entre plusieurs notions. Les notes d'application ont été saisies dans un fichier Excel. Il n'est pas exclu d'ajouter des notes à l'intention des utilisateurs du thésaurus dans une phase ultérieure. Des relations sémantiques associatives du type «**À distinguer**» sont en cours de création entre les notions ayant fait l'objet de confusions courantes.

6.2. Caractéristiques du VJM

■ Apport de la terminologie

Les fiches ne contiennent pas uniquement les relations sémantiques standard d'un vocabulaire contrôlé.

En plus des synonymes, des relations associatives³³, des relations hiérarchiques et des notes d'application ou de définition, des données apportant une plus grande précision sémantique et permettant de justifier les choix retenus ont été insérées :

(1) Notes libres liées au concept, à la langue, à l'ordre juridique

Ce champ permettait notamment d'héberger des explications sur des notions n'existant pas dans son propre ordre juridique, des éléments de comparaison de droits, des exemples permettant d'illustrer la définition.

(2) Référence du terme

Celle-ci permet non seulement d'indiquer la fiabilité et la pertinence du choix retenu (pour l'utilisateur final) mais également de trouver des solutions dans les autres versions linguistiques (sources parfois intéressantes pour plusieurs JL).

La possibilité de qualifier une **référence approximative** a permis de déroger à la règle qui demande que le terme soit présent dans le contexte. Il a semblé intéressant de fournir des contextes qui ne contiennent pas le terme exact mais qui ont conduit à la formulation du terme.

Il a également été demandé d'indiquer les **références anciennes**.

(2) Origine des termes (registre et systèmes juridiques)

Cette information accompagne la référence et permet de confirmer la fiabilité et la pertinence de la solution retenue. L'origine du terme n'était pas obligatoire pour les termes usuels, les formulations et les vides.

Les JL devaient sélectionner une mention dans une liste déroulante (Législation, jurisprudence, doctrine, travaux préparatoires, usuel, etc.).

Les termes formulés (néologisme ou expression créée à partir d'unités linguistiques existantes) ou les termes usuels portent une mention spécifique.

(3) Des contextes liés aux termes

³³ L'établissement définitif des relations associatives entre notions a été effectué à la fin des travaux, après que le travail sur les définitions et sur l'arborescence ait été achevé. Il convient de rappeler que les relations associatives ne sont pas permises entre les notions appartenant à la même branche.

Le contexte est un moyen pratique d'illustrer l'utilisation d'un terme et ses collocations. Deux types de contexte ont principalement été introduits:

- Contexte **définitoire** permettant de comprendre la notion et d'économiser le temps consacré à la création d'une définition.
- Contexte **langagier** illustrant l'utilisation d'une dénomination dans une langue de spécialité.

(4) Des définitions accompagnées de source avec la mention de l'ordre juridique visé

Les définitions modifiées ou traduites ont été signalées. Les définitions ne sont pas liées à la langue mais à l'ordre juridique. Comme expliqué précédemment, les définitions peuvent varier sensiblement d'un ordre juridique à l'autre.

(5) Des informations diverses sur les termes : terme ancien, déconseillé, faux-ami, etc.

Pour plus d'information au sujet des données terminologiques, des champs à prévoir et de la méthodologie à suivre, il convient de se reporter aux chapitres précédents «4.2. Champs pour une gestion minimale», «5.1.5. Données terminologiques».

■ Gestion différente des non-descripteurs

Comme expliqué précédemment dans le chapitre «4.1. Exigences fonctionnelles et techniques pour une gestion minimale», la gestion en parallèle du volet terminologie et du volet thésaurus rend nécessaire un affinement des relations sémantiques, notamment au niveau des non-descripteurs.

Les synonymes apparaissent dans les fiches terminologiques en tant que termes non-préférentiels. Les autres types de non-descripteurs sont gérés dans des fiches séparées qui deviennent des renvois. Les fiches faisant office de renvoi contiennent les mêmes informations terminologiques que les descripteurs.

La **préférence du terme** ne s'effectue pas par langue mais par système juridique.

Les **non-descripteurs** du domaine «Droit des étrangers» ont été traités dans un fichier Excel principalement dans la langue française et espagnole. Ceux du domaine «Droit de la famille» ont fait l'objet de fiches terminologiques détaillées dans les langues pertinentes.

Les non-descripteurs ont été classés en plusieurs catégories:

- notions proches (fiches multilingues),
- genre féminin (principalement membres de la famille)
- notions antonymes (fiches multilingues),
- notions marginales ou spécifiques (autant de langues que de réalités nationales, autorisation des vides notionnels),
- notions spécifiques nationales (autant de langues que de réalités nationales, formulation et vides notionnels).

L'identification des non-descripteurs nationaux permettrait d'accorder un statut différent selon l'ordre juridique. En effet, il serait intéressant d'explorer la possibilité d'une indexation et d'une recherche à partir de notions n'existant que dans certains ordres juridiques. Il faudrait également considérer la possibilité de gérer les vides notionnels, ce qui schématiquement serait représenté par un tronc commun, des branches communes et des feuilles spécifiques à chaque ordre juridique.

Les JL ont été invités à proposer des non-descripteurs en fonction des spécificités propres à la langue ou au système juridique. Cette invitation n'a pas eu le succès escompté, les quelques propositions reçues concernaient des notions nationales. La plupart des non-descripteurs ont été sélectionnés lors du travail préparatoire et au fur et à mesure de l'élimination de descripteurs jugés trop spécifiques ou marginaux lors des discussions en réunion plénière.

■ Intégration de vides notionnels

Lorsque les JL éprouvaient de grandes difficultés à trouver une solution acceptable et viable, ceux-ci pouvaient indiquer la mention «vide». Cette mention permet de savoir qu'une recherche infructueuse a été effectuée. Il faut signaler que les vides notionnels sont rares et limités aux renvois dans la plupart des cas. Le vide permettait aux JL d'éviter de fournir des solutions à tout prix et au détriment de la qualité d'ensemble: des formulations longues et alambiquées, des calques absurdes, des emprunts inconnus dans le système juridique cible, des solutions qui rendraient trop sceptiques les spécialistes, etc.

■ Formulation, vide ou terme d'emprunt

Lorsqu'une les notions à traiter n'étaient pas connues ou désignées dans certains systèmes, les collègues avaient pour instructions de choisir entre différentes solutions (formulation, vide notionnel ou emprunt) et de fournir quelques explications sur la notion de départ ou de traduire la définition dans le champ «note». Les formulations ou les termes employés dans la doctrine ou la presse pour exprimer des notions exogènes ont été clairement mis en évidence.

6.3. Quelques pistes à envisager pour améliorer le résultat final

Comme mentionné précédemment, un tel projet nécessite des ressources considérables et il n'a pas été possible, pour une question de temps, de mettre en application certaines idées à prendre en considération.

La structure de la fiche terminologique pourrait permettre de **tracer l'origine d'une notion** et de savoir quel est l'ordre juridique à avoir introduit une notion, à savoir celui qui a influencé les autres droits, y compris le droit de l'Union européenne. Les informations mentionnant les directives touchant de près à la notion traitée pourraient être accompagnées de liens vers les décisions nationales sur le droit de l'UE et la date de transposition.

La possibilité de rédiger une **description commune dans une langue véhiculaire** servant de crochet terminologique pourrait également être envisagée à un niveau indépendant des langues et des systèmes à condition que les définitions nationales soient fournies. De plus, cette description pourrait être utilement accompagnée d'une **synthèse de la comparaison** entre les systèmes juridiques.

La mention «**formulation**» a été utilisée dans deux cas qu'il conviendrait de distinguer clairement (le VJM a utilisé les notes): lorsque le terme n'existe pas (la notion n'a pas de désignation en tant que telle) ou lorsque la notion n'existe pas.

Les **appellations** (noms des fonctions, instruments, organismes ou autres) n'ont pas été introduites mais devraient faire l'objet d'un recensement et d'une inclusion dans le produit final au moins dans un format de liste par domaine.

Enfin, même si cela a été fait de manière sérieuse par le biais des notes et d'autres champs, il serait utile de synthétiser et de structurer de manière uniforme certaines informations:

- (a) Le problème juridique soulevé par la notion est prévu par la législation.
Dans le VJM, l'origine du terme et la note permettent de déduire cette information. Le champ «ordre juridique» sera ultérieurement renseigné.
- (b) Le problème juridique soulevé par la notion n'est pas prévu par la législation.
Dans le VJM, l'origine du terme et la note permettent de déduire cette information.
- (c) La législation sur la notion risque d'évoluer dans un avenir proche (réforme de la législation ou débat parlementaire sur un sujet, par exemple l'homoparentalité, l'adoption conjointe).

Certains collègues ont dû modifier des notions en cours de route (par exemple suite au nouveau code de la famille en Bulgarie en 2010). D'autres collègues ont dû faire coexister des termes actuels avec des termes provisoires en raison de réforme en cours ou des projets de réformes en droit de la famille (par exemple en Slovénie et en Roumanie).

Ces notions ont parfois fait l'objet d'une note, l'origine du terme «Travaux préparatoires» permettait d'indiquer qu'il ne s'agissait pas encore d'une législation en vigueur. Le champ «provisoire» permettait également d'indiquer une solution à confirmer ultérieurement.

Il est impératif de prévoir un système permettant de faciliter la mise à jour rapide de ces cas.

Le problème soulevé par la notion fait l'objet d'une interdiction dans un ordre juridique. Dans le VJM, la note permet d'obtenir cette information.

- (d) Faire la distinction entre une notion ancienne et une notion ayant évolué (tant au niveau de sa désignation que de son contenu).
- (e) Faire apparaître au niveau de la notion les exceptions au niveau de l'UE (par exemple, le «divorce» n'est pas permis à Malte).

7. Conclusion

L'étude de faisabilité démontre que ce projet ambitieux est réalisable dans la mesure où les procédures mises en place permettent de gérer efficacement et de manière souple le non-isomorphisme existant entre des langues et des cultures juridiques différentes.

Construire un vocabulaire juridique multilingue et multi-systèmes constitue un chantier de grande ampleur nécessitant des compétences techniques de haut niveau dans plusieurs domaines (juridiques, terminologiques, documentaires) ainsi que des qualités fondamentales (investissement, créativité, esprit consensuel, etc.).

L'étude de faisabilité a permis de dégager les conclusions suivantes:

- Il est techniquement faisable d'établir, avec un niveau de fiabilité élevé, un vocabulaire juridique multilingue comparé unique, correspondant aux systèmes juridiques de l'Union européenne.
Ce vocabulaire, riche en éléments terminologiques, peut être structuré comme un vocabulaire contrôlé hiérarchisé (thésaurus).
- Le choix des notions et la conception de la structure du vocabulaire doivent, pour chaque domaine, être préparés par une petite équipe dans laquelle collaborent des juristes experts dans, au moins, trois systèmes juridiques de départ, à déterminer, susceptibles de jouer le rôle de pivot au sein des différentes "familles" de systèmes juridiques européens
- Le projet implique que les juristes effectuent un travail de recherche très important en droit national et en droit comparé. En plus de maîtriser parfaitement la langue de leur système juridique respectif, les juristes doivent avoir de bonnes connaissances dans une langue véhiculaire, ainsi que dans la langue du système juridique jouant le rôle de système pivot par rapport au propre système.
- Le projet exige des réunions très fréquentes entre les participants.
Par ailleurs, afin de valider ses choix, chaque juriste doit pouvoir s'appuyer sur le conseil d'autres juristes experts dans son propre système.
- Une double qualification universitaire, juridique et terminologique/documentaire, n'est indispensable ni pour les juristes engagés dans le projet ni pour les professionnels en terminologie et langages documentaires devant assurer l'encadrement et l'accompagnement des juristes.
Un important effort en formation des juristes participant dans ce projet est cependant à prévoir.

La réalisation du vocabulaire juridique multilingue requiert la disponibilité d'un outil informatique bien adapté aux besoins spécifiques de ce projet, ainsi que l'appui technique nécessaire pour la maintenance évolutive de l'outil et pour le support aux utilisateurs.

Annexe Langues et systèmes juridiques traités lors de l'étude de faisabilité

1. Langues traitées et systèmes juridiques correspondants

Dénomination d'origine de la langue	Dénomination courante FR	Code langue	Principaux systèmes juridiques dans lesquels la langue est officielle
български	bulgare	bg	Bulgarie (BG)
español	espagnol	es	Espagne (ES)
čeština	tchèque	cs	République tchèque (CZ)
dansk	danois	da	Danemark (DA)
Deutsch	allemand	de	Allemagne (DE). Non traités: Autriche (AT); Belgique (BE); Luxembourg (LU)
eesti keel	estonien	et	Estonie (EE)
ελληνικά	grec	el	Grèce (EL) Non traité: Chypre (CY)
English	anglais	en	Royaume Uni (UK); Malte (MT) ; Irlande (IE)
français	français	fr	France (FR) Non traités: Belgique (BE); Luxembourg (LU)
Gaeilge	irlandais	ga	Irlande (IE)
italiano	italien	it	Italie (IT)
latviešu valoda	letton	lv	Lettonie (LV)
lietuvių kalba	lituanien	lt	Lituanie (LT)
magyar	hongrois	hu	Hongrie (HU)
Malti	maltais	mt	Malte (MT)
Nederlands	néerlandais	nl	Pays-Bas (NL) ; Belgique (BE)

Dénomination d'origine de la langue	Dénomination courante FR	Code langue	Principaux systèmes juridiques dans lesquels la langue est officielle
polски	polonais	pl	Pologne (PL)
português	portugais	pt	Portugal (PT)
română	roumain	ro	Roumanie (RO)
slovenčina (slovenský jazyk)	slovaque	sk	Slovaquie (SK)
slovenščina (slovenski jezik)	slovène	sl	Slovénie (SI)
suomi	finnois	fi	Finlande (FI)
svenska	suédois	sv	Suède (SE)

2. Systèmes juridiques traités et langues correspondantes

Dénomination courte dans la langue d'origine	Dénomination courte en français	Code pays	Principales langues officielles ou administratives du système juridique	Remarques
Belgique/België	Belgique	BE	<i>français (fr)</i> <i>allemand (de)</i> néerlandais (nl)	Le système belge n'a pas été traité dans les langues française et allemande mais uniquement en néerlandais.
България	Bulgarie	BG	bulgare (bg)	
Česká republika	République tchèque	CZ	tchèque (cs)	
Danmark	Danemark	DK	danois (da)	
Deutschland	Allemagne	DE	allemand (de)	
Eesti	Estonie	EE	estonien (et)	
Éire/Ireland	Irlande	IE	irlandais (ga) <i>anglais (en)</i>	Le système irlandais n'a pas été traité en langue anglaise mais uniquement en irlandais. Une partie du domaine «famille» a fait l'objet d'une analyse et d'un essai en langue anglaise mais doit encore faire l'objet d'une validation.
Ελλάδα	Grèce	EL	grec (el)	

Dénomination courte dans la langue d'origine	Dénomination courte en français	Code pays	Principales langues officielles ou administratives du système juridique	Remarques
España	Espagne	ES	espagnol (es)	Les spécificités régionales ont été identifiées avec des codes ISO spécifiques (par exemple "ES_CT" pour le système catalan).
France	France	FR	français (fr)	
Italia	Italie	IT	italien (it)	
Κύπρος/Kıbrıs	Chypre	CY	grec (el) <i>turc (tr)</i>	Le système chypriote n'a pas été traité dans la phase pilote. Le turc n'est pas une langue officielle de l'UE.
Latvija	Lettonie	LV	letton (lv)	
Lietuva	Lituanie	LT	lituanien (lt)	
Luxembourg	Luxembourg	LU	<i>luxembourgeois (lu)</i> français (fr) allemand (de)	Le système luxembourgeois n'a pas été traité dans la phase pilote. Le luxembourgeois n'est pas une langue officielle de l'UE.
Magyarország	Hongrie	HU	hongrois (hu)	
Malta	Malte	MT	maltais (mt) anglais (en)	Le système maltais n'a pas été traité en langue anglaise mais uniquement en maltais.
Nederland	Pays-Bas	NL	néerlandais (nl)	
Österreich	Autriche	AT	allemand (de)	Le système autrichien n'a pas été traité dans la phase pilote.
Polska	Pologne	PL	polonais (pl)	
Portugal	Portugal	PT	portugais (pt)	
România	Roumanie	RO	roumain (ro)	
Slovenija	Slovénie	SI	slovène (sl)	
Slovensko	Slovaquie	SK	slovaque (sk)	
Suomi/Finland	Finlande	FI	finnois (fi)	La langue suédoise concerne 6 % de la population en Finlande et n'est pas une langue utilisée dans les documents administratifs et législatifs. La langue suédoise n'est par conséquent pas traitée pour représenter le système finlandais.
Sverige	Suède	SE	suédois (sv)	

Dénomination courte dans la langue d'origine	Dénomination courte en français	Code pays	Principales langues officielles ou administratives du système juridique	Remarques
United Kingdom	Royaume-Uni	UK	anglaise (en)	Le code ISO est GB. Le Royaume uni est composé des trois ordres juridiques: Angleterre et Pays de Galles, Ecosse et Irlande du Nord) Les codes spécifiques aux ordres juridiques ont été créés pour les besoins du VJM. Le système juridique d' Irlande du Nord n'a pas été traité.

Annexe Liste des notions appartenant au domaine «Droit de la famille» (FR)

Sommaire

Liste classée par ordre alphabétique des termes	2
Liste classée par microthésaurus	28
Droit matrimonial	28
Filiation	32
Situation de famille	35
Domaines connexes	40

Les notions classées sous «domaines connexes» ont un lien sémantique étroit avec le domaine «Droit de la famille».

Dans un thésaurus complet (c'est-à-dire couvrant tous les domaines du droit), plusieurs notions ici présentes sous «Droit de la famille» pourraient être classées sous d'**autres domaines** tels que le droit social, le droit pénal ou le droit de la sécurité sociale.

La mention «renvoi» désigne une fiche contenant un ensemble de non descripteurs (termes non préférentiels et non synonymes). Ces termes serviront de point d'accès pour diriger les indexeurs et les autres utilisateurs vers un descripteur. La notion visée par le renvoi est exprimée par des termes précédés de la mention «Employer: ».

Le type de renvoi est signalé de manière systématique entre crochets:

- ant.: antonyme
- féminin: forme féminine / forme masculine
- personne: personne / action ou fait
- proche: proche (relations diverses)
- similaire: similitude de sens
- spécifique: notion spécifique / notion générique
- spécifique + national : notion spécifique et nationale / notion générique

Liste classée par ordre alphabétique des termes

abandon de famille (3139)

MT: Situation de famille

abandon d'enfant (2971)

MT: Situation de famille

abandon du foyer conjugal / abandon de foyer / abandon du domicile conjugal (2906)

MT: Droit matrimonial

accouchement (3092)

MT: Filiation

accouchement sous X / accouchement anonyme (2957)

MT: Filiation

acte de mariage (2849)

MT: Droit matrimonial

acte de naissance (2970) [Renvoi «CS + national»]

Employer: enregistrement d'une naissance (3394)

MT: Filiation

action à fins de subsides (3314) [Renvoi «CS + national»]

Employer: établissement contentieux de la filiation (42608)

MT: Filiation

action en recherche de maternité (3302) [Renvoi «CS»]

Employer: établissement contentieux de la maternité (2877)

MT: Filiation

action en recherche de paternité (3276) [Renvoi «CS»]

Employer: établissement contentieux de la paternité (2874)

MT: Filiation

administration des biens de l'enfant (2880)

MT: Filiation

adoptant unique (3320) [Renvoi «personne»]

Employer: adoption individuelle (3103)

MT: Filiation

adoption (2781)

MT: Filiation

adoption conjointe (3160)

MT: Filiation

adoption de complaisance (1975)

MT: Filiation

adoption de l'enfant du conjoint (3105)

MT: Filiation

adoption d'un descendant (3098)

MT: Filiation

adoption individuelle (3103)

MT: Filiation

adoption internationale (3104)

MT: Filiation

adoption intrafamiliale (3096)

MT: Filiation

adoption plénière (2924)

MT: Filiation

adoption posthume / adoption post-mortem (3114)

MT: Filiation

adoption simple (2925)

MT: Filiation

adultère / relation extraconjugale (2903)

MT: Droit matrimonial

affection entre époux / affectio maritalis (3324)

MT: Droit matrimonial

agrément à l'adoption (2946)

MT: Filiation

aliments (42567)

MT: Filiation

allié (3012) [Renvoi «CS»]

Employer: gendre / beau-fils (3003)

MT: Situation de famille

AMP / assistance médicale à la procréation / procréation médicalement assistée / PMA (42648)

MT: Domaines connexes

anéantissement rétroactif du mariage (42668)

MT: Droit matrimonial

ascendant (2786)

MT: Filiation

assistance éducative (3127)

MT: Situation de famille

attouchement (3235)

MT: Domaines connexes

attribution du nom (42660)

MT: Filiation

attribution du prénom (3162)

MT: Filiation

audition des futurs époux (2578)

MT: Droit matrimonial

audition du mineur (2948)

MT: Filiation

autorisation à mariage (42701)

MT: Droit matrimonial

autorité compétente pour célébrer le mariage (42732)

MT: Droit matrimonial

autorité parentale / patria potestas / puissance paternelle (2093)

MT: Filiation

autorité parentale conjointe (3216)

MT: Filiation

autorité sur la personne du mineur (3916)

MT: Filiation

avortement (3131)

MT: Situation de famille

beau-fils (3204)

MT: Situation de famille

beau-frère (3014)

MT: Situation de famille

beau-parent (3005)

MT: Situation de famille

beau-parent (3205)

MT: Situation de famille

beau-père (3269) [Renvoi «CS»]

Employer: beau-parent (3005)

MT: Situation de famille

beau-père / parâtre (3361) [Renvoi «CS»]

Employer: beau-parent (3205)

MT: Situation de famille

belle-fille (3202) [Renvoi «féminin»]

Employer: beau-fils (3204)

MT: Situation de famille

belle-mère (3270) [Renvoi «CS»]

Employer: beau-parent (3005)

MT: Situation de famille

belle-mère / marâtre (3362) [Renvoi «CS»]

Employer: beau-parent (3205)

MT: Situation de famille

belle-soeur (3015) [Renvoi «féminin»]

Employer: beau-frère (3014)

MT: Situation de famille

bigamie (3283) [Renvoi «CS»]

Employer: mariage polygame (2832)

MT: Droit matrimonial

bisexualité (3082)

MT: Domaines connexes

bru / belle-fille (3004) [Renvoi «féminin»]

Employer: gendre / beau-fils (3003)

MT: Situation de famille

capacité matrimoniale (3232)

MT: Droit matrimonial

célébration du mariage (42712)

MT: Droit matrimonial

célibataire / personne célibataire (3044)

MT: Droit matrimonial

certificat de capacité à mariage (42716)

MT: Droit matrimonial

certificat médical préuptial (2580)

MT: Droit matrimonial

changement de nom / modification du nom (3164)

MT: Filiation

changement de prénom / modification du prénom (3183)

MT: Filiation

clause de célibat (2898)

MT: Droit matrimonial

communauté de vie (2904)

MT: Droit matrimonial

concubin (3303)

MT: Droit matrimonial

concubinage / union libre / union non-matrimoniale / union de fait / union hors mariage (3017)

MT: Droit matrimonial

condition de fond du mariage (42704)

MT: Droit matrimonial

condition de forme du mariage (3146)

MT: Droit matrimonial

conflit de paternité (2981)

MT: Filiation

conflit de présomption de paternité (3978) [Renvoi «CS + national»]

Employer: conflit de paternité (2981)

MT: Filiation

connaissance de la naissance (42557)

MT: Filiation

conseil de famille (2950)

MT: Situation de famille

consentement à l'adoption (2939)

MT: Filiation

consentement matrimonial (42737)

MT: Droit matrimonial

consommation du mariage (3321) [Renvoi «proche»]

Employer: devoir conjugal (2907)

MT: Droit matrimonial

contestation de la filiation (42545)

MT: Filiation

contestation de maternité (42547)

MT: Filiation

contestation de paternité (42550)

MT: Filiation

contrat de mariage (2912)

MT: Droit matrimonial

contribution aux charges du mariage (2961)

MT: Droit matrimonial

courtage matrimonial (2850)

MT: Domaines connexes

cousin (3002)

MT: Situation de famille

cousine (3271) [Renvoi «féminin»]

Employer: cousin (3002)

MT: Situation de famille

créance alimentaire (3272)

Employer: Filiation

créancier d'aliments / créancier alimentaire (2843) [Renvoi «personne»]

Employer: créance alimentaire (3272)

MT: Filiation

crise conjugale (3143)

MT: Droit matrimonial

curatelle (3019)

MT: Situation de famille

curateur (3273) [Renvoi «personne»]

Employer: curatelle (3019)

MT: Situation de famille

débiteur d'aliments / débiteur alimentaire (2841) [Renvoi «personne»]

Employer: dette alimentaire (3274)

MT: Filiation

débiteur d'aliments défaillant (3980) [Renvoi «personne»]

Employer: dette alimentaire (3274)

MT: Filiation

décès (3039)

MT: Domaines connexes

décès d'un époux (3309)

MT: Droit matrimonial

décès d'un membre de la famille (3308)

MT: Situation de famille

déclaration d'incapacité (3313) [Renvoi «proche»]

Employer: majeur incapable (42640)

MT: Situation de famille

défaut de consentement matrimonial (42697)

MT: Droit matrimonial

degré de parenté (2812)

MT: Filiation

délaissement d'un nouveau-né (4322)

MT: Situation de famille

délaissement de mineur (3174)

MT: Situation de famille

délégation de l'autorité parentale (2101)

MT: Filiation

demi-frère (3214)

MT: Situation de famille

demi-soeur (3364) [Renvoi «féminin»]

Employer: demi-frère (3214)

MT: Situation de famille

déplacement illicite d'enfant (2118)

MT: Situation de famille

désaveu de paternité (42624)

MT: Filiation

descendant (2794)

MT: Filiation

dette alimentaire (3274)

Employer: Filiation

dette ménagère / dette de ménage (3316)

MT: Droit matrimonial

devoir conjugal (2907)

MT: Droit matrimonial

devoir d'assistance (42702) [Renvoi «CS + national»]

Employer: entraide entre époux (3227)

MT: Droit matrimonial

devoir de cohabitation (42740)

MT: Droit matrimonial

devoir de fidélité (42780)

MT: Droit matrimonial

devoir de secours (2908) [Renvoi «CS + national»]

Employer: contribution aux charges du mariage (2961)

MT: Droit matrimonial

dévolution de l'autorité parentale / attribution de l'autorité parentale (2099)

MT: Filiation

dispense à l'empêchement à mariage (42752)

MT: Droit matrimonial

dissolution du mariage (2968)

MT: Droit matrimonial

dissolution d'une union hors mariage (3196)

MT: Droit matrimonial

divorce (42753)

MT: Droit matrimonial

divorce international (3221)

MT: Droit matrimonial

divorce par consentement mutuel (2246)

MT: Droit matrimonial

divorce pour altération définitive du lien conjugal / divorce pour rupture de la vie commune

(2248) [Renvoi «CS + national»]

Employer: divorce (42753)

MT: Droit matrimonial

divorce pour faute (2249)

MT: Droit matrimonial

divorce sur acceptation du principe de la rupture du mariage (2247) [Renvoi «CS + national»]

Employer: divorce (42753)

MT: Droit matrimonial

domicile conjugal / logement conjugal (3310)

MT: Droit matrimonial

don de gamètes (3116)

MT: Domaines connexes

dossier de mariage (42778)

MT: Droit matrimonial

double lien de parenté (2816)

MT: Filiation

droit à l'éducation (3945)

MT: Filiation

droit au mariage (42746)

MT: Droit matrimonial

droit de connaître ses origines (3170)

MT: Filiation

droit de garde (2106)

MT: Filiation

droit de l'enfant (4326)

MT: Filiation

droit de visite (2107)

MT: Filiation

droit du mineur d'être entendu (3268) [Renvoi «proche»]

Employer: audition du mineur (2948)

MT: Filiation

droits des grands-parents (3118)

MT: Filiation

droits et devoirs des époux (3149)

MT: Droit matrimonial

droits et devoirs familiaux (3152)

MT: Filiation

droits successoraux des enfants (42658)

MT: Filiation

éducation de l'enfant (2959)

MT: Filiation

égalité des époux (2969)

MT: Droit matrimonial

émasculat (3294) [Renvoi «CS»]

Employer: mutilation génitale masculine (4324)

MT: Situation de famille

empêchement à mariage (2897)

MT: Droit matrimonial

empêchement dirimant à mariage (3911) [Renvoi «CS + national»]

Employer: empêchement à mariage (2897)

MT: Droit matrimonial

empêchement prohibitif à mariage (3910) [Renvoi «CS + national»]

Employer: empêchement à mariage (2897)

MT: Droit matrimonial

endogamie (3128) [Renvoi «similaire»]

Employer: mariage endogame (3240)

MT: Droit matrimonial

enfant (3024)

MT: Situation de famille

enfant adopté / enfant adoptif (3366)

MT: Situation de famille

enfant adultérin (3266)

MT: Situation de famille

enfant biologique (2976)

MT: Situation de famille

enfant commun (2131)

MT: Situation de famille

enfant décédé (42639)

MT: Situation de famille

enfant incestueux (42641)

MT: Situation de famille

enfant légitime (2955)

MT: Situation de famille

enfant majeur (42642)

MT: Situation de famille

enfant maltraité (4328) [Renvoi «personne»]

Employer: maltraitance de l'enfant (3135)

MT: Situation de famille

enfant mineur (42643)

MT: Situation de famille

enfant naturel / enfant né hors mariage / enfant illégitime (2982)

MT: Situation de famille

enfant naturel simple (3265)

MT: Situation de famille

enfant né avant le mariage (42618) [Renvoi «proche»]

Employer: enfant légitime (2955)

MT: Situation de famille

enfant posthume (2856)

MT: Situation de famille

enfant unique (3141)

MT: Situation de famille

enlèvement d'enfant / enlèvement d'enfant / rapt d'enfant (2116)

MT: Situation de famille

enlèvement international d'enfant (2127)

MT: Situation de famille

enregistrement d'une naissance (3394)

MT: Filiation

entraide entre époux (3227)

MT: Droit matrimonial

épouse / femme (3007)

MT: Situation de famille

époux / conjoint (2157)

MT: Situation de famille

établissement contentieux de la filiation (42608)

MT: Filiation

établissement contentieux de la maternité (2877)

MT: Filiation

établissement contentieux de la paternité (2874)

MT: Filiation

établissement de la filiation (42613)

MT: Filiation

état civil (3038)

MT: Domaines connexes

excision (3290) [Renvoi «CS»]

Employer: mutilation génitale féminine (4323)

MT: Situation de famille

exercice de l'autorité parentale (2100)

MT: Filiation

famille (3029)

MT: Situation de famille

famille adoptive (3034)

MT: Situation de famille

famille d'origine / famille par le sang / famille biologique (3035)

MT: Situation de famille

famille homoparentale (3281) [Renvoi «proche»]

Employer: homoparentalité (2960)

MT: Situation de famille

famille monoparentale (3030)

MT: Situation de famille

famille nombreuse (3140)

MT: Situation de famille

famille nucléaire (2128)

MT: Situation de famille

famille recomposée (3032)

MT: Situation de famille

famille unilinéaire (3033)

MT: Situation de famille

fécondation in vitro / FIV (42649)

MT: Domaines connexes

fiançailles (2966) [Renvoi «similaire»]

Employer: promesse de mariage (3318)

MT: Droit matrimonial

filiation (42612)

MT: Filiation

filiation adoptive (42542) [Renvoi «similaire»]

Employer: parenté par adoption (2810)

MT: Filiation

filiation biologique (3061) [Renvoi «précoordonné»]

Employer: filiation (42612) + parent biologique (2988) + enfant biologique (2976)

MT: Filiation

filiation en mariage / filiation légitime (42543) [Renvoi «proche»]

Employer: enfant légitime (2955)

MT: Situation de famille

filiation hors mariage / filiation naturelle (42544) [Renvoi «proche»]

Employer: enfant naturel / enfant né hors mariage / enfant illégitime (2982)

MT: Situation de famille

filiation inconnue / filiation non établie (3080) [Renvoi «proche»]

Employer: parents inconnus (3812)

MT: Filiation

filiation maternelle (3079) [Renvoi «précoordonné»]

Employer: filiation (42612) + mère (2941)

MT: Filiation

filiation paternelle (3078) [Renvoi «précoordonné»]

Employer: filiation (42612) + père (2940)

MT: Filiation

filles (3238) [Renvoi «CS»]

Employer: enfant (3024)

MT: Situation de famille

fil (3237) [Renvoi «CS»]

Employer: enfant (3024)

MT: Situation de famille

formalités préparatoires du mariage (3178)

MT: Droit matrimonial

fratrie (2938) [Renvoi «proche»]

Employer: frère (3122)

MT: Situation de famille

frère (3122)

MT: Situation de famille

garde conjointe / garde partagée / garde alternée (2110)

MT: Filiation

garde de fait (3169)

MT: Situation de famille

garde de l'enfant (3073) [Renvoi «proche»]

Employer: droit de garde (2106)

MT: Filiation

gendre / beau-fils (3003)

MT: Situation de famille

gestation pour autrui / GPA (42650)

MT: Filiation

grand-mère (3279) [Renvoi «CS»]

Employer: grand-parent (2984)

MT: Situation de famille

grand-parent (2984)

MT: Situation de famille

grand-père (3278) [Renvoi «CS»]

Employer: grand-parent (2984)

MT: Situation de famille

grossesse (2944)

MT: Filiation

hétérosexualité (3085)

MT: Domaines connexes

homoparentalité (2960)

MT: Situation de famille

homosexualité (3083)

MT: Domaines connexes

impossibilité du maintien de la vie commune (3312)

MT: Droit matrimonial

inceste (3132)

MT: Situation de famille

infibulation (3291) [Renvoi «CS»]

Employer: mutilation génitale féminine (4323)

MT: Situation de famille

infidélité (3277) [Renvoi «ant.»]

Employer: devoir de fidélité (42780)

MT: Droit matrimonial

insémination artificielle (42653)

MT: Domaines connexes

intention de mariage (3184) [Renvoi «proche»]

Employer: consentement matrimonial (42737)

MT: Droit matrimonial

intérêt de l'enfant / intérêt supérieur de l'enfant (3171)

MT: Filiation

IVG / interruption volontaire de grossesse (3386) [Renvoi «CS»]

Employer: avortement (3131)

MT: Situation de famille

kafala (3200)

MT: Situation de famille

lien familial (2133)

MT: Filiation

lien simple de parenté (2818)

MT: Filiation

ligne collatérale (2815)

MT: Filiation

ligne de parenté (2811)

MT: Filiation

ligne directe (2814)

MT: Filiation

liquidation du régime matrimonial (2909)

MT: Droit matrimonial

livret de famille (2896)

MT: Droit matrimonial

mainlevée de l'opposition au mariage (2902)

MT: Droit matrimonial

maintien de l'unité familiale (42506)

MT: Situation de famille

majeur incapable (42640)

MT: Situation de famille

majeur protégé (3020) [Renvoi «personne»]

Employer: protection du majeur incapable (3121)

MT: Situation de famille

majorité (3262)

MT: Domaines connexes

maltraitance de l'enfant (3135)

MT: Situation de famille

mari / époux (3006)

MT: Situation de famille

mariage (2288)

MT: Droit matrimonial

mariage antérieur non dissous (42689)

MT: Droit matrimonial

mariage civil (42814)

MT: Droit matrimonial

mariage clandestin (42829)

MT: Droit matrimonial

mariage de complaisance / mariage blanc / mariage fictif / mariage simulé (1772)

MT: Droit matrimonial

mariage de ressortissants étrangers sur le territoire national (3193)

MT: Droit matrimonial

mariage de ressortissants nationaux à l'étranger (3192)

MT: Droit matrimonial

mariage en cas de péril imminent de mort / mariage in extremis / mariage in articulo mortis
(42819)

MT: Droit matrimonial

mariage endogame (3240)

MT: Droit matrimonial

mariage forcé (1972)

MT: Droit matrimonial

mariage gris (3338) [Renvoi «CS + national»]

Employer: mariage de complaisance / mariage blanc / mariage fictif / mariage simulé (1772)

MT: Droit matrimonial

mariage hors mairie (2833)

MT: Droit matrimonial

mariage international (2836)

MT: Droit matrimonial

mariage mixte (2837)

MT: Droit matrimonial

mariage par procuration / mariage sans comparution personnelle (42824)

MT: Droit matrimonial

mariage polygame (2832)

MT: Droit matrimonial

mariage posthume (2835)

MT: Droit matrimonial

mariage putatif (2251)

MT: Droit matrimonial

mariage religieux (42832)

MT: Droit matrimonial

mariage secret (3230)

MT: Droit matrimonial

maternité (2845)

MT: Filiation

médiateur familial (3356) [Renvoi «personne»]

Employer: médiation familiale (3168)

MT: Situation de famille

médiation familiale (3168)

MT: Situation de famille

membre de la famille (3016)

MT: Situation de famille

mère (2941)

MT: Situation de famille

mère adoptive (3373) [Renvoi «CS»]

Employer: parent adoptif (2989)

MT: Situation de famille

mère biologique (3358) [Renvoi «CS»]

Employer: parent biologique (2988)

MT: Situation de famille

mère célibataire (3288) [Renvoi «CS»]

Employer: parent célibataire (2986)

MT: Situation de famille

mère divorcée (3369) [Renvoi «CS»]

Employer: parent divorcé (3367)

MT: Situation de famille

mère porteuse (3093) [Renvoi «personne»]

Employer: gestation pour autrui / GPA (42650)

MT: Filiation

mère séparée (3360) [Renvoi «CS»]

Employer: parent séparé (2987)

MT: Situation de famille

mineur émancipé (2953)

MT: Situation de famille

minorité (3263)

MT: Domaines connexes

mutilation génitale / mutilation sexuelle (3138)

MT: Situation de famille

mutilation génitale féminine (4323)

MT: Situation de famille

mutilation génitale masculine (4324)

MT: Situation de famille

naissance (3010)

MT: Filiation

neveu (3001)

MT: Situation de famille

nièce (3000) [Renvoi «féminin»]

Employer: neveu (3001)

MT: Situation de famille

nom (3198)

MT: Filiation

nom et prénom (3197)

MT: Filiation

non-représentation d'enfant (3217) [Renvoi «CS + national»]

Employer: non-retour illicite d'enfant (2117)

MT: Situation de famille

non-retour illicite d'enfant (2117)

MT: Situation de famille

nouveau-né délaissé (4003) [Renvoi «personne»]

Employer: délaissement d'un nouveau-né (4322)

MT: Situation de famille

nullité absolue du mariage (2964) [Renvoi «CS + national»]

Employer: nullité du mariage (2154)

MT: Droit matrimonial

nullité du mariage (2154)

MT: Droit matrimonial

nullité du mariage pour erreur (42775)

MT: Droit matrimonial

nullité relative du mariage (2965) [Renvoi «CS + national»]

Employer: nullité du mariage (2154)

MT: Droit matrimonial

obligation alimentaire (42566)

MT: Filiation

obligation d'entretien des enfants (42657)

MT: Filiation

officier de l'état civil (3371) [Renvoi «CS + national»]

Employer: autorité compétente pour célébrer le mariage (42732)

MT: Droit matrimonial

oncle (2998)

MT: Situation de famille

opposition au mariage (2901)

MT: Droit matrimonial

orphelin (3040)

MT: Situation de famille

pacte civil de solidarité / PACS (3018) [Renvoi «CS + national»]

Employer: partenariat enregistré | union enregistrée (3125)

MT: Droit matrimonial

parent (2942)

MT: Situation de famille

parent adoptif (2989)

MT: Situation de famille

parent biologique (2988)

MT: Situation de famille

parent célibataire (2986)

MT: Situation de famille

parent divorcé (3367)

MT: Situation de famille

parent homosexuel (3282) [Renvoi «proche»]

Employer: homoparentalité (2960)

MT: Situation de famille

parent isolé (3363) [Renvoi «proche»]

Employer: famille monoparentale (3030)

MT: Situation de famille

parent séparé (2987)

MT: Situation de famille

parentalité (3043)

MT: Domaines connexes

parenté (2800)

MT: Filiation

parenté par adoption (2810)

MT: Filiation

parenté par alliance (3013)

MT: Filiation

parenté par consanguinité (2808)

MT: Filiation

parents inconnus (3812)

MT: Filiation

partenaire enregistré (3370)

MT: Droit matrimonial

partenariat enregistré / union enregistrée (3125)

MT: Droit matrimonial

paternité (2846)

MT: Filiation

patrimoine des époux / patrimoine conjugal (42703)

MT: Droit matrimonial

pension alimentaire (42581)

MT: Filiation

pension de réversion (2911)

MT: Droit matrimonial

père (2940)

MT: Situation de famille

père adoptif (3372) [Renvoi «CS»]

Employer: parent adoptif (2989)

MT: Situation de famille

père biologique (3357) [Renvoi «CS»]

Employer: parent biologique (2988)

MT: Situation de famille

père célibataire (3289) [Renvoi «CS»]

Employer: parent célibataire (2986)

MT: Situation de famille

père divorcé (3368) [Renvoi «CS»]

Employer: parent divorcé (3367)

MT: Situation de famille

père séparé (3359) [Renvoi «CS»]

Employer: parent séparé (2987)

MT: Situation de famille

période légale de conception (2932)

MT: Filiation

personne décédée (3365) [Renvoi «personne»]

Employer: décès (3039)

MT: Domaines connexes

personne divorcée (3051)

MT: Droit matrimonial

personne en couple (3261)

MT: Droit matrimonial

personne mariée (3213)

MT: Droit matrimonial

personne séparée (3047)

MT: Droit matrimonial

personne veuve (3052)

MT: Droit matrimonial

petite-fille (3287) [Renvoi «CS»]

Employer: petit-enfant (2985)

MT: Situation de famille

petit-enfant (2985)

MT: Situation de famille

petit-fils (3286) [Renvoi «CS»]

Employer: petit-enfant (2985)

MT: Situation de famille

placement de l'enfant dans un établissement (2109)

MT: Situation de famille

placement de l'enfant dans une famille d'accueil (2108)

MT: Situation de famille

placement de l'enfant en vue de l'adoption (2933)

MT: Situation de famille

polygamie (3124) [Renvoi «similaire»]

Employer: mariage polygame (2832)

MT: Droit matrimonial

possession d'état (filiation) (2853)

MT: Filiation

prénom (3199)

MT: Filiation

présence des futurs époux (2834)

MT: Droit matrimonial

présomption pater is est / présomption de paternité (42620)

MT: Filiation

prestation compensatoire (2910)

MT: Droit matrimonial

preuve biologique de la filiation / preuve biologique de filiation (2870)

MT: Filiation

preuve de la filiation (42605)

MT: Filiation

procréation (3011)

MT: Filiation

promesse de mariage (3318)

MT: Droit matrimonial

prorogation de l'autorité parentale (3976)

MT: Filiation

prostitution (3233)

MT: Domaines connexes

protection de l'enfant / protection du mineur (2124)

MT: Situation de famille

protection du majeur incapable (3121)

MT: Situation de famille

protection du mineur et du majeur incapable (3133)

MT: Situation de famille

puberté légale (2860)

MT: Droit matrimonial

publication du projet de mariage / publication des bans (42755)

MT: Droit matrimonial

pupille de l'Etat (3042)

MT: Situation de famille

question familiale (3129)

MT: Situation de famille

rapport entre époux (3148)

MT: Droit matrimonial

rapport patrimonial entre époux (3223)

MT: Droit matrimonial

réconciliation des époux (3144)

MT: Droit matrimonial

reconnaissance de l'enfant (42637)

MT: Filiation

reconnaissance de maternité / reconnaissance maternelle (3934)

MT: Filiation

reconnaissance de paternité / reconnaissance paternelle (3935)

MT: Filiation

régime de la communauté d'acquêts (3226)

MT: Droit matrimonial

régime de la communauté universelle (3225)

MT: Droit matrimonial

régime de la participation aux acquêts (3239)

MT: Droit matrimonial

régime de la séparation de biens (3224)

MT: Droit matrimonial

régime matrimonial (42677)

MT: Droit matrimonial

remariage (2963)

MT: Droit matrimonial

représentation légale de l'enfant (2878)

MT: Filiation

reproduction médicalement assistée après le décès du mari (42654)

MT: Filiation

répudiation (3180)

MT: Droit matrimonial

résidence alternée (3319) [Renvoi «proche»]

Employer: garde conjointe / garde partagée / garde alternée (2110)

MT: Filiation

résidence habituelle de l'enfant (3409)

MT: Situation de famille

résidence séparée (3311)

MT: Droit matrimonial

respect entre époux (42667)

MT: Droit matrimonial

responsabilité civile du fait d'un mineur (3117)

MT: Filiation

responsabilité parentale (4245) [Renvoi «UE»]

Employer: autorité parentale(2093)

MT: Filiation

responsabilité pénale du mineur (3155) [Renvoi «UE»]

MT: Filiation

retour de l'enfant (2119)

MT: Situation de famille

retrait de l'autorité parentale / déchéance de l'autorité parentale / (3087)

MT: Filiation

retrait du droit de garde (3177)

MT: Filiation

retrait partiel de l'autorité parentale (2103) [Renvoi «CS»]

Employer: retrait de l'autorité parentale / déchéance de l'autorité parentale / (3087)

MT: Filiation

retrait total de l'autorité parentale (2102) [Renvoi «CS»]

Employer: retrait de l'autorité parentale / déchéance de l'autorité parentale (3087)

MT: Filiation

rupture du lien familial (2134)

MT: Filiation

sauvegarde de justice (3021) [Renvoi «CS + national»]

Employer: protection du majeur incapable (3121)

MT: Situation de famille

séparation de corps (2135)

MT: Droit matrimonial

séparation de fait (2167)

MT: Droit matrimonial

séparation des époux (42756)

MT: Droit matrimonial

sévice corporel (3229)

MT: Domaines connexes

situation matrimoniale (3219)

MT: Droit matrimonial

soeur (3123) [Renvoi «féminin»]

Employer: frère (3122)

MT: Situation de famille

stérilité / infertilité (3095)

MT: Domaines connexes

surveillance de l'enfant (2958)

MT: Filiation

tante (2999) [Renvoi «féminin»]

Employer: oncle (2998)

MT: Situation de famille

témoin du mariage (42678)

MT: Droit matrimonial

transfert intratubaire de gamètes (2824) [Renvoi «CS»]

Employer: AMP / assistance médicale à la procréation / procréation médicalement assistée / PMA (42648)

MT: Domaines connexes

transsexualisme (3086)

MT: Domaines connexes

tutelle (2956)

MT: Situation de famille

tuteur (3285) [Renvoi «personne»]

Employer: tutelle (2956)

MT: Situation de famille

union (2974)

MT: Droit matrimonial

union homosexuelle (3126)

MT: Droit matrimonial

validation d'un mariage susceptible d'annulation (42739)

MT: Droit matrimonial

veuf (3295) [Renvoi «CS»]

Employer: personne veuve (3052)

MT: Droit matrimonial

veuvage (2166) [Renvoi «proche»]

Employer: personne veuve (3052)

MT: Droit matrimonial

veuve (3296) [Renvoi «CS»]

Employer: personne veuve (3052)

MT: Droit matrimonial

vice du consentement matrimonial (2899)

MT: Droit matrimonial

viol (3234)

MT: Domaines connexes

viol conjugal / viol au sein du couple (3173)

MT: Situation de famille

violence conjugale (3136)

MT: Situation de famille

violence de genre / violence basée sur le sexe (3165)

MT: Domaines connexes

violence familiale / violence domestique / violence dans la famille (3134)

MT: Situation de famille

violence sexuelle au sein de la famille (3137)

MT: Situation de famille

Liste classée par microthésaurus

Droit matrimonial.....	28
Filiation	32
Situation de famille	35
Domaines connexes	40

Droit matrimonial

acte de mariage (2849)
adultère / relation extraconjugale (2903)
affection entre époux / affectio maritalis (3324)
anéantissement rétroactif du mariage (42668)
audition des futurs époux (2578)
autorisation à mariage (42701)
autorité compétente pour célébrer le mariage (42732)
[bigamie](#) (3283) [Renvoi «CS»]
 Employer: mariage polygame (2832)
capacité matrimoniale (3232)
célébration du mariage (42712)
célibataire / personne célibataire (3044)
certificat de capacité à mariage (42716)
certificat médical prénuptial (2580)
clause de célibat (2898)
communauté de vie (2904)
concubin (3303)
concubinage / union libre / union non-matrimoniale / union de fait / union hors mariage (3017)
condition de fond du mariage (42704)
condition de forme du mariage (3146)
consentement matrimonial (42737)
[consommation du mariage](#) (3321) [Renvoi «proche»]
 Employer: devoir conjugal (2907)
contrat de mariage (2912)
contribution aux charges du mariage (2961)
crise conjugale (3143)
décès d'un époux (3309)
défaut de consentement matrimonial (42697)
dette ménagère / dette de ménage (3316)

devoir conjugal (2907)

[devoir d'assistance](#) (42702) [Renvoi «CS + national»]
Employer: entraide entre époux (3227)

devoir de cohabitation (42740)

devoir de fidélité (42780)

[devoir de secours](#) (2908) [Renvoi «CS + national»]
Employer: contribution aux charges du mariage (2961)

dispense à l'empêchement à mariage (42752)

dissolution du mariage (2968)

dissolution d'une union hors mariage (3196)

divorce (42753)

divorce international (3221)

divorce par consentement mutuel (2246)

[divorce pour altération définitive du lien conjugal / divorce pour rupture de la vie commune](#) (2248)
[Renvoi «CS + national»]
Employer: divorce (42753)

divorce pour faute (2249)

[divorce sur acceptation du principe de la rupture du mariage](#) (2247) [Renvoi «CS + national»]
Employer: divorce (42753)

domicile conjugal / logement conjugal (3310)

dossier de mariage (42778)

droit au mariage (42746)

droits et devoirs des époux (3149)

égalité des époux (2969)

empêchement à mariage (2897)

[empêchement dirimant à mariage](#) (3911) [Renvoi «CS + national»]
Employer: empêchement à mariage (2897)

[empêchement prohibitif à mariage](#) (3910) [Renvoi «CS + national»]
Employer: empêchement à mariage (2897)

[endogamie](#) (3128) [Renvoi «similaire»]
Employer: mariage endogame (3240)

entraide entre époux (3227)

[fiançailles](#) (2966) [Renvoi «similaire»]
Employer: promesse de mariage (3318)

formalités préparatoires du mariage (3178)

impossibilité du maintien de la vie commune (3312)

[infidélité](#) (3277) [Renvoi «ant.»]
Employer: devoir de fidélité (42780)

[intention de mariage](#) (3184) [Renvoi «proche»]
Employer: consentement matrimonial (42737)

liquidation du régime matrimonial (2909)

livret de famille (2896)
mainlevée de l'opposition au mariage (2902)
mariage (2288)
mariage antérieur non dissous (42689)
mariage civil (42814)
mariage clandestin (42829)
mariage de complaisance / mariage blanc / mariage fictif / mariage simulé (1772)
mariage de ressortissants étrangers sur le territoire national (3193)
mariage de ressortissants nationaux à l'étranger (3192)
mariage en cas de péril imminent de mort / mariage in extremis / mariage in articulo mortis (42819)
mariage endogame (3240)
mariage forcé (1972)
[mariage gris \(3338\)](#) [Renvoi «CS + national»]
Employer: mariage de complaisance / mariage blanc / mariage fictif / mariage simulé (1772)
mariage hors mairie (2833)
mariage international (2836)
mariage mixte (2837)
mariage par procuration / mariage sans comparution personnelle (42824)
mariage polygame (2832)
mariage posthume (2835)
mariage putatif (2251)
mariage religieux (42832)
mariage secret (3230)
[nullité absolue du mariage \(2964\)](#) [Renvoi «CS + national»]
Employer: nullité du mariage (2154)
nullité du mariage (2154)
nullité du mariage pour erreur (42775)
[nullité relative du mariage \(2965\)](#) [Renvoi «CS + national»]
Employer: nullité du mariage (2154)
[officier de l'état civil \(3371\)](#) [Renvoi «CS + national»]
Employer: autorité compétente pour célébrer le mariage (42732)
opposition au mariage (2901)
[pacte civil de solidarité / PACS \(3018\)](#) [Renvoi «CS + national»]
Employer: partenariat enregistré | union enregistrée (3125)
partenaire enregistré (3370)
partenariat enregistré / union enregistrée (3125)
patrimoine des époux / patrimoine conjugal (42703)
pension de réversion (2911)
personne divorcée (3051)
personne en couple (3261)
personne mariée (3213)

personne séparée (3047)
personne veuve (3052)
[polygamie \(3124\)](#) [Renvoi «similaire»]
Employer: mariage polygame (2832)
présence des futurs époux (2834)
prestation compensatoire (2910)
promesse de mariage (3318)
puberté légale (2860)
publication du projet de mariage / publication des bans (42755)
rapport entre époux (3148)
rapport patrimonial entre époux (3223)
réconciliation des époux (3144)
régime de la communauté d'acquêts (3226)
régime de la communauté universelle (3225)
régime de la participation aux acquêts (3239)
régime de la séparation de biens (3224)
régime matrimonial (42677)
remariage (2963)
répudiation (3180)
résidence séparée (3311)
respect entre époux (42667)
séparation de corps (2135)
séparation de fait (2167)
séparation des époux (42756)
situation matrimoniale (3219)
témoin du mariage (42678)
union (2974)
union homosexuelle (3126)
validation d'un mariage susceptible d'annulation (42739)
[veuf \(3295\)](#) [Renvoi «CS»]
Employer: personne veuve (3052)
[veuvage \(2166\)](#) [Renvoi «proche»]
Employer: personne veuve (3052)
[veuve \(3296\)](#) [Renvoi «CS»]
Employer: personne veuve (3052)
vice du consentement matrimonial (2899)

Filiation

accouchement (3092)

accouchement sous X / accouchement anonyme (2957)

[acte de naissance \(2970\)](#) [Renvoi «CS + national»]

Employer: enregistrement d'une naissance (3394)

[action à fins de subsides \(3314\)](#) [Renvoi «CS + national»]

Employer: établissement contentieux de la filiation (42608)

[action en recherche de maternité \(3302\)](#) [Renvoi «CS»]

Employer: établissement contentieux de la maternité (2877)

[action en recherche de paternité \(3276\)](#) [Renvoi «CS»]

Employer: établissement contentieux de la paternité (2874)

administration des biens de l'enfant (2880)

[adoptant unique \(3320\)](#) [Renvoi «personne»]

Employer: adoption individuelle (3103)

adoption (2781)

adoption conjointe (3160)

adoption de l'enfant du conjoint (3105)

adoption d'un descendant (3098)

adoption individuelle (3103)

adoption internationale (3104)

adoption intrafamiliale (3096)

adoption plénière (2924)

adoption posthume / adoption post-mortem (3114)

adoption simple (2925)

agrément à l'adoption (2946)

aliments (42567)

ascendant (2786)

attribution du nom (42660)

attribution du prénom (3162)

audition du mineur (2948)

autorité parentale / patria potestas / puissance paternelle (2093)

autorité parentale conjointe (3216)

autorité sur la personne du mineur (3916)

changement du nom / modification du nom (3164)

changement du prénom / modification du prénom (3183)

conflit de paternité (2981)

[conflit de présomption de paternité \(3978\)](#) [Renvoi «CS + national»]

Employer: conflit de paternité (2981)

connaissance de la naissance (42557)
consentement à l'adoption (2939)
contestation de la filiation (42545)
contestation de maternité (42547)
contestation de paternité (42550)
créance alimentaire (3272)
[créancier d'aliments / créancier alimentaire](#) (2843) [Renvoi «personne»]
Employer: créance alimentaire (3272)
débiteur d'aliments / débiteur alimentaire (2841) [Renvoi «personne»]
Employer: dette alimentaire (3274)
[débiteur d'aliments défaillant](#) (3980) [Renvoi «personne»]
Employer: dette alimentaire (3274)
degré de parenté (2812)
délégation de l'autorité parentale (2101)
désaveu de paternité (42624)
descendant (2794)
[dette alimentaire](#) (3274)
dévolution de l'autorité parentale / attribution de l'autorité parentale (2099)
double lien de parenté (2816)
droit à l'éducation (3945)
droit de connaître ses origines (3170)
droit de garde (2106)
droit de l'enfant (4326)
droit de visite (2107)
[droit du mineur d'être entendu](#) (3268) [Renvoi «proche»]
Employer: audition du mineur (2948)
droits des grands-parents (3118)
droits et devoirs familiaux (3152)
droits successoraux des enfants (42658)
éducation de l'enfant (2959)
enregistrement d'une naissance (3394)
établissement contentieux de la filiation (42608)
établissement contentieux de la maternité (2877)
établissement contentieux de la paternité (2874)
établissement de la filiation (42613)
exercice de l'autorité parentale (2100)
filiation (42612)
[filiation adoptive](#) (42542) [Renvoi «similaire»]
Employer: parenté par adoption (2810)
[filiation biologique](#) (3061) [Renvoi «précoordonné»]
Employer: filiation (42612) + parent biologique (2988) + enfant biologique (2976)

[filiation inconnue / filiation non établie \(3080\)](#) [Renvoi «proche»]
Employer: parents inconnus (3812)

[filiation maternelle \(3079\)](#) [Renvoi «précoordonné»]
Employer: filiation (42612) + mère (2941)

[filiation paternelle \(3078\)](#) [Renvoi «précoordonné»]
Employer: filiation (42612) + père (2940)

garde conjointe / garde partagée / garde alternée (2110)

[garde de l'enfant \(3073\)](#) [Renvoi «proche»]
Employer: droit de garde (2106)

gestation pour autrui / GPA (42650)

grossesse (2944)

intérêt de l'enfant / intérêt supérieur de l'enfant (3171)

lien familial (2133)

lien simple de parenté (2818)

ligne collatérale (2815)

ligne de parenté (2811)

ligne directe (2814)

maternité (2845)

[mère porteuse \(3093\)](#) [Renvoi «personne»]
Employer: gestation pour autrui / GPA (42650)

naissance (3010)

nom (3198)

nom et prénom (3197)

obligation alimentaire (42566)

obligation d'entretien des enfants (42657)

parenté (2800)

parenté par adoption (2810)

parenté par alliance (3013)

parenté par consanguinité (2808)

parents inconnus (3812)

paternité (2846)

pension alimentaire (42581)

période légale de conception (2932)

possession d'état (filiation) (2853)

prénom (3199)

présomption pater is est / présomption de paternité (42620)

preuve biologique de la filiation / preuve biologique de filiation (2870)

preuve de la filiation (42605)

procréation (3011)

prorogation de l'autorité parentale (3976)

reconnaissance de l'enfant (42637)

reconnaissance de maternité / reconnaissance maternelle (3934)
reconnaissance de paternité / reconnaissance paternelle (3935)
représentation légale de l'enfant (2878)
reproduction médicalement assistée après le décès du mari (42654)
[résidence alternée](#) (3319) [Renvoi «proche»]
Employer: garde conjointe / garde partagée / garde alternée (2110)
responsabilité civile du fait d'un mineur (3117)
responsabilité parentale (4245) [Renvoi «UE»]
Employer: autorité parentale (2093)
responsabilité pénale du mineur (3155)
retrait de l'autorité parentale / déchéance de l'autorité parentale / (3087)
retrait du droit de garde (3177)
[retrait partiel de l'autorité parentale](#) (2103) [Renvoi «CS»]
Employer: retrait de l'autorité parentale / déchéance de l'autorité parentale / (3087)
[retrait total de l'autorité parentale](#) (2102) [Renvoi «CS»]
Employer: retrait de l'autorité parentale / déchéance de l'autorité parentale (3087)
rupture du lien familial (2134)
surveillance de l'enfant (2958)
adoption de complaisance (1975)

Situation de famille

abandon de famille (3139)
abandon d'enfant (2971)
[allié](#) (3012) [Renvoi «CS»]
Employer: gendre / beau-fils (3003)
assistance éducative (3127)
avortement (3131)
beau-fils (3204)
beau-frère (3014)
beau-parent (3005)
beau-parent (3205)
[beau-père](#) (3269) [Renvoi «CS»]
Employer: beau-parent (3005)
[beau-père / parâtre](#) (3361) [Renvoi «CS»]
Employer: beau-parent (3205)
[belle-fille](#) (3202) [Renvoi «féminin»]
Employer: beau-fils (3204)
[belle-mère](#) (3270) [Renvoi «CS»]
Employer: beau-parent (3005)

[belle-mère / marâtre \(3362\)](#) [Renvoi «CS»]
Employer: beau-parent (3205)

[belle-soeur \(3015\)](#) [Renvoi «féminin»]
Employer: beau-frère (3014)

[bru / belle-fille \(3004\)](#) [Renvoi «féminin»]
Employer: gendre / beau-fils (3003)

conseil de famille (2950)

cousin (3002)

[cousine \(3271\)](#) [Renvoi «féminin»]
Employer: cousin (3002)

curatelle (3019)

[curateur \(3273\)](#) [Renvoi «personne»]
Employer: curatelle (3019)

décès d'un membre de la famille (3308)

[déclaration d'incapacité \(3313\)](#) [Renvoi «proche»]
Employer: majeur incapable (42640)

délaissement d'un nouveau-né (4322)

délaissement de mineur (3174)

demi-frère (3214)

[demi-soeur \(3364\)](#) [Renvoi «féminin»]
Employer: demi-frère (3214)

déplacement illicite d'enfant (2118)

[émasclation \(3294\)](#) [Renvoi «CS»]
Employer: mutilation génitale masculine (4324)

enfant (3024)

enfant adopté / enfant adoptif (3366)

enfant adultérin (3266)

enfant biologique (2976)

enfant commun (2131)

enfant décédé (42639)

enfant incestueux (42641)

enfant légitime (2955)

[enfant maltraité \(4328\)](#) [Renvoi «personne»]
Employer: maltraitance de l'enfant (3135)

enfant majeur (42642)

enfant mineur (42643)

enfant naturel / enfant né hors mariage / enfant illégitime (2982)

enfant naturel simple (3265)

[enfant né avant le mariage \(42618\)](#) [Renvoi «proche»]
Employer: enfant légitime (2955)

enfant posthume (2856)

enfant unique (3141)
enlèvement d'enfant / enlèvement d'enfant / rapt d'enfant (2116)
enlèvement international d'enfant (2127)
épouse / femme (3007)
époux / conjoint (2157)
[excision](#) (3290) [Renvoi «CS»]
Employer: mutilation génitale féminine (4323)
famille (3029)
famille adoptive (3034)
famille d'origine / famille par le sang / famille biologique (3035)
[famille homoparentale](#) (3281) [Renvoi «proche»]
Employer: homoparentalité (2960)
famille monoparentale (3030)
famille nombreuse (3140)
famille nucléaire (2128)
famille recomposée (3032)
famille unilinéaire (3033)
[filiation en mariage / filiation légitime](#) (42543) [Renvoi «proche»]
Employer: enfant légitime (2955)
[filiation hors mariage / filiation naturelle](#) (42544) [Renvoi «proche»]
Employer: enfant naturel / enfant né hors mariage / enfant illégitime (2982)
[fille](#) (3238) [Renvoi «CS»]
Employer: enfant (3024)
[fils](#) (3237) [Renvoi «CS»]
Employer: enfant (3024)
[fratrie](#) (2938) [Renvoi «proche»]
Employer: frère (3122)
frère (3122)
garde de fait (3169)
gendre / beau-fils (3003)
[grand-mère](#) (3279) [Renvoi «CS»]
Employer: grand-parent (2984)
grand-parent (2984)
[grand-père](#) (3278) [Renvoi «CS»]
Employer: grand-parent (2984)
homoparentalité (2960)
inceste (3132)
[infibulation](#) (3291) [Renvoi «CS»]
Employer: mutilation génitale féminine (4323)
[IVG / interruption volontaire de grossesse](#) (3386) [Renvoi «CS»]
Employer: avortement (3131)

kafala (3200)
maintien de l'unité familiale (42506)
majeur incapable (42640)
[majeur protégé \(3020\)](#) [Renvoi «personne»]
Employer: protection du majeur incapable (3121)
maltraitance de l'enfant (3135)
mari / époux (3006)
[médiateur familial \(3356\)](#) [Renvoi «personne»]
Employer: médiation familiale (3168)
médiation familiale (3168)
membre de la famille (3016)
mère (2941)
[mère adoptive \(3373\)](#) [Renvoi «CS»]
Employer: parent adoptif (2989)
[mère biologique \(3358\)](#) [Renvoi «CS»]
Employer: parent biologique (2988)
[mère célibataire \(3288\)](#) [Renvoi «CS»]
Employer: parent célibataire (2986)
[mère divorcée \(3369\)](#) [Renvoi «CS»]
Employer: parent divorcé (3367)
[mère séparée \(3360\)](#) [Renvoi «CS»]
Employer: parent séparé (2987)
mineur émancipé (2953)
mutilation génitale / mutilation sexuelle (3138)
mutilation génitale féminine (4323)
mutilation génitale masculine (4324)
neveu (3001)
[nièce \(3000\)](#) [Renvoi «féminin»]
Employer: neveu (3001)
[non-représentation d'enfant \(3217\)](#) [Renvoi «CS + national»]
Employer: non-retour illicite d'enfant (2117)
non-retour illicite d'enfant (2117)
[nouveau-né délaissé \(4003\)](#) [Renvoi «personne»]
Employer: délaissement d'un nouveau-né (4322)
oncle (2998)
orphelin (3040)
parent (2942)
parent adoptif (2989)
parent biologique (2988)
parent célibataire (2986)
parent divorcé (3367)

[parent homosexuel \(3282\)](#) [Renvoi «proche»]
Employer: homoparentalité (2960)

[parent isolé \(3363\)](#) [Renvoi «proche»]
Employer: famille monoparentale (3030)

parent séparé (2987)

père (2940)

[père adoptif \(3372\)](#) [Renvoi «CS»]
Employer: parent adoptif (2989)

[père biologique \(3357\)](#) [Renvoi «CS»]
Employer: parent biologique (2988)

[père célibataire \(3289\)](#) [Renvoi «CS»]
Employer: parent célibataire (2986)

[père divorcé \(3368\)](#) [Renvoi «CS»]
Employer: parent divorcé (3367)

[père séparé \(3359\)](#) [Renvoi «CS»]
Employer: parent séparé (2987)

[petite-fille \(3287\)](#) [Renvoi «CS»]
Employer: petit-enfant (2985)

petit-enfant (2985)

[petit-fils \(3286\)](#) [Renvoi «CS»]
Employer: petit-enfant (2985)

placement de l'enfant dans un établissement (2109)

placement de l'enfant dans une famille d'accueil (2108)

placement de l'enfant en vue de l'adoption (2933)

protection de l'enfant / protection du mineur (2124)

protection du majeur incapable (3121)

protection du mineur et du majeur incapable (3133)

pupille de l'Etat (3042)

question familiale (3129)

résidence habituelle de l'enfant (3409)

retour de l'enfant (2119)

[sauvegarde de justice \(3021\)](#) [Renvoi «CS + national»]
Employer: protection du majeur incapable (3121)

[soeur \(3123\)](#) [Renvoi «féminin»]
Employer: frère (3122)

[tante \(2999\)](#) [Renvoi «féminin»]
Employer: oncle (2998)

tutelle (2956)

[tuteur \(3285\)](#) [Renvoi «personne»]
Employer: tutelle (2956)

viol conjugal / viol au sein du couple (3173)

violence conjugale (3136)
violence familiale / violence domestique / violence dans la famille (3134)
violence sexuelle au sein de la famille (3137)

Domaines connexes

assistance médicale à la procréation | procréation médicalement assistée | AMP (42648)
attouchement (3235)
bisexualité (3082)
courtage matrimonial (2850)
décès (3039)
don de gamètes (3116)
état civil (3038)
fécondation in vitro / FIV (42649)
hétérosexualité (3085)
homosexualité (3083)
insémination artificielle (42653)
majorité (3262)
minorité (3263)
parentalité (3043)
[personne décédée](#) (3365) [Renvoi «personne»]
Employer: décès (3039)
prostitution (3233)
sévice corporel (3229)
stérilité / infertilité (3095)
[transfert intratubaire de gamètes](#) (2824) [Renvoi «CS»]
Employer: AMP / assistance médicale à la procréation / procréation médicalement assistée / PMA (42648)
transsexualisme (3086)
viol (3234)
violence de genre / violence basée sur le sexe (3165)

Annexe - Présentations systématiques «Droit de la famille» (FR/ES)

Trois microthésaurus sont présentés dans ce document:

- Droit matrimonial (page 3)
- Filiation (page11)
- Situation de famille (page 18)

Les concepts appartenant aux domaines connexes ne sont pas présentés dans une arborescence, ils sont énumérés dans l'annexe 3 «Liste des notions appartenant au domaine «Droit de la famille» (FR)».

Indication des relations sémantiques

1. Relation d'équivalence entre renvoi et descripteur

Cette relation est signalée par la mention:« → **Renvoi:** ». Le type de renvoi est indiqué entre crochet:

- ant.: antonyme ou opposition de sens
- féminin: forme féminine / forme masculine
- personne: personne / action ou fait
- proche: proche (relations diverses)
- similaire: similitude de sens (quasi-synonymie, ou voisinage de sens)
- spécifique: notion spécifique / notion générique
- spécifique + national : notion spécifique et nationale / notion générique

Les termes non-préférentiels synonymes fonctionnant comme des non descripteurs (au même titre que les renvois) ne sont pas identifiés dans ce document mais sont indiqués dans les fiches terminologiques avec la mention «nd».

2. Relation hiérarchique

"CS" (concept spécifique) est placé entre un concept générique et un concept spécifique. Cette mention est accompagnée d'un chiffre marquant le nombre de niveaux hiérarchiques entre le concept générique et chacun de ses spécifiques. La polyhiérarchie a été exclue.

Les descripteurs indiqués en gras n'ayant pas de termes génériques sont des descripteurs "têtes de hiérarchie" (top terms).

3. Relation d'association

La relation d'association entre concepts est marquée par le symbole **CA** (concept associé) placé entre deux concepts associés. Les microthésaurus auxquels appartiennent les concepts associés sont introduits entre crochets.

La relation d'association est symétrique et est incompatible avec la relation hiérarchique: si deux concepts sont liés par une relation hiérarchique, ils ne peuvent l'être par une relation associative, et réciproquement. Les concepts sous une même tête de hiérarchie ne peuvent pas avoir de relation associative entre eux.

Trois **termes «relais»** apparaissent dans l'arborescence: «formation du mariage», «termes précoordonnés // autorité parentale» et «lien de parenté». Ils ne devraient pas être utilisés pour l'indexation mais uniquement pour faciliter le regroupement des concepts.

Les **flèches** présentes en bas de page indiquent que la descendance sous la tête de hiérarchie se poursuit dans la page suivante.

Les **numéros indiqués entre parenthèses** correspondent au numéro de fiche dans la base de données terminologiques interne CuriaTerm.

Droit matrimonial

<formation du mariage>

- CS1** condition de fond du mariage | requisito de fondo del matrimonio (42704)
 - **CA** *affection entre époux | affectio maritalis (3324)* [droit matrimonial]
 - CS2** autorisation à mariage | autorización para el matrimonio (42701)
 - CS2** capacité matrimoniale | capacidad matrimonial (3232)
 - **CA** *certificat de capacité à mariage | certificado de capacidad matrimonial (42716)* [droit matrimonial]
 - CS2** consentement matrimonial | consentimiento matrimonial (42737)
 - **Renvoi**: intention de mariage | intención matrimonial (3184) [**proche**]
 - CS2** présence des futurs époux | presencia de los contrayentes (2834)
 - **CA** *mariage sans comparution personnelle | matrimonio por apoderado (42824)* [droit matrimonial]
 - CS2** puberté légale | pubertad legal (2860)
- CS1** condition de forme du mariage | requisito de forma del matrimonio (3146)
 - CS2** acte de mariage | acta de matrimonio (2849)
 - CS2** autorité compétente pour célébrer le mariage | autoridad competente para autorizar el matrimonio (42732)
 - **Renvoi**: officier de l'état civil | encargado del registro civil (3371) [**CS + nat.**]
 - CS2** célébration du mariage | celebración del matrimonio (42712)
 - **CA** *mariage clandestin | matrimonio clandestino (42829)* [droit matrimonial]
 - CS3** témoin du mariage | testigo del matrimonio (42678)
 - CS2** formalités préparatoires du mariage | formalidades preparatorias del matrimonio (3178)
 - CS3** audition des futurs époux | audiencia de los contrayentes (2578)
 - CS3** dossier de mariage | expediente matrimonial (42778)
 - CS4** certificat médical prénuptial | certificado médico prenupcial (2580)
 - CS3** publication du projet de mariage/des bans | publicación de edictos o proclamas (42755)
 - **CA** *mariage clandestin | matrimonio clandestino (42829)* [droit matrimonial]
 - **CA** *mariage secret | matrimonio secreto (3230)* [droit matrimonial]



- CS2** livret de famille | libro de familia (2896)
- CS1** droit au mariage | derecho al matrimonio (42746)
- CS1** empêchement à mariage | impedimento matrimonial (2897)
 - **Renvoi**: empêchement dirimant à mariage | impedimento matrimonial dirimente (3911) [CS + nat.]
 - **Renvoi**: empêchement prohibitif à mariage | impedimento matrimonial impediente (3910) [CS + nat.]
 - **CA** *mariage clandestin* | *matrimonio clandestino* (42829) [droit matrimonial]
 - CS2** clause de célibat | cláusula de celibato (2898)
 - CS2** dispense à l'empêchement à mariage | dispensa de impedimento matrimonial (42752)
 - CS2** mariage antérieur non dissous | vínculo matrimonial anterior (42689)
- CS1** nullité du mariage | nulidad matrimonial (2154)
 - **Renvoi**: nullité absolue du mariage | nulidad absoluta del matrimonio (2964) [CS + nat.]
 - **Renvoi**: nullité relative du mariage | nulidad relativa del matrimonio (2965) [CS + nat.]
 - **CA** *inceste* | *incesto* (3132) [situation de famille]
 - **CA** *mariage clandestin* | *matrimonio clandestino* (42829) [droit matrimonial]
 - **CA** *mariage polygame* | *matrimonio polígamo* (2832) [droit matrimonial]
 - CS2** anéantissement rétroactif du mariage | retroacción de los efectos de la nulidad del matrimonio (42668)
 - **CA** *mariage putatif* | *matrimonio putativo* (2251) [droit matrimonial]
 - CS2** défaut de consentement matrimonial | ausencia de consentimiento matrimonial (42697)
 - CS2** validation d'un mariage susceptible d'annulation | convalidación del matrimonio nulo (42739)
 - CS2** vice du consentement matrimonial | vicio del consentimiento matrimonial (2899)
 - CS3** nullité du mariage pour erreur | nulidad del matrimonio por error (42775)
- CS1** opposition au mariage | oposición al matrimonio (2901)
 - CS2** mainlevée de l'opposition au mariage | levantamiento de la oposición al matrimonio (2902)
- CS1** promesse de mariage | promesa de matrimonio (3318)
 - **Renvoi**: fiançailles | esponsales (2966) [similaire]

crise conjugale | crisis matrimonial (3143)

→ CA *médiation familiale | mediación familiar (3168)* [situation de famille]

CS1 abandon du foyer conjugal | abandono del hogar conyugal (2906)

→ CA *abandon de famille | abandono de familia (3139)* [situation de famille]

→ CA *devoir de cohabitation | deber de convivencia (42740)* [droit matrimonial]

CS1 adultère | adulterio (2903)

→ CA *devoir de fidélité | deber de fidelidad (42780)* [droit matrimonial]

→ CA *enfant adultérin | hijo adulterino (3266)* [situation de famille]

CS1 dissolution du mariage | disolución del matrimonio (2968)

→ CA *dissolution d'une union hors mariage | fin de una unión no matrimonial (3196)* [droit matrimonial]

CS2 décès d'un époux | fallecimiento de un cónyuge (3309)

→ CA *décès d'un membre de la famille | fallecimiento de un miembro de la familia (3308)* [situation de famille]

→ CA *pension de réversion | pensión de reversión (2911)* [droit matrimonial]

→ CA *personne veuve | persona viuda (3052)* [droit matrimonial]

→ CA *reproduction médicalement assistée après le décès du mari | fecundación con material reproductor del marido fallecido (42654)* [filiation]

CS2 divorce | divorcio (42753)

→ **Renvoi:** divorce pour altération définitive du lien conjugal | divorcio por cese efectivo de la convivencia conyugal (2248) [CS + nat.]

→ **Renvoi:** divorce sur acceptation du principe de la rupture du mariage | divorcio por aceptación del principio de ruptura del matrimonio (2247) [CS + nat.]

→ CA *personne divorcée | persona divorciada (3051)* [droit matrimonial]

→ CA *parent divorcé | progenitor divorciado (3367)* [situation de famille]

CS3 divorce international | divorcio internacional (3221)

→ CA *mariage international | matrimonio internacional (2836)* [droit matrimonial]

CS3 divorce par consentement mutuel | divorcio por consentimiento mutuo (2246)

CS3 divorce pour faute | divorcio culpable (2249)

CS2 répudiation | repudio (3180)

CS1 impossibilité du maintien de la vie commune | imposibilidad de convivencia (3312)

CS1 réconciliation des époux | reconciliación de los cónyuges (3144)

CS1 séparation des époux | separación de los cónyuges (42756)



- **CA** *parent séparé* | *progenitor separado* (2987) [situation de famille]
- **CA** *personne séparée* | *persona separada* (3047) [droit matrimonial]
- **CA** *résidence séparée* | *residencia separada* (3311) [droit matrimonial]
- CS2** séparation de corps | separación legal (2135)
- CS2** séparation de fait | separación de hecho (2167)

rapport entre époux | relación entre los cónyuges(3148)

- CS1** droits et devoirs des époux | derechos y deberes de los cónyuges (3149)
- CS2** communauté de vie | comunidad de vida (2904)
- CS3** affection entre époux | affectio maritalis (3324)
- **CA** *condition de fond du mariage* | *requisito de fondo del matrimonio* (42704) [droit matrimonial]
- CS3** devoir conjugal | débito conyugal (2907)
- **Renvoi**: consommation du mariage | consumación del matrimonio (3321) [**Proche**]
- CS3** devoir de cohabitation | deber de cohabitación (42740)
- **CA** *abandon du foyer conjugal* | *abandono del hogar conyugal* (2906) [droit matrimonial]
- CS4** domicile conjugal | domicilio conyugal (3310)
- **CA** *résidence habituelle de l'enfant* | *residencia habitual del menor* (3409) [situation de famille]
- CS4** résidence séparée | residencia separada (3311)
- **CA** *séparation des époux* | *separación de los cónyuges* (42756) [droit matrimonial]
- CS2** devoir de fidélité | deber de fidelidad (42780)
- **Renvoi**: infidélité | infidelidad (3277) [**ANT**]
- **CA** *adultère* | *adulterio* (2903) [droit matrimonial]
- CS2** égalité des époux | igualdad de los cónyuges (2969)
- CS2** entraide entre époux | ayuda mutua entre cónyuges (3227)
- **Renvoi**: devoir d'assistance | deber de asistencia (42702)) [**CS + nat.**]
- **CA** *obligation alimentaire* | *obligación de alimentos* (42566) [filiation]
- CS2** respect entre époux | respeto mutuo entre cónyuges (42667)
- CS1** rapport patrimonial entre époux | relación patrimonial entre cónyuges (3223)



- CS2 contrat de mariage | capitulaciones matrimoniales (2912)
- CS2 contribution aux charges du mariage | contribución a las cargas del matrimonio (2961)
- **Renvoi:** devoir de secours | deber de socorro (2908)) [CS + nat.]
- CA *obligation alimentaire* | *obligación de alimentos* (42566) [filiation]
- CA *obligation d'entretien des enfants* | *deber de cuidar a los hijos* (42657) [filiation]
- CS3 dette ménagère | deuda contraída para atender a las necesidades familiares (3316)
- CS2 patrimoine des époux | bienes del matrimonio (42703)
- CS2 pension de réversion | pensión de reversión (2911)
- CA *décès d'un époux* | *fallecimiento de un cónyuge* (3309) [droit matrimonial]
- CA *décès d'un membre de la famille* | *fallecimiento de un miembro de la familia* (3308) [situation de famille]
- CA *personne veuve* | *persona viuda* (3052) [droit matrimonial]
- CS2 prestation compensatoire | prestación compensatoria (2910)
- CA *pension alimentaire* | *pensión de alimentos* (42581) [filiation]
- CA *remariage* | *nuevo matrimonio* (2963) [droit matrimonial]
- CS2 régime matrimonial | régimen económico matrimonial (42677)
- CS3 liquidation du régime matrimonial | liquidación del régimen matrimonial (2909)
- CS3 régime de communauté d'acquêts | régimen de gananciales (3226)
- CS3 régime de communauté universelle | régimen de comunidad universal de bienes (3225)
- CS3 régime de la participation aux acquêts | régimen de participación en las ganancias (3239)
- CS3 régime de séparation de bien | régimen de separación de bienes (3224)

situation matrimoniale | situación matrimonial (3219)

- CS1 personne célibataire | persona soltera (3044)
- CS1 personne divorcée | persona divorciada (3051)
- CA *divorce* | *divorcio* (42753) [droit matrimonial]
- CS1 personne en couple /persona que vive en pareja (3261)
- CA *concubinage* | *unión no matrimonial* (3017) [droit matrimonial]
- CS2 concubin | pareja de hecho (3303)



- CA concubinage | unión no matrimonial (3017) [droit matrimonial]
- CS2 partenaire enregistré | pareja registrada (3370)
- CA union enregistrée | unión registrada (3125) [droit matrimonial]
- CS1 personne mariée | persona casada (3213)
- CA époux | cónyuge (2157) [situation de famille]
- CA mariage | matrimonio (2288) [droit matrimonial]
- CS1 personne séparée | persona separada (3047)
- CA parent séparé | progenitor separado (2987) [situation de famille]
- CA séparation des époux | separación de los cónyuges (42756) [droit matrimonial]
- CS1 personne veuve | persona viuda (3052)
- Renvoi: veuf | viudo (3295) [spécifique]
- Renvoi: veuvage | viudedad (2166) [proche]
- Renvoi: veuve | viuda (3296) [spécifique]
- CA décès d'un époux | fallecimiento de un cónyuge (3309) [droit matrimonial]
- CA décès d'un membre de la famille | fallecimiento de un miembro de la familia (3308) [situation de famille]
- CA pension de réversion | pensión de reversión (2911) [droit matrimonial]

union | unión (2974)

- CS1 concubinage | union libre (nd) | unión libre (3017)
- CA concubin | conviviente (3303) [droit matrimonial]
- CA personne en couple | persona que vive en pareja (3261) [droit matrimonial]
- CS2 dissolution d'une union hors mariage | fin de una unión no matrimonial (3196)
- CA dissolution du mariage | disolución del matrimonio (2968) [droit matrimonial]
- CS1 mariage | matrimonio (2288)
- CA personne mariée | persona casada (3213) [droit matrimonial]
- CS2 mariage civil | matrimonio civil (42814)
- CS2 mariage clandestin | matrimonio secreto (42829)
- CA célébration du mariage | celebración del matrimonio (42712) [droit matrimonial]



- **CA** *empêchement à mariage | impedimento matrimonial (2897)* [droit matrimonial]
- **CA** *nullité du mariage | nulidad del matrimonio (2154)* [droit matrimonial]
- **CA** *publication du projet de mariage/des bans | publicación de edictos o proclamas (42755)* [droit matrimonial]
- CS2** mariage de complaisance | matrimonio de complacencia (1772)
- **Renvoi**: mariage gris (3338) [**CS + nat.**]
- CS2** mariage en cas de péril imminent de mort | matrimonio en peligro de muerte (42819)
- CS2** mariage endogame | matrimonio endogámico (3240)
- **Renvoi**: endogamie | endogamia (3128) [**similaire**]
- CS2** mariage forcé | matrimonio forzado (1972)
- CS2** mariage hors mairie | matrimonio celebrado fuera del juzgado o del ayuntamiento (2833)
- CS2** mariage international | matrimonio internacional (2836)
- **CA** *divorce international | divorcio internacional (3221)* [droit matrimonial]
 - CS3** certificat de capacité à mariage | certificado de capacidad matrimonial (42716)
 - **CA** *capacité matrimoniale | capacidad matrimonial (3232)* [droit matrimonial]
 - CS3** mariage de ressortissants étrangers sur le territoire national | matrimonio de extranjeros en territorio national (3193)
 - CS3** mariage de ressortissants nationaux à l'étranger | matrimonio de nacionales en el extranjero (3192)
 - CS3** mariage mixte | matrimonio mixto (2837)
- CS2** mariage polygame | matrimonio polígamo (2832)
- **Renvoi**: bigamie | bigamia (3283) [**spécifique**]
- **Renvoi**: polygamie | poligamia (3124) [**similaire**]
- **CA** *nullité du mariage | nulidad del matrimonio (2154)* [droit matrimonial]
- CS2** mariage posthume | matrimonio póstumo (2835)
- CS2** mariage putatif | matrimonio putativo (2251)
- **CA** *anéantissement rétroactif du mariage | retroacción de los efectos de la nulidad del matrimonio (42668)* [droit matrimonial]
- CS2** mariage religieux | matrimonio religioso (42832)
- CS2** mariage sans comparution personnelle | matrimonio por apoderado (42824)
- **CA** *présence des futurs époux | presencia de los contrayentes (2834)* [droit matrimonial]
- CS2** mariage secret | matrimonio secreto (3230)



→ **CA** *publication du projet de mariage | publicación de edictos o proclamas (42755)* [droit matrimonial]

CS2 remariage | nuevo matrimonio (2963)

→ **CA** *prestation compensatoire | prestación compensatoria (2910)* [droit matrimonial]

CS1 union enregistrée | unión registrada (3125)

→ **Renvoi**: PACS pacte civil de solidarité (3018) [CS + nat.]

→ **CA** *partenaire enregistré | pareja registrada (3370)* [droit matrimonial]

CS1 union homosexuelle | unión homosexual (3126)

→ **CA** *homoparentalité | homoparentalidad (2960)* [situation de famille]

Filiation

adopción | adoption (2781)

- **CA** *enfant adopté | hijo adoptado (3366)* [situation de famille]
- **CA** *famille adoptive | familia adoptiva (3034)* [situation de famille]
- **CA** *kafala | kafala (3200)* [situation de famille]
- **CA** *parent adoptif | progenitor adoptivo (2989)* [situation de famille]
- **CA** *parenté par adoption | parentesco por adopción (2810)* [filiation]
- **CA** *placement de l'enfant en vue de l'adoption | acogimiento preadoptivo (2933)* [situation de famille]
- CS1** adoption conjointe | adopción conjunta (3160)
- CS1** adoption de complaisance | adopción de conveniencia (1975)
- CS1** adoption individuelle | adopción individual (3103)
- **Renvoi**: adoptant unique | único adoptante (3320) [**personne**]
- CS1** adoption internationale | adopción internacional (3104)
- CS1** adoption intrafamiliale | adopción intrafamiliar (3096)
 - CS2** adoption de l'enfant du conjoint | adopción del hijo del cónyuge (3105)
 - CS2** adoption d'un collatéral | adopción de un colateral (3305)
 - **CA** *ligne collatérale | línea colateral (2815)* [filiation]
 - CS2** adoption d'un descendant | adopción de un descendiente (3098)
 - **CA** *descendant | descendiente (2794)* [filiation]
- CS1** adoption plénière | adopción plena (2924)
- CS1** adoption posthume | adopción póstuma (3114)
- CS1** adoption simple | adopción simple (2925)
- CS1** agrément à l'adoption | declaración de idoneidad para la adopción (2946)
- CS1** consentement à l'adoption | consentimiento a la adopción (2939)

droit de l'enfant | derecho del menor (4326)

→ **CA** *enfant | hijo (3024)* [situation de famille]

CS1 audition du mineur | audiencia del menor (2948)

→ **Renvoi**: droit du mineur d'être entendu | derecho del menor a ser oído (3268) [**proche**]

→ **CA** *enfant mineur | hijo menor de edad (42643)* [situation de famille]

CS1 droit à l'éducation | derecho a la educación (3945)

CS1 droits successoraux des enfants | derechos sucesorios de los hijos (42658)

→ **CA** *décès | fallecimiento (3039)* (**domaines connexes**)

→ **CA** *décès d'un membre de la famille | fallecimiento de un miembro de la familia (3308)* [situation de famille]

CS1 intérêt de l'enfant | interés del menor (3171)

droits et devoirs familiaux | derechos y deberes familiares (3152)

CS1 autorité parentale | patria potestad (2093)

→ **Renvoi**: responsabilité parentale | responsabilidad parental (4245) [**CS + UE**]

→ **CA** *parentalité | parentalidad (3043)* (**domaines connexes**)

CS2 administration des biens de l'enfant | administración de los bienes de los hijos (2880)

→ **CA** *enfant mineur | hijo menor de edad (42643)* [situation de famille]

CS2 autorité parentale conjointe | patria potestad conjunta (3216)

CS2 autorité sur le mineur | autoridad sobre la persona del menor (3916)

CS3 droit de garde | derecho de custodia (2106)

→ **Renvoi**: garde de l'enfant | guarda del menor (3073) [**proche**]

→ **CA** *garde de fait | guarda de hecho (3169)* [situation de famille]

→ **CA** *pupille de l'Etat | menor tutelado por el Estado (3042)* [situation de famille]

CS4 garde alternée | custodia compartida (2110)

→ **Renvoi**: résidence alternée | residencia alterna (3319) [**proche**]

CS4 retrait du droit de garde | retirada de la custodia (3177)

CS3 éducation de l'enfant | educación del hijo (2959)

CS3 obligation d'entretien des enfants | deber de cuidar a los hijos (42657)



- *CA contribution aux charges du mariage | contribución a las cargas del matrimonio (2961)* [droit matrimonial]
- CS3** surveillance de l'enfant | vigilancia del hijo (2958)
- CS2** représentation légale de l'enfant | representación legal de los hijos (2878)
- *CA enfant mineur | hijo menor de edad (42643)* [situation de famille]rbg
- <Termes précoordonnées // autorité parentale>**
- CS2** attribution de l'autorité parentale | atribución de la patria potestad (2099)
- CS2** délégation de l'autorité parentale | delegación de la patria potestad (2101)
- CS2** exercice de l'autorité parentale | ejercicio de la patria potestad (2100)
- CS2** prorogation de l'autorité parentale | prórroga de la patria potestad (3976)
- CS2** retrait de l'autorité parentale | privación de la patria potestad (3087)
- **Renvoi:** retrait partiel de l'autorité parentale | privación parcial de la patria potestad (2103) [spécifique]
- **Renvoi:** retrait total de l'autorité parentale | privación total de la patria potestad (2102) [spécifique]
- CS1** droit de visite | derecho de visita (2107)
- CS1** droits des grands-parents | derechos de los abuelos (3118)
- CS1** obligation alimentaire | obligación de alimentos (42566)
- *CA contribution aux charges du mariage | contribución a las cargas del matrimonio (2961)* [droit matrimonial]
- *CA entraide entre époux | ayuda mutua entre cónyuges (3227)* [droit matrimonial]
- CS2** aliments | alimentos (42567)
 - CS3** créance alimentaire | crédito alimenticio (3272)
 - **Renvoi:** créancier d'aliments | alimentista (2843) [personne]
 - CS3** dette alimentaire | deuda alimenticia (3274)
 - **Renvoi:** débiteur d'aliments | alimentante (2841) [personne]
 - **Renvoi:** débiteur d'aliments défaillant (3980) [personne]
 - CS3** pension alimentaire | pensión de alimentos (42581)
 - *CA prestation compensatoire | prestación compensatoria (2910)* [droit matrimonial]
- CS1** responsabilité civile du fait d'un mineur | responsabilidad civil por los actos de un menor (3117)
- CS1** responsabilité pénale du mineur | responsabilidad penal del menor (3155)

établissement de la filiation | determinación de la filiación (42613)

→ *CA filiation | filiación (42612)* [filiation]

CS1 connaissance de la naissance | conocimiento del nacimiento (42557)

CS1 contestation de la filiation | impugnación de la filiación (42545)

CS2 contestation de maternité | impugnación de la maternidad (42547)

CS2 contestation de paternité | impugnación de la paternidad (42550)

CS2 désaveu de paternité | desconocimiento de la paternidad (42624)

CS1 droit de connaître ses origines | derecho a conocer sus orígenes (3170)

→ *CA accouchement sous X | parto anónimo (2957)* [filiation]

→ *CA orphelin | huérfano (3040)* [situation de famille]

CS1 établissement contentieux de la filiation | reclamación de la filiación (42608)

→ **Renvoi**: action à fins de subsides | acción de reclamación de alimentos a padre presunto (3314) [CS + nat.]

CS2 établissement contentieux de maternité | reclamación de la maternidad (2877)

→ **Renvoi**: action en recherche de maternité | acción de reclamación de la maternidad (3302) [spécifique]

→ *CA mère | madre (2941)* [situation de famille]

CS2 établissement contentieux de paternité | reclamación de la paternidad (2874)

→ **Renvoi**: action en recherche de paternité | acción de reclamación de la paternidad (3276) [spécifique]

→ *CA père | padre (2940)* [situation de famille]

CS1 période légale de conception | período legal de concepción (2932)

→ *CA grossesse | embarazo (2944)* [filiation]

CS1 possession d'état | posesión de estado/possession (2853)

CS1 présomption de paternité | presunción de paternidad (42620)

→ *CA conflit de présomptions de paternité | conflicto de presunciones de paternidad (3978)* [filiation]

CS1 preuve de la filiation | prueba de la filiación (42605)

CS2 enregistrement d'une naissance | inscripción de nacimiento (3394)

→ **Renvoi**: acte de naissance | acta de nacimiento (2970) [CS + nat.]

→ *CA naissance | nacimiento (3010)* [filiation]

→ *CA nom et prénom | nombre y apellido (3197)* [filiation]



CS2 preuve biologique de la filiation | prueba biológica de la filiación (2870)

CS1 reconnaissance de l'enfant | reconocimiento del hijo (42637)

CS2 reconnaissance de maternité | reconocimiento de la maternidad (3934)

CS2 reconnaissance de paternité | reconocimiento de la paternidad (3935)

nom et prénom | nombre y apellido (3197)

→ **CA** *enregistrement d'une naissance | inscripción de nacimiento (3394)* [filiation]

CS1 nom | apellido (3198)

CS2 attribution du nom | determinación del apellido (42660)

CS2 changement du nom | cambio del apellido (3164)

CS1 prénom | nombre (3199)

CS2 attribution du prénom | atribución del nombre (3162)

CS2 changement de prénom | cambio del nombre (3183)

parenté | parentesco (2800)

→ **Renvoi**: lien familial | vínculo familiar (2133) [**proche**]

→ **CA** *famille | familia (3029)* [situation de famille]

→ **CA** *membre de la famille | miembro de la familia (3016)* [situation de famille]

CS1 degré de parenté | grado de parentesco (2812)

CS1 filiation | filiación (42612)

→ **Renvois précoordonnées**:

filiation biologique (3061) = filiation (42612) + parent biologique (2988) + enfant biologique (2976)

filiation maternelle (3079) = filiation (42612) + mère (2941)

filiation paternelle (3078) = filiation (42612) + père (2940)

→ **CA** *établissement de la filiation | determinación de la filiación (42613)* [filiation]

CS2 parents inconnus | padres desconocidos (3812)

→ **Renvoi**: filiation inconnue | filiación desconocida (3080) [**proche**]

→ **CA** *abandon d'enfant | desamparo del menor (2971)* [situation de famille]



→CA *accouchement sous X | parto anónimo (2957)* [filiation]

→CA *orphelin | huérfano (3040)* [situation de famille]

CS1 ligne de parenté | línea de parentesco (2811)

CS2 ligne collatérale | línea colateral (2815)

→CA *adoption d'un collatéral | adopción de un colateral (3305)* [filiation]

→CA *neveu | sobrino (3001)* [situation de famille]

→CA *oncle | tío (2998)* [situation de famille]

CS2 ligne directe | línea directa (2814)

CS1 parenté par adoption | parentesco por adopción (2810)

→Renvoi: filiation adoptive | filiación adoptiva (42542) [similaire]

→CA *adoption | adopción (2781)* [filiation]

→CA *famille adoptive | familia adoptiva (3034)* [situation de famille]

→CA *parent adoptif | progenitor adoptivo (2989)* [situation de famille]

CS1 parenté par alliance | parentesco por afinidad (3013)

→CA *gendre | yerno (3003)* [situation de famille]

→CA *belle-fille | nuera (3004)* [situation de famille]

CS1 parenté par consanguinité | parentesco por consanguinidad (2808)

→CA *famille unilinéaire | familia unilineal (3033)* [situation de famille]

CS2 ascendant | ascendiente (2786)

→CA *grand-parent | abuelo (2984)* [situation de famille]

→CA *oncle | tío (2998)* [situation de famille]

CS2 descendant | descendiente (2794)

→CA *adoption d'un descendant | adopción de un descendiente (3098)* [filiation]

→CA *enfant | hijo (3024)* [situation de famille]

→CA *neveu | sobrino (3001)* [situation de famille]

→CA *petit-enfant | nieto (2985)* [situation de famille]

CS1 rupture du lien familial | ruptura del vínculo familiar (2134)

<lien de parenté | vínculo de parentesco>



CS2 double lien de parenté | doble vínculo de parentesco (2816)

→ **CA** *frère | hermano* (3122) [situation de famille]

CS2 lien simple de parenté | vínculo sencillo (2818)

→ **CA** *demi-frère | medio hermano* (3214) [situation de famille]

procréation | procreación (3011)

→ **CA** *assistance médicale à la procréation | reproducción asistida* (42648) **(domaines connexes)**

CS1 accouchement | parto (3092)

CS2 accouchement sous X | parto anonyme (2957)

→ **CA** *abandon d'enfant | desamparo del menor* (2971) [situation de famille]

→ **CA** *droit de connaître ses origines | derecho a conocer sus orígenes* (3170) [filiation]

→ **CA** *parents inconnus | padres desconocidos* (3812) [filiation]

CS1 gestation pour autrui | gestación por sustitución (42650)

→ **Renvoi**: mère porteuse | madre de alquiler (3093) [personne]

CS1 grossesse | embarazo (2944)

→ **CA** *période légale de conception | período legal de concepción* (2932) [filiation]

CS1 maternité | maternidad (2845)

→ **CA** *mère | madre* (2941) [situation de famille]

CS1 naissance | nacimiento (3010)

→ **CA** *enregistrement d'une naissance | inscripción de nacimiento* (3394) [filiation]

CS1 paternité | paternidad (2846)

→ **CA** *père | padre* (2940) [situation de famille]

CS2 conflit de paternité | conflicto de paternidad (2981)

→ **Renvoi**: conflit de présomptions de paternité | conflicto de presunciones de paternidad (3978) [CS + nat]

→ **CA** *présomption de paternité | presunción de paternidad* (42620) [filiation]

CS1 reproduction médicalement assistée après le décès du mari | fecundación con material reproductor del marido fallecido (42654)

→ **CA** *assistance médicale à la procréation | reproducción asistida* (42648) **(domaines connexes)**

→ **CA** *décès d'un époux | fallecimiento de un cónyuge* (3309) [droit matrimonial]

Situation de famille

famille | familia (3029)

→CA *parenté | parentesco (2800)* [filiation]

CS1 famille adoptive | familia adoptiva (3034)

→CA *adoption | adopción (2781)* [filiation]

→CA *enfant adopté | hijo adoptado (3366)* [situation de famille]

→CA *parent adoptif | progenitor adoptivo (2989)* [situation de famille]

→CA *parenté par adoption | parentesco por adopción (2810)* [filiation]

CS1 famille biologique | familia biológica (3035)

→CA *enfant biologique | hijo biológico (2976)* [situation de famille]

CS1 famille monoparentale | familia monoparental (3030)

→Renvoi: parent isolé | progenitor único (3363) [proche]

→CA *parent célibataire | progenitor soltero (2986)* [situation de famille]

CS1 famille nombreuse | familia numerosa (3140)

→CA *enfant unique | hijo único (3141)* [situation de famille]

CS1 famille nucléaire | familia nuclear (2128)

CS1 famille recomposée | familia reconstituida (3032)

CS1 famille unilinéaire | familia unilineal (3033)

→CA *parenté par consanguinité | parentesco por consanguinidad (2808)* [filiation]

membre de la famille | miembro de la familia (3016)

→CA *parenté | parentesco (2800)* [filiation]

CS1 beau-fils | hijastro (3204)

→Renvoi: belle-fille | hijastra (3202) [fém.]

CS1 beau-frère | cuñado (3014)

→Renvoi: belle-soeur | cuñada (3015) [fém.]



CS1 beau-parent | padrastro o madastra (3205)

→ **Renvoi:** beau-père | padrastro (3361) [CS]

→ **Renvoi:** belle-mère | madrastra (3362) [CS]

CS1 beau-parent | suegro (3005)

→ **Renvoi:** beau-père | suegro (3269) [CS]

→ **Renvoi:** belle-mère | suegra (3270) [CS]

CS1 cousin | primo (3002)

→ **Renvoi:** cousine | prima (3271) [fém.]

CS1 demi-frère | medio hermano (3214)

→ **Renvoi:** demi-soeur | medio hermana (3364) [fém.]

→ **CA** *lien simple de parenté* | *vínculo sencillo de parentesco* (2818) [filiation]

CS1 enfant | hijo (3024)

→ **Renvoi:** fille | hija (3238) [CS]

→ **Renvoi:** fils | hijo (3237) [CS]

→ **CA** *droit de l'enfant* | *derecho del menor* (4326) [filiation]

→ **CA** *descendant* | *descendiente* (2794) [filiation]

CS2 enfant adopté | hijo adoptado (3366)

→ **CA** *adoption* | *adopción* (2781) [filiation]

→ **CA** *famille adoptive* | *familia adoptiva* (3034) [situation de famille]

→ **CA** *parent adoptif* | *progenitor adoptivo* (2989) [situation de famille]

CS2 enfant biologique | hijo biológico (2976)

→ **CA** *familla biologique* | *familia biológica* (3035) [situation de famille]

CS2 enfant commun | hijo común (2131)

CS2 enfant décédé | hijo fallecido (42639)

→ **CA** *décès* | *fallecimiento* (3039) (**domaines connexes**)

→ **CA** *décès d'un membre de la famille* | *fallecimiento de un miembro de la familia* (3308) [situation de famille]

CS2 enfant incestueux | hijo incestuoso (42641)

→ **CA** *inceste* | *incesto* (3132) [situation de famille]



- CS2** enfant légitime | hijo legítimo (2955)
→ **Renvoi:** enfant né avant le mariage (42618) [CS+NAT]
→ **Renvoi:** filiation en mariage (42543) [proche]
- CS2** enfant majeur | hijo mayor de edad (42642)
→ **CA** *majorité* | *mayoría de edad* (3262) (**domaines connexes**)
 CS3 majeur incapable | mayor incapaz (42640)
 → **Renvoi:** déclaration d'incapacité | declaración de incapacidad (3313) [proche]
 → **CA** *protection du majeur incapable* | *protección del mayor incapaz* (3121) [situation de famille]
- CS2** enfant mineur | hijo menor de edad (42643)
→ **CA** *administration des biens de l'enfant* | *administración de los bienes del hijo* (2880) [filiation]
→ **CA** *audition du mineur* | *audiencia del menor* (2948) [filiation]
→ **CA** *minorité* | *minoría de edad* (3263) (**domaines connexes**)
→ **CA** *représentation légale de l'enfant* | *representación legal del hijo* (2878) [filiation]
 CS3 mineur émancipé | menor emancipado (2953)
- CS2** enfant naturel | hijo natural (2982)
→ **Renvoi:** filiation hors mariage (42544) [proche]
 CS3 enfant adultérin | hijo adulterino (3266)
 → **CA** *adultère* | *adulterio* (2903) [droit matrimonial]
 CS3 enfant naturel simple | hijo de progenitores no casados (3265)
- CS2** enfant posthume | hijo póstumo (2856)
- CS2** enfant unique | hijo único (3141)
→ **CA** *famille nombreuse* | *familia numerosa* (3140) [situation de famille]
- CS2** orphelin | huérfano (3040)
→ **CA** *droit de connaître ses origines* | *derecho a conocer sus orígenes* (3170) [filiation]
→ **CA** *nouveau né délaissé* | *recién nacido abandonado* (4003) [situation de famille]
→ **CA** *parents inconnus* | *padres desconocidos* (3812) [filiation]
- CS1** époux | cónyuge (2157)
→ **CA** *personne mariée* | *persona casada* (3213) [droit matrimonial]

CS2 épouse | esposa (3007)
CS2 mari | marido (3006)
CS1 frère | hermano (3122)
→ **Renvoi:** fratrie (2938) [**proche**]
→ **Renvoi:** soeur | hermana (3123) [**fém.**]
→ **CA** *double lien de parenté | doble vínculo de parentesco (2816)* [filiation]
CS1 gendre | yerno (3003)
→ **Renvoi:** belle-fille | nuera (3004) [**fém.**]
→ **CA** *parenté par alliance | parentesco por afinidad (3013)* [filiation]
→ **CA** *parenté par alliance | parentesco por afinidad (3013)* [filiation]
CS1 grand-parent | abuelo (2984)
→ **Renvoi:** grand-mère | abuela (3279) [**CS**]
→ **Renvoi:** grand-père | abuelo (3278) [**CS**]
→ **CA** *ascendant | ascendiente (2786)* [filiation]
CS1 neveu | sobrino (3001)
→ **Renvoi:** nièce | sobrina (3000) [**fém.**]
→ **CA** *descendant | descendiente (2794)* [filiation]
→ **CA** *ligne collatérale | línea colateral (2815)* [filiation]
CS1 oncle | tío (2998)
→ **Renvoi:** tante | tía (2999) [**fém.**]
→ **CA** *ascendant | ascendiente (2786)* [filiation]
→ **CA** *ligne collatérale | línea colateral (2815)* [filiation]
CS1 parent | progenitor (2942)
CS2 mère | madre (2941)
→ **CA** *établissement contentieux de la maternité | reclamación de la maternidad (2877)* [filiation]
→ **CA** *maternité | maternidad (2845)* [filiation]
CS2 parent adoptif | progenitor adoptivo (2989)
→ **Renvoi:** mère adoptive | madre adoptiva (3373) [**CS**]



- **Renvoi:** père adoptif | padre adoptive (3372) [CS]
- CA *adoption* | *adopción* (2781) [filiation]
- CA *enfant adopté* | *hijo adoptado* (3366) [situation de famille]
- CA *famille adoptive* | *familia adoptiva* (3034) [situation de famille]
- CA *parenté par adoption* | *parentesco por adopción* (2810) [filiation]
- CS2** parent biologique | progenitor biológico (2988)
- **Renvoi:** mère biologique | madre biológica (3358) [CS]
- **Renvoi:** père biologique | padre biológico (3357) [CS]
- CS2** parent célibataire | progenitor soltero (2986)
- **Renvoi:** mère célibataire | madre soltera (3288) [CS]
- **Renvoi:** père célibataire | padre soltero (3289) [CS]
- CA *famille monoparentale* | *familia monoparental* (3030) [situation de famille]
- CS2** parent divorcé | progenitor divorciado (3367)
- **Renvoi:** mère divorcée | madre divorciada (3369) [CS]
- **Renvoi:** père divorcé | padre divorciado (3368) [CS]
- CA *divorce* | *divorcio* (42753) [droit matrimonial]
- CS2** parent séparé | progenitor separado (2987)
- **Renvoi:** mère séparée | madre separada (3360) [CS]
- **Renvoi:** père séparé | padre separado (3359) [CS]
- CA *personne séparée* | *persona separada* (3047) [droit matrimonial]
- CA *séparation des époux* | *separación de los cónyuges* (42756) [droit matrimonial]
- CS2** père | padre (2940)
- CA *établissement contentieux de la paternité* | *reclamación de la paternidad* (2874) [filiation]
- CA *paternité* | *paternidad* (2846) [filiation]
- CS1** petit-enfant | nieto (2985)
- **Renvoi:** petite-fille | nieta (3287) [CS]
- **Renvoi:** petit-fils | nieto (3286) [CS]
- CA *descendant* | *descendiente* (2794) [filiation]

question familiale | cuestión familiar (3129)

CS1 abandon de famille | abandono de familia (3139)

→ **CA** *abandon du foyer conjugal | abandono del hogar conyugal (2906)* [droit matrimonial]

CS1 abandon d'enfant | desamparo del menor (2971)

→ **CA** *accouchement sous X | parto anónimo (2957)* [filiation]

→ **CA** *parents inconnus | padres desconocidos (3812)* [filiation]

CS1 avortement | aborto (3131)

→ **Renvoi**: interruption volontaire de grossesse | interrupción voluntaria del embarazo (3386) [**CS**]

CS1 décès d'un membre de la famille | fallecimiento de un miembro de la familia (3308)

→ **CA** *décès | fallecimiento (3039)* (**domaines connexes**)

→ **CA** *décès d'un époux | fallecimiento de un cónyuge (3309)* [droit matrimonial]

→ **CA** *droits successoraux des enfants | derechos sucesorios de los hijos (42658)* [filiation]

→ **CA** *enfant décédé | hijo fallecido (42639)* [situation de famille]

→ **CA** *pension de réversion | pensión de reversión (2911)* [droit matrimonial]

→ **CA** *personne veuve | persona viuda (3052)* [droit matrimonial]

CS1 délaissement de mineur | abandono del menor (3174)

CS2 délaissement d'un nouveau-né | abandono de un recién nacido (4322)

→ **Renvoi**: nouveau-né délaissé | recién nacido abandonado (4003) [**proche**]

→ **CA** *orphelin | huérfano (3040)* [situation de famille]

CS1 enlèvement d'enfant | sustracción de menores (2116)

CS2 déplacement illicite d'enfant | traslado ilícito de un menor (2118)

CS2 enlèvement international d'enfant | sustracción internacional de menores (2127)

CS2 non-retour illicite d'enfant | retención ilícita de un menor (2117)

→ **Renvoi**: non-représentation d'enfant | VIDE (ES) (3217) [**CS+NAT**]

CS2 retour de l'enfant | restitución del menor (2119)

CS1 homoparentalité | homoparentalidad (2960)

→ **Renvoi**: famille homoparentale | familia homoparental (3281) [**proche**]

→ **Renvoi**: parent homosexuel | progenitor homosexual (3282) [**proche**]



- **CA** *homosexualité* | *homosexualidad* (3083) (**domaines connexes**)
- **CA** *union homosexuelle* | *unión homosexual* (3126) [droit matrimonial]
- CS1** maintien de l'unité familiale | mantenimiento de la unidad familiar (42506)
- CS1** médiation familiale | mediación familiar (3168)
- **Renvoi**: médiateur familial | mediador familiar (3356) [**proche**]
- **CA** *crise conjugale* | *crisis conyugal* (3143) [droit matrimonial]
- CS1** protection du mineur et du majeur incapable | protección del menor y del mayor incapaz (3133)
 - CS2** protection de l'enfant | protección del menor (2124)
 - CS3** assistance éducative | asistencia educativa (3127)
 - CS3** conseil de famille | consejo de familia (2950)
 - CS3** garde de fait | guarda de hecho (3169)
 - **CA** *garde de l'enfant* | *guarda del menor* (3073) [filiation]
 - CS3** kafala | kafala (3200)
 - **CA** *adoption* | *adopción* (2781) [filiation]
 - CS3** placement de l'enfant dans un établissement | acogimiento residencial (2109)
 - CS3** placement de l'enfant dans une famille d'accueil | acogimiento familiar (2108)
 - CS3** placement de l'enfant en vue de l'adoption | acogimiento preadoptivo (2933)
 - **CA** *adoption* | *adopción* (2781) [filiation]
 - CS3** pupille de l'Etat | menor tutelado por el Estado (3042)
 - **CA** *garde de l'enfant* | *guarda del menor* (3073) [filiation]
 - CS2** protection du majeur incapable | protección del mayor incapaz (3121)
 - **Renvoi**: majeur protégé | mayor protegido (3020) [**proche**]
 - **Renvoi**: sauvegarde de justice | salvaguardia de justicia (3021) [**CS+NAT**]
 - **CA** *majeur incapable* | *mayor incapaz* (42640) [situation de famille]
 - CS3** curatelle | curatela (3019)
 - **Renvoi**: curateur | curador (3273) [**proche**]
 - CS2** tutelle | tutela (2956)
 - **Renvoi**: tuteur | tutor (3285) [**proche**]



- CS1** résidence habituelle de l'enfant | residencia habitual del menor (3409)
→ **CA** *domicile conjugal* | *domicilio conyugal* (3169) [droit matrimonial]
- CS1** violence familiale | violencia familiar (3134)
CS2 maltraitance de l'enfant | maltrato infantil (3135)
→ **Renvoi**: enfant maltraité | menor maltratado [**proche**]
- CS2** violence conjugale | violencia conyugal (3136)
CS3 viol entre époux | violación conyugal (3173)
- CS2** violence sexuelle au sein de la famille | violencia sexual en el seno de la familia (3137)
→ **CA** *attouchement* | *tocamiento* (3235) (**domaines connexes**)
→ **CA** *prostitution* | *prostitución* (3233) (**domaines connexes**)
→ **CA** *sévice corporel* | *sevicia corporal* (3229) (**domaines connexes**)
→ **CA** *viol* | *violación* (3234) (**domaines connexes**)
- CS3** inceste | incesto (3132)
→ **CA** *enfant incestueux* | *hijo incestuoso* (42641) [situation de famille]
→ **CA** *nullité du mariage* | *nulidad del matrimonio* (2154) [droit matrimonial]
- CS3** mutilation sexuelle | mutilación sexual (3138)
CS4 mutilation sexuelle féminine | mutilación sexual femenina (4323)
→ **Renvoi**: excision | excisión (3290) [**CS**]
→ **Renvoi**: infibulation | infibulación (3291) [**CS**]
- CS4** mutilation sexuelle masculine | mutilación sexual masculina (4324)
→ **Renvoi**: émasculation | emasculación (3294) [**CS**]

Annexe - Arbres notionnels «Droit de la famille» (FR/ES)

Chaque arbre conceptuel contient l'ensemble des notions appartenant à un microthésaurus.

Trois arbres notionnels ont été élaborés:

- Droit matrimonial
- Filiation
- Situation de famille

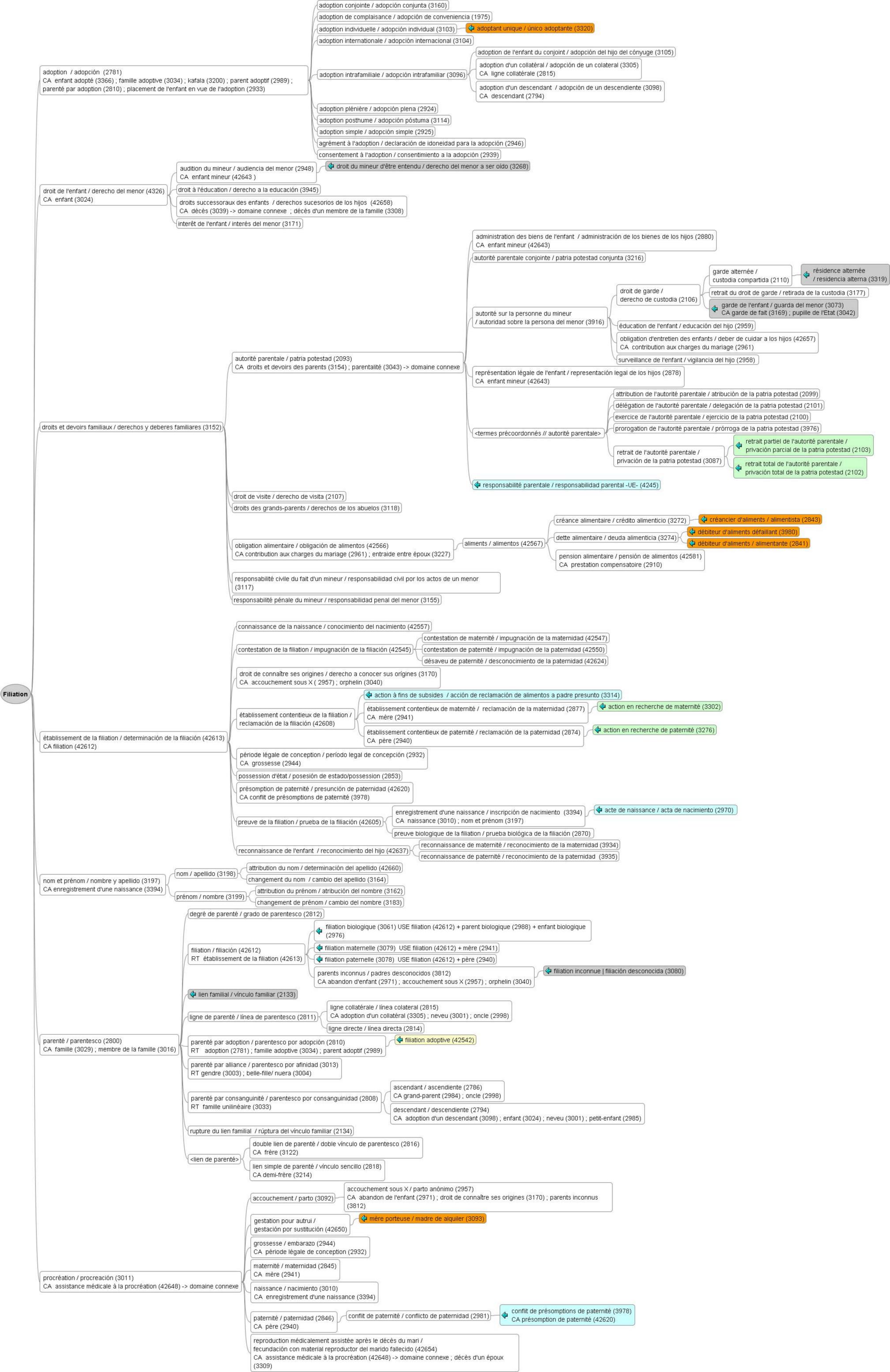
Les concepts appartenant aux domaines connexes ne sont pas présentés dans une arborescence, ils sont énumérés dans l'annexe «Liste des notions appartenant au domaine «Droit de la famille» (FR)».

Ces présentations graphiques permettent de visualiser en un coup d'œil les relations hiérarchiques et associatives (CA) entre notions ainsi que les notions traitées en tant que renvoi (non descripteurs non synonymes). Elles contiennent les mêmes informations que les présentations systématiques (annexe 3).

Les bulles colorées représentent les renvois. Chaque couleur correspond à un type de relation.

Couleur de la bulle	Signification
bleu ciel	notion spécifique et nationale / notion générique
jaune	similitude de sens (quasi-synonymie ou voisinage de sens)
orange	personne / action ou fait
rose	forme féminine / forme masculine
vert	notion spécifique / notion générique
violet	antonyme ou opposition de sens
gris	proche (relations diverses)

Les termes non-préférentiels synonymes fonctionnant comme des non descripteurs (au même titre que les renvois) ne sont pas identifiés dans ce document mais sont indiqués dans les fiches terminologiques avec la mention «nd».



adoption / adopción (2781)
CA enfant adopté (3366) ; famille adoptive (3034) ; kafala (3200) ; parent adoptif (2989) ; parenté par adoption (2810) ; placement de l'enfant en vue de l'adoption (2933)

- adoption conjointe / adopción conjunta (3160)
- adoption de complaisance / adopción de conveniencia (1975)
- adoption individuelle / adopción individual (3103) → adoptant unique / único adoptante (3320)
- adoption internationale / adopción internacional (3104)
- adoption intrafamiliale / adopción intrafamiliar (3096)
 - adoption de l'enfant du conjoint / adopción del hijo del cónyuge (3105)
 - adoption d'un collatéral / adopción de un colateral (3305)
CA ligne collatérale (2815)
 - adoption d'un descendant / adopción de un descendiente (3098)
CA descendant (2794)
- adoption plénière / adopción plena (2924)
- adoption posthume / adopción póstuma (3114)
- adoption simple / adopción simple (2925)
- agrément à l'adoption / declaración de idoneidad para la adopción (2946)
- consentement à l'adoption / consentimiento a la adopción (2939)

droit de l'enfant / derecho del menor (4326)
CA enfant (3024)

- audition du mineur / audiencia del menor (2948)
CA enfant mineur (42643)
- droit à l'éducation / derecho a la educación (3945)
- droits successoraux des enfants / derechos sucesorios de los hijos (42658)
CA décès (3039) -> domaine connexe ; décès d'un membre de la famille (3308)
- intérêt de l'enfant / interés del menor (3171)

droits et devoirs familiaux / derechos y deberes familiares (3152)

- autorité parentale / patria potestad (2093)
CA droits et devoirs des parents (3154) ; parentalité (3043) -> domaine connexe
 - administration des biens de l'enfant / administración de los bienes de los hijos (2880)
CA enfant mineur (42643)
 - autorité parentale conjointe / patria potestad conjunta (3216)
 - autorité sur la personne du mineur / autoridad sobre la persona del menor (3916)
 - droit de garde / derecho de custodia (2106)
 - garde alternée / custodia compartida (2110) → résidence alternée / residencia alterna (3319)
 - retrait du droit de garde / retirada de la custodia (3177)
 - garde de l'enfant / guarda del menor (3073)
CA garde de fait (3169) ; pupille de l'Etat (3042)
 - éducation de l'enfant / educación del hijo (2959)
 - obligation d'entretien des enfants / deber de cuidar a los hijos (42657)
CA contribution aux charges du mariage (2961)
 - surveillance de l'enfant / vigilancia del hijo (2958)
 - représentation légale de l'enfant / representación legal de los hijos (2878)
CA enfant mineur (42643)
 - <termes précoordonnés // autorité parentale>
 - attribution de l'autorité parentale / atribución de la patria potestad (2099)
 - délégation de l'autorité parentale / delegación de la patria potestad (2101)
 - exercice de l'autorité parentale / ejercicio de la patria potestad (2100)
 - prorogation de l'autorité parentale / prórroga de la patria potestad (3976)
 - retrait de l'autorité parentale / privación de la patria potestad (3087)
 - retrait partiel de l'autorité parentale / privación parcial de la patria potestad (2103)
 - retrait total de l'autorité parentale / privación total de la patria potestad (2102)
 - responsabilité parentale / responsabilidad parental -UE- (4245)
- droit de visite / derecho de visita (2107)
- droits des grands-parents / derechos de los abuelos (3118)
- obligation alimentaire / obligación de alimentos (42566)
CA contribution aux charges du mariage (2961) ; entraide entre époux (3227)
- responsabilité civile du fait d'un mineur / responsabilidad civil por los actos de un menor (3117)
- responsabilité pénale du mineur / responsabilidad penal del menor (3155)

- aliments / alimentos (42567)
 - créance alimentaire / crédito alimenticio (3272) → créancier d'aliments / alimentista (2843)
 - dette alimentaire / deuda alimenticia (3274) → débiteur d'aliments défaillant (3980)
 - débiteur d'aliments / alimentante (2841)
 - pension alimentaire / pensión de alimentos (42581)
CA prestation compensatoire (2910)

établissement de la filiation / determinación de la filiación (42613)
CA filiation (42612)

- connaissance de la naissance / conocimiento del nacimiento (42557)
- contestation de la filiation / impugnación de la filiación (42545)
 - contestation de maternité / impugnación de la maternidad (42547)
 - contestation de paternité / impugnación de la paternidad (42550)
 - désaveu de paternité / desconocimiento de la paternidad (42624)
- droit de connaître ses origines / derecho a conocer sus orígenes (3170)
CA accouchement sous X (2957) ; orphelin (3040)
- établissement contentieux de la filiation / reclamación de la filiación (42608)
 - action à fins de subsides / acción de reclamación de alimentos a padre presunto (3314)
 - établissement contentieux de maternité / reclamación de la maternidad (2877)
CA mère (2941) → action en recherche de maternité (3302)
 - établissement contentieux de paternité / reclamación de la paternidad (2874)
CA père (2940) → action en recherche de paternité (3276)
- période légale de conception / período legal de concepción (2932)
CA grossesse (2944)
- possession d'état / posesión de estado/possession (2853)
- présomption de paternité / presunción de paternidad (42620)
CA conflit de présomptions de paternité (3978)
- preuve de la filiation / prueba de la filiación (42605)
 - enregistrement d'une naissance / inscripción de nacimiento (3394) → acte de naissance / acta de nacimiento (2970)
 - CA naissance (3010) ; nom et prénom (3197)
 - preuve biologique de la filiation / prueba biológica de la filiación (2870)
- reconnaissance de l'enfant / reconocimiento del hijo (42637)
 - reconnaissance de maternité / reconocimiento de la maternidad (3934)
 - reconnaissance de paternité / reconocimiento de la paternidad (3935)

nom et prénom / nombre y apellido (3197)
CA enregistrement d'une naissance (3394)

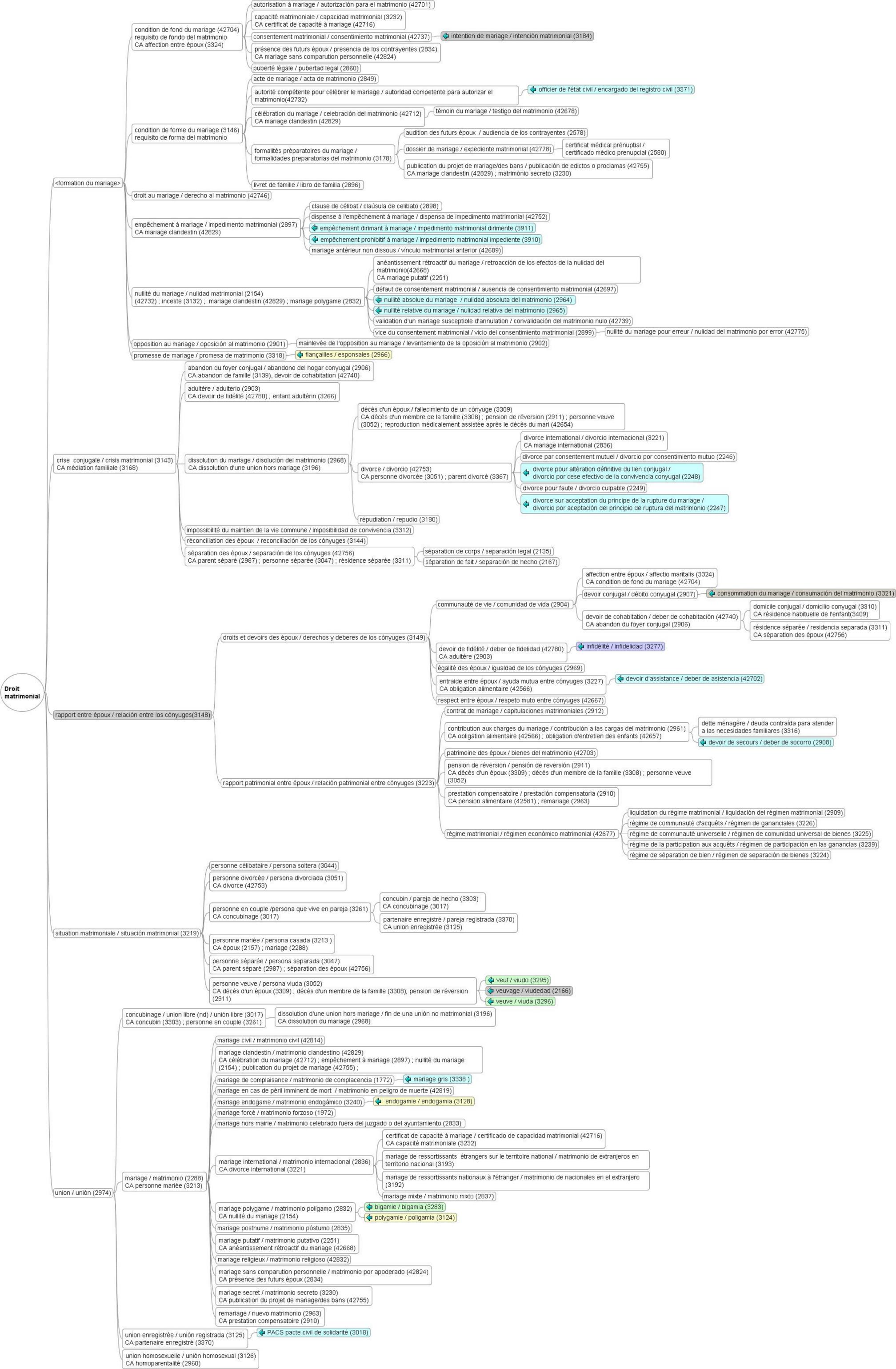
- nom / apellido (3198)
 - attribution du nom / determinación del apellido (42660)
 - changement du nom / cambio del apellido (3164)
- prénom / nombre (3199)
 - attribution du prénom / atribución del nombre (3162)
 - changement de prénom / cambio del nombre (3183)

parenté / parentesco (2800)
CA famille (3029) ; membre de la famille (3016)

- degré de parenté / grado de parentesco (2812)
- filiation / filiación (42612)
RT établissement de la filiation (42613)
 - filiation biologique (3061) USE filiation (42612) + parent biologique (2988) + enfant biologique (2976)
 - filiation maternelle (3079) USE filiation (42612) + mère (2941)
 - filiation paternelle (3078) USE filiation (42612) + père (2940)
 - parents inconnus / padres desconocidos (3812)
CA abandon d'enfant (2971) ; accouchement sous X (2957) ; orphelin (3040) → filiation inconnue / filiación desconocida (3080)
- lien familial / vínculo familiar (2133)
- ligne de parenté / línea de parentesco (2811)
 - ligne collatérale / línea colateral (2815)
CA adoption d'un collatéral (3305) ; neveu (3001) ; oncle (2998)
 - ligne directe / línea directa (2814)
- parenté par adoption / parentesco por adopción (2810)
RT adoption (2781) ; famille adoptive (3034) ; parent adoptif (2989) → filiation adoptive (42542)
- parenté par alliance / parentesco por afinidad (3013)
RT gendre (3003) ; belle-fille/ nuera (3004)
- parenté par consanguinité / parentesco por consanguinidad (2808)
RT famille unilinéaire (3033)
 - ascendant / ascendiente (2786)
CA grand-parent (2984) ; oncle (2998)
 - descendant / descendiente (2794)
CA adoption d'un descendant (3098) ; enfant (3024) ; neveu (3001) ; petit-enfant (2985)
- rupture du lien familial / ruptura del vínculo familiar (2134)
- <lien de parenté>
 - double lien de parenté / doble vínculo de parentesco (2816)
CA frère (3122)
 - lien simple de parenté / vínculo sencillo (2818)
CA demi-frère (3214)

procréation / procreación (3011)
CA assistance médicale à la procréation (42648) -> domaine connexe

- accouchement / parto (3092)
 - accouchement sous X / parto anónimo (2957)
CA abandon de l'enfant (2971) ; droit de connaître ses origines (3170) ; parents inconnus (3812)
- gestation pour autrui / gestación por sustitución (42650) → mère porteuse / madre de alquiler (3093)
- grossesse / embarazo (2944)
CA période légale de conception (2932)
- maternité / maternidad (2845)
CA mère (2941)
- naissance / nacimiento (3010)
CA enregistrement d'une naissance (3394)
- paternité / paternidad (2846)
CA père (2940)
 - conflit de paternité / conflicto de paternidad (2981) → conflit de présomptions de paternité (3978)
CA présomption de paternité (42620)
- reproduction médicalement assistée après le décès du mari / fecundación con material reproductor del marido fallecido (42654)
CA assistance médicale à la procréation (42648) -> domaine connexe ; décès d'un époux (3309)



Situation de famille



Annexe - Echantillon du vocabulaire juridique multilingue

Table des matières

abandon d'enfant (2971).....	2
adoption conjointe (3160).....	10
autorité parentale (2093).....	18
désaveu de paternité (42624).....	30
divorce pour faute (2249).....	37
droit de garde (2106).....	45
mariage (2288).....	56
mariage de complaisance (1772).....	63
PACS (3018) -.....	75
présomption de paternité (42620).....	82
responsabilité parentale (4245).....	90

abandon d'enfant (2971)

Domaine:	Droit civil
Microthésaurus:	Situation de famille
Concept générique:	question familiale (3129)
Concepts associés:	accouchement sous X (2957) parents inconnus (3812)
À distinguer de:	délaissement de mineur (3174)

BG - български

Terme: **изоставяне на дете**

Réf: Закон за закрила на детето, член 5 | Наредба за условията и реда за осъществяване на мерки за предотвратяване изоставянето на деца и настаняването им в институции, както и за тяхната реинтеграция, член 5 | Наказателен кодекс, член 182a [24.02.2010]

Origine du Terme: Législation BG

Contexte: Мерки за предотвратяване изоставянето на деца и настаняването им в специализирани институции се предприемат спешно, когато има непосредствен риск от изоставяне на дете или настаняването му в специализирана институция при наличие на някое от следните обстоятелства: 1. заявено желание на някой от родителите на новородено в родилно отделение да изостави детето или да го настани за отглеждане в специализирана институция; 2. изоставяне на новородено дете от майката в родилно отделение; 3. непотърсено от родителите дете, прието в лечебно заведение, в 7-дневен срок от деня, в който е трябвало да бъде изписано; 4. други обстоятелства, които поставят детето в непосредствен риск от изоставяне.

Réf: Наредба за условията и реда за осъществяване на мерки за предотвратяване изоставянето на деца и настаняването им в институции, както и за тяхната реинтеграция, член 5

Note: В определени случаи изоставянето на дете е престъпление: вж. член 182a от НК: "Който с цел имотна облага склонява родител чрез дарение, обещание, заплаха или злоупотреба със служебно положение да изостави свое дете или да даде съгласие за осиновяването му, се наказва с лишаване от свобода до една година и глоба до две хиляди лева."

ES - español

Terme: **desamparo del menor**

Réf: Código Civil, art. 172.1 noticias.juridicas.com (18.09.2009).

Origine du Terme: Législation ES

Contexte: "Artículo 172. 1. La entidad pública a la que, en el respectivo territorio, esté encomendada la protección de los menores, cuando constate que un menor se encuentra en situación de desamparo, tiene por ministerio de la Ley la tutela del mismo y deberá adoptar las medidas de protección necesarias para su guarda, poniéndolo en conocimiento del Ministerio Fiscal, y notificando en legal forma a los padres, tutores o guardadores, en un plazo de cuarenta y ocho horas. [...]"

Réf: Código Civil, art. 172 noticias.juridicas.com (18.09.2009).

Définition: Se considera como situación de desamparo la que se produce de hecho a causa del incumplimiento, o del imposible o inadecuado ejercicio de los deberes de protección establecidos por las leyes para la guarda de los menores, cuando éstos queden privados de la necesaria asistencia moral o material. [ES]

Source: Código Civil, art. 172, 1, párr.2 noticias.juridicas.com (18.09.2009).

Note: En droit espagnol, l'abandon ("situación de desamparo") peut aussi s'appliquer au majeur incapable. | En Derecho ES, la "situación de desamparo" también puede aplicarse al mayor incapaz.

CS - čeština

Terme [**děconseillé**]: **opuštění dítěte**

Origine du Terme: Législation CZ

Terme: **právní uvolnění dítěte**

Origine du Terme: Usuel CZ

Contexte: K právnímu uvolnění dojde na základě souhlasu rodičů nebo opatrovníka dítěte, nebo též bez souhlasu rodičů, pokud byli zbaveni rodičovských práv (rodičovské zodpovědnosti), například proto, že neprojevíli po dobu 2 měsíců o dítě žádný zájem, nebo neprojevíli po dobu 6 měsíců o dítě opravdový zájem, jaký by rodiče projevovali měli.

Réf: usm.lf1.cuni.cz

Note: Nezaměňovat s trestným činem, kterého se podle § 212 trestního zákona dopustí ten, kdo opustí dítě, o které má povinnost pečovat a které si samo nemůže opatřit pomoc, a vystaví je tím nebezpečí smrti nebo ublížení na zdraví.

DA - dansk

Terme: **omsorgssvigt**

Réf: Forslag til lov om ændring af lov om social service, lov om retssikkerhed og administration på det sociale område og forældreansvarsloven som fremsat den 24. marts 2010, bemærkningerne til lovforslagets punkt 9 retsinformation.dk

Origine du Terme: Travaux préparatoires DK

Terme: **forsømmelse af pligten til at drage omsorg for barnet**

Réf: Vejledning til serviceloven om særlig støtte til børn og unge og deres familier, punkt 312 retsinformation.dk [Référence de la notion ayant conduit à la formation du terme. Ne contient pas le terme exact.]

Origine du Terme: Formulation DK (non préf.)

Note: Lov om social service, § 58, stk. 1, om anbringelse uden for hjemmet: "§ 58. Er der en åbenbar risiko for, at barnets eller den unges sundhed eller udvikling lider alvorlig skade på grund af 1) utilstrækkelig omsorg for eller behandling af barnet eller den unge [...] kan børn og unge-udvalget uden samtykke fra forældremyndighedens indehaver og den unge, der er fyldt 15 år, træffe afgørelse om, at barnet eller den unge anbringes uden for hjemmet [...]" retsinformation.dk Smh. vejledning til serviceloven om særlig støtte til børn og unge og deres familier, punkt 332 vedrørende lovens § 58: "Typiske situationer, der kan give anledning til en anbringelse uden samtykke kan være [...] samt svigtende omsorg, hvilket dækker såvel egentlig vanrøgt som utilstrækkelig opfyldelse af barnets eller den unges basale behov for mad, undervisning, behandling eller lignende. En særlig form for svigtende omsorg kan bestå i en adfærd fra forældremyndighedens indehavers side [...] hvorved barnet eller den unge enten tilsidesættes eller udsættes for en ødelæggende omklamring, der forhindrer barnet eller den unge i at udvikle sig på normal vis." retsinformation.dk

DE - Deutsch

Terme: **Vernachlässigung der Fürsorge- oder Erziehungspflicht**

Réf: Strafgesetzbuch, § 236

Origine du Terme: Législation DE (non préf.)

Terme: **Kindesvernachlässigung**

Réf: Brandenburgisches Oberlandesgericht, Beschluss vom 18.01.2007, 9 UF 110/06, gerichtsentscheidungen.berlin-brandenburg.de ; Kinder- und Jugendgesundheitsdienst-Verordnung, § 1, bravors.brandenburg.de ; Stellungnahme des Wirtschafts- und

Sozialausschusses zum Thema "Kindesmißbrauch und Sextourismus" vom 02.07.1998, F 2.5.3, 51998IE0976[[EUR-Lex](#)][[Laetoli](#)]

Origine du Terme: Jurisprudence DE | Législation DE | Travaux préparatoires UE

Contexte: "Der unbestimmte Rechtsbegriff des Erziehungsunvermögens ... wird durch verschiedene Erscheinungsformen konkretisiert, wie etwa den Missbrauch der elterlichen Sorge, [die] Kindesvernachlässigung und das Versagen der Eltern."

Réf: Brandenburgisches Oberlandesgericht, Beschluss vom 18.01.2007, 9 UF 110/06, [gerichtsentscheidungen.berlin-brandenburg.de](#)

Note: Die Kindesvernachlässigung ist eine Unterform der Gefährdung des Kindeswohls im Sinne des § 1666 BGB, bei dessen Vorliegen u.a. eine gerichtliche Entziehung der elterlichen Sorge und/oder die gerichtliche Anordnung von Heimerziehung möglich ist. Strafrechtlich ist die Vernachlässigung ein Tatbestandsmerkmal der Misshandlung von Schutzbefohlenen (§ 225 StGB) und des Kinderhandels (§ 236 StGB). / L'abandon de l'enfant est un cas spécifique de la mise en danger de la bien être de l'enfant au sens du § 1666 du Code civil allemand qui justifie, notamment, le retrait de l'autorité parentale et/ou le placement de l'enfant dans un établissement par un juge. Sur le plan pénal, l'abandon constitue un des éléments constitutifs des délits de la maltraitance de personnes sous garde (§ 225 du Code pénal allemand) et de la traite d'enfants (§ 236 du Code pénal allemand).

ET - eesti keel

Terme: **lapse vanemliku hoolitsuseta jätmine**

Réf: Sotsiaalhoolekande seadus, § 18 lg 1 punkt 5. Elektrooniline Riigi Teataja (eRT) (Riigi Teatajas avaldatud dokumentide andmebaas), [riigiteataja.ee](#) [28.06.2010] | Euroopa Kohtu 2. aprilli 2009. aasta otsus kohtuasjas C-523/07, 62007J0523[[EUR-Lex](#)][[Laetoli](#)]

Origine du Terme: Législation EE | Jurisprudence UE

Contexte: „10. Varjupaika võetakse vastu lapsi, kes on jäänud vanemliku hoolitsuseta. Selle põhjuseks võib olla vanema või kasuvanema: 1) surm või teadmata kadumine; 2) raske haigestumine või teovõimetuks kuulutamine; 3) viibimine eeluurimisel või karistuse kandmisel; 4) lapse hülgamine; 5) muud põhjused.”

Réf: Sotsiaalministri 7. mai 1996. aasta määrus nr. 20: Laste varjupaiga põhimäärus, punkt 10. Elektrooniline Riigi Teataja (eRT) (Riigi Teatajas avaldatud dokumentide andmebaas), [riigiteataja.ee](#) [28.06.2010]

Note: Mitte segamini ajada mõisteid „lapse vanemliku hoolitsuseta jätmine” ehk vanema kohustuste täitmatajätmine ja lapse füüsiline „hülgamine” ehk füüsiline mahajätmine, mis on mitmes õiguskorras kriminaalkorras karistatav. Euroopa Liidu õigusaktides ei ole mõistekasutus ühemõtteline: FR „abandon” ja EN „desertion” on tõlgitud terminiga „hülgamine” ning FR „délaissement” ja EN „neglect” vasteks on „hooletusse jätmine” (vt Euroopa Liidu lepingu artiklil k.3 põhinev Konventsioon Euroopa Politseiameti kohta (Europoli konventsioon) 41995A1127(01)[[EUR-Lex](#)][[Laetoli](#)] lisa). Laste varjupaiga põhimäärusest nähtub, et hüljatud laps on jäetud vanemliku hoolitsuseta, kuid vanemliku hoolitsuseta laps ei pea olema tingimata hüljatud. Seega on Euroopa Liidu õigusaktide terminikasutusest hoolimata soovitatav tõlkida FR „abandon” - „vanemliku hoolitsuseta jätmine” ja „délaissement” - „hülgamine” (vt FR kirjet mõiste „abandon” selgituseks: see ei tähenda füüsilist hülgamist, vaid vanema kohustuste täitmatajätmist). Vt ka kirje nr 3174 „lapse hülgamine” (FR „délaissement”).

EL - elliniká

Terme: **εγκατάλειψη ανηλίκου**

Réf: Απόφαση 2009/316/ΔΕΥ του Συμβουλίου, της 6ης Απριλίου 2009, σχετικά με τη δημιουργία του Ευρωπαϊκού Συστήματος Πληροφοριών Ποινικού Μητρώου (ECRIS) κατ' εφαρμογή του άρθρου 11 της απόφασης-πλαίσιου 2009/315/ΔΕΥ, παράρτημα Α, κωδικός 1104 00 32009D0316[[EUR-Lex](#)][[Laetoli](#)]

Origine du Terme: Législation UE | Usuel EL

Note: Ο Αστικός Κώδικας δεν κάνει λόγο για "εγκατάλειψη ανηλίκου". Σύμφωνα με το άρθρο 1589 του εν λόγω κώδικα, ο ανήλικος τελεί υπό επιτροπεία "όταν κανένας γονέας δεν έχει ή δεν μπορεί να ασκήσει τη γονική μέριμνα". Κατά τη θεωρία (Γεωργιάδη-Σταθόπουλου, "Αστικός Κώδιξ, κατ' άρθρο

ερμηνεία, VII Οικογενειακό δίκαιο", Π. Ν. Σάκκουλας, Αθήνα, 1997, ISBN 960-420-040-2, σελίδα 413) η επιτροπεία των ανηλίκων αφορά κυρίως ορφανά και από τους δύο γονείς παιδιά, τέκνα αγνώστων γονέων, εγκαταλελειμμένα τέκνα, καθώς και παιδιά που υφίστανται την κακομεταχείριση των γονέων τους σε βαθμό που καθιστά αναγκαία τη λήψη προστατευτικών μέτρων.

EN - English

Terme: **abandonment of a child**

Origine du Terme: Formulation UK

Définition: The failure of a parent or a guardian to provide any financial assistance to or communicate with a child over a period of time. When this happens, a court may consider the child abandoned by the parent or guardian and order that person's rights terminated. [INT]

Source: Termiplus referring to Canadian Criminal Code [01.03.2010]

Note: There is no exact equivalent concept in UK law. Related considerations arise in the context of intercountry adoption of a child (when an abandonment certificate may be required from country of origin) and placing a child in local authority care (section 31 of Children Act 1989). The latter does not in UK involve divesting parents of parental responsibility. In the UK 'parenthood is a lifelong commitment that cannot simply be surrendered to the State'(Harris Short and Miles, Family Law, 10.5.1). This concept should not be confused with the concept of physical abandonment of a child by its known parents (which is a criminal offence when it is likely to cause the child unnecessary suffering or injury to health) or the abandonment of a new-born child of unknown parentage.

FR - français

Terme: **abandon d'enfant**

Réf: art.350 code civil legifrance.gouv.fr [30.08.2009]

Origine du Terme: Législation FR

Contexte: "Lorsqu'il déclare l'enfant abandonné, le tribunal délègue par la même décision les droits d'autorité parentale sur l'enfant au service de l'aide sociale à l'enfance, à l'établissement ou au particulier qui a recueilli l'enfant ou à qui ce dernier a été confié."

Réf: art.350 code civil legifrance.gouv.fr [30.08.2009].

Définition: Situation avérée lorsque les parents se sont désintéressés de leur enfant et que ce dernier fait l'objet d'une déclaration d'abandon par le tribunal de grande instance. [FR]

Source: Gérard Cornu, "Vocabulaire juridique", PUF, Paris, 2008, ISBN 978-2-13-055986-3, p.357.

Note: "L'enfant recueilli par un particulier, un établissement ou un service de l'aide sociale à l'enfance, dont les parents se sont manifestement désintéressés pendant l'année qui précède l'introduction de la demande en déclaration d'abandon, est déclaré abandonné par le tribunal de grande instance sans préjudice des dispositions du quatrième alinéa. La demande en déclaration d'abandon est obligatoirement transmise par le particulier, l'établissement ou le service de l'aide sociale à l'enfance qui a recueilli l'enfant à l'expiration du délai d'un an dès lors que les parents se sont manifestement désintéressés de l'enfant. Sont considérés comme s'étant manifestement désintéressés de leur enfant les parents qui n'ont pas entretenu avec lui les relations nécessaires au maintien de liens affectifs." (art.350 C.civ.) ATTENTION: Il convient de ne pas confondre cette situation avec un abandon physique, voir la notion de délaissement de mineur.

GA - Gaeilge

Terme: **tréigean linbh**

Origine du Terme: Formulation IE

Note: «Formulation» signifie que le terme "tréigean linbh" est le résultat d'une traduction formulée à partir du FR.

Níl an coincheap díreach céanna ann in Éirinn, níl dearbhú Cúirte i gceist. Baineann Alt 245 d'Acht na Leanai 2001 le cruálacht. Áirítear go bhfuil faillí mar pháirt den chion seo. Is éard is brí le faillí a dhéanamh ar leanbh ná gan dóthain bia a sholáthar, gan dóthain éadaigh agus foscaidh a bheith ar fáil, gan dóthain faire a dhéanamh ar leanbh agus tréigean nuair a leanann na himthosca seo ar feadh i bhfad.

This concept is different in Irish law. No declaration is made. Article 245 of the Children Act 2001 concerns the crime of Cruelty to Children. Neglect is included in the the description of Cruelty. This includes inadequate provision of food, clothing and shelter, inadequate supervision and abandonment when these conditions are persistent.

IT - italiano

Terme: **abbandono di minore**

Réf: Legge 28 marzo 2001, n. 149, art. 8 camera.it [16.03.2010]

Origine du Terme: Législation IT

Contexte: "Sono dichiarati in stato di adottabilità dal tribunale per i minorenni del distretto nel quale si trovano, i minori di cui sia accertata la situazione di abbandono perché privi di assistenza morale e materiale da parte dei genitori o dei parenti tenuti a provvedervi, purchè la mancanza di assistenza non sia dovuta a causa di forza maggiore di carattere transitorio"

Réf: art. 8, n. 1, Legge 28 marzo 2001, n. 149, camera.it

Définition: Condizione in cui versa il minore che sia totalmente o parzialmente privo di assistenza morale e materiale (intesa come quell'insieme di cure e prestazioni necessarie al suo sano sviluppo psicofisico) da parte dei genitori e dei parenti tenuti a provvedervi (generalmente quelli entro il quarto grado). Non configura una ipotesi di stato di abbandono la carenza della sola assistenza materiale per ristrettezze economiche ove le cure affettive e fisiche e, più in generale, la condotta complessivamente tenuta dai genitori siano tali che lo stato di indigenza non possa recare alcun serio ed irreversibile pregiudizio al processo di formazione della personalità del minore ed alla sua crescita. La stessa Costituzione, peraltro, pone a carico dello Stato l'obbligo di assicurare alle famiglie bisognose i mezzi economici necessari all'assolvimento dei doveri verso la prole, garantendo al minore il diritto di crescere e di essere educato nella famiglia d'origine. Lo stato di abbandono del minore comporta la dichiarazione dello stato di adottabilità da parte del Tribunale per i minorenni, purché la mancanza di assistenza non sia dovuta a forza maggiore di carattere transitorio.

Source: Dizionario giuridico Simone simone.it [16.03.2010]

LV - latviešu valoda

Terme: **bērna pamešana novārtā**

Réf: Sociālā darba terminoloģijas vārdnīca.- Rīga, SDSPA "Attīstība", 2000 [30.lpp.] [09.03.2010]

Origine du Terme: Doctrine LV

Contexte: Bērna pamešana novārtā ir viens no vardarbības pret bērnu veidiem, kas izpaužas tādējādi, ka bērnam netiek nodrošināta viņa attīstībai atbilstoša aprūpe. Šādai attieksmei pret bērnu nav gadījuma raksturs.

Réf: Sociālā darba terminoloģijas vārdnīca.- Rīga, SDSPA "Attīstība", 2000 [30.lpp.]

Note: Bērna pamešana novārtā var būt pamats vecāku aizgādības tiesību atņemšanai saskaņā ar Civillikuma 200.panta pirmās daļas 2.punktu, ja tās izpausme ir vecāku nerūpēšanās par bērnu vai bērna uzraudzības nenodrošināšana un tas var apdraudēt bērna fizisko, garīgo vai tikumisko attīstību. Bērna pamešana novārtā nenozīmē tā fizisku atstāšanu.

LT - lietuvių kalba

Terme: **nesirūpinimas vaiku**

Réf: LR CK patvirtinimo, įsigaliojimo ir įgyvendinimo įstatymo Nr. VIII-1864 www3.lrs.lt [23.02.2010] 3.180 straipsnio 1 dalis ir 3.254 straipsnis

Origine du Terme: Législation LT

Contexte: "3.180 straipsnis. Tėvų valdžios apribojimo sąlygos, būdai ir pasekmės 1. Kai tėvai (tėvas ar motina) vengia atlikti savo pareigas auklėti vaikus, piktnaudžiauja tėvų valdžia, žiauriai elgiasi su

vaikais, daro žalingą įtaką vaikams savo amoraliu elgesiu arba nesirūpina vaikais, teismas gali priimti sprendimą dėl laikino ar neterminuoto tėvų (tėvo ar motinos) valdžios apribojimo."

Réf: LR CK patvirtinimo, įsigaliojimo ir įgyvendinimo įstatymo Nr. VIII-1864 www3.lrs.lt [23.02.2010] 3.180 straipsnio 1 dalis

HU - magyar

Terme: **gyermek gondozásának elmulasztása**

Réf: 1978. évi IV. törvény a Büntető törvénykönyvről complex.hu [27.06.2010] [Référence de la notion ayant conduit à la formation du terme. Ne contient pas le terme exact.] | 32009D0316[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)]

Origine du Terme: Législation HU ; UE

Contexte: "A kiskorú nevelésére, felügyeletére vagy gondozására köteles személy, aki e feladatából folyó kötelességét súlyosan megszegi, és ezzel a kiskorú testi, értelmi vagy erkölcsi fejlődését veszélyezteti, büntettet követ el, és egy évtől öt évig terjedő szabadságvesztéssel büntetendő."

Réf: 1978. évi IV. törvény a Büntető törvénykönyvről complex.hu [27.06.2010] 195.§

Note: A Csjt. 75. § alapján a szülők kötelessége, hogy a gyermeket gondozzák, tartják, a gyermek testi, értelmi és erkölcsi fejlődését elősegítsék. A bíróság megszünteti a szülői felügyeletet, ha a szülő felróható magatartásával gyermeke javát, különösen testi jólétét, értelmi vagy erkölcsi fejlődését súlyosan sérti vagy veszélyezteti. (Csjt. net.jogtar.hu 88.§). Amennyiben a kiskorú gondozásának elmulasztása a kiskorú veszélyeztetése büntett törvényi tényállását is megvalósítja, büntetőjogi következményeket is maga után von.

MT - Malti

Terme: **moġhdrija jew traskuraġni ta' minuri**

Réf: docs.justice.gov.mt [Artikolu 247A(1)] [07.07.2010]

Origine du Terme: Législation MT

Note: Għall-finijiet tal-Artikolu 247A(1), moġqrija tinkludi li wieħed jittraskura lit-tifel fil-bżonnijiet tiegħu ta' nutrijazzjoni adegwata, ta' lbies adegwat, ta' kenn adegwat, u ta' protezzjoni adegwata biex ma tiġrilux ħsara, li wieħed persistentement joffendi d-dinjità u l-karattru tat-tifel b'mod gravi u li wieħed persistentement jimponi fuq it-tifel xogħol mhux adattat għall-età tiegħu jew xogħol fiżiku iebes [vide l-Artikolu 247A(2)]. Importanti li wieħed jinnota li sabiex japplika dan l-Artikolu, il-minuri jrid ikun taħt it-tnax-il sena.

NL - Nederlands

Terme: **grove verwaarlozing van de verzorging en opvoeding van een kind**

Réf: art. 1:269 BW wetten.overheid.nl art. 269, lid 1, sub a [NL]

Origine du Terme: Législation NL

Terme: **verwaarlozing van een kind**

Origine du Terme: Usuel NL (*non préf.*) ; BE

Définition: Grond tot ontzetting uit het ouderlijk gezag wegens het moedwillig verzuim zijn plicht als ouder te vervullen. [NL]

Source: J.H. Nieuwenhuis, C.J.J.M. Stolker en W.L. Valk (red.), Burgerlijk Wetboek: Tekst & Commentaar, Kluwer, Deventer, 2007 (7e druk), aant. 3 bij art. 1:269 [NL]

PL - polski

Terme: **zaniedbywanie obowiązków względem dziecka**

Réf: Ustawa z dnia 25 lutego 1964 r. Kodeks rodzinny i opiekuńczy, Dz.U.1964.9.59 ze zm. art. 111

Origine du Terme: Législation PL

Contexte: Jeżeli władza rodzicielska nie może być wykonywana z powodu trwałej przeszkody albo jeżeli rodzice nadużywają władzy rodzicielskiej lub w sposób rażący zaniedbują swe obowiązki względem dziecka, sąd opiekuńczy pozbawi rodziców władzy rodzicielskiej. Pozbawienie władzy rodzicielskiej może być orzeczone także w stosunku do jednego z rodziców.

Réf: Ustawa z dnia 25 lutego 1964 r. Kodeks rodzinny i opiekuńczy, Dz.U.1964.9.59 ze zm. art. 111 § 1.

PT - português

Terme: **abandono de menor**

Réf: Artigo 69.º da Constituição da República Portuguesa tribunalconstitucional.pt | Código Civil, conforme alterado pela Lei n.º 31/2003 de 22 de Agosto dre.pt [10.02.2010]

Origine du Terme: Législation PT | Jurisprudence PT

Contexte: 1. As crianças têm direito à protecção da sociedade e do Estado, [...] especialmente contra todas as formas de abandono [...] | Com vista a futura adopção, o tribunal pode confiar o menor a casal, a pessoa singular ou a instituição quando não existam ou se encontrem seriamente comprometidos os vínculos afectivos próprios da filiação, [...] c) Se os pais tiverem abandonado o menor;

Réf: Artigo 1978.º, n.º 1, alínea c), do Código Civil pgdlisboa.pt

Définition: Há abandono quando os pais revelarem, em relação ao filho, um desinteresse manifesto em termos de comprometer seriamente os vínculos afectivos próprios da filiação.

Source: Acórdão do Supremo Tribunal de Justiça, de 30.11.2004 dgsi.pt [27.06.2010]
[Définition partiellement reprise]

Note: Não confundir com o crime de " exposição e abandono" previsto no artigo 138.º do Código Penal. [Conceito de abandonado: Para efeito de registo de nascimento, consideram-se abandonados os recém-nascidos de pais desconhecidos que forem encontrados ao abandono em qualquer lugar e, bem assim, os indivíduos de idade aparente inferior a 14 anos, ou dementes, cujos pais, conhecidos ou não, se hajam ausentado para lugar não sabido, deixando-os ao desamparo - Artigo 105.º do Código de Registo Civil dre.pt] [30.04.2010]

RO - română

Terme **[ancien]: abandonul de copii**

Réf: Legea nr. 47/1993 cu privire la declararea judecătorească a abandonului de copii - ABROGATĂ, Camera Deputaţilor – Repertoriul legislativ, cdep.ro [28.03.2010]

Origine du Terme: Législation RO (non préf.)

Terme: **neglijarea copilului**

Réf: Legea nr. 272/2004 privind protecţia şi promovarea drepturilor copilului, art. 89 alin. (2), Camera Deputaţilor – Repertoriul legislativ, cdep.ro [28.03.2010]

Origine du Terme: Législation RO

Contexte: „ (2) Prin neglijarea copilului se înţelege omisiunea, voluntară sau involuntară, a unei persoane care are responsabilitatea creşterii, îngrijirii sau educării copilului de a lua orice măsură subordonată acestei responsabilităţi, fapt care pune în pericol viaţa, dezvoltarea fizică, mentală, spirituală, morală sau socială, integritatea corporală, sănătatea fizică sau psihică a copilului.”

Réf: Legea nr. 272/2004 privind protecţia şi promovarea drepturilor copilului, art. 89 alin. (2), Camera Deputaţilor – Repertoriul legislativ, cdep.ro [28.03.2010]

Note: În ordinea juridică română, a fost reglementat abandonul de copii, într-o formă care corespunde aproape în totalitate instituţiei existente în prezent în dreptul francez. Legea nr. 47/1993 cu privire la declararea judecătorească a abandonului de copii a fost abrogată însă prin Legea nr. 273/2004 privind regimul juridic al adopţiei. În prezent, noţiunii din dreptul francez îi corespunde noţiunea „neglijarea copilului”, reglementată în Legea nr. 272/2004 privind protecţia şi promovarea drepturilor copilului, aceasta referindu-se la o formă de abandon mai degrabă moral al copilului, în opoziţie cu abandonul fizic al acestuia (a se vedea noţiunea 3174).

SK - slovenčina

Terme: **opustenie dieťaťa**

Origine du Terme: Formulation SK

Note: nezamieňať s trestným činom opustenia dieťaťa podľa § 206 trestného zákona č. 300/2005 Z.z.

SL - slovenščina

Terme: **zanemarjanje otroka**

Réf: Kazenski zakonik (KZ-1), 192. člen uradni-list.si

Origine du Terme: Législation SI

Contexte: Na podlagi te določbe lahko sodišče staršem omeji izvajanje posameznih upravičenj, ki izhajajo iz starševske skrbi. Sodišče bo ta ukrep uporabilo predvsem tedaj, ko ne bo ugotovilo takšnega zanemarjanja ali trpinčenja otroka, zaradi katerega bi bilo potrebno odločiti o odvzemu starševske skrbi.

Réf: Predlog Družinskega zakonika, 173. člen dz-rs.si

Définition: Zanemarjanje pomeni nedovoljna skrb v zadovoljevanju osnovnih otrokovih potreb, v fizičnem in psihičnem smislu. [SI]

Source: Zavod Emma, center za pomoč žrtvam nasilja zavod-emma.si [25.05.2010]

Note: Zanemarjanje (otroka) se razlikuje od fizične zlorabe. Primeri zanemarjanja otroka: neustrezno prehranjevanje, pomanjkanje skrbi za otrokovo zdravje, nezadovoljene čustvene potrebe, onemogočanje, da se otrok izobražuje.

FI - suomi

Terme: **lapsen laiminlyönti**

Origine du Terme: Usuel FI

Note: Ks. myös lastensuojelulaki 13.4.2007/417.

SV - svenska

Terme: **bristande omsorg om barnet**

Réf: Föräldrabalken 6 kap. 7 § lagen.nu [17.06.2010]

Origine du Terme: Législation SE

Contexte: "Om en förälder vid utövandet av vårdnaden om ett barn gör sig skyldig till missbruk eller försummelse eller i övrigt brister i omsorgen om barnet på ett sätt som medför bestående fara för barnets hälsa eller utveckling, skall rätten besluta om ändring i vårdnaden."

Réf: Föräldrabalken 6 kap. 7 § lagen.nu

adoption conjointe (3160)

Domaine:	Droit civil
Microthésaurus:	Filiation
Concept générique:	adoption (2781)

BG - български

Terme: **осиновяване от две лица**

Réf: Семейен кодекс, член 81 [09.02.2010]

Origine du Terme: Législation BG

Contexte: Никой не може да бъде осиновен от две лица, освен ако те са съпрузи.

Réf: Семейен кодекс, член 81 [09.02.2010]

ES - español

Terme: **adopción conjunta**

Réf: Código Civil, art. 175.4 noticias.juridicas.com [23.02.2010] | LEY 1/2006, de 28 de febrero, de protección de menores de La Rioja, art. 96 boe.es [30.09.2009] | LEY FORAL 15/2005, de 5 de diciembre, de promoción, atención y protección a la infancia y a la adolescencia, art. 74 boe.es [30.09.2009]

Origine du Terme: Législation ES

Contexte: "Nadie puede ser adoptado por más de una persona, salvo que la adopción se realice conjunta o sucesivamente por ambos cónyuges. [...]".

Réf: Código Civil, art. 175.4 noticias.juridicas.com [23.02.2010]

Définition: Adopción realizada por ambos miembros de una pareja.

Source: Définition rédigée par le juriste linguiste de l'unité de langue ES désigné pour le projet «Vocabulaire juridique multilingue», DGTrad de la Cour de justice de l'Union européenne, le 23.02.2010.

Note: En España, la adopción conjunta puede ser realizada por los miembros de una pareja, ya sean casados o unidos por una relación de afectividad análoga a la conyugal. En la actualidad se permite asimismo la adopción por parte de los matrimonios homosexuales.

CS - čeština

Terme: **společné osvojení**

Origine du Terme: Législation CZ

Contexte: Společně osvojit dítě si mohou pouze manželé, výjimečně jen jeden, pokud druhý manžel není způsobilý k právním úkonům.

Note: Osvojení dítěte oběma manžely.

DA - dansk

Terme: **samadoption**

Réf: Betænkning III fra justitsministeriets adoptionsudvalg om godkendelse som adoptivforældre, betænkning nr.775/1976 adoption.dk

Origine du Terme: Travaux préparatoires DK

Contexte: "I dette afsnit redegøres for de drøftelser, der har fundet sted i udvalget om, hvorvidt det ... bør være en ufravigelig betingelse for godkendelse som adoptivforældre ..., at adoption kan gennemføres som »samadoption«, jfr. adoptionslovens § 5."

Réf: Betænkning III fra justitsministeriets adoptionsudvalg om godkendelse som adoptivforældre, betænkning nr.775/1976, afsnit 2.2.1.6 [adoption.dk](#)

Terme: **fælles adoption**

Origine du Terme: Usuel DK (non préf.)

Note: Adoptionslovens § 5: "Den, som er gift, kan bortset fra [stedbarnsadoption] kun adoptere sammen med sin ægtefælle, medmindre denne er forsvundet eller ... er ude af stand til at handle fornuftmæssigt. Stk. 2. Kun ægtefæller kan adoptere sammen."

DE – Deutsch

Terme: **gemeinschaftliche Adoption**

Réf: BVerfG, Beschluss v. 25.7.1963, 1 BvR 79/57, BVerfGE 17, 99

Origine du Terme: Jurisprudence DE

Terme: **gemeinschaftliche Kindesannahme**

Réf: BGH, Urteil v. 29.5.1957, IV ZR 13/57, BGHZ 24, 345

Origine du Terme: Jurisprudence DE

Terme: **Ehegattenadoption**

Réf: Kammergericht, Beschluss vom 8.11.1994, 1 AR 39/94; Othmar Jauernig, Bürgerliches Gesetzbuch mit Allgemeinem Gleichbehandlungsgesetz (Auszug), Kommentar, 12. Auflage, Verlag C.H. Beck, München, 2007, ISBN 978 3 406 55819 1, Anmerkungen zu den §§ 1741-1750, Rn. 5.

Origine du Terme: Jurisprudence DE | Doctrine DE

Note: Des époux ne peuvent qu'adopter conjointement une tierce personne, tandis que, en cas d'un adoptant non marié, la seule adoption individuelle est prévue par la loi (cf. § 1741 BGB). Il n'est donc pas possible pour des couples hétérosexuelles non-mariés ou des couples homosexuelles, selon les dispositions du droit allemand en vigueur, d'adopter conjointement une tierce personne.

ET - eesti keel

Terme: **lapsendamine ühiselt**

Réf: Perekonnaseadus, 11. peatükk „Lapsendamine”, § 148. Elektrooniline Riigi Teataja (eRT) (Riigi Teatajas avaldatud dokumentide andmebaas), [riigiteataja.ee](#) [21.03.2010]

Origine du Terme: Législation EE

Contexte: „(1) Vallaline isik võib lapse lapsendada ainult üksinda. (2) Abielus olevad isikud võivad lapse lapsendada ühiselt. Lapse võib lapsendada ka ainult üks abikaasa, kui: 1) ta lapsendab teise abikaasa lapse; 2) teine abikaasa ei saa lapsendada põhjusel, et ta on piiratud teovõimega.”

Réf: Perekonnaseadus, 11. peatükk „Lapsendamine”, § 148. Elektrooniline Riigi Teataja (eRT) (Riigi Teatajas avaldatud dokumentide andmebaas), [riigiteataja.ee](#) [21.03.2010]

Terme: **adopteerimine ühiselt**

Origine du Terme: Usuel EE (non préf.)

Définition: Õigustoiming, mille teevad mõlemad abikaasad koos ja mille tagajärjel lapsendataval tekib lapsendamisest tulenev sugulussuhe mõlema abikaasaga. [EE]

Source: Définition rédigée par le juriste linguiste de l'unité de langue ET désigné pour le projet «Vocabulaire juridique multilingue», DG Trad, Cour de justice de l'Union européenne, le 29.06.2010.

Note: «Adopteerimine» est une expression utilisée de manière courante en Estonie qui pourtant ne se trouve pas dans la législation nationale. | Termin „adopteerimine” on Eestis laialt kasutusel, kuigi seda ei kasutata õigusaktides.

EL - ελληνικά

Terme: **υιοθεσία από περισσότερους**

Réf: Αστικός Κώδικας, άρθρο 1545

Origine du Terme: Législation EL

Contexte: "Άρθρο 1545. Υιοθεσία από περισσότερους. Δεν επιτρέπεται να υιοθετηθεί το ίδιο πρόσωπο ταυτόχρονα από περισσότερους, εκτός αν αυτοί είναι σύζυγοι. Επίσης, δεν επιτρέπεται η υιοθεσία προσώπου που είναι ήδη υιοθετημένο από άλλον, όσο διαρκεί η υιοθεσία, εκτός αν πρόκειται για διαδοχική υιοθεσία του ίδιου προσώπου και από το σύζυγο αυτού που υιοθέτησε πρώτος."

Réf: Αστικός Κώδικας, άρθρο 1545, παράγραφος 1.

Terme: **κοινή υιοθεσία**

Réf: Αστικός Κώδικας, άρθρο 1578

Origine du Terme: Législation EL (non préf.)

Contexte: "Άρθρο 1578. Σε περίπτωση κοινής υιοθεσίας από συζύγους ή υιοθεσίας από σύζυγο, του τέκνου του συζύγου του, η λύση της υιοθεσίας ως προς τον έναν από τους συζύγους δεν συνεπάγεται αλλαγή του επωνύμου, το οποίο απέκτησε το θετό τέκνο δυνάμει του άρθρου 1564."

Réf: Αστικός Κώδικας, άρθρο 1578

Terme: **από κοινού υιοθεσία**

Origine du Terme: Usuel EL

Définition: υιοθεσία τέκνου από συζύγους [EL]

Source: Définition rédigée par le juriste linguiste de l'unité de langue EL désigné pour le projet «Vocabulaire juridique multilingue», DG Trad, Cour de justice de l'Union européenne, le 01.07.2010.

Note: Κατά το ελληνικό δίκαιο, η υιοθεσία τέκνου από περισσότερα άτομα, ταυτόχρονα ή διαδοχικά, επιτρέπεται μόνο στην περίπτωση κατά την οποία οι υιοθετούντες είναι σύζυγοι.

EN - English

Terme: **adoption by a couple**

Réf: [15.01.2010]Adoption and Children Act 2002 Section 50 ; opsi.gov.uk [Référence de la notion ayant conduit à la formation du terme. Ne contient pas le terme exact: titre de Section 50 est 'adoption by couple']

Origine du Terme: Législation UK_EAW

Contexte: 1)An adoption order may be made on the application of a couple where both of them have attained the age of 21 years. (2)An adoption order may be made on the application of a couple where—(a)one of the couple is the mother or the father of the person to be adopted and has attained the age of 18 years, and(b)the other has attained the age of 21 years.

Réf: Adoption and Children Act 2002 Section 50

Définition: Adoption by two members of a couple (couple defined as below) [UK]

Source: Définition rédigée par le juriste linguiste de l'unité de langue EN désigné pour le projet «Vocabulaire juridique multilingue», DG Trad, Cour de justice de l'Union européenne, le 28.06.2010.

Note: A couple is defined as :(a)a married couple, or (b)two people (whether of different sexes or the same sex) living as partners in an enduring family relationship (section 144(4) of Adoption and Children Act 2002)

FR - français

Terme: **adoption conjointe**

Réf: code civil legifrance.gouv.fr [29.09.2009] art.343 [Référence de la notion ayant conduit à la formation du terme. Ne contient pas le terme exact.]

Origine du Terme: Législation FR

Contexte: "L'adoption peut être demandée par deux époux non séparés de corps, mariés depuis plus de deux ans ou âgés l'un et l'autre de plus de vingt-huit ans."

Réf: code civil legifrance.gouv.fr [29.09.2009] art.343.

Définition: Adoption réalisée par les deux membres d'un couple marié. [FR]

Source: Définition rédigée par le juriste linguiste de l'unité de langue FR désigné pour le projet «Vocabulaire juridique multilingue», DG Trad, Cour de justice de l'Union européenne, le 29.09.2009.

GA - Gaeilge

Terme : **uchtáil comhpháirteach**

Origine du Terme: Formulation IE

Terme: **comhuchtú**

Réf: Uchtáil i gcás lánúineacha neamhphósta citizensinformation.ie [01.07.2010] [Référence de la notion ayant conduit à la formation du terme. Ne contient pas le terme exact.]

Origine du Terme: Usuel IE (non préf.)

Définition: Uchtú déanta ag beirt de lánúin pósta. [IE]

Source: Définition rédigée par le juriste linguiste de Cellule de langue GA désigné pour le projet «Vocabulaire juridique multilingue», DG Trad, Cour de justice de l'Union européenne, le 01.07.2010.

Note: «Formulation» signifie que le terme "uchtáil comhpháirteach" est le résultat d'une traduction formulée à partir du FR.

'Formulation' indicates that the term "uchtáil comhpháirteach" has been translated from FR.

Tá na hAchtanna Uchtála bunaithe ar uchtáil a dhéanfaidh lánúin pósta. De réir Alt 10 (2) den Acht Uchtála 1991 tá cead ag duine aonair páiste a uchtáil nuair a mheasfaidh an Bord Uchtála, in imthosca an cháis, go mbeadh a leithéid inmhianaithe. Is féidir le duine aonair, duine pósta ag gníomhú ina aonar nó duine colscartha nó duine idirscartha páiste a uchtáil. Cé gur féidir le duine i gcuidreamh neamhphósta cobhsaí páiste a uchtáil ní féidir le lánúin neamhphósta sna himthosca céanna a leithéid a dhéanamh mar lánúin.

The Adoption Acts presupposes that adopters will be married couples. Section 10 (2) of the Adoption Act 1991 permits adoption by single parents where the Adoption Board is satisfied that in the particular circumstances of the case, it is desirable to make such an adoption order. The Acts allow for a single person, a married person acting alone or a divorced or separated person to adopt. Although an individual in a stable non-marital relationship may adopt under the legislation a couple in the same circumstances may not.

Féach - Geoffrey Shannon, "Child Law", Thomson Round Hall, Dublin, 2005, ISBN 1-85800-352-0, 9-53.

IT - italiano

Terme: **adozione da parte di coppia coniugata**

Réf: Legge 4 maggio 1983, n. 184, Disciplina dell'adozione e dell'affidamento dei minori, art. 6 comune.jesi.an.it [04.03.2010] [Référence de la notion ayant conduit à la formation du terme. Ne contient pas le terme exact.]

Origine du Terme: Législation IT

Contexte: "L'adozione è permessa ai coniugi uniti in matrimonio da almeno tre anni tra i quali non sussista separazione personale neppure di fatto e che siano idonei ad educare, istruire ed in grado di mantenere i minori che intendono adottare."

Réf: art. 6 Legge 4 maggio 1983, n. 184 Disciplina dell'adozione e dell'affidamento dei minori. comune.jesi.an.it

LV - latviešu valoda

Terme: **kopīga adopcija**

Réf: LR likums "Civillikums. Pirmā daļa. ĢIMENES TIESĪBAS" (Ziņotājs, 22/23, 10.06.1993.) likumi.lv
Origine du Terme: Législation LV
Contexte: Laulātie bērnu adoptē kopīgi.

Réf: LR likuma "Civillikums. Pirmā daļa. ĢIMENES TIESĪBAS" 164.pants likumi.lv

Définition: Adopcija, ko kopīgi veic abi laulātie. [LV]

Source: LR likuma "Civillikums. Pirmā daļa. ĢIMENES TIESĪBAS" 164.pants likumi.lv
[Définition simplifiée]

LT - lietuvių kalba

Terme: **bendras įsivaikinimas**

Réf: LR civilinio kodekso patvirtinimo, įsigaliojimo ir įgyvendinimo įstatymo Nr. VIII-1864 www3.lrs.lt [13.01.2010] 3.210 straipsnis [Référéncie de la notion ayant conduit à la formation du terme. Ne contient pas le terme exact.]

Origine du Terme: Législation LT [Terme reformulé]

Contexte: Įvaikintojais gali būti pilnamečiai abiejų lyčių asmenys iki penkiasdešimties metų, tinkamai pasirengę įvaikinti. [...] 2. Teisę įvaikinti turi sutuoktiniai. Išimtiniais atvejais leidžiama įvaikinti nesusituokusiam asmeniui ar vienam iš sutuoktinių. 3. Nesusituokę asmenys to paties vaiko įvaikinti negali.

Réf: LR civilinio kodekso patvirtinimo, įsigaliojimo ir įgyvendinimo įstatymo Nr. VIII-1864 www3.lrs.lt [13.01.2010] 3.210 straipsnis

Note: LT vaikus gali įsivaikinti sutuoktiniai bendrai arba vienas iš sutuoktinių ar nesusituokusių asmenų -individualiai (atskirai).

HU - magyar

Terme: **közös gyermekké fogadás**

Réf: 1957. évi IV. törvény a házasságról, a családról és a gyámságról 51. § (2) bekezdés net.jogtar.hu [04.02.2010]

Origine du Terme: Législation HU(non préf.)

Terme: **együttes örökbefogadás**

Réf: 1957. évi IV. törvény a házasságról, a családról és a gyámságról 51. § (2) bekezdés net.jogtar.hu [04.02.2010] [Référéncie de la notion ayant conduit à la formation du terme. Ne contient pas le terme exact.]

Origine du Terme: Législation HU

Définition: Azt, akit mindkét házastárs - akár együttesen, akár külön-külön - örökbefogadott, a házastársak közös gyermekének kell tekinteni (közös gyermekké fogadás). [HU]

Source: 1957. évi IV. törvény a házasságról, a családról és a gyámságról 51. § (2) bekezdés net.jogtar.hu [04.02.2010]

MT - Malti

Terme: **adozzjoni minn aktar minn persuna waħda flimkien**

Réf: docs.justice.gov.mt [Artikolu 115]

Origine du Terme: Législation MT (non préf.)

Terme: **adozzjoni minn koppja miżżewġa**

Réf: docs.justice.gov.mt [Artikolu 114(2)] - Il-Kodiċi Ċivili ma jużax eżattament dawn il-kliem, iżda din it-traduzzjoni tista' tiġi dedotta mill-artikolu msemmi.

Origine du Terme: Législation MT

Note: L-Artikolu 114(2) tal-Kodiċi Ċivili jgħid li ġej: "Digriet ta' adozzjoni jista' jingħata fuq ir-rikors tar-raġel u l-mara, li jkunu ilhom miżżewġin għal żmien ta' mhux anqas minn tliet snin u jkunu jgħixu flimkien, u jawtorizzhom flimkien biex jadottaw persuna [...]".

NL – Nederlands

Terme: **tweepersoonsadoptie**

Réf: Gerlo en Verschelden, Handboek voor het familierecht, Die Keure, 2008, punt 499 [BE] | Kamerstukken II, vergaderjaar 1995-1996, 24649, nr. 3, blz. 23 [NL]

Origine du Terme: Doctrine BE | Travaux préparatoires NL

Définition: (1) adoptie door een paar (al dan niet van hetzelfde geslacht) [BE] | (2) adoptie op verzoek van twee personen tezamen die ten minste drie aaneengesloten jaren onmiddellijk voorafgaande aan de indiening van het verzoek met elkaar hebben samengeleefd [NL]

Source: (1) [Définition simplifiée] | (2) art. 1:227 BW wetten.overheid.nl

PL - polski

Terme: **przysposobienie wspólne**

Réf: Ustawa z dnia 25 lutego 1964 r. Kodeks rodzinny i opiekuńczy, Dz.U.1964.9.59 ze zm.

Origine du Terme: Législation PL

Contexte: Art. 115. § 1. Przysposobić wspólnie mogą tylko małżonkowie. § 2. Przysposobienie ma skutki przysposobienia wspólnego także wtedy, gdy osoba przysposobiona przez jednego z małżonków zostaje następnie przysposobiona przez drugiego małżonka. § 3. Sąd opiekuńczy może na wniosek przysposabiającego orzec, że przysposobienie ma skutki przysposobienia wspólnego, jeżeli przysposabiający był małżonkiem osoby, która wcześniej dziecko przysposobiła, a małżeństwo ustało przez śmierć małżonka, który już dokonał przysposobienia.

Réf: Ustawa z dnia 25 lutego 1964 r. Kodeks rodzinny i opiekuńczy, Dz.U.1964.9.59 ze zm.

PT - português

Terme: **adopção conjunta**

Réf: Artigo 1979.º do Código Civil, conforme alterado pelo Decreto-Lei n.º 185/93 dre.pt [09.02.2010]

Origine du Terme: Législation PT

Contexte: Artigo 1979.º [...] 1 - Podem adoptar plenamente duas pessoas casadas há mais de quatro anos e não separadas judicialmente de pessoas e bens ou de facto, se ambas tiverem mais de 25 anos. | No que respeita à adopção conjunta, diminui-se para quatro anos o tempo de duração do casamento. Embora se deva procurar avaliar a estabilidade da relação matrimonial, não se vê razão para pensar que, como regra, os cinco anos, anteriormente previstos, darão mais garantias.

Réf: Artigo 1979.º do Código Civil, na redacção resultante do Decreto-Lei n.º 185/93 e prómio deste mesmo Decreto-Lei dre.pt

RO - română

Terme: **adopție de către doi soți**

Réf: Legea nr. 273/2004 privind regimul juridic al adopției, art. 59 alin. (2), Camera Deputaților – Repertoriul legislativ, cdep.ro [15.03.2010]

Origine du Terme: Législation RO (non préf.)

Terme: **adopție de către o familie adoptatoare**

Réf: Legea nr. 273/2004 privind regimul juridic al adopției, art. 10 alin. (1), Camera Deputaților – Repertoriul legislativ, cdep.ro [15.03.2010] [Référence de la notion ayant conduit à la formation du terme. Ne contient pas le terme exact.]

Origine du Terme: Législation RO

Contexte: „Adoptatorul sau familia adoptatoare trebuie să îndeplinească garanțiile morale și condițiile materiale necesare dezvoltării depline și armonioase a personalității copilului.”

Réf: Legea nr. 273/2004 privind regimul juridic al adopției, art. 10 alin. (1), Camera Deputaților – Repertoriul legislativ, cdep.ro [15.03.2010]

Note: În legislația română în vigoare, este reglementată adopția realizată de o persoană, denumită „adoptator” [art. 3 lit. (b) din Legea nr. 273/2004], sau adopția de către doi soți, care împreună sunt denumiți „familie adoptatoare” [art. 3 lit. (i) din Legea nr. 273/2004].

SK - slovenčina

Terme: **spoločné osvojenie**

Réf: Zákon č. 36/2005 Z.z. o rodine; § 100 ods. 1 prvá časť prvej vety jaspi.justice.gov.sk [02.03.2010]

Origine du Terme: Législation SK

Contexte: Osvojiť maloleté dieťa môžu manželia.

Réf: jaspi.justice.gov.sk

SL - slovenščina

Terme: **skupna posvojitvev**

Réf: Zakon o zakonski zvezi in družinskih razmerjih (ZZZDR) uradni-list.si [03.02.2010], člen 138.

Origine du Terme: Législation SI

Contexte: "Zakonca lahko samo skupaj posvojita otroke, razen če eden od njiju posvoji otroka svojega zakonca."

Réf: Zakon o zakonski zvezi in družinskih razmerjih (ZZZDR) uradni-list.si [03.02.2010], člen 138.

Définition: Posvojitvev, pri kateri zakonca otroka posvojita skupaj. [SI]

Source: Définition rédigée par le juriste linguiste de l'unité de langue SL désigné pour le projet «Vocabulaire juridique multilingue», DG Trad, Cour de justice de l'Union européenne, lele 03.02.2010

Note: Iz določbe člena 135 ZZZDR izhaja, da je lahko posvojitelj praviloma le ena oseba. Izjema od tega pravila velja samo v primeru, ko naj bi prišel otrok s posvojitvijo k osebama, ki sta zakonca. Torej: če gre za zakonca morata biti posvojitelja oba. Čeprav je skupna posvojitvev zakoncev v zakonu formulirana kot izjema, pa zaradi otrokove koristi v resnici želimo, da bi take posvojitve prevladovale. To se v Sloveniji dejansko dogaja. Primeri, ko se da otroka v posvojitvev le eni osebi, so redki. (Glej Družinsko pravo, Karel Zupančič, Uradni list Republike Slovenije, Ljubljana, 1999, ISBN 961-204-205-5, str. 121-122.)

FI - suomi

Terme: **ottolapsen ottaminen yhdessä**

Réf: Laki lapseksiottamisesta 8.2.1985/153 6 ja 7 § [Référence de la notion ayant conduit à la formation du terme. Ne contient pas le terme exact.] finlex.fi [30.06.2010]

Origine du Terme: Législation FI

Note: Lapseksiottamisesta annetun lain 6 §:n 1 momentissa säädetään, että puolisoit voivat avioliiton aikana ainoastaan yhdessä ottaa ottolapsen, jollei 2 ja 3 momentissa toisin säädetä. Mainitun 2 momentin mukaan puoliso voi yksin ottaa ottolapsekseen puolisonsa lapsen taikka oman lapsensa, joka on aikaisemmin annettu ottolapseksi. Mainituissa 3 momentissa säädetään puolestaan, että puoliso voi yksin ottaa ottolapsen, jos toinen puoliso sairautensa tai vammaisuutensa takia ei voi pätevästi ilmaista tahtoaan taikka jos toisen puolison olinpaikka on tuntematon.

SV - svenska

Terme: **gemensam adoption**

Réf: Föräldrabalken 4 kap. 3 § lagen.nu [Référence de la notion ayant conduit à la formation du terme. Ne contient pas le terme exact.] [18.01.2010]

Origine du Terme: Législation SE

Contexte: "Makar får inte adoptera annat än gemensamt."

Réf: Föräldrabalken 4 kap. 3 § första meningen lagen.nu

Note: Det är endast makar som får adoptera gemensamt. Med makar avses även registrerade partner. Personer i ett samboförhållande får inte adoptera tillsammans

autorité parentale (2093)

Domaine:	Droit civil
Microthésaurus:	Filiation
Concept générique:	droits et devoirs familiaux (3152)
Concept associé:	parentalité (3043)
Renvoi:	responsabilité parentale (4245)

BG - български

Terme [ancien]: **родителска власт**

Réf: Ненова, Л., Семейно право на Република България, Софи-Р, 1994 г., ISBN 954-638-008-3, стр. 400 и следв. |

Origine du Terme: Doctrine BG

Terme: **родителски права и задължения**

Réf: Семейен кодекс, член 123 [17.02.2010]

Origine du Terme: Législation BG

Contexte: Родителските права и задължения се упражняват в интерес на детето от двамата родители заедно и поотделно. Когато родителят е действал сам, той е длъжен да уведоми другия родител. Упражняването на родителските права и задължения се извършва по общо съгласие на родителите. При разногласие те могат да се обърнат към медиатор или да предявят иск пред районния съд по настоящия адрес на детето, който решава спора след изслушване на родителите, а при необходимост - и на детето. Решението на съда може да се обжалва по общия ред.

Réf: Семейен кодекс, член 123 [17.02.2010]

Terme: **родителски права**

Réf: Семейен кодекс, член 59 [17.02.2010]

Origine du Terme: Législation BG

Contexte: Родителски права след развода При развод съпрузите по общо съгласие решават въпросите относно отглеждането и възпитанието на ненавършилите пълнолетие деца от брака в техен интерес. Съдът утвърждава споразумението по реда на чл. 49, ал. 5. Ако не се постигне споразумение, съдът служебно постановява при кого от родителите да живеят децата, на кого от тях се предоставя упражняването на родителските права, определя мерките относно упражняването на тези права, както и режима на личните отношения между децата и родителите и издръжката на децата.

Réf: Семейен кодекс, член 59 [17.02.2010]

Note: Използват се също така изразите "родителски функции" и "родителски грижи". В огромния брой случаи изразите "родителски права и задължения" и "родителски права" се използват като синоними.

ES - español

Terme: **patria potestad**

Réf: Código civil, art. 154 noticias.juridicas.com [9.09.2009]

Origine du Terme: Législation ES

Contexte: "Artículo 154.Los hijos no emancipados están bajo la potestad de los padres.

La patria potestad se ejercerá siempre en beneficio de los hijos, de acuerdo con su personalidad, y con respeto a su integridad física y psicológica."

Réf: Código Civil, art. 154 noticias.juridicas.com [9.09.2009]

Définition: Es la institución protectora del menor por excelencia que se funda en una relación de filiación, cualquiera que sea su naturaleza (matrimonial, no matrimonial o adoptiva), y mas que un poder, se configura actualmente como una función establecida en beneficio de los hijos menores, ejercida normalmente por ambos progenitores conjuntamente, y cuyo contenido está formado más por deberes que por derechos. [ES]

Source: Miguel Ángel del Arco Torres y Manuel Pons González, "Diccionario de Derecho Civil", COMARES, Granada, 1999, ISBN 84-8151-759-3, p. 1001.

Note: En el marco del Derecho de la Unión Europea, algunos textos legales aplicables en materia de patria potestad emplean el concepto de "responsabilidad parental" (véase la ficha 4245), como el Reglamento (CE) n° 2201/2003 del Consejo, de 27 de noviembre de 2003, relativo a la competencia, el reconocimiento y la ejecución de resoluciones judiciales en materia matrimonial y de responsabilidad parental, por el que se deroga el Reglamento (CE) n° 1347/2000 [32003R2201[[EUR-Lex](#)][[Laetoli](#)]] No obstante, la responsabilidad parental definida en dicho Reglamento es un concepto más amplio que el de "patria potestad".

CS - čeština

Terme: **rodičovská zodpovědnost**

Réf: Zákon č. 94/1963 Sb. o rodině, § 34 odst.1 (ve znění zákona č. 91/1999)

Origine du Terme: Législation CZ

Contexte: 1) Rodičovská zodpovědnost náleží oběma rodičům.

Réf: Zákon č. 94/1963 Sb. o rodině, § 34 odst.1 (ve znění zákona č. 91/1999)

Terme [ancien]: **rodičovská práva a povinnosti**

Réf: Zákon č. 94/1963 Sb. o rodině, § 34 odst.1 (znění platné do 31.7.1998)

Origine du Terme: Législation CZ (non préf.)

Contexte: 1) Rodičovská práva a povinnosti mají oba rodiče.

Réf: Zákon č. 94/1963 Sb. o rodině, § 34 odst.1 (znění platné do 31.7.1998)

DA - dansk

Terme: **forældremyndighed**

Réf: Forældreansvarslovens §§ 1-2 [retsinformation.dk](#)

Origine du Terme: Législation DK

Contexte: "§ 1. Børn og unge under 18 år er under forældremyndighed, medmindre de har indgået ægteskab. § 2. Forældremyndighedens indehaver skal drage omsorg for barnet og kan træffe afgørelse om dets personlige forhold ud fra barnets interesse og behov. ... § 6. Er forældre gift med hinanden ved barnets fødsel, eller indgår de senere ægteskab, har de fælles forældremyndighed. ... § 7. Forældre, der ikke er gift med hinanden, har fælles forældremyndighed, hvis 1) de efter [børneloven] har afgivet erklæring om, at de sammen vil varetage omsorgen og ansvaret for barnet, eller 2) de har indgået aftale om fælles forældremyndighed efter § 9. ..."

Réf: Forældreansvarslovens §§ 1, 2, 6 og 7 [retsinformation.dk](#)

Note: "[V]ærgemålet - dvs. pligten til at bestyre den umyndiges formue og handle på dennes vegne i retsforhold vedrørende formuen - falder [principielt] uden for forældremyndighedsbegrebet." [Ingrid Lund-Andersen i Ingrid Lund-Andersen m.fl., "Familieret", 4. udg., Jurist- og Økonomforbundets Forlag, Danmark, 1996, ISBN 87-574-1474-2, s. 52.] Smh. værgemålslovens § 2, stk. 1 og 2: "§ 2. For mindreårige er indehaveren af forældremyndigheden værge. Er der fælles forældremyndighed, er indehaverne begge værger. Stk. 2. Under ganske særlige omstændigheder kan indehaveren af forældremyndigheden fritages for værgemålet." [retsinformation.dk](#) Smh. i øvrigt brugen af termen 'forældremyndighed' svarende til den franske udgangsterm 'droit de garde' (CT fiche no. 2106).

DE - Deutsch

Terme: **elterliche Sorge**

Réf: § 1626 Bürgerliches Gesetzbuch (BGB), [gesetze-im-internet.de](#) ; Haager Kinderschutzübereinkommen, Art. 1, [datenbanken.justiz.nrw.de](#)

Origine du Terme: Législation DE ; INT

Contexte: "Die Eltern haben die Pflicht und das Recht, für das minderjährige Kind zu sorgen (elterliche Sorge). Die elterliche Sorge umfasst die Sorge für die Person des Kindes (Personensorge) und das Vermögen des Kindes (Vermögenssorge)."

Réf: § 1626 Bürgerliches Gesetzbuch (BGB), gesetze-im-internet.de ; EGBGB, Art. 224 § 2, gesetze-im-internet.de

Terme: **elterliches Sorgerecht**

Réf: BGB, § 1680, gesetze-im-internet.de [Référence de la notion ayant conduit à la formation du terme. Ne contient pas le terme exact.] ; Eva-Marie von Münch, Beate Backhaus, Ehe- und Familienrecht von A-Z, 16. Auflage, Verlag C.H. Beck, München, 2010, ISBN 978 3 423 05042 5, S. 366

Origine du Terme: Législation DE | Doctrine DE (non préf.)

Terme [ancien]: **elterliche Gewalt**

Réf: BGB, § 1626 (in der bis 31.12.1979 geltenden Fassung / dans sa version applicable jusqu'au 31/12/1979), lexetius.com

Origine du Terme: Législation DE (non préf.)

ET - eesti keel

Terme: **vanema hooldusõigus**

Réf: Perekonnaseadus, § 116. Elektrooniline Riigi Teataja (eRT) (Riigi Teatajas avaldatud dokumentide andmebaas), riigiteataja.ee [31.03.2010]

Origine du Terme: Législation EE

Définition: Vanema kohustus ja õigus hoolitseda oma alaealise lapse eest, mis hõlmab õigust hoolitseda lapse isiku eest (isikuhooldus) ja õigust hoolitseda lapse vara eest (varahooldus) ning otsustada lapsega seotud asju. [EE]

Source: Perekonnaseadus, § 116 lg 2 ja § 172. Elektrooniline Riigi Teataja (eRT) (Riigi Teatajas avaldatud dokumentide andmebaas), riigiteataja.ee [31.03.2010]

Note: Eesti õiguse ja Euroopa Liidu õiguse vastavad terminid ei kattu. Euroopa Liidu õigusaktides on kasutatud valdavalt terminit „vanemlik vastutus” (FR: „responsabilité parentale”, EN: „parental responsibility”). Nõukogu määruse nr 2201/2003 artikli 2 lõikes 7 esitatud „vanemliku vastutuse” määratlus on aga laiem kui „vanema hooldusõiguse” (FR: „autorité parentale”, EN: „parental responsibility” - NB! inglise keeles nende kahe mõiste terminid kattuvad) määratlus. „Vanemliku vastutuse” määratlus Euroopa Liidu õiguses vastab Eesti õiguse laiemale mõiste „hooldusõigus” määratlusele, mis hõlmab nii vanema kui ka eestkostja hooldusõigust. Hooldusõigus on nii vanemal („vanema hooldusõigus”, DE: „elterliche Sorge”) kui ka eestkostjal („hooldusõigus”) ning see hõlmab nii isikuhooldust - õigust hoolitseda lapse isiku eest - kui ka varahooldust - õigust hoolitseda lapse vara eest. Eestkostja määratakse, kui alaealise lapse kummalgi vanemal ei ole esindusõigust või kui lapse päritolu ei ole võimalik kindlaks teha. Vt ka kirje nr 4245 „vanemlik vastutus”.

EL - elliniká

Terme [ancien]: **πατρική εξουσία**

Réf: Αστικός Κώδικας 1940, άρθρο 1500

Origine du Terme: Législation(anc) EL

Contexte: "Ο πατήρ έχει την πατρική εξουσία του ανηλίκου τέκνου"

Réf: Αστικός Κώδικας 1940, άρθρο 1500

Terme: **γονική μέριμνα**

Réf: Αστικός Κώδικας, άρθρο 1510

Origine du Terme: Législation EL

Contexte: "Άρθρο 1510. Γονική μέριμνα. Η μέριμνα για το ανήλικο τέκνο είναι καθήκον και δικαίωμα των γονέων (γονική μέριμνα), οι οποίοι την ασκούν από κοινού. Η γονική μέριμνα περιλαμβάνει την επιμέλεια του προσώπου, τη διοίκηση της περιουσίας και την εκπροσώπηση του τέκνου σε κάθε υπόθεση ή δικαιοπραξία ή δίκη, που αφορούν το πρόσωπο ή την περιουσία του.

Σε περίπτωση που η γονική μέριμνα παύει λόγω θανάτου, κήρυξης σε αφάνεια ή έκπτωσης του ενός γονέα, η γονική μέριμνα ανήκει αποκλειστικά στον άλλο.

Αν ο ένας από τους γονείς αδυνατεί να ασκήσει τη γονική μέριμνα για πραγματικούς λόγους ή γιατί είναι ανίκανος ή περιορισμένα ικανός για δικαιοπραξία, την ασκεί μόνος ο άλλος γονέας. Η επιμέλεια όμως του προσώπου του τέκνου ασκείται και από τον ανήλικο γονέα."

Réf: Αστικός Κώδικας, άρθρο 1510

Définition: Το καθήκον και δικαίωμα των γονέων να μεριμνούν για το ανήλικο τέκνο. Περιλαμβάνει την επιμέλεια του προσώπου του τέκνου, τη διοίκηση της περιουσίας του (γονική διοίκηση), την εκπροσώπηση του τέκνου στις προσωπικές και περιουσιακές του σχέσεις (νόμιμη αντιπροσώπευση), αλλά και την επικοινωνία με το τέκνο. Είναι λειτουργικό δικαίωμα. Θα μπορούσε να χαρακτηριστεί και έννομη σχέση, από την οποία απορρέουν δικαιώματα και υποχρεώσεις. [EL]

Source: Κρατερός Ιωάννου (διευθ. έκδοσης), "Νομικό Εγκυκλοπαιδικό Λεξικό", Αντ. Σάκκουλας, Αθήνα, 1998, ISBN 960-232-792-8, σελ. 204.

Note: Ο αναχρονιστικός θεσμός της πατρικής εξουσίας, σύμφωνα με τον οποίο αναγνωριζόταν μόνο στον πατέρα πατρική εξουσία επί των τέκνων του (ήτοι άσκηση της επιμέλειας, διοίκηση της περιουσίας και εκπροσώπηση του τέκνου), παραγκωνίζοντας εντελώς τη μητέρα, καταργήθηκε με τον ν. 1329/1283 που αναμόρφωσε το οικογενειακό δίκαιο, καθιερώνοντας, μεταξύ άλλων, και τον κανόνα ότι η γονική μέριμνα ανήκει και στους δύο γονείς.

EN - English

Terme: **parental responsibility**

Réf: Children Act 1989 Section 3 opsi.gov.uk ;Children Scotland Act 1995 ; Section 1 ; opsi.gov.uk [20.01.2010];

Origine du Terme: Législation UK_EAW ; UK_SCT

Contexte: 1989 Act "parental responsibility" means all the rights, duties, powers, responsibilities and authority which by law a parent of a child has in relation to the child and his property ; 1995 Act a parent has in relation to his child the responsibility— (a)to safeguard and promote the child's health, development and welfare; (b)to provide, in a manner appropriate to the stage of development of the child— (i)direction; (ii)guidance, to the child; (c)if the child is not living with the parent, to maintain personal relations and direct contact with the child on a regular basis; and (d)to act as the child's legal representative, but only in so far as compliance with this section is practicable and in the interests of the child

Réf: Children Act 1989 Section 3 opsi.gov.uk ;Children Scotland Act 1995 ; Section 1 ; opsi.gov.uk [20.01.2010];

Définition: All the rights, duties, powers, responsibilities and authority which by law a parent of a child has in relation to the child and his property [UK_EAW]

Source: Children Act 1989 Section 3

Note: Compare fiche 4245 'parental responsibility' as defined in Council Regulation (EC) No 2201/2003 concerning jurisdiction and the recognition and enforcement of judgments in matrimonial matters and the matters of parental responsibility 32003R2201[[EUR-Lex](#)][[Laetoli](#)] Art 2(7): "'parental responsibility" shall mean all rights and duties relating to the person or the property of a child which are given to a natural or legal person by judgment, by operation of law or by an agreement having legal effect. The term shall include rights of custody and rights of access.' The content of the two concepts is substantially if not wholly the same, to the extent that when legal persons or persons other than the parents have parental responsibility, they act in loco parentis ; but the emphasis in this concept is on the rights and obligations of individuals as parents. UK local authorities can acquire parental responsibility if a care order or emergency protection order is made (eg Children Act 1989 Section 33(3))but the parental responsibility of the parents is not thereby terminated: parental responsibility is shared.

FR - français

Terme: **autorité parentale**

Réf: code civil legifrance.gouv.fr (21.07.2009) art. 371-1

Origine du Terme: Législation FR

Contexte: L'autorité parentale est un ensemble de droits et de devoirs ayant pour finalité l'intérêt de l'enfant. Elle appartient aux père et mère jusqu'à la majorité ou l'émancipation de l'enfant pour le protéger dans sa sécurité, sa santé et sa moralité, pour assurer son éducation et permettre son développement, dans le respect dû à sa personne. Les parents associent l'enfant aux décisions qui le concernent, selon son âge et son degré de maturité.

Réf: code civil legifrance.gouv.fr art. 371-1

Terme [ancien]: **patria potestas**

Réf: JurisClasseur code pénal, art. 227-17, fasc. 20, lexisnexis.com (23.07.2009).

Origine du Terme: Doctrine FR(non préf.)

Contexte: "La puissance paternelle (patria potestas) est un principe selon lequel le chef de famille tient sous son pouvoir la manu, les femmes, les enfants, les esclaves".

Terme [ancien]: **puissance paternelle**

Réf: Loi n° 70-459 du 4 juin 1970 relative à l'autorité parentale legifrance.gouv.fr (23.07.2009) art. 6

Origine du Terme: Législation FR(non préf.)

Contexte: "Dans tous les textes où il est fait mention de la puissance paternelle, cette mention sera remplacée par celle de l'autorité parentale".

Réf: Loi n° 70-459 du 4 juin 1970 relative à l'autorité parentale legifrance.gouv.fr (23.07.2009) art. 6

Définition: Ensemble des droits et des devoirs qui appartiennent aux père et mère, d'une part relative à la personne de leurs enfant mineurs non émancipés en vue de les protéger (garde, surveillance, éducation), d'autre part relativement au bien de ceux-ci (administration et jouissance légale).[FR]

Source: Gérard Cornu, "Vocabulaire juridique", PUF, Paris, 2009, ISBN 978-2-13-055986-3, p.96. [Définition simplifiée]

Note: Droit de l'UE: Un certain nombre de textes élaborés dans le cadre de l'Union européenne s'appliquent en matière d'autorité parentale, utilisant plutôt l'expression «responsabilité parentale», particulièrement sur le plan procédural; ainsi, les règlements de Bruxelles II 32000R01347[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)] et de Bruxelles II bis 32003R2201[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)] [Droit de la famille 2008-2009, collection Dalloz action, 8ème édition, p. 736]. Néanmoins, la responsabilité parentale telle que définie dans le Règlement (CE) n° 2201/2003 du Conseil est une notion plus large parce qu'elle incombe non seulement aux parents mais également aux personnes physiques et morales (de manière similaire à la tutelle).

Note historique: puissance paternelle ou patria potestas (LA): Le terme «puissance paternelle» a été remplacé par «autorité parentale» (Loi n° 70-459 du 4 juin 1970 relative à l'autorité parentale art. 6). Ancienne définition: Ensemble des droits appartenant au père sur la personne et les biens de ses enfants mineurs (non émancipés), prérogative patriarcale aujourd'hui remplacée, moyennant une redéfinition de ses attributs et une bilatéralisation de son attribution (aux père et mère) par l'autorité parentale. [FR, Cornu]

GA - Gaeilge

Terme: **údarás tuismitheora**

Réf: S. 33 an tAcht Uchtála 1952 acts.ie [02.07.2010]

Origine du Terme: Législation IE

Contexte: For the purposes of this Convention, the term 'parental responsibility' includes parental authority, or any analogous relationship of authority determining the rights, powers and responsibilities of parents, guardians or other legal representatives in relation to the person or the property of the child.

Réf: Article 1 (2) Hague Child Protection Convention 1996. acts.ie [02.07.2010]

Note: Baintear úsáid as an téarma 'údarás tuismitheora' sa reachtaíocht. Tugadh 'údarás tuismitheora' do na húdaráis áitiúil i gCuid III den Acht um Chúnamh Poiblí 1939 ar pháistí tréigthe agus ar dhilleachtaí. Mhair an reachtaíocht seo go dtí 1977. Is léir gur féidir le húdarás tuismitheora luí le duine dlisteanach. Luaitear 'parental authority' i gCoinbhinsiún na Háige 1996, is léir ón gcoinbhinsiún go bhfuil an téarma 'freagracht tuismitheora/parental responsibility' níos leithne ná 'parental

authority/údarás tuismitheora'. Níl an reachtaíocht leis an gCoinbhinsiún a chuir i bhfeidhm An tAcht um Chosaint Leanáí (Coinbhinsiún na Háige) 2000 tagtha i bhfeidhm go hiomláin.

The term *Parental Authority* is used in Legislation. The Public Assistance Act 1939 gave local authorities "Parental Authority" over abandoned and orphaned children. This legislation was replaced in 1977. Parental authority can rest with legal persons. The term Parental authority is used in the 1996 Hague Convention, in the convention the term "Parental Responsibility" is broader than and includes "Parental Authority". Much of the Act implementing the Convention in Ireland, the Protection of Children (Hague Convention) Act, 2000 has not been brought into force yet.

IT - italiano

Terme: **potestà genitoriale**

Réf: art. 155 c.c. altalex.com [08.02.2010]

Origine du Terme: Législation IT (non préf.)

Contexte: "La potestà genitoriale è esercitata da entrambi i genitori"

Réf: art. 155, terzo comma c.c. altalex.com

Terme: **potestà dei genitori**

Réf: codice civile art. 316 leggeonline.info [08.02.2010]

Origine du Terme: Législation IT

Contexte: "Il figlio è soggetto alla potestà dei genitori sino all'età maggiore o alla emancipazione (2, 390) La potestà è esercitata di comune accordo da entrambi (155, 317, 327, 343) i genitori. In caso di contrasto su questioni di particolare importanza ciascuno dei genitori può ricorrere senza formalità al giudice indicando i provvedimenti che ritiene più idonei. Se sussiste un incombente pericolo di grave pregiudizio per il figlio, il padre può adottare i provvedimenti urgenti ed indifferibili (322). Il giudice, sentiti i genitori ed il figlio, se maggiore degli anni quattordici, suggerisce le determinazioni che ritiene più utili nell'interesse del figlio e dell'unità familiare. Se il contrasto permane il giudice attribuisce il potere di decisione a quello dei genitori che, nel singolo caso, ritiene il più idoneo a curare l'interesse del figlio"

Réf: art. 316 c.c. leggeonline.info

Terme [ancien]: **patria potestà**

Réf: Elena Bassoli - 2007 - Business & Economics, La potestà dei genitori nei comportamenti eccedenti books.google.it [08.02.2010]

Origine du Terme: Législation IT(non préf.)

Définition: La potestà dei genitori consiste nel potere-dovere di proteggere, educare, istruire i figli minorenni non emancipati e di curarne gli interessi patrimoniali, ed è esercitata di comune accordo da entrambi i genitori. Le norme relative alla sua applicazione sono contenute nel Codice civile [IT]

Source: Dizionario giuridico Simone simone.it [08.02.2010]

Note: Nota storica: La potestà dei genitori, secondo quanto previsto dal nuovo Diritto di famiglia, in vigore dal 1975, sostituisce la patria potestà.

LV - latviešu valoda

Terme: **aizgādība**

Réf: LR likums "Civillikums. Pirmā daļa. ĢIMENES TIESĪBAS" (Ziņotājs, 22/23, 10.06.1993.) likumi.lv [08.02.2010]

Origine du Terme: Législation LV

Contexte: Līdz pilngadības (astoņpadsmit gadu vecuma) sasniegšanai bērns ir vecāku aizgādībā. Aizgādības tiesību jēdziena definējums ietver sevi: 1) aprūpes tiesību jēdzienu (bērna aprūpe nozīmē viņa uzturēšanu, t.i., ēdiena, apģērba, mājokļa un veselības aprūpes nodrošināšanu, bērna kopšanu un viņa izglītošanu un audzināšanu - garīgās un fiziskās attīstības nodrošināšanu, pēc iespējas ievērojot viņa individualitāti, spējas un intereses un sagatavojot bērnu sabiedriski derīgam darbam); 2) uzraudzības jēdzienu (uzraudzība nozīmē rūpes par bērna paša drošību un trešās personas apdraudējuma novēršanu); 3) tiesību noteikt bērna dzīvesvietu jēdzienu (dzīvesvietas ģeogrāfiskā izvēle un mājokļa izvēle); 4) rūpes par bērna mantu (gādība par bērna mantas uzturēšanu un

izmantošanu tās saglabāšanai un vairošanai). Kopā dzīvojoši vecāki aizgādību īsteno kopīgi. Ja vecāki dzīvo šķirti, vecāku kopīga aizgādība turpinās. Ikdienas aizgādību īsteno tas no vecākiem, pie kura bērns dzīvo. Jautājumos, kas var būtiski ietekmēt bērna attīstību, vecāki lēmumu pieņem kopīgi.

Réf: LR likuma "Civillikums. Pirmā daļa. ĢIMENES TIESĪBAS" 177.pants likumi.lv

Terme [ancien]: **vecāku vara**

Réf: LR likums "Civillikums. Ievads" [spēkā ar 01.09.1992.] likumi.lv

Origine du Terme: Législation LV (non préf.)

Définition: Vecāku tiesības un pienākumus rūpēties par bērnu un viņa mantu un pārstāvēt bērnu viņa personiskajās un mantiskajās attiecībās līdz bērna pilngadības sasniegšanai. [LV]

Source: LR likuma "Civillikums. Pirmā daļa. ĢIMENES TIESĪBAS" 177.pants likumi.lv
[Définition partiellement reprise] [30.06.2010]

Note: Līdz 1937.gada Civillikuma atjaunošanai Latvijā 1993.gadā vecāku personiskās tiesības un pienākumus attiecībā pret bērniem regulēja tā saucamais „vecāku tiesību” institūts, kura normatīvais regulējums rodams LPSR Laulības un ģimenes kodeksā. Atjaunotajā Civillikumā vecāku un bērnu tiesības un pienākumu saturs tika noteikts „vecāku varas” institūtā, kas tika izprasts kā vecāku pienākums rūpēties par nepilngadīgu bērnu sagatavošanu derīgai darbībai, ievērojot bērna individualitāti un spējas, pārstāvēt savus bērnus viņu personiskajās un mantiskajās attiecībās, kā arī rūpēties samērā ar savu mantas un sabiedrisko stāvokli par vecāku varā esošo bērnu dzīvību un labklājību, sagādāt viņiem uzturu, tas ir, dot ēdienu, mitekli, apģērbu, viņus kopt, audzināt un skolot. Kopš 2003.gada 1.janvāra, kad stājās spēkā grozījumi Civillikumā, vecāku un bērnu savstarpējo attiecību regulējumu, ko vēsturiski dēvēja par tēva varas, vecāku varas, vecāku tiesību institūtu, regulē aizgādības tiesību institūts. Savukārt vairākos ES tiesību aktos ģimenes tiesību jomā galvenokārt tiek izmantots jēdziens "vecāku atbildība" - piemēram, Briseles IIa regulā (Regula Nr.2003/2201, 32003R2201).[EUR-Lex|Laetoli] Tomēr vecāku atbildības jēdziens, kā tas ir definēts Briseles IIa regulā, ir plašāks nekā aizgādības jēdziens, jo ietver visas tiesības un pienākumus attiecībā uz bērna personu vai bērna īpašumu, kuras piešķir fiziskai vai juridiskai personai ar spriedumu, likumu izpildi vai nolīgumu, kam ir juridisks spēks - tādējādi, tas ietver arī atbildības tiesības.

LT - lietuvių kalba

Terme: **tēvu valdžia**

Réf: LR civilinio kodekso patvirtinimo, įsigaliojimo ir įgyvendinimo įstatymo Nr. VIII-1864 www3.lrs.lt [13.01.2010] 3.155 straipsnis

Origine du Terme: Législation LT

Terme: **tėvų teisės ir pareigos vaikas**

Réf: LR CK patvirtinimo, įsigaliojimo ir įgyvendinimo įstatymo Nr. VIII-1864 www3.lrs.lt [23.02.2010] 3.155-3.184 straipsniai (trečiosios knygos XI skyrius)

Origine du Terme: Législation LT (non préf.)

Définition: "Tėvų valdžia [...] reiškia tėvų teisių ir pareigų, susijusių su savo nepilnamečiais vaikais, visumą." [LT]

Source: Zita Smirnovienė „3.155 straipsnis“ LR CK komentaras, Justitia, Vilnius, 2002, 297 psl.

HU - magyar

Terme: **szülői felügyelet**

Réf: Csjt. net.jogtar.hu [13.03.2010] 70-92/A.§

Origine du Terme: Législation HU

Contexte: "A kiskorú gyermek szülői felügyelet vagy gyámság alatt áll."

Réf: Csjt. net.jogtar.hu [13.03.2010] 70.§

Définition: A szülői felügyelet a kiskorú gyermek gondozásának, nevelésének, vagyona kezelésének, valamint törvényes képviselőtének jogát és köteletségét, továbbá a gyámnevezésnek és a gyámságból való kizárásnak jogát foglalja magában. [HU]

Source: Csjt. net.jogtar.hu [13.03.2010] 71.§ (2) bekezdés

Note: A "szülői hatalom" fogalom tekintélyelvűségének visszaszorítása és a gyermek autonómiájának hangsúlyozása jegyében az utóbbi években nemzetközi szinten, így az Európai Unióban elfogadott jogszabályok a "responsabilité parentale" (szülői felelősség) kifejezést használják inkább az "autorité parentale" (szülői felügyelet) kifejezés helyett. Ld: 32003R2201[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)] A szülői felelősség fogalom ugyanakkor tágabb, mert a szülőkön kívül azon természetes vagy jogi személyekre (pl. gyámra, gyámhatóságra) is vonatkozik, akik a gyermek személyével, illetve vagyonával kapcsolatos jogot vagy kötelességet gyakorolnak. A magyar jogban a családjogot magába olvasztó új Ptk. (nca.hu 3:151-3:197.§, hatályos 2011.I.1.-jétől) viszont továbbra is a szülői felügyelet fogalmat használja.

MT - Malti

Terme: **awtorità tal-ġenituri**

Réf: docs.justice.gov.mt [Artikolu 56(5)] [01.03.2010]

Origine du Terme: Législation MT(*non préf.*)

Terme: **setgħa tal-ġenituri**

Réf: docs.justice.gov.mt [Titolu IV tal-Ewwel Ktieb tal-Kodiċi Ċivili] [01.03.2010]

Origine du Terme: Législation MT

NL - Nederlands

Terme: **ouderlijk gezag**

Réf: Titel IX, Boek I, BW [BE] ; art. 1:247 en 1:251 BW [NL]

Origine du Terme: Législation BE ; NL(*non préf.*)

Terme [*ancien*]: **ouderlijke macht**

Réf: art. 1:246 BW (oud)

Origine du Terme: Législation NL

Contexte: Per 2 november 1995 vervangen door "ouderlijk gezag"

Réf: Wet van 6 april 1995 inzake de nadere regeling van het gezag en van de omgang met minderjarige kinderen

Définition: (1) Het ouderlijk gezag kan worden gedefinieerd als het geheel van rechten die de ouders ten aanzien van de persoon en de goederen van hun minderjarige kinderen kunnen doen gelden teneinde de verplichtingen waartoe ze als ouders gehouden zijn te kunnen vervullen. Ouderlijk gezag omvat dus gezag over de persoon en rechten omtrent het vermogen van het minderjarige kind. [BE] | (2) Het ouderlijk gezag omvat de plicht en het recht van de ouder zijn minderjarig kind te verzorgen en op te voeden [NL]

Source: (1) Gerlo en Verschelden, Handboek voor familierecht, Die Keure, 2008, punt 657 [Définition partiellement reprise] | (2) art. 1:247 BW wetten.overheid.nl

PL - polski

Terme: władza rodzicielska

Réf: Ustawa z dnia 25 lutego 1964 r. Kodeks rodzinny i opiekuńczy, Dz.U.1964.9.59 ze zm. art. 95 § 1

Origine du Terme: Législation PL

Définition: Władza rodzicielska obejmuje w szczególności obowiązek i prawo rodziców do wykonywania pieczy nad osobą i majątkiem dziecka oraz do wychowania dziecka, z poszanowaniem jego godności i praw. [PL]

Source: Ustawa z dnia 25 lutego 1964 r. Kodeks rodzinny i opiekuńczy, Dz.U.1964.9.59 ze zm. art. 95 § 1

Note: Nie należy mylić z pojęciem odpowiedzialności rodzicielskiej, występującym w rozporządzeniu Rady (WE) nr 2201/2003. Odpowiedzialność rodzicielska jest pojęciem szerszym i może przysługiwać również osobom prawnym

Terme: poder paternal

Réf: Artigo 124.º do Código Civil, na redacção dada pelo Decreto-Lei n.º 47 344 de 25 de Novembro de 1966 [pgdlisboa.pt](#) [19.05.2010]

Origine du Terme: Législation PT (non préf.)

Contexte: Tratando-se o poder paternal ou a agora denominada responsabilidade parental, de um conjunto de poderes-deveres exercidos em função dos interesses do menor [...] e sendo [...] essa responsabilidade exercida em comum por ambos os progenitores, seja na constância do matrimónio [1901.º, Código Civil], seja em sequência de dissolução do casamento [1906.º Código Civil], temos alguma dificuldade em encontrar o bem jurídico aqui em causa na protecção do poder paternal/responsabilidade parental ou de tutela do menor, quando o agente deste ilícito é um dos progenitores

Réf: Acórdão do Tribunal da Relação do Porto de 25/03/2010 [dgsi.pt](#)

Terme: responsabilidade parental

Réf: Código Civil, conforme alterado pelo artigo 3.º, n.º 2, da Lei n.º 61/2008 [dre.pt](#) [26.06.2010]

Origine du Terme: Législation PT

Contexte: A expressão «poder paternal» deve ser substituída por «responsabilidades parentais» em todas as disposições da secção II do capítulo II do título III do livro IV do Código Civil.

Réf: Artigo 3.º, n.º 2, da Lei n.º 61/2008 [dre.pt](#)

Terme [ancien]: patria potestas

Réf: Biblioteca do Supremo Tribunal de Justiça, Míriam Cláudia de Sousa Silva e Afonso Brigas / A "Patria Potestas" no Direito Romano Clássico: Alguns elementos para a compreensão das suas formas de aquisição. [dgsi.pt](#)

Origine du Terme: Doctrine PT (non préf.)

Terme [ancien]: pátrio poder

Réf: Decreto n.º 44 428, de 29 de Junho de 1962, artigo 4.º, alínea g)- Diploma citado em Acórdão do Tribunal Constitucional, 18 de Fevereiro 1997 [pgdlisboa.pt](#) [Ancienne][19.05.2010]

Origine du Terme: Jurisprudence PT (non préf.)

Contexte: Já dissemos que o pátrio poder tem inerente, além de outros, um poder/dever de educação e sustento dos filhos (art.º 1878º/1 do Código Civil). Mas o poder paternal cessa com a maioridade (art.º 1877º do Código Civil).

Réf: Acórdão do Tribunal da Relação de Coimbra 24/05/2006 [dgsi.pt](#)

Terme: autoridade parental

Réf: Acórdão do Tribunal da Relação de Coimbra [dgsi.pt](#) [19.05.2010]

Origine du Terme: Législation INT ; PT | Jurisprudence (BE) PT

Contexte: Por sentença proferida em 21 de Fevereiro de 2002, do Tribunal de la Jeunesse de Bruxelles, foi regulado o exercício do poder paternal referente ao A..., tendo ficado estabelecido: "A autoridade parental será executada conjuntamente pelas partes".

Réf: Acórdão do Tribunal da Relação de Coimbra [dgsi.pt](#) | Artigo 1.º, n.º 2, da Convenção relativa à competência, à lei aplicável, ao reconhecimento, à execução e à cooperação em matéria de responsabilidade parental e de medidas de protecção das crianças, aprovada através do Decreto n.º 52/2008 de 13-11-2008 [dre.pt](#)

Définition: (I) Guarda da pessoa e vigilância pela vida e saúde dos filhos; prestação de alimentos, no sentido mais amplo da expressão [...]; regência da educação [...]; representação [...], incluindo os nascituros; administração dos seus bens. [PT] (II) Compete aos pais, no interesse dos filhos, velar pela segurança e saúde destes, prover ao seu sustento, dirigir a sua educação, representá-los, ainda que nascituros, e administrar os seus bens. (III) Conjunto de poderes e deveres destinados a assegurar o bem-estar moral e material do menor, designadamente cuidado da sua pessoa, mantendo relações pessoais com ele, assegurando a sua educação, o seu sustento, a sua representação legal e a administração dos seus bens. [INT]

Source: (I)Jurisprudência [dgsi.pt](#) [Definição de poder paternal] [Définition simplifiée] Artigo 144.º conjugado com artigo 1878.º do Código Civil [pgdlisboa.pt](#) Princípio 1, do anexo à Recomendação R(84)4 sobre as responsabilidades parentais, adoptada pelo Comité de

Ministros do Conselho da Europa, em 28 de Fevereiro de 1984 [coe.int](#) [Traduction libre]
[24.06.2010]

Note: V., a propósito dos termos "autoridade parental" e "responsabilidade parental", versão em língua francesa da Recomendação 874 (1979) relativa a uma Carta Europeia dos Direitos da Criança da Assembleia Parlamentar do Conselho da Europa: "[...] Il faut substituer à la notion d' «autorité parentale» celle de «responsabilité parentale», en précisant les droits de l'enfant en tant que membre distinct de la famille [...]" [assembly.coe.int](#) | Annexe à la Recommandation n° R (84) 4 Principe 1 Aux fins de la présente recommandation: a. les responsabilités parentales sont l'ensemble des pouvoirs et devoirs destinés à assurer le bien-être moral et matériel de l'enfant, notamment en prenant soin de la personne de l'enfant, en maintenant des relations personnelles avec lui, en assurant son éducation, son entretien, sa représentation légale et l'administration de ses biens; b. les termes «père», «mère», «parents» s'appliquent aux personnes qui ont un lien juridique de filiation avec l'enfant. [coe.int](#) | Parecer do Conselho Consultivo da PGR [dgsi.pt](#) | A expressão "poder paternal" continua consagrada noutras disposições do Código Civil | Quanto ao conceito UE de "responsabilidade parental", ver ficha 4245 [24.6.2010]

RO - română

Terme: **autoritate părintească**

Origine du Terme: Usuel RO (non préf.)

Terme: **ocrotire părintească**

Réf: ÎCCJ, Secția civilă și de proprietate intelectuală, decizia civilă nr. 7023 din 24 octombrie 2007

Origine du Terme: Jurisprudence RO

Terme [ancien]: putere părintească

Origine du Terme: Usuel RO (non préf.)

Définition: Totalitatea drepturilor și obligațiilor părinților față de copiii lor minori. [RO]

Source: Définition rédigée par le juriste linguiste de l'unité de langue RO désigné pour le projet «Vocabulaire juridique multilingue», DG Trad, Cour de justice de l'Union européenne, le 28.06.2010.

Note: Codul familiei în vigoare în acest moment vorbește numai despre „ocrotirea minorului”, în cadrul unui capitol în care sunt reglementate drepturile și îndatoririle părintești (art. 97-112) și tutela. „Ocrotirea părintească” este o sintagmă creată de doctrină și preluată de instanțe în practica judiciară și care desemnează ansamblul drepturilor și obligațiilor părinților față de copiii minori. În viitorul Cod civil (cunoscut și sub denumirea „Codul civil 2009”), adoptat prin Legea nr. 287/2009 și publicat în Monitorul Oficial nr. 511/24 iulie 2009, a cărui intrare în vigoare este prevăzută în anul 2011, la o dată ce urmează a fi stabilită, se introduce un titlu special (titlul IV), intitulat „Autoritatea părintească”, în cadrul căruia sunt reglementate drepturile și îndatoririle părintești, exercitarea autorității părintești și decăderea din exercițiul drepturilor părintești. Potrivit articolului 483 din acesta, „Autoritatea părintească este ansamblul de drepturi și îndatoriri care privesc atât persoana, cât și bunurile copilului și aparțin în mod egal ambilor părinți.” În actele de proveniență europeană sau internațională se folosește sintagma „răspundere părintească”; în raport cu „ocrotirea părintească”, această noțiune este mai largă, întrucât include include în sfera sa de aplicare, pe lângă părinți, și alte persoane fizice sau juridice (în mod similar tutelei). A se vedea în acest sens fișa 4245.

SK - slovenčina

Terme: **rodičovské práva a povinnosti**

Réf: Zákon č. 36/2005 Z.z. o rodine; § 28 a nasl. [jaspi.justice.gov.sk](#)

Origine du Terme: Législation SK

Contexte: Rodičovské práva a povinnosti majú obaja rodičia. Pri ich výkone sú povinní chrániť záujmy maloletého dieťaťa.

Réf: Zákon č. 36/2005 Z.z. o rodine; § 28 ods. 2 jaspi.justice.gov.sk

Terme: **rodičovská zodpovednosť**

Réf: Zákon č. 36/2005 Z.z. o rodine; § 97 ods. 1 jaspi.justice.gov.sk

Origine du Terme: Législation SK (non préf.)

Terme: **rodičovská autorita**

Réf: vyzivne.sk [04.03.2010] | Kačala, J., Pisárčiková, M.: Krátky slovník slovenského jazyka, Veda Bratislava 2003, ISBN 80-224-0750-X, str. 55

Origine du Terme: Usuel SK (non préf.)

SL - slovenščina

Terme: **roditeljska pravica**

Réf: Zakon o zakonski zvezi in družinskih razmerjih (ZZZDR), člen 4(2) uradni-list.si [01.03.2010]

Origine du Terme: Législation SI

Contexte: "(2) Zaradi zdrave rasti, skladnega osebnostnega razvoja in usposobitve za samostojno življenje in delo imajo starši pravice in dolžnosti, da skrbijo za življenje, osebnostni razvoj, pravice in koristi svojih mladoletnih otrok. Te pravice in dolžnosti sestavljajo roditeljsko pravico."

Réf: Zakon o zakonski zvezi in družinskih razmerjih (ZZZDR), člen 4(2) uradni-list.si [01.03.2010]

Terme: **starševska skrb**

Réf: Predlog Družinskega zakonika, člen 6(2) dz-rs.si

Origine du Terme: Travaux préparatoires SI (non préf.)

Définition: Skup pravic in obveznosti staršev glede skrbi za življenje, za osebnostni razvoj, za pravice in koristi otroka. [SI]

Source: Predlog Družinskega zakonika dz-rs.si

Note: Roditeljsko pravico oziroma starševsko skrb po nacionalnem pravu je treba razlikovati od starševske odgovornosti (4245) po pravu Evropske unije oziroma po mednarodnem pravu. Starševska odgovornost je širši pojem in jo lahko imajo tudi skrbniki, pravne osebe, ali drugi zakoniti zastopniki otroka, medtem ko imajo lahko roditeljsko pravico oziroma starševsko skrb le starši, torej fizične osebe. Po predlogu Družinskega zakonika je celota pravic in obveznosti staršev do svojega otroka opredeljena z izrazom »starševska skrb« za razliko od ZZZDR, po katerem je celota teh pravic in obveznosti opredeljena kot »roditeljska pravica«. Spremenjeni izraz izhaja iz dejstva, da gre po eni strani za obveznost staršev do otrok, po drugi strani pa imajo prav takšne obveznosti tudi morebitni posvojitelji, ki sicer niso roditelji, so pa starši.

FI - suomi

Terme: **huoltajuus**

Réf: Laki lapsen huollosta ja tapaamisoikeudesta 8.4.1983/361 [Référence de la notion ayant conduit à la formation du terme. Ne contient pas le terme exact.] finlex.fi [30.06.2010]

Origine du Terme: Législation FI

Note: Huoltajuuden sisällöstä laissa lapsen huollosta ja tapaamisoikeudesta: Lapsen huoltajia ovat hänen vanhempansa tai henkilöt joille lapsen huolto on uskottu. Lapsen huolto päättyy, kun lapsi täyttää kahdeksantoista vuotta tai sitä ennen menee avioliittoon (3 §). Lapsen vanhemmat, jotka lapsen syntyessä ovat avioliitossa keskenään, ovat kumpikin lapsensa huoltajia. Jos vanhemmat eivät lapsen syntyessä ole avioliitossa keskenään, on äiti lapsensa huoltaja. Jos toinen vanhemmista on yksin lapsensa huoltaja ja vanhemmat menevät keskenään avioliittoon, tulevat he molemmat lapsensa huoltajiksi (6 §). Lapsen huoltajan on turvattava lapsen kehitys ja hyvinvointi siten kuin 1 §:ssä säädetään. Tässä tarkoituksessa huoltajalla on oikeus päättää lapsen hoidosta, kasvatuksesta, asuinpaikasta sekä muista henkilökohtaisista asioista. Ennen kuin huoltaja tekee päätöksen lapsen henkilökohtaisessa asiassa hänen tulee keskustella asiasta lapsen kanssa, jos se lapsen ikään ja kehitystasoon sekä asian laatuun nähden on mahdollista. Päätöstä tehdessään hänen on kiinnitettävä

huomiota lapsen mielipiteeseen ja toivomuksiin. Huoltaja edustaa lasta tämän henkilöä koskevissa asioissa, jollei laissa ole toisin säädetty (4 §).

SV - svenska

Terme: **vårdnad**

Réf: Föräldrabalken 6 kap. lagen.nu [27.01.2010]

Origine du Terme: Législation SE

Note: Vårdnadsbegreppet i föräldrabalken (FB)

Barn står under vårdnad av båda föräldrarna eller en av dem. Vårdnaden kan i vissa fall i stället anförtros åt en eller två särskilt förordnade vårdnadshavare. Vårdnaden om ett barn består till dess att barnet fyller arton år eller dessförinnan ingår äktenskap (6 kap. 2 § första stycket FB).

Båda föräldrarna är vårdnadshavare för barnet från födelsen, om dessa är gifta med varandra. I annat fall är det modern ensam som blir vårdnadshavare, men i samband med faderskapsbekräftelse kan de genom anmälan få gemensam vårdnad. Ingår föräldrarna äktenskap efter födelsen, står barnet från den tidpunkten som utgångspunkt under vårdnad av dem båda (6 kap. 3 § första stycket och 4 § andra stycket). Även underåriga föräldrar kan vara vårdnadshavare (men inte förmyndare).

En äktenskapsskillnad mellan föräldrar med gemensam vårdnad rubbar inte vårdnadssituationen, om inte den gemensamma vårdnaden upplöses genom beslut av rätten (6 kap. 3 § andra stycket).

Föräldrar som vill utöva vårdnaden gemensamt kan väcka talan i domstol. Rätten ska besluta i enlighet med föräldrarnas önskemål, om det inte är uppenbart att gemensam vårdnad är oförenlig med barnets bästa. Den familjerättsliga lagstiftningen utgår nämligen från att just barnets bästa ska stå i centrum, vilket betyder att andra intressen, t.ex. rättvisa mellan föräldrarna eller en förälders behov av kontakt med barnet, inte får sättas i främsta rummet. Barnets bästa ska sålunda vara avgörande för alla beslut om bl.a. vårdnad (6 kap. 4 § första stycket, jfr 6 kap. 2 a §).

Det finns möjlighet att få till stånd gemensam vårdnad genom andra, enklare förfaranden, närmare bestämt genom anmälan till socialnämnden eller till Skatteverket. Den gemensamma vårdnaden uppnås i båda fallen genom registrering hos Skatteverket. En förutsättning är att barnet är folkbokfört i Sverige (6 kap. 4 § andra stycket).

Om någon av föräldrarna vill åstadkomma en ändring i vårdnaden, ska rätten besluta att vårdnaden ska vara gemensam eller anförtro vårdnaden åt en av föräldrarna. Vid bedömningen av om vårdnaden ska vara gemensam eller anförtros åt en av föräldrarna ska rätten fästa avseende särskilt vid föräldrarnas förmåga att samarbeta i frågor som rör barnet. Gemensam vårdnad är emellertid inte något alternativ, om båda föräldrarna motsätter sig det (6 kap. 5 § första och andra styckena).

Föräldrarna (eller en av dem) kan väcka talan om ändring i vårdnaden, men i äktenskapsskillnadsmål får rätten även utan yrkande anförtro en av föräldrarna vårdnaden, om gemensam vårdnad är uppenbart oförenlig med barnets bästa (6 kap. 5 § tredje stycket).

Föräldrarna kan även ingå avtal om att vårdnaden ska vara gemensam eller att en av dem ska ha vårdnaden om barnet. Ett sådant avtal får samma verkan som en dom avseende vårdnadsfrågan, om det är skriftligt och socialnämnden godkänner det. Har föräldrarna avtalat om gemensam vårdnad, ska socialnämnden godkänna avtalet, om det inte är uppenbart att avtalet är oförenligt med barnets bästa (6 kap. 6 §).

I vissa situationer kan en eller två särskilt förordnade vårdnadshavare förordnas för barnet, bl.a. om föräldrar som är vårdnadshavare brister i omvårdnaden av sitt barn eller avlider. Två personer kan utses att gemensamt utöva vårdnaden, om de är gifta med varandra eller sambor. Särskilt förordnade vårdnadshavare kan entledigas på egen begäran eller om de inte längre är lämpliga som vårdnadshavare (jfr 6 kap. 7–10 c §§).

désaveu de paternité (42624)

Domaine:	Droit civil
Microthésaurus:	Filiation
Concept générique:	contestation de la filiation (42545)

BG - български

Terme: **VIDE BG**

Note: Лично право на съпруга с едностранно волеизявление при определени условия да обори извънсъдебно презумпцията за бащинство спрямо детето, родено от съпругата му в рамките на 180 дни от сключването на брака. Не може да бъде упражнявано от друго лице. Не съществува като правен институт в българското право, според което и в подобни случаи се използва искът за оспорване на бащинство.

ES - español

Terme: **desconocimiento de la paternidad**

Réf: Código Civil español, art. 117 noticias.juridicas.com (30.07.2009) [Référence de la notion ayant conduit à la formation du terme. Ne contient pas le terme exact.] | LEY 9/1998, de 15 de julio, del Código de Familia [Comunidad Autónoma de Cataluña] Art. 90 boe.es (29.07.2009) | LEY FORAL 5/1987, DE 1 DE ABRIL, POR LA QUE SE MODIFICA LA COMPILACION DE DERECHO CIVIL FORAL O FUERO NUEVO DE NAVARRA, Ley 68 boe.es (30.07.2009)

Origine du Terme: Législation ES

Contexte: "En el caso litigioso estamos en presencia del nacimiento del menor durante el matrimonio, pero dentro de los ciento ochenta días siguientes a su celebración, que es el supuesto previsto y regulado en el art. 117 Cód. civ. y en el que el ex-marido no pudo lógicamente destruir la presunción de paternidad matrimonial mediante su declaración auténtica en contrario, debido a que estaba incurso en las dos excepciones que en el citado precepto imposibilitan el desconocimiento de la paternidad". | "LEY 68 Clases de filiación [...] Se consideran hijos matrimoniales: [...] 2) Los nacidos dentro de los ciento ochenta días siguientes al de la celebración del matrimonio si el marido no desconociera su paternidad mediante declaración formalizada en documento auténtico dentro de los seis meses siguientes al conocimiento del parto. No podrá desconocer eficazmente su paternidad quien la hubiere reconocido con anterioridad expresa o tácitamente."

Réf: Tribunal Supremo Sala I de lo Civil. Sentencia 587/2004, de 17 de junio sentencias.juridicas.com (30.07.2009) | LEY FORAL 5/1987, DE 1 DE ABRIL, POR LA QUE SE MODIFICA LA COMPILACION DE DERECHO CIVIL FORAL O FUERO NUEVO DE NAVARRA, Ley 68 boe.es (30.07.2009)

Définition: Declaración de voluntad, sujeta a determinados requisitos, por la que el marido destruye la presunción de paternidad respecto al hijo nacido de su esposa dentro de los ciento ochenta días siguientes a la celebración del matrimonio.

Source: Définition rédigée par le juriste linguiste de l'unité de langue ES désigné pour le projet «Vocabulaire juridique multilingue», DG Trad, Cour de justice de l'Union européenne, le 28.06.2010.

Note: Concerne la destruction de la présomption de paternité. "desconocimiento" ici ne signifie pas "ignorance", mais "désaveu".

El desconocimiento de la paternidad es una facultad que se ejercita en la vía extrajudicial y permite dejar sin efecto la determinación de la presunción sin necesidad de acudir a juicio ni eliminar las acciones de impugnación que continúan subsistentes. Es exclusiva y personalísima del marido, a su fallecimiento no están legitimados sus hijos, descendientes y herederos. Source: M^a del Carmen

Gete-Alonso y Calera, Maria Ysàs Solanes y Judith Solé Resina, "Derecho de Familia", Cálamo, Producciones Editoriales, S.L., Barcelona, 2004, ISBN 84-95860-30-9, p. 41.

CS - čeština

Terme [ancien]: oduznění otcovství

Réf: § 58 zákona 94/1963

Origine du Terme: Législation CZ [Ancienne]

Terme: popření otcovství

Origine du Terme: Législation CZ

Contexte: § 58 zákona 94/1963 Sb. o rodině (1) Narodí-li se dítě v době mezi stoosmdesátým dnem od uzavření manželství a třístým dnem po tom, kdy manželství zaniklo nebo bylo prohlášeno za neplatné, lze otcovství popřít jen tehdy, je-li vyloučeno, že by manžel matky mohl být otcem dítěte. Narodí-li se dítě do 300 dnů po rozvodu manželství a jiný muž o sobě tvrdí, že je otcem dítěte, lze otcovství manžela považovat za vyloučené též na základě souhlasného prohlášení matky, manžela a tohoto muže. Toto prohlášení musí být učiněno v řízení o popření otcovství.

Réf: § 58 zákona 94/1963

DA - dansk

Terme: ægtemandens nægtelse af anerkendelse af faderskab

Origine du Terme: Formulation DK

Terme [ancien]: ægtemandens anfægtelse af ægtebarnsstatus

Réf: Betænkning om børns retsstilling 1350/1997, kap. IV, afsnit 1.3. statensnet.dk [Référence de la notion ayant conduit à la formation du terme. Ne contient pas le terme exact.]

Origine du Terme: Travaux préparatoires DK [Terme reformulé] (non préf.)

Note: Bemærk den meget specifikke definition af den spanske udgangsterm, som vedrører ægtemandens erklæring om ikke at anerkende faderskabet til et barn, der er født inden for 180 dage fra ægteskabets indgåelse, hvorved formodningen for faderskabet bortfalder. Smh. om bortfald af faderskabsformodningen i dansk ret den tidligere gældende børnelovs § 3, jf. betænkning om børns retsstilling 1350/1997, kap. IV, afsnit 1.2. statensnet.dk

DE - Deutsch

Terme [ancien]: Anfechtung der Ehelichkeit

Réf: EGBGB, Art. 224 § 1, gesetze-im-internet.de

Origine du Terme: Législation DE

Terme [ancien]: Ehelichkeitsanfechtung

Réf: BGH, Beschluss v. 04.07.2007, XII ZB 68/04, juris.bundesgerichtshof.de

Origine du Terme: Jurisprudence DE (non préf.)

Définition: Verfahren, mit dem die eheliche Vaterschaft angefochten werden kann [DE]

Source: Définition rédigée par le juriste linguiste de l'unité de langue DE désigné pour le projet «Vocabulaire juridique multilingue», DG Trad, Cour de justice de l'Union européenne, le 19.03.2010.

Note: Seit dem 1. Juli 1998 gibt es im deutschen Recht kein spezielles Verfahren mehr, mit dem die eheliche Vaterschaft angefochten werden kann. Die Anfechtung der Vaterschaft unterliegt seither bei allen Kindern, den gleichen Bestimmungen, unabhängig davon, ob deren Eltern verheiratet sind oder nicht. / Depuis le 1er juillet 1998 il n'y a, en droit allemand, plus de procédure spécifique pour contester la filiation paternelle légitime d'un enfant. La contestation de la paternité est désormais soumise aux mêmes dispositions pour tous les enfants, que leurs parents soient ou ne soient pas mariés.

ET - eesti keel

Terme: **abielumehest põlvnemise välistamine**

Réf: Perekonnaseadus, § 85. Elektrooniline Riigi Teataja (eRT) (Riigi Teatajas avaldatud dokumentide andmebaas), riigiteataja.ee [05.04.2010]

Origine du Terme: Législation EE

Contexte: „Kui lapse emaga abielus olev mees ei ole last eostanud ja abikaasad on selle kohta perekonnaseisuasutusele esitanud ühise avalduse, ei loeta meest lapse isaks.”

Réf: Perekonnaseadus, § 85. Elektrooniline Riigi Teataja (eRT) (Riigi Teatajas avaldatud dokumentide andmebaas), riigiteataja.ee [05.04.2010]

EL - ελληνικά

Terme [ancien]: **αμφισβήτηση της εαυτού πατρότητας**

Réf: Αστικός Κώδικας, παλαιό άρθρο 1468, πρώτο εδάφιο

Origine du Terme: Législation(anc) EL

Contexte: "Τέκνον γεννηθέν πρό της παρελεύσεως εκατόν ογδοήκοντα ημερών από της τελέσεως του γάμου λογίζεται γνήσιον, εκτός αν ο σύζυγος εντός τριμήνου, αφ' ης έλαβε γνώσιν του τοκετού, αμφισβήτηση την εαυτού πατρότητα δια κοινοποιήσεως δηλώσεως προς τον ληξιαρχον του τόπου της γεννήσεως."

Réf: Αστικός Κώδικας, παλαιό άρθρο 1468, πρώτο εδάφιο

Définition: μονομερής πράξη μέσω της οποίας ο σύζυγος αρνείται ότι είναι ο πραγματικός πατέρας του τέκνου της συζύγου του, ανατρέποντας με τον τρόπο αυτό το τεκμήριο πατρότητας που τον αφορά [EL]

Source: Définition rédigée par le juriste linguiste de l'unité de langue EL désigné pour le projet «Vocabulaire juridique multilingue», DG Trad, Cour de justice de l'Union européenne, le 01.07.2010.

Note: Με τον όρο αυτό δηλώνεται ουσιαστικώς η δυνατότητα που παρέχει σε ορισμένα δίκαια (π.χ. ισπανικό) ο νόμος στον τεκμαιρόμενο πατέρα να ανατρέψει το τεκμήριο πατρότητας που τον αφορά προβαίνοντας, εντός σχετικά σύντομης προθεσμίας, σε μονομερή δήλωση με την οποία αμφισβητεί ότι είναι ο πατέρας του τέκνου της συζύγου του. Η δυνατότητα αυτή είναι εξωδικαστική και είναι ανεξάρτητη από την αγωγή προσβολής της πατρότητας, η άσκηση της οποίας είναι δυνατή εν πάση περιπτώσει.

Στο προϊσχύσαν ελληνικό οικογενειακό δίκαιο υπήρχε δυνατότητα "αμφισβήτησης της πατρότητας" μέσω τέτοιας δηλώσεως. Το νέο δίκαιο δεν γνωρίζει την έννοια αυτή.

EN - English

Terme [déconseillé, ancien]: **disavowal of paternity**

Réf: MIZZI v. MALTA - 26111/02 [2006] ECHR 28 bailii.org

Origine du Terme: Jurisprudence INT | UK (non préf.)

Terme: **denial of paternity**

Origine du Terme: Formulation UK

Note: «Formulation» signifie que le terme 'denial of paternity' est le résultat d'une traduction formulée à partir du FR. Cette notion (d'une acte introduit par le père) n'existe pas dans le système UK(E). Le mot 'disavowal' est ancien et déconseillé. Paternity can be denied informally(eg by failure to make the required declaration to the registrar: Halsbury's Laws of England, 4th Ed 5(3).98) and by court proceedings. No distinction is made between actions for a declaration of non-paternity and actions for a declaration of non-maternity) In Scotland a declarator of non-parentage can be sought (Law Reform (Parent and Child) (Scotland) Act 1986); in England & Wales a declaration as to whether or not a person is or was the parent of another person can be sought (Family Law Act 1986 declaration of parentage)

FR - français

Terme [**ancien**]: **désaveu de paternité**

Réf: lexisnexis.com [30.08.2009]

Origine du Terme: Législation FR

Définition: Acte par lequel le mari niait être le véritable père de l'enfant légitime né de son épouse et tendait à faire écarter la présomption légale de paternité. [FR]

Source: Gérard Cornu, "Vocabulaire juridique", PUF, Paris, 2009, ISBN 978-2-13-055986-3, p.299.

Note: L'action en désaveu de paternité était ouverte au mari, père présumé, pour désavouer l'enfant en justice (...); cette action est aujourd'hui fondue et refondue dans l'action en contestation de paternité largement ouverte au père et à d'autres (mère, enfant, père prétendu, etc). Ainsi, depuis la suppression de la procédure de désaveu, le mari, qui pouvait auparavant contester sa paternité en effectuant un désaveu de l'enfant né dans les 180 premiers jours du mariage, doit tenter l'action unique en contestation de la paternité.

GA - Gaeilge

Terme: **séanadh atharthachta**

Origine du Terme: Formulation IE

Note: «Formulation» signifie que le terme "séanadh atharthachta" est le résultat d'une traduction formulée à partir du FR. Cette notion (d'une acte introduit par le père) n'existe pas dans le système IE. 'Formulation' indicates that the term "séanadh atharthachta" has been translated from FR. This concept does not exist in the IE system.

Nuair a shaolaítear páiste do bhean pósta nó do bhean a tháinig deireadh lena pósadh deich mí nó níos lú roimhe sin toimhdeofar gurbh é fear chéile na mná athair an linbh. An tAcht um Stádas Leanai 1987. Toimhdeofar gurbh é an duine atá ainmnithe mar athair an linbh i gclár na mbreitheanna de réir na hAchtanna um Chlárú Breitheanna, Básanna agus Póstaí athair an linbh. Is toimhdí infhrisnéise iad na toimhde seo leis an gnáth-dhualgas cruthúnais – cothrom na dóchúlachta. Níl imeachtaí dlí ar leith le hatharthacht a shéanadh.

Where a married woman, or a woman whose marriage terminated less than ten months beforehand, gives birth to a child, her husband is presumed to be the father of the child: Status of Children Act 1987 s. 46. The person named as father in the birth's register kept under the Births and Deaths Registration Acts is presumed to be the father of the child.

These presumptions are rebuttable on the normal standard of proof in civil proceedings – the balance of probability. There is no specific form of proceedings to deny paternity.

See; Henry Murdoch and Brian Hunt, "Murdoch's Dictionary of Irish Law", Tottel, Dublin, 2009, ISBN 9781847661647, p.877-878.

IT - italiano

Terme: **disconoscimento di paternità**

Réf: art. 235 c.c Altalex altalex.com [02.03.2010]

Origine du Terme: Législation IT

Contexte: "L'azione per il disconoscimento di paternità del figlio concepito durante il matrimonio è consentita solo nei casi previsti".

Réf: art. 235 c.c altalex.com

LV - latviešu valoda

Terme: **VIDE (LV)**

Note: "VIDE" nozīmē, ka Latvijas tiesībās šis jēdziens (iespēja atteikties no paternitātes ārpustiesas kārtībā) nepastāv. "VIDE" signifie que cette notion n'est pas employé dans le droit letton.

LT - lietuvių kalba

Terme: **tėvystės atsisakymas**

Origine du Terme: Formulation LT

Note: LR tėvystę (ir vaiko kilmę iš tėvo) nugincyti galima tik teismo tvarka. LR teisės sistemoje tėvystės atsisakymo instituto nėra ir toks tėvystės nugincyjimo pagrindas nenumatytas. Tėvas ar motina, norėdami pakeisti vaiko gimimo įrašę esančius duomenis apie tėvą arba motiną, privalo kreiptis į teismą (CK 3.149 straipsnio 1 dalis) ir įrodyti, kad jie nėra biologiniai tėvai. Tačiau nugincyti negalima teismo sprendimu nustatytos tėvystės (CK 3.149 straipsnio 2 dalis).

HU - magyar

Terme: **apaság tagadása**

Origine du Terme: Formulation HU

Note: «Formulation» signifie que le terme «apaság tagadása» est le résultat d'une traduction formulée à partir du FR. Cette notion n'existe pas dans le système HU. A "Formulation" azt jelenti, hogy az "apaság tagadása" kifejezés a francia nyelvről történő fordítás eredménye. E fogalom nem létezik a magyar jogrendszerben.[27.06.2010] Az apaság tagadása a férj keresete a házastársától született gyermekének törvénytelenné nyilvánítása végett. [Définition traduite à partir de la langue FR] [Source: Gérard Cornu, "Vocabulaire juridique", PUF, Paris, 2009, ISBN 978-2-13-055986-3, p.299.]

MT - Malti

Terme: **azzjoni għaċ-ċhid tal-paternità**

Réf: docs.justice.gov.mt [Artikolu 73] [17.03.2010]

Origine du Terme: Législation MT

NL - Nederlands

Terme: **ontkenning van vaderschap**

Réf: Art. 318 BW [Référence de la notion ayant conduit à la formation du terme. Ne contient pas le terme exact.]

Origine du Terme: Législation BE

Terme: **verklaring strekkende tot ontkenning van het wettelijke vermoeden van vaderschap door de echtgenoot**

Origine du Terme: Formulation NL

Note: «Formulation» signifie que le terme «verklaring strekkende tot ontkenning van het wettelijke vermoeden van vaderschap door de echtgenoot» est le résultat d'une traduction formulée à partir de l'espagnol. Cette notion n'existe pas dans le système NL. [07.07.2010]

Valt onder de betwisting van het vaderschap, doch hier door de echtgenoot zelf. Andere titularissen van deze vordering zijn moeder en kind.

PL - polski

Terme: **VIDE PL**

Définition: Oświadczenie woli, podlegające określonym warunkom, w drodze którego mąż obala domniemanie ojcostwa w stosunku do dziecka urodzonego przez żonę w okresie 180 dni po zawarciu małżeństwa.

Source: [Définition traduite à partir de la langue ES]

Note: «VIDE» signifie que cette notion n'existe pas dans le système PL.[28.06.2010] «VIDE» oznacza, że pojęcie nie istnieje w systemie PL

PT - português

Terme: **negação de paternidade**

Réf: ARTIGO 1828.º em conjugação com o artigo 1865.º, n.º 4, do Código Civil, na redacção dada pelo Decreto-Lei n.º 496/77. Diário da República n.º 273, Suplemento, Série I de 1977-11-25 [dre.pt](#) [Référéncie de la notion ayant conduit à la formation du terme. Ne contient pas le terme exact.] [01.02.2010]

Origine du Terme: Législation PT [Terme reformulé]

Contexte: (Filhos concebidos antes do casamento) Relativamente ao filho nascido dentro dos cento e oitenta dias posteriores à celebração do casamento, cessa a presunção estabelecida no artigo 1826.º se a mãe ou o marido declararem no acto do registo do nascimento que o marido não é o pai. | Se o pretense pai negar ou se recusar a confirmar a paternidade, o tribunal procederá às diligências necessárias para averiguar a viabilidade da acção de investigação de paternidade.

Réf: ARTIGO 1828.º do Código Civil, na redacção dada pelo Decreto-Lei n.º 496/77. Diário da República n.º 273, Suplemento, Série I de 1977-11-25 [dre.pt](#) | Artigo 1865.º, n.º 4, do Código Civil, na redacção dada pelo Decreto-Lei n.º 496/77. Diário da República n.º 273, Suplemento, Série I de 1977-11-25 [dre.pt](#)

RO - română

Terme: **tăgăduirea paternității**

Réf: Codul familiei, art. 54, Camera Deputaților – Repertoriul legislativ, [cdep.ro](#) [22.02.2010]

Origine du Terme: Législation RO

Contexte: „Paternitatea poate fi tăgăduită, dacă este cu neputință ca soțul mamei să fie tatăl copilului. Acțiunea în tăgăduirea paternității poate fi pornită de oricare dintre soți, precum și de către copil; ea poate fi continuată de moștenitori.”

Réf: Codul familiei, art. 54, Camera Deputaților – Repertoriul legislativ, [cdep.ro](#) [22.02.2010]

Note:

Tăgăduirea paternității are ca obiect răsturnarea prezumției de paternitate, ce nu are caracter absolut. În viitorul Cod civil (cunoscut și sub denumirea „Codul civil 2009”), adoptat prin Legea nr. 287/2009 și publicat în Monitorul Oficial nr. 511/24 iulie 2009, a cărui intrare în vigoare este prevăzută în anul 2011, la o dată ce urmează a fi stabilită, aceasta va fi reglementată la articolele 429-433, sub denumirea „tăgăda paternității”.

SK - slovenčina

Terme: **zapretie otcovstva**

Réf: Zákon č. 36/2005 Z.z. o rodine; § 86 ods. 1; [jaspi.justice.gov.sk](#) [05.03.2010]

Origine du Terme: Législation SK

SL - slovenščina

Terme: **VIDE SI**

Note: «VIDE» signifie que cette notion n'existe pas dans le système juridique SI. «VIDE» pomeni, da slovenski pravni red tega pojma ne pozna. [17.02.2010] Gre za danes že zastareli francoski pravni institut, s katerim je zakonski partner zanikal, da je resnični oče otroka svoje žene, in s tem skušal ovreči zakonsko domnevo očetovstva. [Définition traduite à partir de la langue FR] [Source: Gérard Cornu, "Vocabulaire juridique", PUF, Paris, 2009, ISBN 978-2-13-055986-3, p.299.]

FI - suomi

Terme: **aviomiehen isyyden kumoamista koskeva kanne**

Réf: Isyyslaki 5.9.1975/700 1 luvun 4 § (16.5.1980/351) finlex.fi [30.03.2010]

Origine du Terme: Législation FI

Contexte: "Aviomiehen isyys voidaan kumota tunnustamisella. Tuomioistuin voi kanteen johdosta vahvistaa, ettei aviomies tai mies, joka on tunnustanut isyytensä, ole lapsen isä."

Réf: Isyyslaki 5.9.1975/700 1 luvun 4 § (16.5.1980/351) finlex.fi [30.03.2010]

SV - svenska

Terme: **förnekande av faderskap**

Origine du Terme: Formulation SE

Note: «Formulation» signifie que le terme « förnekande av faderskap » est le résultat d'une traduction formulée à partir du FR. Cette notion n'existe pas dans le système SE. [17.06.2010]

divorce pour faute (2249)

Domaine: **Droit civil**
Microthésaurus: **Droit matrimonial**
Concept générique: **divorce (42753)**

BG - български

Terme: **развод поради разстройство на брака**

Réf: Семейен кодекс, член 49 | Ненова, Л., Семейно право на Република България, Софи-Р, 1994 г., ISBN 954-638-008-3, стр.551 и следв. [05.03.2010]

Origine du Terme: Législation BG

Contexte: Всеки от съпрузите може да иска развод, когато бракът е дълбоко и непоправимо разстроен. Съдът напътва съпрузите към помирение чрез медиация или друг способ за доброволно уреждане на спора. С решението за допускане на развода съдът се произнася и относно вината за разстройството на брака, ако някой от съпрузите е поискал това. При всяко положение на делото съпрузите могат да изложат пред съда споразумение относно всички или някои от последиците на развода. Съдът утвърждава споразумението по ал. 4, след като провери дали са защитени интересите на децата. Съдът може да поиска становище от дирекция "Социално подпомагане".

Réf: Семейен кодекс, член 49

Terme: **развод по вина**

Réf: Решение № 80 от 26.02.2009 г. по гр. д. № 119/2008 г., г. к., II г. о. на ВКС [05.03.2010]

Origine du Terme: Jurisprudence BG

Contexte: ОСТАВЯ В СИЛА Решение № 67 в частта, с която бракът е прекратен по вина на мъжа, родителските права върху детето са предоставени на майката, на бащата е определен режим на лични отношения и той е осъден да му заплаща ... месечна издръжка, отхвърлени са насрещните искове на мъжа за вината на жената за настъпилото дълбоко и непоправимо разстройство на брака, за предоставянето на родителските права върху детето на него и за осъждането на майката да плаща издръжка за детето.

Réf: Решение от 12.01.2009 г. по гр. д. № 581/2008 г. на Окръжен съд – Русе

Définition: Развод, поискан от единия съпруг, когато бракът е дълбоко и непоправимо разстроен. При допускането му съдът се произнася относно вината на съпрузите, само ако това е поискано. [BG]

Source: Définition rédigée par le juriste linguiste de l'unité de langue BG désigné pour le projet «Vocabulaire juridique multilingue», DG Trad, Cour de justice de l'Union européenne, le 05.03.2010.

Note: Съгласно член 322 от ГПК, при иск за развод ищецът трябва да предяви всички основания за дълбокото и непоправимо разстройство на брака. Непосочени основания, настъпили и станали известни на съпруга до приключване на устните състезания, не могат да послужат като основание за предявяване на нов иск за развод. "Дълбокото и непоправимо разстройство на брака" е състояние, при което формално съществуващата брачна връзка окончателно е опразнена от нейното дължимо според морала и закона необходимо вътрешно съдържание. - вж. Ненова, Л., Семейно право на Република България, Софи-Р, 1994 г., ISBN 954-638-008-3, стр.552. То се установява във всеки отделен случай. Вината при развода има значение при решаване на въпроса за предоставяне на семейното жилище след развода; за допускане на издръжка между бивши съпрузи (само невиновният има право). Възможно е да бъде допуснат развод по вина на двамата съпрузи.

ES - español

Terme: **divorcio culpable**

Réf: congreso.es (p. 71) [08.10.2009] | Jesús Daza Martínez, "La Ley del divorcio de 1932. Presupuestos ideológicos y significación política", Alternativas. Cuadernos de trabajo social. 1992, nº 1, p. 163. rua.ua.es (p. 166) [08.10.2009]

Origine du Terme: Doctrine ES

Définition: Divorcio que puede ser demandado por uno de los cónyuges, por falta imputable al otro que constituye una violación grave de los deberes y obligaciones que impone el matrimonio, o de los deberes y obligaciones para con los hijos, y que hace intolerable la vida en común. [BG]

Source: Définition rédigée par le juriste linguiste de l'unité de langue ES désigné pour le projet «Vocabulaire juridique multilingue», DG Trad, Cour de justice de l'Union européenne, le 07.07.2010.

Note: Le divorce pour faute n'existe plus en droit espagnol. | Este tipo de divorcio no existe actualmente en Derecho ES.

CS - čeština

Terme: **rozvod na základě zavinění**

Origine du Terme: Formulation CZ

Note: Rozvod na návrh jednoho z manželů v situaci, kdy skutečnosti představující závažné anebo opakované porušování manželských povinností a závazků, jež znemožňují pokračování společného života, lze přičíst druhému z manželů. [Définition traduite à partir de la langue FR]

«Formulation» signifie que le terme «rozvod na základě zavinění» est le résultat d'une traduction formulée à partir du FR. Cette notion n'existe pas dans le système CZ. [31.03.2010] "Formulation" zamená, že pojem "rozvod na základě zavinění" byl přeložen z FR. Tento pojem v českém právu neexistuje.

DA - dansk

Terme: **skilsmisse på grund af grov eller gentagen tilsidesættelse af ægteskabelige forpligtelser**

Origine du Terme: Formulation DK

Note: I henhold til ægteskabslovens § 31 har en ægtefælle ret til skilsmisse efter 1 års separation, og ægtefællerne har ret til skilsmisse efter 6 måneders separation, hvis de er enige herom. En ægtefælle har imidlertid ret til skilsmisse uden forudgående separation bl.a. i tilfælde af: utroskab, vold, bigami og børnebortførelse, jf. ægteskabslovens §§ 33-36. retsinformation.dk

DE - Deutsch

Terme [ancien]: **Scheidung wegen Eheverfehlungen**

Réf: Ehegesetz (Kontrollratsgesetz Nr. 16), Zweiter Abschnitt, B.I., verfassungen.de

Origine du Terme: Législation DE (non préf.)

Terme [ancien]: **Scheidung wegen Verschuldens**

Réf: Ehegesetz (Kontrollratsgesetz Nr. 16), Zweiter Abschnitt, B.I., verfassungen.de

Origine du Terme: Législation DE

Note: Das deutsche Recht kennt seit dem 01.07.1977 keine Scheidung wegen Verschuldens mehr. Einziger Scheidungsgrund ist seither das Scheitern der Ehe (§ 1565 BGB, gesetze-im-internet.de), wobei es insoweit nicht darauf ankommt, ob ein Ehegatte das Scheitern verschuldet hat. / En droit allemand, il n'existe, depuis le 01/07/1977, plus de divorce pour faute. Le seul motif pour un divorce est désormais le fait que le mariage a échoué (§ 1565 du Code civil allemand, gesetze-im-internet.de), sans qu'il importe si cet échec est imputable à un époux.

ET - eesti keel

Terme: **abielulahutus süü alusel**

Réf: Dr H.C. Alexander Lüderitz, „Perekonnaõigus. Õpik“, Günther Beitzke alustatud teose 27., ulatuslikult ümbertöötatud trükk. Tallinn 2005, ISBN 9985-75-176-0, lk 155. [Référence de la notion ayant conduit à la formation du terme. Ne contient pas le terme exact.]

Origine du Terme: Formulation EE (non préf.)

Terme: **abielu lahutamine süü alusel**

Réf: Dr H.C. Alexander Lüderitz, „Perekonnaõigus. Õpik“, Günther Beitzke alustatud teose 27., ulatuslikult ümbertöötatud trükk. Tallinn 2005, ISBN 9985-75-176-0, lk 155. [Référence de la notion ayant conduit à la formation du terme. Ne contient pas le terme exact.]

Origine du Terme: Formulation EE

Terme: **lahutus süü alusel**

Réf: Dr H.C. Alexander Lüderitz, „Perekonnaõigus. Õpik“, Günther Beitzke alustatud teose 27., ulatuslikult ümbertöötatud trükk. Tallinn 2005, ISBN 9985-75-176-0, lk 155. [Référence de la notion ayant conduit à la formation du terme. Ne contient pas le terme exact.]

Origine du Terme: Formulation EE (non préf.)

Note: «Formulation» signifie que le terme «abielu lahutamine süü alusel» est le résultat d'une traduction formulée à partir du FR. Cette notion n'existe pas dans le système EE. | „Formulation” tähendab, et terminid „abielulahutus süü alusel”, „abielu lahutamine süü alusel” ja „lahutus süü alusel” on tõlgitud prantsuse keelest. See mõiste puudub Eesti õigussüsteemis. [23.04.2010] Määratlus: Abielu lahutamine ühe abikaasa nõudel, kuna ühiselu jätkamine on muutunud võimatuks abielukohustuste olulise või korduva rikkumise tõttu teise abikaasa poolt. [FR] Eestis on kohtus abielu lahutamise aluseks abielusuhete pöördumatu lõppemine; abielusuhted loetakse lõppenuks, kui abikaasad on elanud vähemalt 2 aastat lahus (nende ühiselu on lõppenud). Vt ka kirjed nr 2248 „abielu lahutamine abielusuhete pöördumatu lõppemise tõttu” ja nr 3312 „ühiselu jätkamise võimatus”.

EL - elliniká

Terme [ancien]: διαζύγιο εξ υπαιτιότητας

Réf: Αστικός Κώδικας, παλαιό άρθρο 1442 [Référence de la notion ayant conduit à la formation du terme. Ne contient pas le terme exact.]

Origine du Terme: Législation(anc) EL

Contexte: "Εκάτερος των συζύγων δύναται να ζητήσει το διαζύγιον, εάν εξ υπαιτιότητας του ετέρου επήλθε τόσον ισχυρός κλονισμός εις την σχέσιν του γάμου, ώστε βασίμως η εξακολούθησις της εγγάμου συμβίωσης αποβαίνει δια τον αιτούντα το διαζύγιον αφόρητος"

Réf: Αστικός Κώδικας, παλαιό άρθρο 1442

Définition: Διαζύγιο που μπορεί να ζητηθεί από τον ένα σύζυγο για λόγο που οφείλεται σε υπαιτιότητα του άλλου συζύγου [EL]

Source: Définition rédigée par le juriste linguiste de l'unité de langue EL désigné pour le projet «Vocabulaire juridique multilingue», DGTrad de la Cour de justice de l'Union européenne, le 01.03.2010.

Note: Ο Ν. 1329/1983 που αναμόρφωσε εκ βάθρων το ελληνικό οικογενειακό δίκαιο, κατήργησε το παλαιό και αναχρονιστικό σύστημα που στηριζόταν στην αρχή της υπαιτιότητας (γαμικού παραπτώματος) για τη δυνατότητα έκδοσης διαζυγίου και εισήγαγε το σύστημα του αντικειμενικού κλονισμού. Ωστόσο, σημειωτέον ότι η υπαίτια παραβίαση των υποχρεώσεων που απορρέουν από τον γάμο μπορεί να θεμελιώσει κλονιστικό γεγονός της έγγαμης συμβίωσης και, ως εκ τούτου, να οδηγήσει σε διαζύγιο.

EN - English

Terme: **fault-based divorce**

Réf: Harris-Short and Miles Family Law (2007) 5.5.1 [Référence de la notion ayant conduit à la formation du terme. Ne contient pas le terme exact.]; Commission staff working paper - Annex

to the Green Paper on applicable law and jurisdiction in divorce matters 52005SC0331[[EUR-Lex](#)][[Laetoli](#)]
Origine du Terme: Doctrine UK_EAW | Travaux préparatoires UE

Note: Technically there is only one ground for divorce in England : that the marriage has irretrievably broken down. To establish that however, under the Matrimonial Causes Act 1973 Section 1(2), the party seeking a divorce must establish one or more of : adultery, desertion, behaviour of the respondent (fault-based), separation for two years if respondent consents, separation for five years if respondent does not consent (non-fault)

FR - français

Terme: **divorce pour faute**

Réf: Code civil [legifrance.gouv.fr](#) (21.07.2009) art. 242

Origine du Terme: Législation FR

Définition: Divorce demandé par l'un des époux lorsque des faits constitutifs d'une violation grave ou renouvelée des devoirs et obligations du mariage sont imputables à son conjoint et rendent intolérable le maintien de la vie commune. [FR]

Source: Code civil [legifrance.gouv.fr](#) art. 242 [définition modifiée] (21.07.2009)

Note: Parmi les fautes susceptibles d'entraîner un divorce, on peut citer l'adultère, même si le divorce ne sera pas nécessairement, dans ce cas, prononcé aux torts exclusifs du conjoint fautif. Dans tous les cas, c'est le Juge qui appréciera au vue du dossier qui est réellement fautif; l'abandon du domicile conjugal, puisque la loi considère que les époux se doivent une communauté de vie. Comme pour l'adultère, le Juge émet un jugement au cas par cas qui dépend de l'intensité de la faute et de l'ensemble du dossier; la non-contribution aux charges du mariage, chaque conjoint devant y contribuer "à hauteur de ses revenus". S'il ne le fait pas, cette attitude peut lui être reprochée. Ici encore le Juge émet un jugement basé sur la condition des deux époux ainsi que sur les dossiers qu'ils auront établis chacun; un comportement répréhensible, ce dernier cas concernant tout ce qui peut être reproché aux comportements du conjoint.

GA - Gaeilge

Terme: **colscaradh arna bhunú ar fháilí**

Origine du Terme: Formulation IE

Note: «Formulation» signifie que le terme "colscaradh arna bhunú ar fháilí" est le résultat d'une traduction formulée à partir du FR. Cette notion n'existe pas dans le système IE.

Tá córas colscartha saor ó locht in Éirinn. Bronnfar foraithe colscartha tar éis do lánúin cruthú go bhfuil tréimhse ceithre bliana ar a laghad nó tréimhsí ceithre bliana ar a laghad san iomlán, caite acu ina gcónaí ar leithligh óna chéile le linn na gcúig bliana roimhe sin. (Roinn 5, an tAcht um an Dlí Teaghlaigh (Colscaradh) 1996)

Ní gá do cheachtar chéile cruthú go bhfuil an locht ar an gcéile eile nó gurbh é nó í an céile eile is cúis leo a bheith ina gcónaí ar leithligh óna chéile. Is cuma dá mbeadh an céile a thionscnóidh na himeachtaí colscartha freagrach as cliseadh an phósta. Níl tábhacht a bhaint le 'locht' a chruthú le foraithe colscartha a bhronnadh.

D'fhéadfadh tionchar a bheadh ag fáilí ag céile le linn an phósta ar ordaithe fhaoiseamh cúntacha a dhéanfaidh an chúirt.

Ireland has a no fault divorce system. Proving that the estranged spouses have lived apart from one another for a period or periods amounting to at least four years during the previous five years provides the basis for a court granting a divorce decree (Section 5, Family Law (Divorce) Act 1995).

Neither spouse is required to prove that the other is to blame for or has caused the spouses to live apart. Neither does it matter that the spouse initiating divorce proceedings is in fact to blame for the couple's marriage breaking down or is in desertion of the other spouse. Proof of 'fault' is of no relevance to the granting of a decree of divorce.

However, misconduct by a spouse during the course of the marriage may affect the type of orders the court ultimately determines should be made by way of ancillary relief.

Féach: Alan Shatter, "Family Law – Fourth Edition", Butterworths, Dublin, 1997, ISBN 1854751247, 9.46

IT - italiano

Terme: **divorzio per colpa**

Origine du Terme: Usuel IT

Note: Le divorce pour faute n'existe pas en droit italien. Nell'ordinamento italiano non esiste il divorzio per colpa, mentre esiste la separazione con addebito. L'art. 155 c.c. prevede infatti che "Il giudice, pronunciando la separazione, dichiara, ove ne ricorrano le circostanze e ne sia richiesto, a quale dei coniugi sia addebitabile la separazione, in considerazione del suo comportamento contrario ai doveri che derivano dal matrimonio". Nel caso in cui l'addebito sia riconosciuto dal giudice a carico di uno dei coniugi, questi non ha diritto ad ottenere l'assegno di mantenimento e perde la maggior parte dei diritti successori.

LV - latviešu valoda

Terme: **laulības šķiršana viena laulātā vainas dēļ**

Réf: LR likums "Civillikums. Pirmā daļa. ĢIMENES TIESĪBAS" (Ziņotājs, 22/23, 10.06.1993.) likumi.lv [16.03.2010]

Origine du Terme: Législation LV

Contexte: Saskaņā ar Latvijas Civillikumu laulības šķiršanas pamats ir vai nu laulības iziršana, ko raksturo laulāto kopdzīves neesamība vismaz trīs gadu laikā vai viena laulātā laulības iziršanas veicināšana. Proti, ja laulātie dzīvo šķirti mazāk nekā trīs gadus, laulību var šķirt tikai tādā gadījumā, ja laulības turpināšana tam laulātajam, kas pieprasa laulības šķiršanu, ir neiespējama tādu iemeslu dēļ, kuri ir atkarīgi no otra laulātā un kuru dēļ kopdzīve ar viņu būtu neizturama cietsirdība pret laulāto, kas pieprasa laulības šķiršanu.

Réf: LR likuma "Civillikums. Pirmā daļa. ĢIMENES TIESĪBAS" 74.panta pirmās daļas 1.punkts likumi.lv

LT - lietuvių kalba

Terme: **santuokos nutraukimas dėl sutuoktinio kaltės**

Réf: LR CK patvirtinimo, įsigaliojimo ir įgyvendinimo įstatymo Nr. VIII-1864 www3.lrs.lt [19.03.2010] 3.60-3.65 straipsniai

Origine du Terme: Législation LT

Contexte: Sutuoktinis gali reikalauti nutraukti santuoką šiame skirsnyje nustatytais pagrindais, jeigu ji faktiškai iširo dėl kito sutuoktinio kaltės.

Réf: LR CK patvirtinimo, įsigaliojimo ir įgyvendinimo įstatymo Nr. VIII-1864 www3.lrs.lt [19.03.2010] 3.60 straipsnio 1 dalis

HU - magyar

Terme: **vétkességén alapuló bontás**

Origine du Terme: Doctrine HU

Note: En droit hongrois il n'existe plus de divorce pour faute. Le juge déclare le divorce pour un motif objectif : si le mariage a complètement et irréversiblement échoué, indépendamment du fait que c'était la faute de la femme ou du mari. A Csjt. 18. § (1) bekezdésének megfogalmazásából (a mögöttes feldúltsági elvből) következik, hogy miután bármelyik házastárs kérheti a házasság felbontását, a felperes a házasság megromlásáért elsősorban vagy kizárólag felelős házastárs is lehet. Az ő egyoldalú kérelmére, a házasság megromlásában vétklen házastárs esetleges ellenzése dacára is fel lehet, sőt fel kell bontani a házasságot, ha egyébként annak feltétele - a házaselet teljes és helyrehozhatatlan megromlása - megvalósult. (...) Durván kötelességsértő, az általános társadalmi erkölcsi normák szerint súlyos megítélés alá eső (tettleges bántalmazás, súlyos bűncselekmény elkövetése akár más terhére is, alkoholizmus, szerencsejáték folytatása stb.) magatartást tanúsító házaspár házastársa indokoltan nem képes az ilyen magatartást tolerálni. Ezért az a körülmény, hogy

a súlyosan felróható magatartást a másik házastárs nem hajlandó elviselni, általában önmagában is elegendő a feldúltság megállapításához, és a felróható magatartást tanúsító házaspár ellenzése a házasság teljes és helyrehozhatatlan megromlásának a megítélésében csaknem közömbös. (...) (Csjt. Kommentár). A Csjt. a véttségnek, mint szankciós elvnek az alkalmazását olyan értelemben sem ismeri, hogy a bíróságnak kötelessége lenne az ítélet rendelkező részében annak kimondására, hogy melyik házastárs felróható magatartása, "vétség" vezetett a házasság felbontására (Dr. Kőrös András: A családjog kézikönyve, HVG-Orac, Budapest, 2007. ISBN 978 963 7490 70 5 I. kötet, 65. o.)

MT - Malti

Terme: **divorzju minhabba nuqqas**

Origine du Terme: Formulation MT

Note: L-istitut tad-divorzju ma jiformax parti mill-ordinament ġuridiku ta' Malta (vide s-sentenza A vs B tal-Qorti Ċivili (Sezzjoni tal-Familja) tas-16 ta' Jannar 2009). Għaldaqstant, iż-żwieġ iċċelebrat f'Malta bejn koppja ddomiciljata f'Malta huwa indissolubli flief bil-mewt ta' wieħed mill-konjuġi (vide s-sentenza Rita Vella vs Avv. Dr. Alberto Ganado et. ne. tal-Qorti Ċivili (Prim'Awla) tal-4 ta' Marzu 1952). [09.07.2010]

NL - Nederlands

Terme [ancien]: **echtscheiding op grond van bepaalde fout**

Réf: oud art. 229 BW (gewijzigd bij wet van 27 april 2007) [Ancienne]

Origine du Terme: Législation BE

Contexte: De vroegere echtscheiding op grond van bepaalde fout omvatte de echtscheidingsgronden overspel (art. 229 BW) en geweld daden, mishandelingen en grove beledigingen (art. 231 BW). Sinds 1 september 2007 (inwerkingtreding van de wet van 27 april 2007) vallen deze gronden nu onder de EOO.

Réf: Gerlo en Verschelden, Handboek voor familierecht, Die Keure, 2008, punt 1536 ev

Terme [ancien]: **echtscheiding door de schuld van een der beide echtgenoten**

Réf: art. 161 BW (oud) [Ancienne]

Origine du Terme: Législation NL

Contexte: Voor de wetwijziging van 1971 kende de wet een viertal echtscheidingsgronden: overspel, kwaadwillige verlating, veroordeling wegens bepaalde misdrijven en mishandeling. Bij wet van 6 mei 1971, Stb. 290, in werking getreden op 1 oktober 1971, zijn deze vier gronden vervangen door een enkele: "duurzame ontwrichting".

Réf: J.H. Nieuwenhuis, C.J.J.M. Stolker en W.L. Valk (red.), Burgerlijk Wetboek: Tekst & Commentaar, Kluwer, Deventer, 2007 (7e druk), aant. 1 bij art. 1:151 BW

PL - polski

Terme: **rozwód z orzekaniem o winie**

Réf: Ustawa z dnia 25 lutego 1964 r. Kodeks rodzinny i opiekuńczy, Dz.U.1964.9.59 ze zm. art. 57 [Référence de la notion ayant conduit à la formation du terme. Ne contient pas le terme exact.]

Origine du Terme: Législation PL

Contexte: Orzekając rozwód sąd orzeka także, czy i który z małżonków ponosi winę rozkładu pożycia. Jednakże na zgodne żądanie małżonków sąd zaniecha orzekania o winie. W tym wypadku następują skutki takie, jak gdyby żaden z małżonków nie ponosił winy

Réf: Ustawa z dnia 25 lutego 1964 r. Kodeks rodzinny i opiekuńczy, Dz.U.1964.9.59 ze zm. art. 57

PT - português

Terme [ancien]: **divórcio culposo**

Réf: Acórdão do Supremo Tribunal de Justiça, 14/01/2010, [gde.mj.pt](#) [28.06.2010]

Origine du Terme: Jurisprudence PT

Contexte: O Réu apresentou contestação, impugnando os factos articulados pela Autora e deduziu reconvenção, pedindo o divórcio por culpa exclusiva daquela [...].

Réf: Acórdão do Tribunal da Relação de Lisboa, de 22/04/2010, [dgsi.pt](#)

Note: Face à lei do divórcio actualmente em vigor, Lei n.º 61/2008, é fundamento de divórcio sem consentimento de um dos cônjuges, qualquer facto que, independentemente da culpa dos cônjuges, mostre a ruptura definitiva do casamento. V. Artigo 1781.º, alínea d), do Código Civil, conforme alterado pela Lei n.º 61/2008 [dre.pt](#) divórcio culposo foi substituído pelo fim unilateral do casamento. [15.3.2010]

RO - română

Terme: **divorțul din culpă**

Réf: Emese Florian, „Dreptul familiei”, C.H. Beck, București, 2008, ISBN 978-973-115-442-8, p. 189 [Référence de la notion ayant conduit à la formation du terme. Ne contient pas le terme exact.]

Origine du Terme: Doctrine RO

Terme: **desfacerea căsătoriei din culpă**

Réf: Înalta Curte de Casație și Justiție, secția civilă și de proprietate intelectuală, Decizia nr. 441 din 25.1.2005, [www.scj.ro](#)

Origine du Terme: Jurisprudence RO (non préf.)

Terme: **divorțul din vina unuia sau a ambilor soți**

Réf: Codul de procedură civilă, art. 617 al treilea paragraf, Camera Deputaților – Repertoriul legislativ, [cdep.ro](#) [21.03.2010]

Origine du Terme: Législation RO (non préf.)

Note:

Instanța poate pronunța divorțul din culpa comună a soților sau din culpa exclusivă a unuia dintre soți. Divorțul din culpă nu este reglementat ca atare în legislația în vigoare. Dispozițiile aplicabile în materie sunt cele prevăzute la articolul 617 din Codul de procedură civilă: „Instanța poate să pronunțe despărțenia împotriva ambilor soți, chiar atunci când numai unui din ei a făcut cerere, dacă din dovezile administrative reiese vina amândurora. Hotărârea prin care se pronunță divorțul nu se va motiva, dacă ambele părți solicită instanței aceasta. În cazurile [de divorț prin acord], instanța va dispune desfacerea căsătoriei fără a pronunța divorțul din vina unuia sau a ambilor soți.” În viitorul Cod civil (cunoscut și sub denumirea „Codul civil 2009”), adoptat prin Legea nr. 287/2009 și publicat în Monitorul Oficial nr. 511/24 iulie 2009, a cărui intrare în vigoare este prevăzută în anul 2011, la o dată ce urmează a fi stabilită, divorțul din culpă va fi reglementat în mod expres la articolele 378 și 380.

SK - slovenčina

Terme: **rozvod na základe porušenia povinností manželov**

Réf: Zákon č. 36/2005 Z.z. o rodine; [jaspi.justice.gov.sk](#) [18.03.2010]

Origine du Terme: Législation SK

Contexte: Súd pri posudzovaní miery rozvratu vzťahov medzi manželmi prihliada na porušenie povinností manželov podľa § 18 a 19.

Réf: Zákon č. 36/2005 Z.z. o rodine; § 23 ods. 3; [jaspi.justice.gov.sk](#) [18.03.2010]

SL - slovenščina

Terme: **krivdna razveza zakonske zveze**

Réf: Karel Zupančič in drugi, Reforma družinskega prava: predlog novih predpisov s komentarjem, 2., spremenjena in dopolnjena izd., Uradni list RS, Ljubljana, 2009, str. 133.

Origine du Terme: Doctrine (FR) SI

Note: Definicija: Razveza zakonske zveze, ki jo zahteva en zakonec, kadar je drugemu zakoncu mogoče očitati hudo kršenje pravic in obveznosti, ki izhajajo iz zakonske zveze, zaradi česar je skupno življenje nevzdržno. Source: Code civil [legifrance.gouv.fr](#) (21.07.2009) art. 242, prevod iz FR

Krivdna razveza zakonske zveze v slovenskem pravu ne obstaja več. ZZZDR pozna samo en razvezni razlog: nevzdržnost zakonske zveze. Če je zakonska zveza iz kateregakoli vzroka nevzdržna, sme eden ali drugi zakonec s tožbo zahtevati razvezo (člen 65). To po eni strani pomeni, da je za družbo glede razveze odločilno samo vprašanje, ali je zakonska zveza že tako globoko in trajno omajana, da je ni več mogoče rešiti (tj. da je nevzdržna). V takem primeru jo je treba razvezati, ne glede na odgovornost za nevzdržnost, lahko se jo razveže tudi na zahtevo zakonca, ki je kriv za tako stanje v zakonski zvezi. (Glej: Karel Zupančič, Družinsko pravo, Uradni list RS, Ljubljana, 1999, ISBN 961-204-205-5, str. 82.

FI - suomi

Terme: **syllisyysperiaatteen perustuva avioero**

Réf: Aulis Aarnio, Markku Helin, "Suomen avioliitto-oikeus", Lakimiesliiton kustannus, Helsinki, 1992, ISBN 951-640-554-1 [Ancienne] [11.03.2010]

Origine du Terme: Doctrine FI

Contexte: "Aikaisempi avioerolainsäädäntö - - piti sisällään kolme toisistaan poikkeavaa perusnäkemystä. Vanhinta kerrostumaa edusti ns. syllisyysperiaate. Sen mukaan puolison oli avioeron saadakseen osoitettava, että toinen puoliso oli syyntakeisena syylistynyt aviollisten velvollisuuksiensa rikkomiseen laissa tarkemmin mainituin tavoin."

Réf: Aulis Aarnio, Markku Helin, "Suomen avioliitto-oikeus", Lakimiesliiton kustannus, Helsinki, 1992, s. 61.

Note: Le divorce pour faute n'existe pas dans le système juridique FI depuis le début de l'année 1988.

SV - svenska

Terme: **äktenskapsskillnad på grund av grovt eller upprepat åsidosättande av de äktenskapliga förpliktelserna**

Origine du Terme: Formulation SE

Note: «Formulation» signifie que le terme « äktenskapsskillnad på grund av grovt eller upprepat åsidosättande av de äktenskapliga förpliktelserna » est le résultat d'une traduction formulée à partir du FR. Cette notion n'existe pas dans le système SE.

Enligt svensk lag har en make som vill skiljas en ovillkorlig rätt till äktenskapsskillnad. Den enda begränsningen är att betänketid måste iaktas om den andra maken motsätter sig äktenskapsskillnad eller om någon av dem bor tillsammans med ett eget barn som är under 16 år. [20.01.2010]

droit de garde (2106)

Domaine: **Droit civil**
Microthésaurus: **Filiation**
Concept générique: **autorité sur le mineur (3916)**
Renvoi: **garde de l'enfant (3073)**

Note générale sur le concept:

Voir règlement (CE) n° 2201/2003 du Conseil du 27 novembre 2003 relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale abrogeant le règlement (CE) n° 1347/2000. EUR-Lex:32003R2201 || Non applicable: Danemark (Art. 2 point 3)

BG - български

Terme: **право на упражняване на родителски права**

Réf: EUR-Lex: 32003R2201 член 1 | Харгска конвенция за гражданските аспекти на международното отвлечане на деца член 5 [21.01.2010]

Origine du Terme: Législation UE ; INT

Définition: 9. терминът "право на упражняване на родителски права" включва правата и задълженията за полагане на грижа за личността на детето, и по-специално на правото да се определи мястото на пребиваване на детето. [UE]

Source: EUR-Lex: 32003R2201 член 2, т. 9 [21.01.2010]

ES - español

Terme: **derecho de guarda**

Réf: Convenio de 19 de octubre de 1996 Relativo a la Competencia, la Ley Aplicable, el Reconocimiento, la Ejecución y la Cooperación en materia de Responsabilidad Parental y de Medidas de Protección de los Niños, artículos 3.a) y 7.2 hcch.net | Tribunal Supremo Sala I de lo Civil. Sentencia 838/2002, de 23 de septiembre, Fundamento de Derecho Tercero sentencias.juridicas.com

Origine du Terme: Législation ES(non préf.) ; INT

Terme: **derecho de custodia**

Réf: Reglamento (CE) n° 2201/2003 del Consejo, de 27 de noviembre de 2003, relativo a la competencia, el reconocimiento y la ejecución de resoluciones judiciales en materia matrimonial y de responsabilidad parental, por el que se deroga el Reglamento (CE) n° 1347/2000. Art. 1 32003R2201[EUR-Lex|Laetoli] | Ley de Enjuiciamiento Civil, art. 1902 noticias.juridicas.com [12.01.2010]

Origine du Terme: Législation UE ; ES

Contexte: "Artículo 1 [...] 2. Las materias consideradas en la letra b) del apartado 1 se refieren en particular: a) al derecho de custodia y al derecho de visita"

Réf: Reglamento (CE) n° 2201/2003 del Consejo, de 27 de noviembre de 2003, relativo a la competencia, el reconocimiento y la ejecución de resoluciones judiciales en materia matrimonial y de responsabilidad parental, por el que se deroga el Reglamento (CE) n° 1347/2000. Art. 1 32003R2201[EUR-Lex|Laetoli]

Terme: **derecho de guarda y custodia**

Réf: CONVENIO DE 23 DE MAYO DE 1993 DE ASISTENCIA JUDICIAL EN MATERIA CIVIL ENTRE EL REINO DE ESPAÑA Y LA REPUBLICA DE BULGARIA, HECHO EN SOFIA, artículo 19.3 boe.es (30/06/2009) | DECRETO FORAL 90/1986, DE 25 DE MARZO, sobre el régimen de

las adopciones, acogimiento familiar y atención a menores , artículo 15 [74.125.77.132](#) (30/06/2009)

Origine du Terme: Législation ES (non préf.)

Définition: Los derechos y obligaciones relativos al cuidado de la persona de un menor y, en especial, el derecho a decidir sobre su lugar de residencia. [UE]

Source: Reglamento (CE) n° 2201/2003 del Consejo, de 27 de noviembre de 2003, relativo a la competencia, el reconocimiento y la ejecución de resoluciones judiciales en materia matrimonial y de responsabilidad parental, por el que se deroga el Reglamento (CE) n° 1347/2000. Art. 2.9) 32003R2201[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)]

Note: La expresión conjunta "guarda y custodia" es de uso muy frecuente en el ámbito jurídico español desde hace tiempo, lo que explica que fuera recogida y sancionada a nivel legislativo por el art. 748.4 de la Ley de Enjuiciamiento Civil de 2000, al enumerar los procesos especiales sobre capacidad, filiación, matrimonio y menores [[noticias.juridicas.com](#) A su vez, tras las reformas de 2005, el Código Civil acoge igualmente la terminología "guarda y custodia" en sus artículos 92 y 103 [[noticias.juridicas.com](#) Atendiendo a los escritos de algunos autores, parece, por tanto, que se utilizan como sinónimos dentro de una expresión que supone un pleonasma.

CS - čeština

Terme: **právo péče o dítě**

Réf: EUR-Lex: 32003R2201

Origine du Terme: Législation UE

Contexte: "právem péče o dítě" se rozumějí práva a povinnosti týkající se péče osoby o dítě, a zejména právo určit místo bydliště dítěte

Réf: Nařízení Rady (ES) č. 2201/2003 ze dne 27. listopadu 2003 o příslušnosti a uznávání a výkonu rozhodnutí ve věcech manželských a ve věcech rodičovské zodpovědnosti a o zrušení nařízení (ES) č. 1347/2000

DA - dansk

Terme: **forældremyndighed**

Réf: Forældreansvarslovens §§ 1 ff. [retsinformation.dk](#) | forordning (EF) nr. 2201/2003, artikel 2, nr. 9) 32003R2201[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)] | Haagerbørnebeskyttelseskonventionens artikel 3, litra b) [retsinformation.dk](#)

Origine du Terme: Législation DK ; UE ; INT

Contexte: (I) § 2. Forældremyndighedens indehaver skal drage omsorg for barnet og kan træffe afgørelse om dets personlige forhold ud fra barnets interesse og behov. ... § 3. Har forældre fælles forældremyndighed, kræver væsentlige beslutninger vedrørende barnets forhold enighed mellem forældrene. Den forælder, som barnet har bopæl hos, kan træffe afgørelse om overordnede forhold i barnets daglige liv, herunder hvor i landet bopælen skal være." (II) "I denne forordning forstås ved: ... 9) "forældremyndighed": navnlig rettigheder og pligter vedrørende omsorgen for et barns person og særlig retten til at bestemme, hvor barnet skal bo" (III) "De i artikel 1 omhandlede foranstaltninger kan navnlig vedrøre: ... b) forældremyndighed, herunder retten til at drage omsorg for barnets person og navnlig retten til at bestemme, hvor barnet skal bo, ..."

Réf: (I)Forældreansvarslovens §§ 2 og 3 [retsinformation.dk](#) | (II) forordning (EF) nr. 2201/2003, artikel 2, nr. 9) 32003R2201[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)] | (III) Haagerbørnebeskyttelseskonventionens artikel 3, litra b) [retsinformation.dk](#)

Terme: **bopælsforælderens beføjelser**

Réf: Betænkning nr. 1475/2006 afgivet af Udvalget om Forældremyndighed og Samvær, s. 158. [familiestyrelsen.dk](#) [Référéncie de la notion ayant conduit à la formation du terme. Ne contient pas le terme exact.]

Origine du Terme: Formulation DK (non préf.)

Note: Smh. brugen af termen 'forældremyndighed' svarende til den spanske udgangsterm 'patria potestad' (FR 'autorité parentale') (CT fiche no. 2093).

DE - Deutsch

Terme: **Personensorgerecht**

Réf: SGB VIII, § 99, gesetze-im-internet.de ; BGH, Beschluss vom 17.02.2010, XII ZB 68/09, juris.bundesgerichtshof.de

Origine du Terme: Legislation DE | Jurisprudence DE

Terme [déconseillé]: **Sorgerecht**

Réf: Verordnung (EG) Nr. 2201/2003, Art. 2, 32003R2201[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)]

Origine du Terme: Législation UE

Terme: **Sorgerecht für die Person eines Kindes**

Réf: Verordnung (EG) Nr. 2201/2003, Art. 2, 32003R2201[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)] [Référence de la notion ayant conduit à la formation du terme. Ne contient pas le terme exact.] ; Bayerisches Oberstes Landesgericht, Beschluss vom 08.01.1990, BReg 1 a Z 66/89, FamRZ 1990, 780

Origine du Terme: Législation UE | Jurisprudence DE ([non préf.](#))

Note: Der Begriff "Sorgerecht" ist im deutschen Recht der Oberbegriff für das Sorgerecht sowohl über die Person als auch über das Vermögen des Kindes. In der Verordnung (EG) Nr. 2201/2003 hingegen wird der Begriff "Sorgerecht" ausweislich der Definition in Art. 2 der Verordnung ausschließlich als Synonym für das Personensorgerecht verwendet. / Der Begriff "Sorgerecht" ist im deutschen Recht der Oberbegriff für das Sorgerecht sowohl über die Person als auch über das Vermögen des Kindes. In der Verordnung (EG) Nr. 2201/2003 hingegen wird der Begriff "Sorgerecht" ausweislich der Definition in Art. 2 der Verordnung ausschließlich als Synonym für das Personensorgerecht verwendet. / Le terme "Sorgerecht" est, en droit allemand, un terme générique comprenant le droit de garde et le droit de gérer le patrimoine de l'enfant. Dans le règlement (CE) n° 2201/2003, par contre, le terme "Sorgerecht" est employé, ainsi qu'il résulte de l'article 2 dudit règlement, comme synonyme du seul terme "droit de garde".

ET - eesti keel

Terme [déconseillé]: **eestkosteõigus**

Réf: Nõukogu määrus (EÜ) nr 2201/2003, 27. november 2003, mis käsitleb kohtualluvust ning kohtuotsuste tunnustamist ja täitmist kohtuasjades, mis on seotud abieluasjade ja vanemliku vastutusega 32003R2201[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)] art 1 lg 2 punkt a.

Origine du Terme: Législation UE

Définition: Mõiste „eestkosteõigus” hõlmab lapse isiku eest hoolitsemisega seotud õigusi ja kohustusi, eeskätt õigust määrata lapse elukoht. [UE]

Source: Nõukogu määrus (EÜ) nr 2201/2003, 27. november 2003, mis käsitleb kohtualluvust ning kohtuotsuste tunnustamist ja täitmist kohtuasjades, mis on seotud abieluasjade ja vanemliku vastutusega 32003R2201[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)] art 2 lg 9.

Note: Euroopa Liidu õigusaktides kasutatud termin „eestkosteõigus” ei vasta Eesti õiguse terminoloogiale. Nõukogu määruse nr 2201/2003 artiklis 2 esitatud määratlus vastab Eesti õiguse mõistele „isikuhooldusõigus/isikuhooldus”. Isikuhooldus on üks hooldusõiguse element. Hooldusõigus võib olla vanemal („vanema hooldusõigus” - vt kirje nr 2093) või eeskostjal; see hõlmab õigust hoolitseda lapse isiku eest (isikuhooldus) ja õigust hoolitseda lapse vara eest (varahooldus) ning otsustada lapsega seotud asju (Perekonnaseaduse § 116 lg 2); isikuhooldus tähendab lapse eest hoolitsemist, kasvatamist, järelevalvet ja viibimiskoha määramise õigust. „Eestkosteõiguse” mõiste Eesti õiguses on määruse nr 2201/2003 artikli 2 määratlusest laiem: eestkostjale kuulub nii lapse isikuhooldus- kui ka varahooldusõigus (Perekonnaseaduse § 172). Lapsele määratakse eestkostja, kui esindusõigust ei ole alaealise lapse kummalgi vanemal või kui lapse päritolu ei ole võimalik kindlaks teha (Perekonnaseaduse § 171 lg 1). Vt ka kirje nr 3916 „isikuhooldusõigus”.

EL - ελληνικά

Terme: δικαίωμα επιμέλειας

Réf: Κανονισμός 2201/2003, άρθρο 2, σημείο 9 32003R2201[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)]

Origine du Terme: Législation UE

Définition: Ο όρος «δικαίωμα επιμέλειας» περιλαμβάνει τα δικαιώματα και τις υποχρεώσεις που αφορούν τη φροντίδα για το πρόσωπο του παιδιού, και ειδικότερα το δικαίωμα απόφασης καθορισμού του τύπου διαμονής του. [UE]

Source: Κανονισμός (ΕΚ) αριθ. 2201/2003 του Συμβουλίου, της 27ης Νοεμβρίου 2003, για τη διεθνή δικαιοδοσία και την αναγνώριση και εκτέλεση αποφάσεων σε γαμικές διαφορές και διαφορές γονικής μέριμνας ο οποίος καταργεί τον κανονισμό (ΕΚ) αριθ. 1347/2000, άρθρο 2, σημείο 9 32003R2201[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)]

EN - English

Terme: rights deriving from a residence order

Réf: Children Act 1989 Section 8(1) [opsi.gov.uk](#) ; Official Solicitor site glossary [officialsolicitor.gov.uk](#) [06.01.2010]

Origine du Terme: Législation UK

Contexte: 'a residence order' means an order settling the arrangements to be made as to the person with whom a child is to live

Réf: Children Act 1989 Section 8(1) [opsi.gov.uk](#)

Terme: rights of custody

Réf: Council Regulation (EC) No 2201/2003 concerning jurisdiction and the recognition and enforcement of judgments in matrimonial matters and the matters of parental responsibility 32003R2001[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)] ; Hague Convention on the civil aspects of international child abduction ; [unhcr.org](#) | European Judicial Network [ec.europa.eu](#) [06.01.2010] Official Solicitor Glossary [officialsolicitor.gov.uk](#)

Origine du Terme: Législation UE ; INT

Contexte: Article 5 of Hague Convention «'rights of custody' shall include rights relating to the care of the person of the child and, in particular, the right to determine the child's place of residence» cf Article 2(9) of 2201/2003

Réf: Council Regulation (EC) No 2201/2003 concerning jurisdiction and the recognition and enforcement of judgments in matrimonial matters and the matters of parental responsibility 32003R2001[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)]

Définition: Rights and duties relating to the care of the person of a child, and in particular the right to determine the child's place of residence [UE]

Source: Council Regulation (EC) No 2201/2003, Article 2(9)

Note: It can be argued that the terms custody and access as used in the Hague Convention and Regulation 2201/2003 have an autonomous meaning .

The terms custody and access were replaced in EN after Children Act 1989, and in SC after Children (Scotland) Act 1995, but remain in regular use (eg Official solicitor site (child abduction unit). The term 'residence' is not an exact equivalent of 'custody' as formerly understood in UK law : the right of a person to have the child living with him or her (or otherwise to regulate the child's residence) and to control the child's day to day upbringing. The latter aspect of parental responsibility is not affected by a residence order. The rights deriving from a residence order arise only after judicial intervention. If the parents separate, for the purposes of child maintenance, irrespective of any court order, the parent with whom the child is living is the resident parent or the parent with care, and the other parent is the non-resident parent (Child Support Agency [csa.gov.uk](#) ;) Custody orders ceased to be available by virtue of the Children Act 1989 and Children Scotland Act 1995 and were replaced by the concept of parental responsibility and residence orders, prohibited steps orders and specific issues orders under s.8 of 1989 Act or section 11 of 1995 Act. Part of the rationale of the change was the desirability of avoiding unnecessary court orders ie orders affecting parental responsibility more than is necessary. A residence order can be supplemented by other section 8 or section 11 orders, but only when necessary.(Scottish Law Commission Report 135 (1992) 5.16 ; [scotlawcom.gov.uk](#)

FR - français

Terme: **droit de garde**

Réf: code civil legifrance.gouv.fr [05.09.2009] art.380 | 32003R2201[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)] Règlement (CE) n° 2201/2003 du Conseil du 27 novembre 2003 relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale abrogeant le règlement (CE) n° 1347/2000 (art. 9)

Origine du Terme: Législation FR; UE

Contexte: "En prononçant le retrait total ou partiel de l'autorité parentale ou du droit de garde, la juridiction saisie devra, si l'autre parent est décédé ou s'il a perdu l'exercice de l'autorité parentale, soit désigner un tiers auquel l'enfant sera provisoirement confié à charge pour lui de requérir l'organisation de la tutelle, soit confier l'enfant au service départemental de l'aide sociale à l'enfance."

Réf: code civil legifrance.gouv.fr [05.09.2009] art.380

Définition: (1) Droit et devoir de garder un enfant mineur sous sa protection, c'est-à-dire de fixer sa résidence et de veiller sur sa santé, sa sécurité et sa moralité.[FR] || (2) Droits et obligations portant sur les soins de la personne d'un enfant, et en particulier le droit de décider de son lieu de résidence. [UE]

Source: (1) Gérard Cornu, "Vocabulaire juridique", PUF, Paris, 2008, ISBN 978-2-13-055986-3, p.438. [Définition modifiée et simplifiée] || (2) Règlement (CE) n° 2201/2003 du Conseil du 27 novembre 2003 relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale abrogeant le règlement (CE) n° 1347/2000. Article 2, point 9 32003R2201[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)]

GA - Gaeilge

Terme: **cearta caomhnóireachta**

Réf: Case 050129 - An tUasal X agus Feidhmeannacht na Seirbhíse Sláinte - Oifig an Choimisinéara Faisnéise oic.gov.ie [26.03.2010]

Origine du Terme: Jurisprudence IE

Contexte: Thug an Coimisinéir faoi deara, sa chás seo, go raibh caomhnóireacht agus cearta caomhnóireachta agus oibleagáidí ar an iarrthóir agus ar mháthair an pháiste araon maidir leis an bpáiste.

Réf: Case 050129 - An tUasal X agus Feidhmeannacht na Seirbhíse Sláinte - Oifig an Choimisinéara Faisnéise oic.gov.ie [26.03.2010]

Terme : **cearta maidir le coimeád an pháiste**

Réf: An Bunachar Náisiúnta Téarmaíochta don Ghaeilge focal.ie [26.03.2010] [Référence de la notion ayant conduit à la formation du terme. Ne contient pas le terme exact.]

Origine du Terme: Législation [Terme reformulé] IE (*non préf.*)

Contexte: Féadfaidh an chúirt le hordú faoin alt seo ... cibé treoracha is cuí léi a thabhairt maidir le coimeád an naín agus leis an gceart rochtana ar an naíon a bheidh ag an athair nó an mháthair ...

Réf: S. 11 (2) an tAcht um Chaomhnóireacht Naíon 1964 acts.ie [26.03.2010] [Référence de la notion ayant conduit à la formation du terme. Ne contient pas le terme exact.]

Note: Is éard is brí le ceart caomhnóireachta ná páiste a bheith faoi chúram agus faoi rialú ag caomhnóir nó tuismitheoir ó lá go lá.

IT - italiano

Terme: **diritto di affidamento**

Réf: Regolamento (CE) n. 2201/2003 32003R2201,[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)] art. 1, n.2, lett. a) | legge 54/2006 camera.it [08.02.2010]

Origine du Terme: Législation IT ; UE

Définition: Diritti e doveri concernenti la cura della persona di un minore, in particolare il diritto di intervenire nella decisione riguardo al suo luogo di residenza. [UE]

Source: Regolamento (CE) n. 2201/2003 32003R2201[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)] art. 2, 9)

LV - latviešu valoda

Terme: **aizgādības tiesības**

Réf: LR likums "Civillikums. Pirmā daļa. ĢIMENES TIESĪBAS" (Ziņotājs, 22/23, 10.06.1993.) [likumi.lv](#)
LR likums "Civilprocesa likums" ("LV", 326/330 (1387/1391), 03.11.1998.) [likumi.lv](#) LR
Tieslietu ministrijas pētījums ģimenes tiesībās Civillikuma Ģimenes tiesību daļas
modernizācijai [tm.gov.lv](#) | Komisijas paziņojums Eiropas Parlamentam un Padomei - Brīvības,
drošības un tiesiskuma telpa pilsoņu interesēs 52009DC0262[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)] [30.06.2010]

Origine du Terme: Législation LV | Travaux préparatoires UE

Contexte: Aizgādība Civillikuma 177.panta izpratnē ir vecāku tiesības un pienākums rūpēties par bērnu un viņa mantu un pārstāvēt bērnu viņa personiskajās un mantiskajās attiecībās līdz bērna pilngadības sasniegšanai. Analizējot aizgādības tiesību jēdziena definējumu, redzams, ka tas iekļauj sevī aprūpes tiesību jēdziena (rūpes par bērnu) skaidrojumu un ir plašāks kā jēdziens aprūpes tiesības. Tāpat ar aizgādības tiesībām saprotama bērna uzraudzība un tiesības noteikt bērna dzīvesvietu (CL 177.pants).

Réf: LR likuma "Civillikums. Pirmā daļa. ĢIMENES TIESĪBAS" 177.pants [likumi.lv](#) LR Tieslietu ministrijas pētījums ģimenes tiesībās Civillikuma Ģimenes tiesību daļas modernizācijai [tm.gov.lv](#)

Terme [**déconseillé**]: **uzraudzības tiesības**

Réf: Padomes Regula (EK) Nr. 2201/2003 par jurisdikciju un spriedumu atzīšanu un izpildi laulības lietās un lietās par vecāku atbildību un par Regulas (EK) Nr. 1347/2000 atcelšanu 32003R2201 [[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)]

Origine du Terme: Législation UE (non préf.)

Note: Regulas (EK) Nr. 2201/2003 (Briseles IIa regula) izmantotā terminoloģija atšķiras no ES dalībvalstu terminoloģijas, un tai ir sava atsevišķa nozīme un izpratne. Terminu daļēji ir definēti šī tiesību akta normās, piemēram, 2. pantā ar nosaukumu "Definīcijas". Tā, 2. panta 10. punktā definētais termins "uzraudzības tiesības" Latvijas tiesību izpratnē atbilst aizgādībai - tas ietver tiesības un pienākumus, kas attiecas uz rūpēm par bērnu, un jo īpaši tiesības noteikt bērna dzīvesvietu.

LT - lietuvių kalba

Terme: **globos teisēs**

Réf: Reglamentas (EB) Nr. 2201/2003 dėl jurisdikcijos ir teismo sprendimų, susijusių su santuoka ir tėvų pareigomis, pripažinimo bei vykdymo 32003R2201[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)] | JTO konvencijos dėl tarptautinio vaikų grobimo civilinių aspektų [www3.lrs.lt](#) [28.06.2010] 5 straipsnis

Origine du Terme: Législation UE ; INT

Contexte: „globos teisēs“ apima teisē rūpintis vaiku, visu pirma teisē nustatyti vaiko gyvenamajā vietā

Réf: JTO konvencijos dėl tarptautinio vaikų grobimo civilinių aspektų [www3.lrs.lt](#) [28.06.2010] 5 straipsnis

Note: LT teisēs doktrinoje šios teisēs nagrinėjamos vaiko gyvenamosios vietas nustatymo (CK 3.168 str.) ir vaiko ir tėvų atskyrimo (CK 3.179 str.) institutų kontekste. Tačiau nei LT teisēs aktuose, nei teisēs doktrinoje "globos teisēs" nevartojamos kalbant apie tėvų teises. Vienintele sąlygine išimtimi galima laikyti CK 3.163 str. 2 d., kuriame kalbama apie tai, kad "be tėvų globos likusių vaikų" teises užtikrina globėjai.

HU - magyar

Terme: **felügyeleti jog**

Réf: Csjt. [net.jogtar.hu](#) [14.03.2010] 72/B.§ | A házassági ügyekben és a szülői felelősségre vonatkozó eljárásokban a joghatóságról, valamint a határozatok elismeréséről és végrehajtásáról, illetve az 1347/2000/EK rendelet hatályon kívül helyezéséről szóló, 2003. november 27-i 2201/2003/EK tanácsi rendelet 32003R2201[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)] 2. cikk 9. pont

Origine du Terme: Législation HU ; UE

Définition: A gyermek gondozásával kapcsolatos jogok és kötelességek, és különösen a gyermek tartózkodási helye meghatározásának joga. [UE]

Source: A házassági ügyekben és a szülői felelősségre vonatkozó eljárásokban a joghatóságról, valamint a határozatok elismeréséről és végrehajtásáról, illetve az 1347/2000/EK rendelet hatályon kívül helyezéséről szóló, 2003. november 27-i 2201/2003/EK tanácsi rendelet 32003R2201[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)] 2. cikk 9. pont

MT - Malti

Terme: **dritt ta' kustodja**

Réf: [docs.justice.gov.mt](#) [Artikolu 56(1)] | 32003R2201[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)] [17.03.2010]

Origine du Terme: Législation MT | UE

NL - Nederlands

Terme: **gezagsrecht**

Réf: Verordening (EG) nr. 2201/2003 van de Raad van 27 november 2003 betreffende de bevoegdheid en de erkenning en tenuitvoerlegging van beslissingen in huwelijkszaken en inzake de ouderlijke verantwoordelijkheid, en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1347/2000 art. 1, lid 2, sub a [eur-lex.europa.eu](#)

Origine du Terme: Législation UE | Formulation NL

Terme: **recht van gezag over de persoon van de minderjarige**

Réf: Art.373 BW [Référence de la notion ayant conduit à la formation du terme. Ne contient pas le terme exact.]

Origine du Terme: Législation BE ; UE(non préf.)

Terme: **hoederecht**

Origine du Terme: Jurisprudence BE (non préf.) | Usuel NL (non préf.)

Note: Het hoederecht slaat enkel op het recht van materiële bewaring van het kind. [BE] | In Nederland is hoederecht een verouderde term. De wet spreekt thans van het (ouderlijk) gezag. [NL]

Définition: Wat betreft het gezag over de persoon van de minderjarige wordt traditioneel een onderscheid gemaakt tussen het recht van bewaring (ouderlijk gezag sensu stricto) en het ouderlijk gezag sensu lato (waaronder ook de rechten met betrekking tot de staat van de persoon van de minderjarige). Het recht van bewaring omvat dan het recht van materiële bewaring (het recht om de dagelijkse zorg, de "hoede" van het kind waar te nemen waaronder huisvesting, kleding, voeding...) en het recht van juridische bewaring (het recht om fundamentele opties ivm de opvoeding van het kind te nemen waaronder religie, schoolkeuze). Deze terminologie werd verlaten door de wetgever, die sinds de wet van 13 april 1995 spreekt over huisvesting en belangrijke beslissingen betreffende zijn gezondheid, zijn opvoeding, zijn opleiding en (...) godsdienstige of levensbeschouwelijke keuzes. [BE]
Source: Gerlo en Verschelden, Handboek voor familierecht, Die Keure, 2008, punt 660 [Définition partiellement reprise]

PL - polski

Terme: **prawo do pieczy**

Réf: Ustawa z dnia 25 lutego 1964 r. Kodeks rodzinny i opiekuńczy, Dz.U.1964.9.59 ze zm. art. 95 § 1; Europejska konwencja o uznawaniu i wykonywaniu orzeczeń dotyczących pieczy nad dzieckiem oraz o przywracaniu pieczy nad dzieckiem, sporządzona w Luksemburgu dnia 20 maja 1980 r., Dz.U.1996.31.134; Sprostowanie do rozporządzenia Rady (WE) nr 2201/2003 z dnia 27 listopada 2003 r. dotyczącego jurysdykcji oraz uznawania i wykonywania orzeczeń w sprawach małżeńskich oraz w sprawach dotyczących odpowiedzialności rodzicielskiej, uchylającego rozporządzenie (WE) nr 1347/2000, Dz.U. L 347 z 24.12.2009, str. 32, 32003R2201R(07) [[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)]

Origine du Terme: Législation PL; INT; UE

Contexte: Władza rodzicielska obejmuje w szczególności obowiązek i prawo rodziców do wykonywania pieczy nad osobą i majątkiem dziecka oraz do wychowania dziecka, z poszanowaniem jego godności i praw

Réf: Ustawa z dnia 25 lutego 1964 r. Kodeks rodzinny i opiekuńczy, Dz.U.1964.9.59 ze zm. art. 95 § 1;

Définition: piecza na dzieckiem obejmuje prawa i obowiązki związane z opieką nad osobą dziecka, w szczególności prawo do określania miejsca pobytu dziecka [UE]

Source: Sprostowanie do rozporządzenia Rady (WE) nr 2201/2003 z dnia 27 listopada 2003 r. dotyczącego jurysdykcji oraz uznawania i wykonywania orzeczeń w sprawach małżeńskich oraz w sprawach dotyczących odpowiedzialności rodzicielskiej, uchylającego rozporządzenie (WE) nr 1347/2000, Dz.U. L 347 z 24.12.2009, str. 32, art. 1 pkt 9 32003R2201R(07)[[EUR-Lex](#)][[Laetoli](#)]

PT - português

Terme: **direito de guarda**

Réf: Artigo 1907.º do Código Civil, conforme alterado pela Lei n.º 61/2008 de 31 de Outubro [dre.pt](#) | Convenção entre a República Portuguesa e o Grão-Ducado do Luxemburgo relativa ao auxílio judiciário em matéria de direito de guarda e de direito de visita [dre.pt](#)

Origine du Terme: Législation PT; UE; INT

Contexte: As autoridades competentes dos dois Estados, quer judiciárias quer administrativas, comprometem-se a [...] desenvolver a cooperação no domínio do direito de guarda e do direito de visita.

Réf: Convenção entre a República Portuguesa e o Grão-Ducado do Luxemburgo relativa ao auxílio judiciário em matéria de direito de guarda e de direito de visita [dre.pt](#)

Terme: **direito de custódia**

Réf: Convenção sobre aos Aspectos Civis do Rapto Internacional de Crianças, concluída em Haia em 25 de Outubro de 1980 [dre.pt](#) [30.04.2010]

Origine du Terme: Législation INT (*non préf.*)

Contexte: O direito de custódia inclui o direito relativo aos cuidados devidos à criança como pessoa, e, em particular, o direito de decidir sobre o lugar da sua residência.

Réf: Artigo 5.º, alínea a), da Convenção sobre aos Aspectos Civis do Rapto Internacional de Crianças, concluída em Haia em 25 de Outubro de 1980 [dre.pt](#)

Définition: Direitos e deveres relativos aos cuidados devidos à criança e, em particular, o direito de decidir sobre o seu lugar de residência.[UE]]| Direito relativo aos cuidados devidos à criança como pessoa, e, em particular, o direito de decidir sobre o lugar da sua residência.

Source: Artigo 2.º, n.º 9, do Regulamento (CE) n.º 2201/2003 do Conselho de 27 de Novembro de 2003 32003R2201[[EUR-Lex](#)][[Laetoli](#)] | Artigo 5.º, alínea a), da Convenção sobre os Aspectos Civis do Rapto Internacional de Crianças [dre.pt](#) [18.05.2010]

Note: V. artigo 3.º, alínea b), da Convenção relativa à Competência, à Lei Aplicável, ao Reconhecimento, à Execução e à Cooperação em Matéria de Responsabilidade Parental e Medidas de Protecção das Crianças, adoptada em Haia em 19 de Outubro de 1996, aprovada por Decreto n.º 52/2008 de 13 de Novembro [dre.pt](#) [30.04.2010]

RO - română

Terme [**déconseillé**]: **drept de încredințare**

Réf: Convenția privind competența, legea aplicabilă, recunoașterea, executarea și cooperarea cu privire la răspunderea părintească și măsurile privind protecția copiilor, adoptată la Haga la 19 octombrie 1996, art. 3 lit. b), ratificată prin Legea nr. 361/2007, Camera Deputaților – Repertoriul legislativ, [cdep.ro](#) [12.03.2010]

Origine du Terme: Législation INT

Terme: **încredințare**

Réf: Codul familiei, art. 42, Camera Deputaților – Repertoriul legislativ, [cdep.ro](#) [12.03.2010] | Regulamentul (CE) nr. 2201/2003 al Consiliului din 27 noiembrie 2003 privind competența, recunoașterea și executarea hotărârilor judecătorești în materie matrimonială și în materia răspunderii părintești, de abrogare a Regulamentului (CE) nr. 1347/2000, art. 2 pct. 9, 32003R2201[[EUR-Lex](#)][[Laetoli](#)] | Convenția privind competența, legea aplicabilă, recunoașterea, executarea și

cooperarea cu privire la răspunderea părintească și măsurile privind protecția copiilor, adoptată la Haga la 19 octombrie 1996, art. 40, ratificată prin Legea nr. 361/2007, Camera Deputaților – Repertoriul legislativ, cdep.ro [12.03.2010]

Note: Origine du Terme: Législation RO ; UE ; INT

Contexte: „Instanța judecătorească va hotărâ, odată cu pronunțarea divorțului, căruia dintre părinți vor fi încredințați copiii minori.[...] Pentru motive temeinice, copiii pot fi încredințați unor rude, ori unor alte persoane, cu consimțământul acestora, sau unor instituții de ocrotire.”

Réf: Codul familiei, art. 42, Camera Deputaților – Repertoriul legislativ, cdep.ro [12.03.2010]

Définition:

Încredințare înseamnă drepturile și obligațiile privind îngrijirea persoanei unui copil, în special dreptul de a decide asupra locului său de reședință. [UE]

Source: Regulamentul (CE) nr. 2201/2003 al Consiliului din 27 noiembrie 2003 privind competența, recunoașterea și executarea hotărârilor judecătorești în materie matrimonială și în materia răspunderii părintești, de abrogare a Regulamentului (CE) nr. 1347/2000, art. 2 pct. 9, 32003R2201[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)]

Note:

În caz de divorț, părintele divorțat căruia i s-a încredințat copilul exercită drepturile părintești cu privire la acesta. Celălalt părinte păstrează dreptul de a avea legături personale cu copilul, precum și de a veghea la creșterea, educarea, învățătura și pregătirea lui profesională. În cazul în care copilul a fost încredințat unei alte persoane sau unei instituții de ocrotire, instanța judecătorească va stabili care dintre părinți va exercita dreptul de a-i administra bunurile și de a-l reprezenta sau de a-i incuviința actele. Persoana sau instituția de ocrotire căreia i s-a încredințat copilul va avea față de acesta numai drepturile și îndatoririle ce revin părinților privitor la persoana copilului. În viitorul Cod civil (cunoscut și sub denumirea „Codul civil 2009”), adoptat prin Legea nr. 287/2009 și publicat în Monitorul Oficial nr. 511/24 iulie 2009, a cărui intrare în vigoare este prevăzută în anul 2011, la o dată ce urmează a fi stabilită, dispozițiile în materie vor suferi o modificare fundamentală, în sensul că se prevede (art. 397) că, după divorț, autoritatea părintească revine în comun ambilor părinți. Doar în cazul în care există motive întemeiate, instanța hotărăște ca autoritatea părintească să fie exercitată numai de către unul dintre părinți, celălalt părinte păstrând dreptul de a veghea asupra modului de creștere și educare a copilului, precum și dreptul de a consimți la adopția sau la căsătoria acestuia. Nu se mai utilizează în viitorul Cod civil termenul „încredințare”. În mod excepțional, instanța va avea de asemenea posibilitatea de a hotărî plasamentul copilului la o rudă sau la o altă familie ori persoană, cu consimțământul acestora, sau într-o instituție de ocrotire; acestea vor exercita drepturile și îndatoririle care revin părinților cu privire la persoana copilului. În ceea ce privește sintagma „drept de încredințare” întâlnită în anumite acte de proveniență internațională, nu se recomandă utilizarea acesteia, întrucât reprezintă o traducere greșită pe fond.

SK - slovenčina

Terme: **opatrovnícke právo**

Réf: Dohovor o občianskoprávných aspektoch medzinárodných únosov detí podpísaný v Haagu 25.10.1980; článok 5 písm. a); Zdroj: ASPI

Origine du Terme: Législation INT

Définition: Opatrovnicke právo zahŕňa práva týkajúce sa starostlivosti o osobu dieťaťa a najmä právo určiť miesto jeho pobytu.

Source: Dohovor o občianskoprávných aspektoch medzinárodných únosov detí podpísaný v Haagu 25.10.1980; článok 5 písm. a); Zdroj: ASPI [08.03.2010]

SL - slovenščina

Terme: **pravica do varstva in vzgoje**

Réf: Zakon o zakonski zvezi in družinskih razmerjih (ZZZDR), člen 106(6) [Référence de la notion ayant conduit à la formation du terme. Ne contient pas le terme exact.] uradni-list.si [02.03.2010] | Uredba Sveta (ES) št. 2201/2003 z dne 27. novembra 2003 o pristojnosti in priznavanju ter izvrševanju sodnih odločb v zakonskih sporih in sporih v zvezi s starševsko

odgovornostjo ter o razveljavitvi Uredbe (ES) št. 1347/2000, člen 1(2)(a) 32003R2201[[EUR-Lex](#)][[Laetoli](#)] [02.03.2010] | Konvencija o pristojnosti, pravu, ki se uporablja, priznavanju, uveljavljanju in sodelovanju glede starševske odgovornosti in ukrepov za varstvo otrok (MKSOVO), člen 3 [uradni-list.si](#) [02.03.2010]

Origine du Terme: Législation SI, UE, INT

Contexte: "Člen 1 Področje uporabe 1. Ta uredba se uporablja ne glede na vrsto sodišča v civilnih zadevah, ki se nanašajo na: (a) razvezo, prenehanje življenjske skupnosti ali razveljavitve zakonske zveze; (b) podelitev, izvrševanje, prenos, omejitev ali odvzem starševske odgovornosti. 2. Zadeve iz odstavka 1(b) lahko zlasti zadevajo: (a) pravice do varstva in vzgoje otroka in pravice do stikov z otrokom; ..."

Réf: Uredba Sveta (ES) št. 2201/2003 z dne 27. novembra 2003 o pristojnosti in priznavanju ter izvrševanju sodnih odločb v zakonskih sporih in sporih v zvezi s starševsko odgovornostjo ter o razveljavitvi Uredbe (ES) št. 1347/2000, člen 1 32003R2201[[EUR-Lex](#)][[Laetoli](#)] [02.03.2010]

Définition: Pravica do varstva in vzgoje je pravica in dolžnost, ki se nanaša na skrb za otrokovo osebnost in zlasti pravico določitve kraja otrokovega prebivališča. [UE]

Source: Uredba Sveta (ES) št. 2201/2003 z dne 27. novembra 2003 o pristojnosti in priznavanju ter izvrševanju sodnih odločb v zakonskih sporih in sporih v zvezi s starševsko odgovornostjo ter o razveljavitvi Uredbe (ES) št. 1347/2000, člen 1 32003R2201[[EUR-Lex](#)][[Laetoli](#)]

FI - suomi

Terme: **lapsen huolto**

Réf: Laki lapsen huollosta ja tapaamisoikeudesta 8.4.1983/361 [finlex.fi](#) [05.03.2010] Neuvoston asetus (EY) N:o 2201/2003, annettu 27 päivänä marraskuuta 2003 tuomioistuimen toimivallasta sekä tuomioiden tunnustamisesta ja täytäntöönpanosta avioliittoa ja vanhempainvastausta koskevista asioista ja asetuksen (EY) N:o 1347/2000 kumoamisesta 32003R2201[[EUR-Lex](#)][[Laetoli](#)] [29.06.2010]

Origine du Terme: Législation FI ; UE

Contexte: "Lapsen huollon tarkoituksena on turvata lapsen tasapainoinen kehitys ja hyvinvointi lapsen yksilöllisten tarpeiden ja toivomusten mukaisesti. Huollon tulee turvata myönteiset ja läheiset ihmissuhteet erityisesti lapsen ja hänen vanhempiensa välillä."

Réf: Laki lapsen huollosta ja tapaamisoikeudesta 8.4.1983/361 [finlex.fi](#) [05.03.2010]

Note: Käsité "lapsen huolto" liittyy erottamattomasti käsitteeseen "huoltajuus" (FR "autorité parentale", nro 2093). La notion finlandaise "lapsen huolto" peut être considérée comme une expression plus concrète de la notion "huoltajuus", présentée comme équivalent de la notion française "autorité parentale" (fiche n:o 2093).

SV - svenska

Terme: **faktisk vård**

Réf: RÅ 1998 ref. 22 [lagen.nu](#) [10.05.2010]

Origine du Terme: Jurisprudence SE

Contexte: "Med vårdnad förstås det juridiska ansvaret för barnets person, dvs. befogenhet att besluta om barnets rättsliga angelägenheter. Normalt svarar detta också mot den faktiska vården om barnet. Vid särlevnad kan den faktiska vården – fastän båda föräldrarna är vårdnadshavare i rättslig mening – komma att ligga huvudsakligen hos den ena föräldern."

Réf: RÅ 1998 ref. 22 [lagen.nu](#)

Terme: **faktisk vårdnad**

Réf: Regeringskansliets information om familjerätt ("Föräldrar och barn") [sweden.gov.se](#) [10.05.2010]

Origine du Terme: Usuel SE

Contexte: "Med vårdnad menas det juridiska ansvaret som en vårdnadshavare har. Vårdnadshavaren har oftast också den faktiska vårdnaden, det vill säga bor med och sköter om barnet."

Réf: Regeringskansliets information om familjerätt ("Föräldrar och barn") [sweden.gov.se](#)

Terme: **vårdnad**

Réf: 32003R2201[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)] Rådets förordning (EG) nr 2201/2003 av den 27 november 2003 om domstols behörighet och om erkännande och verkställighet av domar i äktenskapsmål och mål om föräldraansvar samt om upphävande av förordning (EG) nr 1347/2000, artikel 2 punkt 9 [10.05.2010]

Origine du Terme: Législation UE

Définition: "De rättigheter och skyldigheter som hänför sig till omvårdnaden om barnets person, särskilt rätten att bestämma var barnet ska bo." [UE]

Source: 32003R2201[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)] Rådets förordning (EG) nr 2201/2003 av den 27 november 2003 om domstols behörighet och om erkännande och verkställighet av domar i äktenskapsmål och mål om föräldraansvar samt om upphävande av förordning (EG) nr 1347/2000, artikel 2 punkt 9 [10.05.2010]

Note: Sur le plan strictement terminologique, un seul et même mot, à savoir "vårdnad", est utilisé en droit suédois pour désigner et l'autorité parentale et le droit de garde. Pour distinguer entre les deux concepts, en cas de risque de confusion, le mot "faktisk" (effective) est souvent ajouté avant le mot "vårdnad", ou bien l'expression "den faktiska vården" est utilisée, pour signaler qu'il s'agit de "la garde effective" de l'enfant. De la même façon, le mot "rättslig" (juridique) peut être ajouté avant le mot "vårdnad" pour signaler qu'il s'agit de l'autorité parentale, c.à.d. la responsabilité juridique de la personne de l'enfant mineur.

Le sixième chapitre du Code des parents suédois (Föräldrabalken) est intitulé "Om vårdnad, boende och umgänge" (Sur l'autorité parentale, la résidence et le droit de visite), et il contient une section consacrée à l'élément principal du droit de garde, à savoir la résidence de l'enfant ("Barnets boende"). L'article 14, sous a), dudit chapitre prévoit notamment que "lorsque l'enfant est sous l'autorité parentale des deux parents et que ceux-ci ne vivent plus ensemble, le juge peut, sur demande d'un ou des deux parents, décider avec quel parent l'enfant doit vivre", c.à.d. fixer la résidence habituelle de l'enfant. Dans la pratique, la notion de "boende" (la résidence) est donc parfois utilisée pour se référer justement au droit de garde.

mariage (2288)

Domaine:	Droit civil
Microthésaurus:	Droit matrimonial
Concept générique:	union (2974)
Concept associé:	personne mariée (3213)

BG - български

Terme: **брак**

Réf: Семейен кодекс, член 3 [15.03.2010]

Origine du Terme: Législation BG

Définition: Доброволен и равноправен съюз между мъж и жена, сключен с цел създаване на семейство при спазване на условията и реда, установени от закона, и пораждащ взаимни права и задължения на съпрузите. [BG]

Source: Ненова, Л., Семейно право на Република България, Софи-Р, 1994 г., ISBN 954-638-008-3, стр. 70

ES - español

Terme: **matrimonio**

Réf: Código Civil, Libro Primero, Título IV ("Del matrimonio") noticias.juridicas.com [01.10.2009]

Origine du Terme: Législation ES

Contexte: "Artículo 44. El hombre y la mujer tienen derecho a contraer matrimonio conforme a las disposiciones de este Código. El matrimonio tendrá los mismos requisitos y efectos cuando ambos contrayentes sean del mismo o de diferente sexo."

Réf: Código Civil, art. 44 noticias.juridicas.com [01.10.2009]

Définition: Acto jurídico por el cual dos personas establecen entre sí una unión legal estable ordenada al establecimiento de una plena comunidad de vida. [ES]

Source: [Définition construite à partir de plusieurs sources]

Note: En droit espagnol, depuis 2005, le mariage est ouvert aux personnes du même sexe. | El Código Civil español no define el matrimonio. Desde 2005, dos personas del mismo sexo pueden contraer matrimonio. El matrimonio puede entenderse como acto jurídico, pero también como el vínculo que surge de dicho acto. Asimismo, por extensión, se denomina "matrimonio" a la pareja casada.

CS - čeština

Terme: **sňatek**

Origine du Terme: Législation CZ

Contexte: Prohlášení o uzavření manželství, které učiní snoubenci před starostou, místostarostou, pověřeným členem zastupitelstva ... (občanský sňatek) nebo před příslušným orgánem církve (církevní sňatek).

Réf: zákon č. 94/1963 Sb. o rodině, § 4, § 4^a

Terme: **manželství**

Réf: zákon č. 94/1963 Sb. o rodině

Origine du Terme: Législation CZ

Contexte: § 1 Manželství je trvalé společenství muže a ženy založené zákonem stanoveným způsobem. § 3 odst. 1 Manželství se uzavírá svobodným a úplným souhlasným prohlášením muže a ženy o tom, že spolu vstupují do manželství [...]

Réf: zákon č. 94/1963 Sb. o rodině, § 1 odst.1 a § 3 odst.1

DA - dansk

Terme: ægteskab

Réf: Ægteskabslovens § 15, stk. 1 retsinformation.dk

Origine du Terme: Législation DK

Contexte: "§ 15. Ægteskab indgås ved kirkelig eller borgerlig vielse."

Réf: Ægteskabslovens § 15, stk. 1 retsinformation.dk

Note: 03.06.2010 blev et lovforslag vedrørende ægteskab mellem to personer af samme køn med henblik på ligestilling af homoseksuelle par med heteroseksuelle par forkastet af det danske folketing. retsinformation.dk

DE - Deutsch

Terme: Ehe

Réf: Grundgesetz, Art. 6, gesetze-im-internet.de ; BGB, Buch 4, Abschnitt 1, gesetze-im-internet.de

Origine du Terme: Législation DE

Contexte: "Ehe und Familie stehen unter dem besonderen Schutze der staatlichen Ordnung."

Réf: Grundgesetz, Art. 6, gesetze-im-internet.de

Définition: Frei eingegangene Lebensgemeinschaft von Mann und Frau, die mit konstitutiver Mitwirkung des Staates und nach den Regeln des Gesetzes auf Dauer begründet wird und durch bestimmte gegenseitige Rechte und Pflichten personeller und wirtschaftlicher Art bestimmt ist. [DE]

Source: Theodor Maunz, Günter Dürig, Grundgesetz, Kommentar, 56. Auflage, Verlag C.H. Beck, München, 2009, ISBN 978 3 406 458620, Art. 6 Rn. 4

Note: Nach deutschem Recht können nur zwei Personen verschiedenen Geschlechts eine Ehe miteinander eingehen. Personen gleichen Geschlechts steht die eingetragene Lebenspartnerschaft offen. / Selon le droit allemand, ne peuvent contracter un mariage que deux personnes de sexe différent. Des individus de même sexe ont la possibilité de contracter un partenariat enregistré.

ET - eesti keel

Terme: abielu

Réf: Perekonnaseadus, I osa „Abielu”. Elektrooniline Riigi Teataja (eRT) (Riigi Teatajas avaldatud dokumentide andmebaas), riigiteataja.ee [12.04.2010]

Origine du Terme: Législation EE

Définition: Abieluks võib nimetada perekonna loomise eesmärgil mehe ja naise vahel sõlmitud vabatahtlikku ja võrdõiguslikku liitu, mis on saanud ühiskondliku tunnustuse sõlmimisega perekonnaseisuasutuses ja mis tekitab abikaasade vahel vastastikused õigused ja kohustused ning on nendevaheliste varaliste suhete tekkimise aluseks. [EE]

Source: V. Turkin, „Perekonnaseadus. Kommentaarid ja selgitused”, Tallinn 2007, ISBN 978-9985-9835-1-5, lk 10.

Note: Eesti õiguses abielu legaldefiniitsioon puudub. Nii Eesti kui Saksamaa konstitutsiooniõiguses kui ka rahvusvahelistes õigusaktides käsitletakse abielu kui kooslust mehe ja naise vahel ning nähakse seega ette õigus abielluda üksnes heteroseksuaalsetele paaridele. Euroopa Inimõiguste Kohtu ja Euroopa Kohtu praktika ei kohusta riike andma samasoolistele paaridele õigust abielluda (A. Olm, „Mitteabieluline kooselu ja selle õiguslik regulatsioon”. Justiitsministeerium, eraõiguse talitus, õiguspoliitika osakond, Tallinn 2009, lk 34. just.ee

EL - ελληνικά

Terme: γάμος

Réf: Αστικός Κώδικας, βιβλίο τέταρτο, κεφάλαιο δεύτερο "Γάμος", άρθρα 1350-1371.

Origine du Terme: Législation EL

Définition: η διαρκής "κοινωνία βίου" ανάμεσα σε έναν άνδρα και μία γυναίκα, που ιδρύεται με σύμβαση και αναγνωρίζεται από το δίκαιο [EL]

Source: E. Κουνουγέρη-Μανωλεδάκη, "Οικογενειακό Δίκαιο Ι", Σάκκουλας, Θεσσαλονίκη, 1998, ISBN 960301348X, σελ. 23

Note: Στο ελληνικό δίκαιο δεν επιτρέπεται γάμος μεταξύ ομόφυλων προσώπων. Το δε σύμφωνο συμβίωσης, που εισήχθη με τον Ν. 3719/2008, κάνει λόγο για "συμφωνία δύο ενήλικων ετερόφυλων προσώπων"

EN - English

Terme: marriage

Réf: Marriage Act 1949

Origine du Terme: Législation UK_EAW

Définition: Marriage is a relationship between two adult, capax and consenting individuals who are not married to anyone else, entered into for an indefinite period with the hope and expectation that it will last for life; it is a relationship sanctioned... by the state which controls and limits both access to and escape from the relationship;... the voluntary union for life of one man with one woman to the exclusion of all others [UK]

Source: Stair Memorial Encyclopaedia of the Laws of Scotland , Child and Family law, 504; Halsbury's Laws of England 5th Ed, 72.1 [Définition partiellement reprise]

Note: No statutory definition. The long title of the Marriage Act 1949 reads(in part): An Act to consolidate certain enactments relating to the solemnization and registration of marriages in England...

FR - français

Terme: mariage

Réf: Art. 144 et suiv. du Code civil legifrance.gouv.fr [21.07.2009]

Origine du Terme: Législation FR

Définition: Acte juridique solennel par lequel un homme et une femme établissent entre eux une union dont la loi civile règle impérativement les conditions, les effets et la dissolution. [FR]

Source: F. Terré et D. Fenouillet, "Les personnes, la famille, les incapacités", Précis, 7ème édition, Dalloz, 2005, n° 326.

Note: Le code civil ne définit pas explicitement le mariage. Les auteurs proposent donc des définitions variables. En France, elles concernent toujours un homme et une femme, la doctrine considérant de façon quasi unanime qu'il s'agit d'une condition naturelle du mariage, bien que le code civil n'y fasse que deux allusions rapides (art. 75 in fine et art. 144) et n'en pose à aucun moment le principe.

GA - Gaeilge

Terme: pósadh

Réf: An Bunachar Náisiúnta Téarmaíochta don Ghaeilge focal.ie [02.07.2010] | Alt 2(3) Acht na Státseirbhíse (Fostú Ban Pósta), 1973 acts.ie [02.07.2010]

Origine du Terme: Législation IE

Définition: Lánúnas thoilteanaigh ar feadh an tsaoil idir fear amháin agus bean amháin d'eisiamh aon duine eile. [IE]

Source: Définition rédigée par le juriste linguiste de Cellule de langue GA désigné pour le projet «Vocabulaire juridique multilingue», DG Trad, Cour de justice de l'Union européenne, le 07.07.2010.

IT - italiano

Terme: **matrimonio**

Réf: Codice civile Libro I Titolo VI altalex.com [15.03.2010]

Origine du Terme: Législation IT

Définition: È, secondo l'ordinamento giuridico vigente, l'atto che ha per effetto la costituzione dello stato coniugale e per causa la comunione di vita spirituale e materiale tra i coniugi. Il matrimonio è un negozio giuridico bilaterale che si perfeziona con il consenso dei nubendi, da cui sorge un rapporto di natura prevalentemente personale [IT]

Source: Dizionario giuridico Simone simone.it [18.06.2010]

LV - latviešu valoda

Terme: **laulība**

Réf: LR likums "Latvijas Republikas Satversme" ("LV", 43, 01.07.1993.) likumi.lv ; LR likums "Civillikums. Pirmā daļa. ĢIMENES TIESĪBAS" (Ziņotājs, 22/23, 10.06.1993.) likumi.lv [29.04.2010]

Origine du Terme: Législation LV

Définition: Savienība starp vīrieti un sievieti, kas rada noteiktu tiesisko stāvokli un kuras noslēgšanas, spēkā esamības, šķiršanas būtiskie nosacījumi un tiesiskās sekas ir paredzēti Civillikumā. [LV]

Source: LR likuma "Latvijas Republikas Satversme" 110.pants likumi.lv ; LR likums "Civillikums. Pirmā daļa. ĢIMENES TIESĪBAS" likumi.lv [Définition construite à partir de plusieurs sources] [29.04.2010]

LT - lietuvių kalba

Terme: **santuoka**

Réf: LR CK patvirtinimo, įsigaliojimo ir įgyvendinimo įstatymo Nr. VIII-1864 www3.lrs.lt [25.03.2010] 3.7 straipsnis

Origine du Terme: Législation LT

Contexte: Santuokos samprata 1. Santuoka yra įstatymų nustatyta tvarka įformintas savanoriškas vyro ir moters susitarimas sukurti šeimos teisinius santykius. 2. Vyras ir moteris, įstatymų nustatyta tvarka įregistruvę santuoką, yra sutuoktiniai.

Réf: LR CK patvirtinimo, įsigaliojimo ir įgyvendinimo įstatymo Nr. VIII-1864 www3.lrs.lt [25.03.2010] 3.7 straipsnis

HU - magyar

Terme: **házasság**

Réf: 1952. évi IV. törvény a házasságról, a családról és a gyámságról Kormányzati Portál complex.hu [23.03.2010]

Origine du Terme: Législation HU

Contexte: "Házasság akkor jön létre, ha az együttesen jelenlevő házasulók az anyakönyvvezető előtt személyesen kijelentik, hogy egymással házasságot kötnek."

Réf: Csjt. complex.hu [23.03.2010] 2. § (1) bekezdés

Définition: "A házasság intézménye kultúránkban és jogunkban is hagyományosan férfi és nő életközössége. Ez az életközösség tipikusan közös gyermekek születését és a családban való felnevelését célozza, amellett, hogy a házastársak kölcsönös gondoskodásban és támogatásban élésének is kerete." [HU]

Source: 14/1995. (III. 13.) AB határozat (közzétéve a Magyar Közlöny 1995. évi 20. számában, AB közlöny: IV. évf. 3. szám) Alkotmánybíróság isz.mkab.hu [23.03.2010]

Note: 2011. január 1-jén lép hatályba az új Polgári Törvénykönyv azon része, amely a Csjt-t felváltva a családjogot szabályozza. E fogalomra vonatkozóan lásd a 2009. évi CXX. tv. 3:5.§-át. nca.hu

MT - Malti

Terme: **żwieġ**

Réf: docs.justice.gov.mt

Origine du Terme: Législation MT

NL - Nederlands

Terme: **huwelijk**

Réf: Titel V, Boek I, BW [BE] ; Afd. 5, Titel 1, Boek 1, BW [NL]

Origine du Terme: Législation BE ; NL

Définition: (1) Het huwelijk is een instituut waartoe twee personen uit vrije wil toetreden door middel van een vormgebonden overeenkomst, met als kern het tot stand brengen van een duurzame levensgemeenschap. [BE] | (2) Duurzame levensverbintenis tussen twee personen, met afstammingsrechtelijke gevolgen als deze personen van verschillend geslacht zijn en zonder deze gevolgen als zij van gelijk geslacht zijn. [NL]

Source: (1) Gerlo en Verschelden, Handboek voor familierecht, Die Keure, 2008, punt 921 [Définition partiellement reprise] | (2) M.J.A. van Mourik en A.J.M. Nuytinck, Personen- en familierecht, huwelijksvermogensrecht en erfrecht, Kluwer, Deventer, 2006 (3e druk), blz. 46

PL - polski

Terme: **małżeństwo**

Réf: Ustawa z dnia 25 lutego 1964 r. Kodeks rodzinny i opiekuńczy, Dz.U.1964.9.59 ze zm. Tytuł I. Małżeństwo

Origine du Terme: Législation PL

Contexte: Małżeństwo zostaje zawarte, gdy mężczyzna i kobieta jednocześnie obecni złożą przed kierownikiem urzędu stanu cywilnego oświadczenia, że wstępują ze sobą w związek małżeński.

Réf: Ustawa z dnia 25 lutego 1964 r. Kodeks rodzinny i opiekuńczy, Dz.U.1964.9.59 ze zm., art. 1 § 1

Terme: **związek małżeński**

Réf: Ustawa z dnia 25 lutego 1964 r. Kodeks rodzinny i opiekuńczy, Dz.U.1964.9.59 ze zm., art. 1 § 1

Origine du Terme: Législation PL

Contexte: Małżeństwo zostaje zawarte, gdy mężczyzna i kobieta jednocześnie obecni złożą przed kierownikiem urzędu stanu cywilnego oświadczenia, że wstępują ze sobą w związek małżeński.

Réf: Ustawa z dnia 25 lutego 1964 r. Kodeks rodzinny i opiekuńczy, Dz.U.1964.9.59 ze zm., art. 1 § 1

PT - português

Terme: **casamento**

Réf: Código Civil, conforme alterado pelo Decreto-Lei n.º 496/77, Diário da República, de 25 de Novembro I Série – N.º 273 dre.pt [08.03.2010]

Origine du Terme: Législation PT

Contexte: São fontes das relações jurídicas familiares o casamento, o parentesco, a afinidade e a adopção.

Réf: Artigo 1577.º do Código Civil, conforme alterado pelo Decreto-Lei n.º 496/77, Diário da República, de 25 de Novembro I Série – N.º 273 dre.pt

Terme: **matrimónio**

Réf: N.º 1 do artigo 1618.º do Código Civil, conforme alterado pelo Decreto-Lei n.º 47344/66, de 25 de Novembro Código Civil, conforme alterado pelo Decreto-Lei n.º 47344/66, de 25 de Novembro pgdlisboa.pt [08.03.2010]

Origine du Terme: Législation PT (non préf.)

Contexte: A vontade de contrair casamento importa aceitação de todos os efeitos legais do matrimónio, sem prejuízo das legítimas estipulações dos esposos em convenção antenupcial.

Réf: N.º 1 do artigo 1618.º do Código Civil, conforme alterado pelo Decreto-Lei n.º 47344/66, de 25 de Novembro Código Civil, conforme alterado pelo Decreto-Lei n.º 47344/66, de 25 de Novembro pgdlisboa.pt

Définition: Casamento é o contrato celebrado entre duas pessoas que pretendem constituir família mediante uma plena comunhão de vida, nos termos das disposições deste Código. [PT]

Source: Artigo 1577.º do Código Civil, conforme alterado pela Lei n.º 9/2010 de 31 de Maio dre.pt [02.06.2010]

Note: O casamento civil homossexual é legal em Portugal a partir da entrada em vigor da Lei n.º 9/2010 de 31 de Maio Artigo 1.º Objecto A presente lei permite o casamento civil entre pessoas do mesmo sexo. dre.pt

RO - română

Terme: **căsătorie**

Réf: Codul familiei, titlul I, Camera Deputaţilor – Repertoriul legislativ, cdep.ro [21.03.2010]

Origine du Terme: Législation RO

Terme: **mariaj**

Origine du Terme: Usuel RO (non préf.)

Définition: Căsătoria este uniunea liber consimţită dintre un bărbat şi o femeie, încheiată cu respectarea dispoziţiilor legale, în scopul întemeierii unei familii. [RO]

Source: Emese Florian, „Dreptul familiei”, C.H. Beck, Bucureşti, 2008, ISBN 978-973-115-442-8, p. 13

SK - slovenčina

Terme: **manželstvo**

Réf: Zákon č. 36/2005 Z.z. o rodine; § 1 ods. 1; jaspi.justice.gov.sk [22.03.2010]

Origine du Terme: Législation SK

Terme: **svadba**

Origine du Terme: Usuel SK (non préf.)

Définition: Manželstvo je zväzok muža a ženy, ktorý vzniká na základe ich dobrovoľného a slobodného rozhodnutia uzavrieť manželstvo po splnení podmienok ustanovených zákonom o rodine. [SK]

Source: Zákon č. 36/2005 Z.z. o rodine; § 1 ods. 1; jaspi.justice.gov.sk [22.03.2010]

SL - slovenščina

Terme: **zakonska zveza**

Réf: Zakon o zakonski zvezi in družinskih razmerjih (ZZZDR), člen 3(1) uradni-list.si [10.03.2010]

Origine du Terme: Législation SI

Définition: Zakonska zveza je z zakonom urejena življenjska skupnost moža in žene. [SI]

Source: Zakon o zakonski zvezi in družinskih razmerjih (ZZZDR), člen 3(1) uradni-list.si [10.03.2010]

Note: Predlog Družinskega zakonika dz-rs.si : 3. člen (zakonska zveza) Zakonska zveza je življenjska skupnost dveh oseb, katere sklenitev, pravne posledice in prenehanje ureja ta zakonik. Ureditev

zakonske zveze je predlagatelj torej spremenil oziroma dopolnil vsebinsko, in sicer jo določa kot življenjsko skupnost dveh oseb, ki sta lahko tudi istega spola. Predlagatelj je življenjsko skupnost dveh oseb istega spola v celoti pravno uredil kot zakonsko zvezo, z vsemi pravnimi posledicami, kot so določene s predlogom zakonika za zakonsko zvezo ženske in moškega. Ocenjuje namreč, da ni nobenega stvarnega razloga, ne osebne okoliščine, ki bi narekovala drugačno pravno ureditev z drugačnimi pravnimi posledicami.

FI - suomi

Terme: **avioliitto**

Réf: Avioliittolaki 13.6.1929/234 finlex.fi [04.03.2010]

Origine du Terme: Législation FI

Définition: Avioliittolakiin ei sisälly varsinaista avioliiton määritelmää. Kyse on kuitenkin miehen ja naisen välisestä virallistetusta liitosta, jonka edellytyksiä, vaikutuksia ja päättymistä säännellään avioliittolaissa. [FI]

Note: La loi finlandaise sur le mariage ne définit pas explicitement la notion de mariage. Pourtant, il s'agit d'une union officiellement enregistrée entre homme et femme, et dont les conditions, les effets et la dissolution sont régies par la loi sur le mariage.

Source: Définition rédigée par le juriste linguiste de l'unité FI désigné pour le projet «Vocabulaire juridique multilingue», DG Trad, Cour de justice de l'Union européenne. [04.03.2010]

SV - svenska

Terme: **äktenskap**

Réf: Äktenskapsbalken 1 kap. 1 § lagen.nu [23.04.2010]

Origine du Terme: Législation SE

Contexte: "I denna balk finns bestämmelser om samlevnad i äktenskap. De två som ingår äktenskap med varandra blir makar."

Réf: Äktenskapsbalken 1 kap. 1 § lagen.nu

Note: À partir du 1er mai 2009, de nouvelles règles sont entrées en vigueur, relatives au mariage et aux célébrations de mariage. Le sexe d'une personne n'est plus un facteur déterminant quant à la possibilité de se marier. Le code du mariage et autres règlements concernant les époux ont été rendus sexuellement neutres et la Loi sur le partenariat enregistré (1994:1117) a été abrogée. Un aperçu de la nouvelle législation est fourni sur le site du gouvernement suédois (disponible en FR, EN, ES et DE):

mariage de complaisance (1772)

Domaine: Droit civil
Microthésaurus: Droit matrimonial
Concept générique: mariage (2288)
Renvoi: mariage gris (3338)
À distinguer de: mariage forcé (1972)
Note générale sur le concept: Voir résolution du Conseil du 4 décembre 1997 sur les mesures à adopter en matière de lutte contre les mariages de complaisance: EUR-Lex:31997Y1216(01)

BG - български

Terme: **фиктивен брак**

Réf: 52008D0840[EUR-Lex|Laetoli] | 62008J0127[EUR-Lex|Laetoli]

Origine du Terme: Travaux préparatoire UE | Jurisprudence UE

Terme [déconseillé]: **брак по сметка**

Réf: 2003L0086[EUR-Lex|Laetoli] член 16, параграф 2, буква б) и параграф 4

Origine du Terme: Législation UE(non préf.)

Note: Българският закон си служи с описателна формулировка - брак, сключен (единствено) с цел заобикаляне на нормите, регламентиращи режима на чужденците и получаване на разрешение за пребиваване.

ES - español

Terme: **matrimonio de complacencia**

Réf: INSTRUCCIÓN de 31 de enero de 2006, de la Dirección General de los Registros y del Notariado, sobre los matrimonios de complacencia. boe.es [06.10.2009].

Origine du Terme: Législation ES

Contexte: "II. Descripción de los «matrimonios de complacencia»: El verdadero objetivo de estos matrimonios de complacencia es obtener determinados beneficios en materia de nacionalidad y de extranjería. Los objetivos más usuales de estos matrimonios son los siguientes: 1.º Adquirir de modo acelerado la nacionalidad española [...] 2.º Lograr un permiso de residencia en España [...] 3.º Lograr la reagrupación familiar de nacionales de terceros Estados [...] Por ello, los matrimonios que se analizan aquí han sido acertadamente denominados «matrimonios de complacencia» (mariage de complaisance o marriage of convenience) o «matrimonios blancos», como hace la doctrina francesa. Con ello se indica que estos matrimonios son, realmente, matrimonios simulados celebrados normalmente entre extranjeros y españoles, o entre extranjeros. Son «matrimonios» en los que no concurre un verdadero «consentimiento matrimonial». Por tanto, no son «verdaderos matrimonios», sino negocios jurídicos simulados o «matrimonios meramente aparentes», pues no existe un verdadero consentimiento matrimonial, ya que son sólo el medio a través del cual se procuran obtener ventajas legales en el sector del Derecho de extranjería y de la nacionalidad."

Réf: Instrucción de la DG de los Registros y del Notariado 31.1.2006 boe.es [06.10.2009]

Terme: **matrimonio de conveniencia**

Réf: STS 22.12.2006 (recurso nº 5958/2002) poderjudicial.es [06.10.2009] | Tribunal Constitucional Sala Primera. Sentencia 136/2004, de 13 de septiembre. sentencias.juridicas.com [06.10.2009] | STJCE 25.7.2008 62008J0127[EUR-Lex|Laetoli]

Origine du Terme: Jurisprudence ES(non préf.) ; UE

Terme: **matrimonio blanco**

Origine du Terme: Usuel ES (non préf.)

Terme: **matrimonio simulado**

Réf: INSTRUCIÓN de 31 de enero de 2006, de la Dirección General de los Registros y del Notariado, sobre los matrimonios de complacencia. boe.es [06.10.2009]

Origine du Terme: Législation ES(non préf.)

Terme: **matrimonio fraudulento**

Réf: Resolución del Consejo de 4 de diciembre de 1997 sobre las medidas que deberán adoptarse en materia de lucha contra los matrimonios fraudulentos 31997Y1216(01)[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)] | INSTRUCIÓN de 31 de enero de 2006, de la Dirección General de los Registros y del Notariado, sobre los matrimonios de complacencia. boe.es [21.10.2009]

Origine du Terme: Législation UE(non préf.) ; ES(non préf.)

Terme: **matrimonio ficticio**

Réf: INSTRUCIÓN de 31 de enero de 2006, de la Dirección General de los Registros y del Notariado, sobre los matrimonios de complacencia. boe.es [06.10.2009]

Origine du Terme: Législation ES(non préf.)

Définition: Matrimonios que se celebran entre cónyuges normalmente de distinta nacionalidad y en que las partes excluyen los efectos propios del matrimonio (el establecimiento de un proyecto de vida en común) para conseguir un efecto que redunde en un beneficio de una o ambas partes. [ES]

Source: Miguel Ángel del Arco Torres y Manuel Pons González, "Diccionario de Derecho Civil", COMARES, Granada, 1999, ISBN 84-8151-759-3, p. 851 [Définition modifiée]

CS - čeština

Terme: **úcelový sňatek**

Note: Usuel CS

Terme: **fiktivní sňatek**

Origine du Terme: Usuel CS

Définition: Sňatky cizinců s českými občany za účelem získání trvalého pobytu v ČR.

Source: Source: Définition rédigée par le juriste linguiste de l'unité de langue ES désigné pour le projet «Vocabulaire juridique multilingue», DGTrad de la Cour de justice de l'Union européenne, le 13.01.2010.

DA - dansk

Terme: **proformaægteskab**

Réf: Cirkulæreskrivelse om pligt til at indberette mistanke om proformaægteskab (Ændring af § 22 a i lov om ægteskabs indgåelse og opløsning) retsinformation.dk | 32003L0086[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)]

Origine du Terme: Législation DK ; UE

Note: Ægteskabslovens § 22a: "Prøvelsesmyndigheden, jf. § 13, stk. 1, og den borgerlige vielsesmyndighed, jf. § 18, jf. § 13, stk. 1, skal indberette tilfælde, hvor der kan være grund til at antage, at det afgørende formål med ægteskabets indgåelse er at opnå opholdstilladelse, jf. udlændingelovens § 9, stk. 9, til Udlændingetjenesten." [retsinformation.dk jf. (ændringslov) retsinformation.dk]

DE - Deutsch

Terme: **Scheinehe**

Réf: Verwaltungsgericht Berlin, Urteil vom 11.03.2009, 16 V 26.08, gerichtsentscheidungen.berlin-brandenburg.de Entschließung des Rates vom 4.12.1997 (97/C 382/01) 31997Y1216(01)[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)]

Origine du Terme: Législation DE ; UE

Terme: **Zweckehe**

Réf: BVerwG, Urteil vom 30.03.2010, 1 C 7/09, bundesverwaltungsgericht.de

Origine du Terme: Jurisprudence DE

Définition: Ehe, die zu einem anderen Zweck geschlossen wird als den, eine eheliche Lebensgemeinschaft zu begründen, z.B. um ein Aufenthaltsrecht zu erwerben, den Namen des (Schein-)Ehegatten zu erwerben oder aus steuerlichen Gründen [DE]

Source: Nina Dethloff, Familienrecht, 29. Auflage, Verlag C.H. Beck, München, 2009, § 3 Rn. 33 [Définition modifiée]

Note: Eine Scheinehe ist nicht nichtig, aber nach § 1310 BGB aufhebbar. Eine Scheinehe, auch wenn sie nicht aufgehoben wurde, begründet nach § 27 Aufenthaltsgesetz nicht das Aufenthaltsrecht, das dem Ehegatten einer Person, die sich rechtmäßig in Deutschland aufhält, normalerweise zukommt. Die Eingehung einer Scheinehe ist nach deutschem Recht als solche nicht strafbar. Eine Scheinehe kann jedoch strafbar sein, wenn der Straftatbestand des § 95 Aufenthaltsgesetz vorliegt, wonach derjenige bestraft werden kann, der unrichtige oder falsche Angaben macht, um für sich oder einen anderen einen Aufenthaltstitel zu beschaffen. / Un mariage de complaisance n'est pas nul d'office, mais seulement annulable conformément au § 1314 du Code civil allemand. Selon, § 27 Aufenthaltsgesetz le mariage de complaisance, même non annulé, n'ouvre pas le droit de séjour dont jouit normalement, en cette qualité, le conjoint étranger d'une personne résidant légalement en Allemagne. Par contre, un tel mariage n'est pas, en droit allemand, en tant que tel une infraction (pénale). Le mariage de complaisance peut être néanmoins sanctionné pénalement si les éléments constitutifs d'un délit prévu par le § 95 Aufenthaltsgesetz sont remplis, selon lequel peut être puni celui qui fait des déclarations fausses ou incomplètes afin d'obtenir pour soi-même ou pour une autre personne un titre de séjour.

ET - eesti keel

Terme: **näilik abielu**

Réf: Perekonnaseadus, § 9. Elektrooniline Riigi Teataja (eRT) (Riigi Teatajas avaldatud dokumentide andmebaas), riigiteataja.ee [30.03.2010]

Origine du Terme: Législation EE

Contexte: „Kohus võib hagimenetluses abielu kehtetuks tunnistada, kui: [...] 6) ühe või kummagi poole kavatsus ei olnud täita abieluseisundiga kaasnevaid kohustusi, vaid abielu on sõlmitud muude kavatsustega, eeskätt eesmärgiga saada Eesti elamisluba (näilik abielu).”

Réf: Perekonnaseadus, § 9 lg 1 punkt 6. Elektrooniline Riigi Teataja (eRT) (Riigi Teatajas avaldatud dokumentide andmebaas), riigiteataja.ee [30.03.2010]

Terme: **fiktiivne abielu**

Réf: Välismaalaste seadus, § 138. Elektrooniline Riigi Teataja (eRT) (Riigi Teatajas avaldatud dokumentide andmebaas), riigiteataja.ee [30.03.2010]

Origine du Terme: Législation EE (non préf.)

Contexte: „Abielu on fiktiivne, kui see on sõlmitud eesmärgiga elamisluba saada ning isikute vahel puudub tegelik perekonnaelu.”

Réf: Välismaalaste seadus, § 138 lg 2. Elektrooniline Riigi Teataja (eRT) (Riigi Teatajas avaldatud dokumentide andmebaas), riigiteataja.ee [30.03.2010]

Terme: **fiktiivabielu**

Réf: Euroopa Parlamendi ja nõukogu direktiiv 2004/38/EÜ, 29. aprill 2004, mis käsitleb Euroopa Liidu kodanike ja nende pereliikmete õigust liikuda ja elada vabalt liikmesriikide territooriumil 32004L0038[[EUR-Lex](http://eur-lex.europa.eu)|[Laetoli](http://laetoli.ee)] põhjendus 28.

Origine du Terme: Législation UE (non préf.) | Usuel EE (non préf.)

Terme: **mugavusabielu**

Réf: Nõukogu direktiiv 2003/86/EÜ, 22. september 2003, perekonna taasühinemise õiguse kohta 32003L0086[[EUR-Lex](http://eur-lex.europa.eu)|[Laetoli](http://laetoli.ee)] art 16 lg 4.

Origine du Terme: Législation UE

Contexte: „Liikmesriigid võivad perekonnaga taasühinemiseks nende territooriumile sisenemise ja seal elamise taotluse rahuldamata jätta või vajaduse korral pereliikme elamisloa tühistada või selle

pikendamisest keelduda samuti siis, kui tõendatakse, et: [...] b) abielu või kooselu on sõlmitud [...] üksnes selleks, et asjaomane isik saaks liikmesriigi territooriumile siseneda ja seal elada.”

Réf: Nõukogu direktiiv 2003/86/EÜ, 22. september 2003, perekonna taasühinemise õiguse kohta 32003L0086[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)] art 16 lg 2 punkt b.

Définition: Abielu, mille ühe või kummagi poole kavatsus ei ole täita abieluseisundiga kaasnevaid kohustusi, vaid abielu on sõlmitud muude kavatsustega, eeskätt eesmärgiga siseneda riigi territooriumile, saada elamisluba ja riigis elada. [EE]

Source: [Définition construite à partir de plusieurs sources]: Perekonnaseadus, § 9 lg 1 punkt 6. Elektrooniline Riigi Teataja (eRT) (Riigi Teatajas avaldatud dokumentide andmebaas), [riigiteataja.ee](#) [30.03.2010] | Nõukogu direktiiv 2003/86/EÜ, 22. september 2003, perekonna taasühinemise õiguse kohta 32003L0086[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)] art 16 lg 2 punkt b.

Note: Eelistada Eesti perekonnaseaduse terminit „näilik abielu” Euroopa Liidu õigusaktides kasutatud terminile „mugavusabielu”.

EL - elliniká

Terme: **εικονικός γάμος**

Réf: E. Kounouγέρη-Μανωλεδάκη, "Οικογενειακό Δίκαιο I", Σάκκουλας, Θεσσαλονίκη, 1998, ISBN 960301348X, σελ. 83 | Οδηγία 32004L0038[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)] άρθρο 35

Origine du Terme: Doctrine EL | Législation UE

Contexte: "Όταν διαπιστώνεται αιτιολογημένα, ιδίως με δικαστική απόφαση ή αμετάκλητο βούλευμα δικαστικού συμβουλίου, ότι χρησιμοποιήθηκαν ψευδείς ή παραπλανητικές πληροφορίες ή πλαστά έγγραφα και γενικά ότι στοιχειοθετείται κατάχρηση δικαιώματος ή απάτη, όπως στην περίπτωση εικονικού γάμου, τα δικαιώματα και το δελτίο διαμονής ή μόνιμης διαμονής δεν χορηγείται ή ανακαλείται. Τα μέτρα που λαμβάνονται στις περιπτώσεις αυτές δεν πρέπει να αντίκεινται στις εγγυήσεις οι οποίες προβλέπονται στα άρθρα 23 και 24."

Réf: Π.Δ. 106/2007 "Ελεύθερη κυκλοφορία - διαμονή στην Ελλάδα των πολιτών Ε.Ε.", άρθρο 26 (που μετέφερε στο ελληνικό δίκαιο το άρθρο 35 της οδηγίας 32004L0038).[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)]

Terme: **λευκός γάμος**

Origine du Terme: Usuel EL

Définition: γάμος κατά τον οποίο υπάρχει εκούσια διάσταση ανάμεσα στις δηλώσεις των μελλονύμφων προς το δημόσιο λειτουργό ότι επιθυμούν το γάμο και στις βουλήσεις τους (εφόσον έχουν συνεννοηθεί ότι στην πραγματικότητα δεν επιθυμούν τη σύναψή του) [EL]

Source: E. Kounouγέρη-Μανωλεδάκη, "Οικογενειακό Δίκαιο I", Σάκκουλας, Θεσσαλονίκη, 1998, ISBN 960301348X, σελ. 83

Note: Σύμφωνα με το Ψήφισμα του Συμβουλίου της 4ης Δεκεμβρίου 1997 σχετικά με τα μέτρα που πρέπει να θεσπισθούν όσον αφορά την καταπολέμηση των εικονικών γάμων 31997Y1216(01),[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)] "ως «εικονικός γάμος» νοείται ο γάμος υπηκόου κράτους μέλους ή υπηκόου τρίτης χώρας, ο οποίος διαμένει νομίμως σε ένα κράτος μέλος, με υπήκοο τρίτης χώρας με μοναδικό σκοπό να καταστρατηγηθούν οι κανόνες που διέπουν την είσοδο και τη διαμονή των υπηκόων τρίτων χωρών και να αποκτήσει ο υπήκοος τρίτης χώρας άδεια παραμονής ή διαμονής σε κράτος μέλος."

Κατά τις γενικές αρχές του ελληνικού αστικού δικαίου, δήλωση βούλησης που δεν έγινε στα σοβαρά παρά μόνο φαινομενικά (εικονική) είναι άκυρη (άρθρο 138, παράγραφος 1, του Αστικού Κώδικα). Ωστόσο, στη θεωρία υπάρχει διχογνωμία ως προς το αν οι εικονικές δηλώσεις βούλησεως των μελλονύμφων καθιστούν τον γάμο άκυρο. Υποστηρίζεται η άποψη ότι, κατ'εξαίρεση του γενικού κανόνα του άρθρου 138, ο γάμος είναι παρόλα ταύτα έγκυρος, δεδομένου, μεταξύ άλλων, ότι η κατά το άρθρο 1372 του Αστικού Κώδικα απαρίθμηση των λόγων ακυρότητας του γάμου είναι περιοριστική, και η εικονικότητα δεν περιλαμβάνεται σε αυτούς. Η άποψη αυτή, που φαίνεται να είναι και η κρατούσα, δεν καταπολεμά την πρακτική σύναψης γάμων που έχουν σκοπό ξένο προς την ηθικά και νομικά αναγνωρισμένη φύση του γάμου, όπως είναι λ.χ η απόκτηση ιθαγένειας, φορολογικοί λόγοι κ.λπ.[βλ. Γεωργιάδη-Σταθόπουλου, "Αστικός Κώδιξ - κατ' άρθρο ερμηνεία, VII", Π. Ν. Σάκκουλας, Αθήνα, 1990, ISBN 960-420-034-8, σελ. 122], προκρίνοντας τη διατήρηση του κύρους του γάμου,

λαμβανομένης υπόψη της κοινωνικής και νομικής του σπουδαιότητας καθώς και της πανηγυρικής του φύσης και της συμμετοχής του δημόσιου λειτουργού σε αυτόν.

EN - English

Terme: **marriage of convenience**

Réf: UK Border Agency ukba.homeoffice.gov.uk ; Directive 2004/38/EC of the European Parliament and of the Council on the right of citizens of the Union and their family members to move and reside freely within the territory of the Member States 32004L0038[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)]

Origine du Terme: Législation UK ; UE

Contexte: UK Border Agency Visa Services : You can apply for permission to live permanently in the United Kingdom as a husband, wife or civil partner if ... the marriage or civil partnership is existing and genuine (not a 'marriage of convenience', for example) A marriage of convenience is a sham marriage entered into solely for immigration purposes. An ECO (Entry Clearance Officer) may suspect that a marriage of convenience has taken place where the applicant has an adverse immigration history and/ or there is little or no evidence of the relationship other than a valid marriage certificate

Réf: ukvisas.gov.uk

Terme: **sham marriage**

Réf: UK Border Agency Visa Services ukvisas.gov.uk

Origine du Terme: Usuel UK (non préf.)

Définition: "A marriage contracted for social or financial advantages rather than out of mutual love." [INT] [UK]

Source: Bryan A. Garner, "Dictionary of Modern Legal Usage, second edition", USA, 1995, ISBN 0-19-507769-5, p. 549

Note: The above terms should not be confused with (1) arranged marriage or (2) forced marriage. UK Border Agency Guidance defines these as follows: 3.1 Arranged Marriage In an Arranged Marriage, the family of both spouses take a leading role in arranging the marriage, but the choice of whether or not to accept the arrangement remains with the prospective spouses. This form of marriage is an acceptable cultural tradition in many countries and is acceptable within the UK as both parties are free to decide whether to proceed with the marriage. 3.2 Forced Marriage A forced marriage is a marriage in which one or both spouses do not (or, in the case of some vulnerable adults, cannot) give free and full consent to the marriage and duress is a factor. Duress can include physical, psychological, financial, and emotional pressure, and sexual abuse. This form of marriage is unacceptable within the UK ukba.homeoffice.gov.uk ; The term 'sham marriage' should not be confused with the concept of a non-marriage (Hudson v Leigh [2009] EWHC 1306 (Fam) bailii.org)

FR - français

Terme: **mariage de complaisance**

Réf: Instruction générale du 11 mai 1999 relative à l'état civil, Journal Officiel du 28 Juillet 1999 legifrance.gouv.fr [26.08.2009] Paragraphe 384 | Résolution du Conseil sur les mesures à adopter en matière de lutte contre les mariages de complaisance 31997Y1216(01)[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)] | Directive relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres 32004L0038[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)] art. 35

Origine du Terme: Législation FR ; UE

Contexte: "Les États membres peuvent adopter les mesures nécessaires pour refuser, annuler ou retirer tout droit conféré par la présente directive en cas d'abus de droit ou de fraude, tels que les mariages de complaisance".

Réf: Directive relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres 32004L0038[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)] art. 35

Terme: **mariage blanc**

Réf: Conseil d'Etat, Sous-section 2, Appel, 17 Juin 2009, N° 317327 lexisnexis.com [26.08.2009] | Directive relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler

et de séjourner librement sur le territoire des États membres 32004L0038[EUR-Lex|Laetoli] 28ème considérant

Origine du Terme: Jurisprudence FR(non préf.) | Législation UE(non préf.)

Contexte: «Les États membres devraient pouvoir adopter les mesures nécessaires pour se préserver de l'abus de droit ou de la fraude, en particulier des mariages blancs ou de toute autre forme d'unions contractées uniquement en vue de bénéficier de la liberté de circulation et de séjour».

Réf: Directive relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres 32004L0038[EUR-Lex|Laetoli] 28ème considérant

Terme: **mariage fictif**

Réf: Cour d'appel d'Aix en Provence, 6ème chambre, section B, 9 Février 2006, n° de rôle 05/00849 lexisnexis.com [26.08.2009] | Proposition de directive du Conseil relative au droit au regroupement familial 51999PC0638[EUR-Lex|Laetoli]

Origine du Terme: Jurisprudence FR(non préf.) | Usuel UE (non préf.)

Contexte: «L'ensemble de ces éléments démontre que la femme n'a jamais eu l'intention de respecter les obligations qui naissent du mariage, n'a pas entendu mener une vie matrimoniale authentique et n'a envisagé un mariage fictif dans le seul but d'obtenir un titre de séjour puis la nationalité française».

Réf: Cour d'appel d'Aix en Provence, 6ème chambre, section B, 9 Février 2006, n° de rôle 05/00849 lexisnexis.com [26.08.2009].

Terme: **mariage simulé**

Réf: Instruction générale du 11 mai 1999 relative à l'état civil, Journal Officiel du 28 Juillet 1999 legifrance.gouv.fr [26.08.2009] titre IV, chapitre 1er, section 2, sous-section 2, A.

Origine du Terme: Législation FR (non préf.)

Contexte: «En particulier, il résulte clairement des débats parlementaires (...) que le législateur n'a pas voulu soumettre au régime de nullité prévu à l'article 190-1 du Code civil des mariages simulés dont la nullité est encourue sur le fondement de l'article 146 du Code civil pour absence de consentement (...)».

Réf: Instruction générale du 11 mai 1999 relative à l'état civil, Journal Officiel du 28 Juillet 1999 legifrance.gouv.fr [26.08.2009] titre IV, chapitre 1er, section 2, sous-section 2, A.

Définition: Mariage célébré sans intention matrimoniale réelle à seules fins de faire bénéficier l'un des pseudo-conjoints de certains effets du mariage (en matière de nom, de nationalité). [FR]

Source: Gérard Cornu, "Vocabulaire juridique", PUF, Paris, 2000, ISBN 2-13-050600-3, p. 541.

Note: Certaines personnes contractent mariage simplement pour obtenir, par ce moyen, un avantage particulier du statut des gens mariés: acquérir une nationalité pour franchir une frontière ou éviter un internement; donner à un enfant une filiation légitime; échapper à des obligations militaires; acquérir le droit au capital d'une dot; obtenir un avantage fiscal; procurer à l'épouse des avantages patrimoniaux qu'elle n'aurait pas obtenus par testament. On a qualifié ces hypothèses de mariages «blancs», mariages fictifs, mariages de complaisance ou mariages simulés. Pour tenter d'enrayer le phénomène des mariages de complaisance, des dispositions législatives particulières ont été prises: formalités préalables à la célébration renforcées (audition des futurs époux; présence des époux lors de la célébration); possibilité de saisine du procureur de la République s'il existe des indices sérieux laissant présumer une absence réelle d'intention matrimoniale. Mesures prises également en matière de nationalité et d'immigration (car tel est l'objectif visé désormais par la plupart des mariages de complaisance): acquisition de la nationalité française par mariage est subordonnée à une déclaration effectuée auprès de l'autorité administrative et soumise à plusieurs conditions de recevabilité; délai (de 3 ans) prévu pour que le mariage puisse faire obstacle à une mesure de reconduite à la frontière ou d'expulsion; sanctions pénales. [«Droit de la famille 2008/2009», Dalloz, nov. 2007, ISBN 978-2-247-05246-2].

GA - Gaeilge

Terme: **pósadh bréige**

Origine du Terme: Formulation IE

Terme: **pósadh áise**

Origine du Terme: Formulation IE (non préf.)

Définition: Pósadh a ceapadh d'aontoisc le teacht timpeall ar chóras inimirce an Stáit nó córas rialúcháin eile. [IE]

Source: Définition rédigée par le juriste linguiste de Cellule de langue GA désigné pour le projet «Vocabulaire juridique multilingue», DG Trad, Cour de justice de l'Union européenne. [08.07.2010]

Note: Níl sainmhíniú reachtúil ar an gcoincheap seo. Pléitear 'sham marriages' agus 'marriages of convenience' os comhair na gCúirteanna, m.sh Kelly v Ireland [1996] 3 I.R. 537, Cirpaci and Cirpaci -v- The Minister for Justice, Equality & Law Reform [2005] IESC 42. Tá drogall ar na Cúirteanna cuir isteach le pósadh a shásaíonn coinníollacha reachtúla. Tá an dualgas cruthúnais ar na húdaráis le cruthú gur pósadh bréige atá i gceist. Tá togra ann le plé le póstaí bréige. Baineann alt 138 den Bhille um Inimirce, Cónaí agus Cosaint 2010 le póstaí bréige. Bheadh an t-iallach ar lánúin cruthú nach bhfuil siad páirteach i bpósadh bréige.

There is no statutory definition of this concept. The Courts have discussed Sham Marriages and Marriages of Convenience e.g. Kelly v Ireland [1996] 3 I.R. 537, Cirpaci and Cirpaci -v- The Minister for Justice, Equality & Law Reform [2005] IESC 42. The Court's are reluctant to interfere with a valid marriage, the burden of proof rests with the authorities to show that a marriage is a sham. There is a proposal to change the law on this matter. S.138 of the Immigration, Residence and Protection Bill 2010 with Marriages of Convenience. This proposal would shift the burden onto a married couple to prove that there's is not a marriage of convenience.

Féach - Mairéad Enright, "Immigration and 'Marriages of Convenience' ", (Iontráil blag humanrights.ie 30 Eanáir 2010), [08.07.2010]

IT - italiano

Terme: **matrimonio di convenienza**

Origine du Terme: Usuel IT (non préf.)

Terme: **matrimonio di comodo**

Origine du Terme: Usuel IT (non préf.)

Terme: **matrimonio simulato**

Réf: Art. 123 c.c. altalex altalex.com [21.06.2010]

Origine du Terme: Législation IT

Contexte: "Il matrimonio può essere impugnato da ciascuno dei coniugi quando gli sposi abbiano convenuto di non adempiere agli obblighi e di non esercitare i diritti da esso discendenti. L'azione non può essere proposta decorso un anno dalla celebrazione del matrimonio ovvero nel caso in cui i contraenti abbiano convissuto come coniugi successivamente alla celebrazione medesima"

Réf: Art. 123 c.c. altalex altalex.com

Terme: **matrimonio fittizio**

Réf: 31997Y1216(01)[[EUR-Lex](#)][[Laetoli](#)]

Origine du Terme: Législation UE ; IT

LV - latviešu valoda

Terme: **fiktīva laulība**

Réf: LR likums "Civillikums. Pirmā daļa. ĢIMENES TIESĪBAS" (Ziņotājs, 22/23, 10.06.1993.) likumi.lv
LR likums "Imigrācijas likums", 35. panta pirmās daļas 6. punkts likumi.lv Latvijas Republikas Augstākās tiesas Senāta Administratīvo lietu departamenta 2004.gada 26.oktobra spriedums lietā Nr. SKA-177 at.gov.lv | Eiropas Parlamenta un Padomes Direktīva 2004/38/EK par Savienības pilsoņu un viņu ģimenes locekļu tiesībām brīvi pārvietoties un uzturēties dalībvalstu teritorijā 32004L0038[[EUR-Lex](#)][[Laetoli](#)] [29.06.2010]

Origine du Terme: Législation LV ; UE

Contexte: LR Civillikuma ģimenes tiesību izpratnē par neesošu ir uzskatāma laulība, kas noslēgta fiktīvi, t. i., bez nolūka izveidot ģimeni. Līdzīgi fiktīvas laulības jēdziens definēts imigrācijas tiesību normās, proti, par fiktīvu uzskatāma laulība, kurā nepastāv laulāto kopdzīve un to noslēdz starp kādas dalībvalsts pilsoni vai trešās valsts pilsoni, kurš likumīgi pastāvīgi uzturas kādā dalībvalstī, un kādu

trešās valsts pilsoni ar vienīgo mērķi - apiet noteikumus par trešo valstu pilsoņu iebraukšanu un uzturēšanos un iegūt uzturēšanās atļauju vai pilnvaru dzīvot kādā dalībvalstī. Latvijas tiesu judikatūrā ir atzīts, ka, lai konstatētu, vai laulība ir fiktīva, tiesai ir jākonstatē, vai: 1) pastāv ģimenes dzīve (nevis tikai laulība formālā nozīmē), 2) ja ģimenes dzīve nepastāv, vai pastāv cita veida personiskā, ekonomiskā vai sociālā saite starp laulātajiem.

Réf: LR Civillikuma 60. pants; Latvijas Republikas Augstākās tiesas Senāta Administratīvo lietu departamenta 2004.gada 26.oktobra spriedums lietā Nr. SKA-177 at.gov.lv ; Eiropas Savienības Padomes 1997.gada 4.decembra rezolūcija Nr.97/C 382/01 par pasākumiem fiktīvu laulību apkarošanai 31997Y1216(01) [\[EUR-Lex|Laetoli\]](#)

LT - lietuvių kalba

Terme: fiktyvi santuoka

Réf: LR CK patvirtinimo, [sigaliojimo ir [gyvendinimo [statymo Nr. VIII-1864 www3.lrs.lt [30.03.2010] 3.39 straipsnis | [statymo Nr. IX-2206 dėl užsieniečių teisinės padėties www3.lrs.lt [30.03.2010] 2 straipsnio 6 punktas | LVAT nutartis administracinėje byloje A-39-651-07 bylos.lvat.lt

Origine du Terme: Législation LT | Doctrine LT

Contexte: Fiktyvios santuokos pripažinimas negaliojančia | Santuoka, sudaryta tik dėl akių, neturint tikslo sukurti šeimos teisinius santykius, gali būti pripažinta negaliojančia pagal vieno iš sutuoktinių arba prokuroro ieškinį.

Réf: LR CK patvirtinimo, [sigaliojimo ir [gyvendinimo [statymo Nr. VIII-1864 www3.lrs.lt [30.03.2010] 3.39 straipsnis

Terme: iš savanaudiškų paskatų sudaryta santuoka

Réf: Direktyvos 2003/86/EB dėl teisės į šeimos susijungimą 32003L0086 [\[EUR-Lex|Laetoli\]](#) 16 straipsnio 4 dalis | Valentinas Mikelėnas „3.39 straipsnis“ LR CK komentaras, Vilnius, 2002, 91 psl.

Origine du Terme: Législation UE (non préf.) | Doctrine LT (non préf.)

Terme: santuoka iš išskaičiavimo

Réf: Direktyvos 2004/38/EB dėl Sąjungos piliečių ir jų šeimos narių teisės laisvai judėti ir gyventi valstybių narių teritorijoje 32004L0038 [\[EUR-Lex|Laetoli\]](#) 35 straipsnis | Valentinas Mikelėnas „3.39 straipsnis“ LR CK komentaras, Vilnius, 2002, 91 psl.

Origine du Terme: Législation UE (non préf.) | Doctrine LT (non préf.)

Note: Atkreiptinas dėmesys, kad visomis šiomis formuluotėmis išreiškiama savanaudiškais (kitais nei šeimos santykių sukūrimo) tikslais sudaryta santuoka. Tačiau LT doktrinoje pripažįstama, kad netgi santuoka iš išskaičiavimo arba iš savanaudiškų paskatų nebūtinai yra fiktyvi (sudaryta tik dėl akių, t.y. apsimestinė), nes yra galimybė, kad tokia santuoka, be kita ko, siekta ir šeimos santykių sukūrimo tikslo (Valentinas Mikelėnas „3.39 straipsnis“ LR CK komentaras, Vilnius, 2002, 91 psl.). Sąjunga gali būti pripažinta fiktyvia tik jei ja nesiekama sukurti šeimos teisinių santykių (CK 3.39 straipsnis). Taigi, formuluotę pasirinkti reikėtų atsižvelgiant į konkretų kontekstą. | Atkreiptinas dėmesys, kad santuoka, pripažinta fiktyvia [statymo dėl užsieniečių teisinės padėties prasme, automatiškai netampa negaliojančia (žr., pvz., 2009 m. sausio 29 d. Kauno apygardos teismo nutartį civilinėje byloje Nr. 2A-161-395/2009). Tam tikrais atvejais ji net negali būti pripažinta negaliojančia pagal CK (pvz., CK 3.41 straipsnio 3 dalis, 3.42 straipsnis). | Taip pat atkreiptinas dėmesys, kad [statyme dėl užsieniečių teisinės padėties (2 straipsnio 6 punktas) formuluotė "fiktyvi santuoka" vartojama daug siauresne nei CK prasme: LR piliečio arba teisėtai LR gyvenančio užsieniečio ir užsieniečio, kuris nėra ES valstybės narės pilietis, santuoka, kai ji sudaroma siekiant gauti leidimą gyventi LR ir nesiekiant sukurti LR teisės aktų nustatytų kitų santuokos teisinių pasekmių. (www3.lrs.lt [30.03.2010]).

HU - magyar

Terme: szinlelt házasság

Origine du Terme: Usuel HU (non préf.)

Terme: névházasság

Origine du Terme: Usuel HU (non préf.)

Terme: érdekházasság

Réf: az Unió polgárainak és családtagjaiknak a tagállamok területén történő szabad mozgáshoz és tartózkodáshoz való jogáról, valamint az 1612/68/EGK rendelet módosításáról, továbbá a 64/221/EGK, a 68/360/EGK, a 72/194/EGK, a 73/148/EGK, a 75/34/EGK, a 75/35/EGK, a 90/364/EGK, a 90/365/EGK és a 93/96/EGK irányelv hatályon kívül helyezéséről szóló, 2004. április 29-i 2004/38/EK európai parlamenti és tanácsi irányelv 32004L0038[EUR-Lex|Laetoli]

Origine du Terme: Législation UE

Contexte: "A joggal való visszaéléssel és csalással, nevezetesen az érdekházasságokkal és a szabad mozgás vagy tartózkodás jogának megszerzésére irányuló egyetlen célból kötött bármely más formájú kapcsolatokkal szembeni védelem érdekében a tagállamoknak lehetőséget kell biztosítani a szükséges intézkedések elfogadására."

Réf: 2004/38 irányelv 32004L0038[EUR-Lex|Laetoli] (28) preambulumbekzdése

MT - Malti

Terme: żwieġ ta' konvenjenza

Réf: docs.justice.gov.mt | 32004L0038[EUR-Lex|Laetoli]

Origine du Terme: Législation MT ; UE

NL - Nederlands

Terme: schijnhuwelijk

Réf: art. 1:71a BW wetten.overheid.nl ; Vreemdelingencirculaire 2000 (B) wetten.overheid.nl Hoofdstuk 2, Afdeling 3 [NL] | Art. 79bis Vreemdelingenwet (strafbepalingen) met verwijzing naar art. 146bis BW [BE] | 32004L0038[EUR-Lex|Laetoli] Richtlijn 2004/38 betreffende het recht van vrij verkeer en verblijf op het grondgebied van de lidstaten voor de burgers van de Unie en hun familieleden, art. 35 en punt 28 van de considerans [EU]

Origine du Terme: Jurisprudence BE | Législation NL

Contexte: Een schijnhuwelijk wordt meestal gesloten om, al dan niet via de verwerving van de Belgische nationaliteit, een verblijfs- of arbeidsvergunning te bekomen en om aldus de wetgeving te ontduiken.

Réf: Gerlo en Verschelden, Handboek voor familierecht, Die Keure, 2008, punt 947

Terme: fictief huwelijk

Réf: 51999PC0638[EUR-Lex|Laetoli] Voorstel voor een richtlijn van de Raad betreffende het recht op gezinshereniging

Origine du Terme: Travaux préparatoires UE (non préf.)

Terme: geveinsd huwelijk

Origine du Terme: Doctrine BE (non préf.)

Définition: Er is geen huwelijk wanneer, ondanks de gegeven formele toestemmingen tot het huwelijk, uit een geheel van omstandigheden blijkt dat de intentie van minstens één van de echtgenoten kennelijk niet is gericht op het totstandbrengen van een duurzame levensgemeenschap, maar enkel op het bekomen van een verblijfsrechtelijk voordeel dat is verbonden aan de staat van gehuwde.

Source: Gerlo en Verschelnden, Handboek voor familierecht, Die Keure, 2008, punt 943 [Définition partiellement reprise]

PL - polski

Terme: małżeństwo dla pozoru

Réf: Ustawa z dnia 13 czerwca 2003 r. o cudzoziemcach, Dz.U.2006.234.1694 ze zm., art. 55

Contexte: 1. Organ prowadzący postępowanie o udzielenie zezwolenia na zamieszkanie na czas oznaczony cudzoziemcowi będącemu małżonkiem obywatela polskiego lub małżonkiem cudzoziemca zamieszkującego na terytorium Rzeczypospolitej Polskiej, o którym mowa w art. 54, ustala, czy związek małżeński nie został zawarty w celu obejścia przez cudzoziemca przepisów o udzielaniu zezwolenia na zamieszkanie na czas oznaczony na terytorium Rzeczypospolitej Polskiej, jeżeli okoliczności sprawy wskazują, że: (...) 7) jedno z małżonków lub oboje małżonkowie w przeszłości zawierali już małżeństwa dla pozoru

Réf: Ustawa z dnia 13 czerwca 2003 r. o cudzoziemcach, Dz.U.2006.234.1694 ze zm., art. 55 ust. 1

Origine du Terme: Législation PL

Terme: **małżeństwo fikcyjne**

Réf: 32004L0038[[EUR-Lex](#)][[Laetoli](#)] (art. 35)

Origine du Terme: Législation UE

Terme: **papierowe małżeństwo**

Note: Usuel PL

PT - português

Terme: **casamento de conveniência**

Réf: Artigo 186.º da Lei n.º 23/2007 de 4 de Junho Diário da República, 1.ª série-N.º 127-4 de Julho
sef.pt | 32003L0086[[EUR-Lex](#)][[Laetoli](#)] Artigo 16.º, n.º 4. [09.03.2010]

Origine du Terme: Législation PT ; UE

Contexte: Casamento de conveniência 1 - Quem contrair casamento com o único objectivo de proporcionar a obtenção ou de obter um visto ou uma autorização de residência ou defraudar a legislação vigente em matéria de aquisição da nacionalidade é punido com pena de prisão de 1 a 4 anos. [...]

Réf: Epígrafe do artigo 186.º da Lei n.º 23/2007 de 4 de Junho Diário da República, 1.ª série-N.º 127-4 de Julho [dre.pt](#)

Terme: **casamento fictício**

Réf: Proposta de Directiva do Conselho relativa ao direito ao reagrupamento familiar, n.º 6.4
51999PC0638[[EUR-Lex](#)][[Laetoli](#)] | [dgsi.pt](#) [20.05.2010]

Origine du Terme: Travaux préparatoires UE | Doctrine PT

Terme: **casamento branco**

Réf: 31997Y1216(01) [[EUR-Lex](#)][[Laetoli](#)] [09.03.2010]

Origine du Terme: Législation UE (non préf.) | Usuel PT (non préf.)

Terme: **casamento simulado**

Réf: Artigo 1635.º, alínea d), do Código Civil, conforme alterado pelo DL n.º 47344/66, de 25 de Novembro [pgdlisboa.pt](#) [20.05.2010]

Origine du Terme: Législation PT (non préf.)

Contexte: [O] sentido da expressão "casamento simulado" não pode ser outro que não seja aquele em que há falta absoluta de consenso, em que a vontade dos cônjuges não se dirigia à criação do vínculo matrimonial, com os correspondentes direitos e obrigações.

Réf: Acórdão do Tribunal da Relação de Lisboa, 29/04/93, [dgsi.pt](#)

RO - română

Terme: **căsătorie de conveniență**

Réf: Ordonanța de urgență a Guvernului nr. 194 din 12 decembrie 2002 privind regimul străinilor în România, art. 2 lit. I), Camera Deputaților – Repertoriul legislativ, cdep.ro [28.03.2010] | Directiva 2004/38/CE a Parlamentului European și a Consiliului din 29 aprilie 2004 privind dreptul la liberă circulație și ședere pe teritoriul statelor membre pentru cetățenii Uniunii și membrii familiilor acestora, de modificare a Regulamentului (CEE) nr. 1612/68 și de abrogare a Directivelor 64/221/CEE, 68/360/CEE, 72/194/CEE, 73/148/CEE, 75/34/CEE, 75/35/CEE, 90/364/CEE, 90/365/CEE și 93/96/CEE, art. 35, 32004L0038[[EUR-Lex](#)]

Origine du Terme: Législation RO ; UE

Contexte: „Statele membre pot adopta măsurile necesare pentru a refuza, anula sau retrage orice drept conferit prin prezenta directivă, în caz de abuz de drept sau fraudă, precum căsătoriile de conveniență. [...]”

Réf: Directiva 2004/38/CE a Parlamentului European și a Consiliului din 29 aprilie 2004 privind dreptul la liberă circulație și ședere pe teritoriul statelor membre pentru cetățenii Uniunii și membrii familiilor acestora, de modificare a Regulamentului (CEE) nr. 1612/68 și de abrogare a Directivelor

64/221/CEE, 68/360/CEE, 72/194/CEE, 73/148/CEE, 75/34/CEE, 75/35/CEE, 90/364/CEE, 90/365/CEE și 93/96/CEE, art. 35, 32004L0038[EUR-Lex]

Terme: căsătorie fictivă

Réf: Emese Florian, „Dreptul familiei”, C.H. Beck, București, 2008, ISBN 978-973-115-442-8, p. 61 | COM(2009) 687 final Raport al Comisiei în temeiul articolului 4 și al articolului 5 din Decizia Consiliului din 5 octombrie 2006 privind instituirea unui mecanism de informare reciprocă cu privire la măsurile statelor membre în domeniul azilului și imigrației, 52009DC0687[EUR-Lex]

Origine du Terme: Doctrine RO (non préf.) | Travaux préparatoires UE

Terme [déconseillé]: căsătorie din interes

Réf: COM(2009) 687 final Raport al Comisiei în temeiul articolului 4 și al articolului 5 din Decizia Consiliului din 5 octombrie 2006 privind instituirea unui mecanism de informare reciprocă cu privire la măsurile statelor membre în domeniul azilului și imigrației, 52009DC0687[EUR-Lex]

Origine du Terme: Usuel RO (non préf.) | Travaux préparatoires UE

Définition:

Căsătoria încheiată în orice alt scop decât acela al întemeierii unei familii. [RO]

Source: Emese Florian, „Dreptul familiei”, C.H. Beck, București, 2008, ISBN 978-973-115-442-8, p. 61

Note:

În viitorul Cod civil (cunoscut și sub denumirea „Codul civil 2009”), adoptat prin Legea nr. 287/2009 și publicat în Monitorul Oficial nr. 511/24 iulie 2009, a cărui intrare în vigoare este prevăzută în anul 2011, la o dată ce urmează a fi stabilită, căsătoria fictivă este reglementată în mod expres la articolul 295

SK - slovenčina

Terme: zdanlivé manželstvo

Réf: zákon č. 36/2005 o rodine, § 17 | jaspi.justice.gov.sk | 62005C0010[EUR-Lex|Laetoli]

Origine du Terme: Législation SK ; Jurisprudence UE

Terme: účelové manželstvo

Réf: 62002C0255[EUR-Lex|Laetoli]

Origine du Terme: Jurisprudence UE ; Usuel SK

SL - slovenščina

Terme: navidezna sklenitev zakonske zveze

Réf: ec.europa.eu | mladina.si

Origine du Terme: Législation UE | Usuel SI

Contexte: Države članice lahko sprejmejo potrebne ukrepe za zavrnitev, prenehanje ali preklic katere koli pravice, dodeljene s to direktivo, v primeru zlorabe pravic ali prevare, kot so navidezne sklenitve zakonske zveze. Vsak takšen ukrep je sorazmeren in zavezan postopkovnim jamstvom, predvidenim v členih 30 in 31.

Réf: Direktiva Evropskega parlamenta in Sveta 2004/38/ES z dne 29. aprila 2004 o pravici državljanov Unije in njihovih družinskih članov do prostega gibanja in prebivanja na ozemlju držav članic, ki spreminja Uredbo (EGS) št. 1612/68 in razveljavlja Direktive 64/221/EGS, 68/360/EGS, 72/194/EGS, 73/148/EGS, 75/34/EGS, 75/35/EGS, 90/364/EGS, 90/365/EGS in 93/96/EECBesedilo velja za EGP, člen 35 32004L0038[EUR-Lex|Laetoli]

Terme: zakon iz koristoljubja

Réf: Direktiva sveta 2003/86/ES z dne 22. septembra 2003 o pravici do združitve družine, člen 16(4) 32003L0086[EUR-Lex|Laetoli] | finance.si

Origine du Terme: Législation UE (non préf.) | Usuel SI (non préf.)

Contexte: Država članica lahko izvede posebne kontrole in preverjanja, če obstaja sum, da gre za goljufijo ali zakon, partnerstvo ali posvojitev iz koristoljubja, kot je opredeljeno v odstavku 2. Posebne kontrole se lahko izvedejo tudi ob podaljšanju dovoljenja za prebivanje za družinskega člana.

Réf: Direktiva sveta 2003/86/ES z dne 22. septembra 2003 o pravici do združitve družine, člen 16(4) 32003L0086[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)]

Définition: Zakonska zveza, sklenjena zgolj z namenom, da eden od zakoncev pridobi nekatere koristi, ki izhajajo iz zakonske zveze (priimek, državljanstvo, ...). [SI]

Source: [Définition traduite à partir de la langue FR] Source: Gérard Cornu, "Vocabulaire juridique", PUF, Paris, 2000, ISBN 2-13-050600-3, p. 541.

FI - suomi

Terme: **valeavioliitto**

Note: Usuel FI (non préf.)

Terme: **lumeavioliitto**

Réf: HE 205/2006 finlex.fi 31997Y1216(01)[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)]

Origine du Terme: Législation FI ; UE

Définition: Lumeavioliitolla tarkoitetaan [neuvoston päätöslauselmassa] avioliittoa, jonka jäsenvaltiossa vakituisesti oleskeleva Euroopan unionin kansalainen tai laillisesti jäsenvaltiossa oleskeleva kolmannen maan kansalainen solmii kolmannen maan kansalaisen kanssa yksinomaan kolmansien maiden kansalaisten maahanpääsyä ja oleskelua koskevien sääntöjen kiertämiseksi ja oleskeluluvan tai oleskeluoikeuden saamiseksi kolmannen maan kansalaiselle kyseisessä jäsenvaltiossa.

Source: Neuvoston päätöslauselma, annettu 4 päivänä joulukuuta, toimenpiteistä lumeavioliittojen estämiseksi 31997Y1216(01)[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)]

SV - svenska

Terme: **skenäktenskap**

Réf: Prop. 1999/2000:43, s. 39 [riksdagen.se](#) | Rådets resolution av den 4 december 1997 31997Y1216(01)[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)]

Origine du Terme: Travaux préparatoires SE | Législation UE

PACS (3018) -

Statut: renvoi de «partenariat enregistré | union enregistrée» (3125)

Domaine: **Droit civil**

Microthésaurus: **Droit matrimonial**

BG - bǎlgarski

Terme: **граждански пакт за солидарност**

Origine du Terme: Formulation BG

Note: Правен институт, непознат на бългaрското право.

«Договор, сключен между две пълнолетни физически лица от различен или от един и същи пол, за организиране на съвместния им живот. [FR]» Source: [Définition traduite à partir de la langue FR : Source: Art. 515-1 code civil legifrance.gouv.fr]

]

ES - español

Terme: **pacto civil de solidaridad**

Origine du Terme: Formulation ES

Note: «Formulation» signifie que le terme «pacto civil de solidaridad» est le résultat d'une traduction formulée à partir du FR. Cette notion n'existe pas dans le système espagnol. | «Formulation» significa que el término «pacto civil de solidaridad» es el resultado de una traducción realizada a partir del FR. Este concepto no existe en el orden jurídico español. [26.11.2009]

«Un pacto civil de solidaridad es un contrato celebrado por dos personas físicas mayores de edad, de sexo diferente o del mismo sexo, para organizar su vida en común.» LegiFrance, Les codes en vigueur, Codes en espagnol, CÓDIGO CIVIL, Artículo 515-1. 195.83.177.9

CS - čeština

Terme: **občanský pakt solidarity**

Origine du Terme: Formulation CS

Note: Smlouva uzavřená mezi dvěma dospělými fyzickými osobami odlišného či stejného pohlaví za účelem úpravy společného života. [Définition traduite à partir de la langue FR] Nezaměňovat s pojmem "registrované partnerství" (Zákon č. 115/2006 Sb. o registrovaném partnerství a o změně některých souvisejících zákonů: Registrované partnerství je trvalé společenství dvou osob stejného pohlaví vzniklé způsobem stanoveným tímto zákonem.)

Formulation «Formulation» signifie que le terme «občanský pakt solidarity» est le résultat d'une traduction formulée à partir du FR. Cette notion n'existe pas dans le système CZ. [31.03.2010] "Formulation" znamená, že pojem "občanský pakt solidarity" byl přeložen z FR. Tento pojem v českém právu neexistuje.

DA - dansk

Terme: **lovreguleret samlivskontrakt**

Origine du Terme: Formulation DK

Note: Smh. om en "ikke-lovreguleret" samlivskontrakt: familieadvokaten.dk | Den franske udgangsterm omfatter i modsætning til registreret partnerskab i Danmark [jf. lov om registreret partnerskab § 1 retsinformation.dk] også partnerskaber mellem personer af forskelligt køn.

DE - Deutsch

Terme: **französischer ziviler Solidaritätspakt**

Réf: Grünbuch zu den Kollisionsnormen im Güterrecht unter besonderer Berücksichtigung der gerichtlichen Zuständigkeit und der gegenseitigen Anerkennung, 52006DC0400[[EUR-Lex](#)][[Laetoli](#)]

Origine du Terme: Travaux préparatoires UE (non préf.)

Terme: **ziviler Solidaritätspakt**

Réf: Stellungnahme des Europäischen Wirtschafts- und Sozialausschusses vom 13.12.2006, 52006AE1579[[EUR-Lex](#)][[Laetoli](#)]

Origine du Terme: Travaux préparatoires UE (non préf.)

Terme: **PACS**

Réf: BVerfG, Urteil vom 17.07.2002, 1 BvF 1/01, 1 BvF 2/01, [bundesverfassungsgericht.de](#)

Origine du Terme: Jurisprudence DE

Terme: **Pacs-Verbindung**

Réf: Ingeborg Rakete-Dombek, Aktuelle Entwicklungen im Familienrecht - Von A wie Abkommen bis Z wie Zuwendung, NJW 2010, 1313, 1314

Origine du Terme: Doctrine DE (non préf.)

Définition: Registrierte Partnerschaft für gleich- und verschiedengeschlechtliche Paare

Source: Nina Dethloff, Familienrecht, 29. Auflage, Verlag C.H. Beck, München, 2009, ISBN 978 3 406 59506 6, § 7 Rn. 54

Note: In Deutschland gibt es kein dem französischen PACS vergleichbares Rechtsinstitut der eingetragenen Partnerschaft, das sowohl gleich- als auch verschiedengeschlechtlichen Paaren offensteht. Eine eingetragene Partnerschaft nach dem Lebenspartnerschaftsgesetz können nur gleichgeschlechtliche Paare eingehen. / En Allemagne, il n'existe pas un institut juridique comparable au PACS français qui peut être contracté tant par des personnes de même sexe que par des personnes de sexe différent. Un partenariat enregistré (eingetragene Lebenspartnerschaft) en vertu de la loi allemande sur le partenariat enregistré (Lebenspartnerschaftsgesetz) ne peut être contracté que par des personnes de même sexe.

ET - eesti keel

Terme: **vabaabieluleping**

Réf: Euroopa Majandus- ja Sotsiaalkomitee arvamus teemal Ettepanek: nõukogu määrus, millega muudetakse määrust (EÜ) nr 2201/2003 seoses kohtualluvusega ning abieluasjades kohaldatavat õigust käsitlevate eeskirjade kehtestamisega KOM(2006) 399 lõplik 52006AE1579[[EUR-Lex](#)][[Laetoli](#)] punkt 4.3.

Origine du Terme: Travaux préparatoires UE (non préf.)

Abréviation [emprunt]: **PACS**

Origine du Terme: Formulation EE (non préf.)

Terme: **solidaarsuspakt**

Réf: A. Olm, „Mitteabieluline kooselu ja selle õiguslik regulatsioon”. Justiitsministeerium, eraõiguse talitus, õiguspoliitika osakond, Tallinn 2009. [just.ee](#) [21.04.2010]

Origine du Terme: Formulation EE

Contexte: „Prantsusmaa on mitteabielulist kooselu reguleerinud 1999. aastal vastu võetud tsiviilõigusliku solidaarsuspakti abil (Pacte civil de solidarité). Solidaarsuspakti reguleerivad tsiviilkoodeksi (Code Civil, lühendatult CC) artiklid 515-1 kuni 515-7, erivaldkondade küsimusi eriseadused. Solidaarsuspakt on kahe sama- või vastassoolise täiskasvanu siduv leping ühise elu organiseerimiseks. Pooled peavad registreerima ühise tahteavalduse lepingu kohta kohaliku kohtu juures, kus on nende alaline elukoht, või välismaal asudes Prantsusmaa konsulaadis. Pooled ei tohi olla seotud mõne teise paktiga, teise abieluga ega sugulussidemetega (sugulussidemed kuni kolmanda astmeni, nt onu või nõbu). Sellisel juhul on solidaarsuspakt kehtetu.”

Réf: A. Olm, „Mitteabieluline kooselu ja selle õiguslik regulatsioon”. Justiitsministeerium, eraõiguse talitus, õiguspoliitika osakond, Tallinn 2009. [just.ee](#) [21.04.2010]

Note: «Formulation» signifie que le terme «solidaarsuspakt» est le résultat d'une traduction formulée à partir du FR. Cette notion n'existe pas dans le système EE. | „Formulation” tähendab, et terminid „vabaabieluleping”, „PACS” ja „solidaarsuspakt” on tõlgitud prantsuse keelest. See mõiste puudub Eesti õigussüsteemis.[21.04.2010] Määratlus: kahe täiesealise eri või samast soost isiku vahel nende kooselu korraldamiseks sõlmitud leping. [FR]

EL - elliniká

Terme: **αστικό σύμφωνο αλληλεγγύης**

Origine du Terme: Formulation EL

Note: «Formulation» signifie que le terme «αστικό σύμφωνο αλληλεγγύης» est le résultat d'une traduction formulée à partir du FR. Cette notion n'existe pas dans le système grec.

«Formulation» σημαίνει ότι η έννοια «αστικό σύμφωνο αλληλεγγύης» αποτελεί μετάφραση του αντίστοιχου όρου στη FR γλώσσα. Η έννοια αυτή δεν υπάρχει στο ελληνικό νομικό σύστημα. [18.03.2010]

Κατά το γαλλικό δίκαιο, πρόκειται για σύμβαση συναπτόμενη μεταξύ δύο ενηλίκων προσώπων, διαφορετικού ή ίδιου φύλου, με σκοπό την οργάνωση του κοινού τους βίου [FR]

EN - English

Terme: **civil covenant of solidarity**

Origine du Terme: Formulation UK

Note: This term should not be confused with a civil partnership. In the UK a civil partnership is a relationship between two people of the same sex (Civil Partnership Act 2004 Section 1

«Formulation» signifie que le terme «civil covenant of solidarity» est le résultat d'une traduction formulée à partir du FR. Cette notion n'existe pas dans le système UK. [10.05.2010]

«A civil covenant of solidarity is a contract entered into by two natural persons of age, of different sexes or of a same sex, to organize their common life.» LegiFrance, Les codes en vigueur, Codes en anglais, CIVIL CODE, Art. 515-1. 195.83.177.9

FR - français

Terme: **pacte civil de solidarité**

Réf: Art. 515-1 code civil legifrance.gouv.fr [31.08.2009]

Origine du Terme: Législation FR

Abréviation: **PACS**

Réf: Légifrance legifrance.gouv.fr [26.11.2009]

Origine du Terme: Législation FR

Définition: Contrat conclu par deux personnes physiques majeures, de sexe différent ou de même sexe, pour organiser leur vie commune. [FR]

Source: Art. 515-1 code civil legifrance.gouv.fr [31.08.2009]

GA - Gaeilge

Terme: **comhaontú shibhialta dlúthpháirtíochta**

Origine du Terme: Formulation IE

Terme [emprunt]: **PACS**

Réf: Embassy of Ireland France, Consular Services dfa.ie [08.07.2010]

Origine du Terme: Usuel IE (non préf.)

Terme [emprunt]: **Pacte Civil de Solidarité**

Réf: Embassy of Ireland France, Consular Services dfa.ie [08.07.2010]

Origine du Terme: Usuel IE (non préf.)

Note: «Formulation» signifie que le terme "Comhaontú Shibhialta Dlúthpháirtíochta" est le résultat d'une traduction formulée à partir du FR.

'Formulation' indicates that the term " Comhaontú Shibhialta Dlúthpháirtíochta" has been translated from FR.

Níl a leithéid ar fáil in Éirinn. Faoi láthair [07.07.2010] tá Bille os comhair an Oireachtais le Páirtnéireachtaí Shibhialta a chlárú. Bheadh a leithéid de Pháirtnéireacht idir bheirt den inscne chéanna amháin.

No such legal relationship exists in Ireland. At the moment [07.07.2010] a Bill before the Legislature which proposes to register Civil Partnerships. These Partnerships would only be between two people of the same gender.

An Bille um Páirtnéireacht Shibhialta agus um Chearta agus Oibleagáidí Áirithe de chuid Comhchónaitheoirí 2009 oireachtas.ie [07.07.2010]

IT - italiano

Terme: **patto civile di solidarietà**

Origine du Terme: Formulation IT

Terme: **DICO**

Réf: Disegno di legge recante "Diritti e doveri delle persone stabilmente conviventi"

Origine du Terme: Travaux préparatoires IT (non préf.)

Contexte: " Due persone maggiorenni e capaci, anche dello stesso sesso, unite da reciproci vincoli affettivi, che convivono stabilmente e si prestano assistenza e solidarietà materiale e morale, non legate da vincoli di matrimonio, parentela in linea retta entro il secondo grado, affinità in linea retta entro il secondo grado, adozione, affiliazione, tutela, curatela o amministrazione di sostegno, sono titolari dei diritti, dei doveri e delle facoltà stabiliti dalla presente legge".

Réf: Art. 1 del Disegno di legge Testo approvato dal Consiglio dei Ministri nella riunione dell'8 febbraio 2007.

Abréviation: **PACS**

Origine du Terme: Usuel IT

Note: Nell'ordinamento francese è il contratto stipulato da due persone maggiorenni, di sesso diverso o dello stesso sesso, al fine di organizzare la loro vita in comune Art. 515-1 code civil. In Italia la discussione è stata avviata arrivando alla presentazione del disegno di legge sui DiCo: "diritti e doveri delle persone stabilmente conviventi", che però non ha avuto seguito.

LV - latviešu valoda

Terme: **civiltiesisks solidaritātes pakts**

Réf: Eiropas Ekonomikas un sociālo lietu komitejas Atzinums par tematu "Zaļā grāmata par laulības šķiršanas lietās piemērojamiem tiesību aktiem un jurisdikciju" 52005AE1064[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)] [01.05.2010]

Origine du Terme: Travaux préparatoires UE

Contexte: Francijā divas personas, kas nevar stāties likumīgā laulībā, var noslēgt civiltiesisku līgumu, tiesneša reģistrētu civiltiesisku solidaritātes paktu, kas ir sava veida laulības aizvietoējums, kas pastāv starp divām likumīga vecuma personām un uz kuru attiecināms asinsgrēka aizliegums.

Réf: Eiropas Ekonomikas un sociālo lietu komitejas Atzinums par tematu "Zaļā grāmata par laulības šķiršanas lietās piemērojamiem tiesību aktiem un jurisdikciju" 52005AE1064[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)]

Définition: Līgums, ko noslēgušas divas pilngadīgas dažāda vai viena dzimuma fiziskas personas, lai organizētu savu kopdzīvi. [FR]

Source: [Définition traduite à partir de la langue FR]

LT - lietuvių kalba

Terme: **civilinė solidarumo sutartis**

Réf: Šarūnas Keserauskas „3.229 straipsnis“ LR CK komentaras, Justitia, Vilnius, 2002, 441 psl.; Valentinas Mikelėnas, Šeimos teisė, Vilnius, 2009, p. 207.

Origine du Terme: Doctrine LT

Note: LT tokio instituto nėra. Tačiau LT doktrinoje neretai minima FR egzistuojanti sugyventinių santykių reglamentavimo tvarka.

HU - magyar

Terme: **PACS-szerződés**

Origine du Terme: Usuel HU

Terme: **polgári szolidaritási szerződés**

Réf: Európai Gazdasági és Szociális Bizottság vélemény – Javaslat tanácsi rendeletre a 2201/2003/EK rendeletnek a joghatóság tekintetében történő módosításáról és a házassági ügyekben alkalmazandó jogra vonatkozó szabályok bevezetéséről 52006AE1579 [\[EUR-Lex\]](#) [\[Laetoli\]](#)

Origine du Terme: Travaux préparatoires UE (non préf.)

Note: A PACS sajátos bejegyzett francia élettársi kapcsolat, amely mind azonos, mind különmű párok számára nyitva áll. Magyarországon 2010. januártól az egymással élettársi kapcsolatban élő nagykorú, különböző nemű személyek bármely közjegyző előtt nyilatkozhatnak élettársi kapcsolatuk fennállásáról, és kérhetik annak a Magyar Országos Közjegyzői Kamara által vezetett nyilvántartásba való vételét. Az azonos nemű pároknak erre nincs lehetőségük, ők bejegyzett élettársi kapcsolatot létesíthetnek az anyakönyvvezető előtt.

MT - Malti

Terme: **patt ta' koabitazzjoni ċivili**

Origine du Terme: Formulation MT

Note: «Formulation» signifie que le terme «patt ta' koabitazzjoni ċivili» est le résultat d'une traduction formulée à partir du FR. Cette notion n'existe pas dans le système MT. [07.07.2010]

NL - Nederlands

Terme: **samenlevingscontract**

Réf: Algemeen Rijksambtenarenreglement wetten.overheid.nl art, 4, lid 4 [NL] ; Portaal van de Belgische federale overheid [belgium.be](#) [BE]

Origine du Terme: Législation NL | Doctrine | Usuel BE

Définition: Overeenkomst bevattende de wederzijdse rechten en verplichtingen ter zake van de samenwoning en gemeenschappelijke huishouding tussen twee niet-gehuwde personen van hetzelfde of ander geslacht. [NL] | Overeenkomst waarin twee mensen die – al dan niet wettelijk – samenwonen, specifieke voorwaarden van het samenwonen regelen. [BE]

Source: Algemeen Rijksambtenarenreglement wetten.overheid.nl art, 4, lid 4 [NL] [Définition modifiée] | Portaal van de Belgische federale overheid [belgium.be](#) [BE]

PL - polski

Terme: **cywilny pakt solidarności**

Réf: [panstwoiprawo.pl](#) (17.03.2010)

Origine du Terme: Doctrine (FR) PL

Terme: **PACS**

Réf: [archiwum.polityka.pl](#) (17.03.2010)

Origine du Terme: Usuel (FR) PL

Définition: Umowa zawarta przez dwie osoby fizyczne, pełnoletnie, różnej lub tej samej płci, w celu organizacji wspólnego pożycia.

Source: [Définition traduite à partir de la langue FR]

PT - português

Terme: **PACS**

Réf: Livro verde relativo à resolução dos conflitos de leis em matéria de regime matrimonial, incluindo a questão da competência judiciária e do reconhecimento mútuo 52006DC0400[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)] [24.06.2010]

Origine du Terme: Travaux préparatoires UE

Contexte: Para efeitos do Livro Verde, esta categoria inclui igualmente as relações dos casais não vinculados pelo casamento unidos por um “contrato registado” do tipo “pacs” francês.

Réf: Livro verde relativo à resolução dos conflitos de leis em matéria de regime matrimonial, incluindo a questão da competência judiciária e do reconhecimento mútuo 52006DC0400[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)]

Terme: **pacto civil de solidariedade**

Origine du Terme: Formulation PT

Note: Contrato entre duas pessoas singulares maiores, do mesmo sexo ou de sexo diferente, para organizar a sua vida em comum. [Definição do conceito FR] «Formulation» signifie que le terme «pacto civil de solidariedade» est le résultat d'une traduction formulée à partir du FR. Cette notion n'existe pas dans le système PT.«Formulation» significa que o termo «pacto civil de solidariedade» resulta de uma tradução formulada a partir do FR. Este conceito não existe no sistema PT.

RO - română

Terme: **pact civil de solidaritate**

Origine du Terme: Usuel RO

Terme: **PACS**

Origine du Terme: Usuel RO (non préf.)

Note: Noțiune specifică dreptului francez. Desemnează un contract încheiat de două persoane majore, de sex diferit sau de același sex, pentru a-și organiza viața în comun. În dreptul român nu este reglementat niciun tip de pact sau de parteneriat. În viitorul Cod civil (cunoscut și sub denumirea „Codul civil 2009”), adoptat prin Legea nr. 287/2009 și publicat în Monitorul Oficial nr. 511/24 iulie 2009, a cărui intrare în vigoare este prevăzută în anul 2011, la o dată ce urmează a fi stabilită, se precizează la articolul 277 alineatul (3) că parteneriatele civile dintre persoane de sex opus sau de același sex încheiate sau contractate în străinătate fie de cetățeni români, fie de cetățeni străini nu sunt recunoscute în România.

SK - slovenčina

Terme: **občiansky pakt solidarity**

Origine du Terme: Formulation SK

Note: «Formulation» signifie que le terme «občiansky pakt solidarity» est le résultat d'une traduction formulée à partir du FR. Cette notion n'existe pas dans le système SK. [23.03.2010]

SL - slovenščina

Terme: **civilnopravna pogodba o solidarnosti**

Réf: Predlog Družinskega zakonika [dz-rs.si](#)

Origine du Terme: Doctrine (FR) SI

Abréviation: **PACS**

Réf: Predlog Družinskega zakonika [dz-rs.si](#)

Origine du Terme: Doctrine (FR) SI

Note: Definicija: PACS lahko skleneta (fizični) osebi, ki sta polnoletni, bodisi istega bodisi različnega spola in imata s pogodbo namen urediti njuno skupno življenje. Source: Predlog Družinskega zakonika

dz-rs.si za pravni institut francoskega prava. Takšna pogodba, sklenjena med bližnjima sorodnikoma (med predniki in njihovimi potomci v ravni črti, med sorodniki v svaštvu ter med sorodniki v stranski črti do vključno tretjega kolena), med osebama, kjer je vsaj eden od njiju poročen ali pa je že sklenil PACS, je nična. Osebi, ki skleneta PACS, morata slednjo prigrasiti pri sodišču, na območju katerega imata skupno prebivališče. Partnerja sta si v skladu z zakonom dolžna nuditi vzajemno podporo in materialno pomoč. Konkretnjši način izvajanja teh obveznosti določita v PACS. Slovensko pravo tega instituta ne pozna.

FI - suomi

Terme: **yhteiselämää koskeva sopimus**

Origine du Terme: Formulation FI

Note: "Formulation" signifie que le terme "yhteiselämää koskeva sopimus" est le résultat d'une traduction formulée à partir du FR. Cette notion n'existe pas dans le système finlandais. [13.3.2010] | «Formulation» tarkoittaa, että käsite "yhteiselämää koskeva sopimus" perustuu ranskankielestä tehtyyn käännökseen. Suomen oikeusjärjestys ei tunne kyseistä käsitettä.[13.3.2010]

SV - svenska

Terme: **avtal om registrerat partnerskap**

Origine du Terme: Formulation SE

Note: «Formulation» signifie que le terme « avtal om registrerat partnerskap » est le résultat d'une traduction formulée à partir du FR. Cette notion n'existe pas dans le système SE.

À partir du 1er mai 2009, de nouvelles règles sont entrées en vigueur, relatives au mariage et aux célébrations de mariage. Le sexe d'une personne n'est plus un facteur déterminant quant à la possibilité de se marier. Le code du mariage et autres règlements concernant les époux ont été rendus sexuellement neutres et la Loi sur le partenariat enregistré (1994:1117), applicable uniquement aux couples du même sexe, a été abrogée. Un aperçu de la nouvelle législation est fourni sur le site du gouvernement suédois (disponible en FR, EN, ES et DE): sweden.gov.se [17.06.2010]

présomption de paternité (42620)

Domaine: **Droit civil**
Microthésaurus: **Filiation**
Concept générique: **établissement de la filiation (42613)**
Concept associé: **conflit de présomptions de paternité (3978)**

BG - български

Terme: **предположение за бащинство**

Réf: Семейен кодекс, член 48, алинея 2 [29.01.2010]

Origine du Terme: Législation BG

Contexte: Предположението за бащинство по чл. 61 важи и за заченатите или родените по време на унищожения брак деца.

Réf: Семейен кодекс, член 48, алинея 2 [29.01.2010]

Terme: **презумпция за бащинство**

Réf: Тълкувателно решение № 81 от 28.09.1974 г. по гр. д. № 62/1974 г., ОСГК на ВС| Ненова, Л., Семейно право на Република България, Софи-Р, 1994 г., ISBN 954-638-008-3, стр. 248 и следв. [29.01.2010]

Origine du Terme: Doctrine BG | Jurisprudence BG

Définition: Съпругът на майката се смята за баща на детето, родено по време на брака или преди изтичането на триста дни от неговото прекратяване. [BG]

Source: Семейен кодекс, член 61

ES - español

Terme: **presunción de paternidad**

Réf: Código Civil español, arts. 115 a 118. noticias.juridicas.com (29.07.2009)

Origine du Terme: Législation ES

Contexte: "Artículo 118. Aun faltando la presunción de paternidad del marido por causa de la separación legal o de hecho de los cónyuges, podrá inscribirse la filiación como matrimonial si concurre el consentimiento de ambos."

Réf: Código Civil español, art. 118. noticias.juridicas.com (29.07.2009)

Définition: Ficción legal por la que se entiende probado que una persona es padre de otra si se dan determinadas circunstancias y antecedentes. [ES]

Source: Définition rédigée par le juriste linguiste de l'unité de langue ES désigné pour le projet «Vocabulaire juridique multilingue», DGTrad de la Cour de justice de l'Union européenne, le 13.01.2010.

Note: Según el art. 116 del Código Civil español [noticias.juridicas.com], "se presumen hijos del marido los nacidos después de la celebración del matrimonio y antes de los trescientos días siguientes a su disolución o a la separación legal o de hecho de los cónyuges". Aunque la presunción de paternidad se ha regulado tradicionalmente en lo que atañe a la filiación matrimonial, nada impide que puedan establecerse presunciones de paternidad cuando no media matrimonio. De hecho, el Código de Familia catalán, en su artículo 94 establece expresamente "presunciones de paternidad" en caso de filiación no matrimonial. [noticias.juridicas.com] [15.01.2010]

CS - čeština

Terme: **domněnka otcovství**

Réf: Zákon č. 94/1963 Sb. o rodině

Origine du Terme: Législation CZ

Contexte: Zákonné domněnky otcovství jsou stanoveny v tomto pořadí: 1) domněnka otcovství svědčící manželce matky (§ 51 z. o rodině) 2) domněnka otcovství svědčící muži, který se souhlasem matky uznal otcovství k dítěti (§ 52 a 53 z. o rodině) 3) domněnka otcovství svědčící muži, který v tzv. kritické době rozhodně pro početí dítěte souložil s jeho matkou (§ 54 z. o rodině)

Réf: Zákon č. 94/1963 Sb. o rodině

DA - dansk

Terme: **faderskabsformodning**

Réf: Forslag til børnelov som fremsat den 4. oktober 2000, almindelige bemærkninger, afsnit 2.3.1, litra b) retsinformation.dk

Origine du Terme: Travaux préparatoires DK

Contexte: "§ 2, stk. 1, [i den dagældende børnelov] indeholder her dels en samlejeformodning, dvs. en formodning om, at moderen har haft samleje med sin ægtefælle i konceptionsperioden, dels en faderskabsformodning, dvs. en formodning om, at barnet er avlet ved et sådant samleje."

Réf: Forslag til børnelov som fremsat den 4. oktober 2000, almindelige bemærkninger, afsnit 2.3.1, litra b) retsinformation.dk

Terme: **pater est-regel**

Réf: Forslag til børnelov som fremsat den 4. oktober 2000, almindelige bemærkninger, afsnit 2.3.1, litra b) retsinformation.dk

Origine du Terme: Travaux préparatoires DK (non préf.)

Contexte: "Den stærke pater est-regel [i den dagældende børnelov] har to funktioner. Den første funktion går ud på, at ægtemanden automatisk anses (registreres) som barnets far. Den anden funktion er bevismæssig. [...] Med hensyn til pater est-reglens bevisfunktion er Justitsministeriet enig i, at udviklingen i de retsgenetiske undersøgelser [...] er løbet fra de komplicerede bevis- og formodningsregler, som den gældende lov bygger på."

Réf: Forslag til børnelov som fremsat den 4. oktober 2000, almindelige bemærkninger, afsnit 2.3.1, litra b) retsinformation.dk

Note: Børnelovens § 1, stk. 1-2: "§ 1. Fødes et barn af en gift kvinde, anses ægtemanden som far til barnet. Registrering af faderskabet sker i forbindelse med registrering af barnets fødsel. Stk. 2. Bestemmelsen i stk. 1 gælder ikke, hvis 1) ægtefællerne ved barnets fødsel er separerede, 2) moderen inden for de sidste 10 måneder før barnets fødsel har været gift med en anden mand uden at være separeret eller 3) begge ægtefæller anmoder om, at der rejses faderskabssag." Jf. tillige bevisreglen i lovens § 20. retsinformation.dk

DE - Deutsch

Terme: **Vaterschaftsvermutung**

Réf: BGB, § 1600c, gesetze-im-internet.de

Origine du Terme: Législation DE

Note: Nach deutschem Recht wird als Vater vermutet, wer zum Zeitpunkt der Geburt mit der Mutter des Kindes verheiratet ist (§ 1592 BGB), wer verstorben ist und zum Zeitpunkt seines Todes mit der Mutter des Kindes verheiratet war, sofern das Kind innerhalb von 300 Tagen nach dem Tod des Betroffenen geboren wird (§ 1593 BGB) oder wer der Mutter während der Empfängniszeit beigeohnt hat (§ 1600d BGB). Die Vermutung nach § 1591 BGB geht der Vermutung nach § 1593 vor, diese wiederum der Vermutung nach § 1600d. / En droit allemand, est présumé être le père d'un enfant celui qui, au moment de la naissance de l'enfant est marié à sa mère (§ 1592 du Code civil allemand), celui qui est décédé et qui, au moment de son décès, était marié à la mère de l'enfant, lorsque l'enfant est né dans les 300 jours suivants le décès (§ 1593 du Code civil allemand), ou celui qui a eu des relations sexuelles avec la mère de l'enfant pendant la période de conception (§ 1600d du Code civil allemand). La présomption prévue au § 1591 du Code civil allemand écarte celle prévue à son § 1593, qui, pour sa part, écarte celle du § 1600d.

ET - eesti keel

Terme: **isaduse eeldamine**

Réf: Dr H.C. Alexander Lüderitz, „Perekonnaõigus. Õpik“, Günther Beitzke alustatud teose 27., ulatuslikult ümbertöötatud trükk. Tallinn 2005, ISBN 9985-75-176-0, lk 231.

Origine du Terme: Doctrine EE (non préf.)

Terme: **isaduse eeldus**

Réf: Perekonnaseadus, § 86 „Põlvnemise eeldus abielu lõppemise korral”. Elektrooniline Riigi Teataja (eRT) (Riigi Teatajas avaldatud dokumentide andmebaas), riigiteataja.ee [29.03.2010]
[Référence de la notion ayant conduit à la formation du terme. Ne contient pas le terme exact.]

Origine du Terme: Législation EE

Contexte: „(1) Kui laps sünnib kolmesaja päeva jooksul pärast abielu lõppemist, on lapse isa lapse emaga abielus olnud mees. Kui on kindlaks tehtud, et laps on eostatud rohkem kui kolmsada päeva enne oma sündi, siis võetakse aluseks see ajavahemik.”

Réf: Perekonnaseadus, § 86 lg 1. Elektrooniline Riigi Teataja (eRT) (Riigi Teatajas avaldatud dokumentide andmebaas), riigiteataja.ee [29.03.2010]

Terme: **eeldatav isadus**

Origine du Terme: Usuel EE (non préf.)

Définition: Põhimõte, mille kohaselt loetakse, et lapse on eostanud ja seetõttu on lapse isa mees, kes on lapse sünni ajal lapse emaga abielus. [EE]

Source: Définition rédigée par le juriste linguiste de l'unité de langue ET désigné pour le projet «Vocabulaire juridique multilingue», DG Trad, Cour de justice de l'Union européenne, le 29.06.2010.

Note: Perekonnaseaduse kohaselt on lapse isa mees, kes on lapse eostanud. Loetakse, et lapse on eostanud mees, kes on lapse sünni ajal lapse emaga abielus (isaduse eeldus) või kes on isaduse omaks võtnud või kelle isaduse on tuvastanud kohus (Perekonnaseadus, § 84 lg 1).

EL - ελληνικά

Terme: **τεκμήριο πατρότητας**

Réf: Αστικός Κώδικας, άρθρο 1481 [Référence de la notion ayant conduit à la formation du terme. Ne contient pas le terme exact.] | Νόμος 3719/2008, άρθρο 8 nomikosodigos.info [11.01.2010]

Origine du Terme: Législation EL

Contexte: "Το τέκνο που γεννήθηκε κατά τη διάρκεια του συμφώνου συμβίωσης ή εντός τριακοσίων ημερών από τη λύση ή την αναγνώριση της ακυρότητας του, τεκμαίρεται ότι έχει πατέρα τον άνδρα με τον οποίο η μητέρα κατάρτισε το σύμφωνο. Το τεκμήριο ανατρέπεται με αμετάκλητη δικαστική απόφαση. Τα άρθρα 1466 επ. ΑΚ, καθώς και τα άρθρα 614 επ. ΚΠολΔ, εφαρμόζονται αναλόγως."

Réf: Νόμος 3719/2008, άρθρο 8, παράγραφος 1 nomikosodigos.info [11.01.2010]

Note: Ο ελληνικός Αστικός Κώδικας χρησιμοποιεί, στο άρθρο 1465, τον όρο "τεκμήριο καταγωγής από γάμο". Ο όρος αυτός είναι συνώνυμος με τον όρο "τεκμήριο πατρότητας" στο μέτρο που αμφότεροι θεσπίζουν τεκμήριο καταγωγής του τέκνου από συγκεκριμένο άνδρα που είχε σαρκική συνάφεια με τη μητέρα του τέκνου αυτού. Η διαφορά έγκειται στο ότι με τον όρο "τεκμήριο καταγωγής από γάμο" δηλώνεται επιπλέον η ιδιότητα του εν λόγω τεκμαιρόμενου πατέρα ως συζύγου της μητέρας και, κατά συνέπεια, η ιδιότητα του τέκνου ως τέκνου γεννημένου σε γάμο.

EN - English

Terme: **presumption of paternity**

Réf: [02.02.2010] Common law in England, referred to in Family Law Reform Act 1969, and in Scotland, restated in Law Reform (Parent and Child) Act 1986

Origine du Terme: Législation UK_EAW ; Législation UK_SCT

Contexte: The common law presumption enshrined in the Latin pater est quem nuptiae demonstrant. 1986 Act Section 5; A man shall be presumed to be the father of a child— (a) if he was married to the mother of the child at any time in the period beginning with the conception and ending with the birth of the child.

Terme: **presumption of legitimacy**

Réf: [02.02.2010] Halsbury's Laws of England Vol 5 (3) 94

Origine du Terme: Doctrine UK_EAW

Note: The above two terms have the same content. In Scotland, there is also a presumption of paternity by acknowledgement and registration (ie a man is presumed to be the father of a child if both he and the mother have acknowledged that he is the father and he has been registered as the father. Law Reform (Parent and Child) Act 1986 Section 5

FR - français

Terme: **présomption pater is est**

Réf: Circulaire du 15 septembre 1977 relative au vocabulaire judiciaire lexisnexis.com [27.01.2010]

Origine du Terme: Législation FR (non préf.)

Terme: **présomption de paternité**

Réf: code civil legifrance.gouv.fr [18.08.2009] art.313.

Origine du Terme: Législation FR

Définition: Principe suivant lequel l'enfant est présumé avoir pour père le mari de la mère, soit parce que l'enfant a été conçu pendant le mariage, soit parce qu'il a été conçu avant mais qu'il est né pendant. [FR]

Source: Définition rédigée par le juriste linguiste de l'unité de langue FR désigné pour le projet «Vocabulaire juridique multilingue», DG Trad, Cour de justice de l'Union européenne, le 20.08.2009.

Note: La présomption de paternité est écartée lorsque l'acte de naissance de l'enfant ne désigne pas le mari en qualité de père. Elle est encore écartée, en cas de demande en divorce ou en séparation de corps, lorsque l'enfant est né plus de trois cents jours après la date soit de l'homologation de la convention réglant l'ensemble des conséquences du divorce ou des mesures provisoires prises en application de l'article 250-2, soit de l'ordonnance de non-conciliation, et moins de cent quatre-vingts jours depuis le rejet définitif de la demande ou la réconciliation. [code civil legifrance.gouv.fr art. 313].

GA - Gaeilge

Terme: **toimhde atharthachta**

Réf: Alt 46 An tAcht um Stádas Leanaí 1987 acts.ie [30.06.2010]

Origine du Terme: Législation IE

Terme [ancien]: **toimhde dlisteanachta**

Réf: Alt 44 An tAcht um Stádas Leanaí 1987 acts.ie [30.06.2010] [Ancienne]

Origine du Terme: Législation IE (non préf.)

Note: Nuair a shaolaítear páiste do bhean pósta nó do bhean a tháinig deireadh lena pósadh deich mí nó níos lú roimhe sin toimhdeofar gurbh é fear chéile na mná athair an linbh. An tAcht um Stádas Leanaí 1987. I gcás ina bhfuil an fear chéile agus an bhean chéile ina gcónaí ar leithligh óna chéile le colscaradh nó foraithe idirscartha bhreithiúnaigh le breis is deich mí roimh bhreith an linbh toimhdeofar nach é athair an linbh. Toimhdeofar gurbh é an duine atá ainmnithe mar athair an linbh i gclár na mbreitheanna de réir na hAchtanna um Chlárú Breitheanna, Básanna agus Póstaí athair an linbh. Is toimhde infhrisnéise iad na toimhde seo leis an gnáth-dhualgas cruthúnais – cothrom na dóchúlachta. Níl imeachtaí dlí ar leith le hatharthacht a shéanadh. Where a married woman, or a woman whose marriage terminated less than ten months beforehand, gives birth to a child, her husband is presumed to be the father of the child: Status of Children Act 1987 s. 46. Where a husband and wife are living apart under a decree of divorce or a judicial separation for more than ten months before the birth, the husband will be presumed not to be the child's father. The person named as father in the birth's register kept under the Births and Deaths Registration Acts is presumed to be the father of the child. These presumptions are rebuttable on the normal standard of proof in civil proceedings – the balance of probability. There is no specific form of proceedings to deny paternity Féach; Henry Murdoch and Brian Hunt, "Murdoch's Dictionary of Irish Law", Tottel, Dublin, 2009, ISBN 9781847661647, p.877-878.

IT - italiano

Terme: **presunzione di paternità**

Réf: art. 231 c.c. leggeonline.info [10.02.2010]

Origine du Terme: Législation IT

Contexte: "Il marito è padre del figlio concepito durante il matrimonio".

Réf: art. 231 c.c. leggeonline.info

LV - latviešu valoda

Terme: **paternitātes pieņēmums**

Réf: LR likums "Civillikums. Pirmā daļa. ĢIMENES TIESĪBAS" (Ziņotājs, 22/23, 10.06.1993.) likumi.lv [24.02.2010]

Origine du Terme: Législation LV

Définition: Pieņēmums, ka bērna tēvs ir bērna mātes vīrs, proti, par tēvu bērnam, kurš piedzimis sievietei laulības laikā vai ne vēlāk kā 306.dienā pēc tam, kad laulība izbeigusies ar vīra nāvi, laulības šķiršanu vai laulības atzīšanu par neesošu, uzskatāms bērna mātes vīrs. [LV]

Source: LR likuma "Civillikums. Pirmā daļa. ĢIMENES TIESĪBAS" 146.panta otrā daļa likumi.lv [24.02.2010] [Définition partiellement reprise]

LT - lietuvių kalba

Terme: **tėvystės prezumpcija**

Réf: LR CK patvirtinimo, įsigaliojimo ir įgyvendinimo įstatymo Nr. VIII-1864 www3.lrs.lt [05.02.2010] 3.140 straipsnio 1-3 dalys [Réfrence de la notion ayant conduit à la formation du terme. Ne contient pas le terme exact.]; Gediminas Sagatys "Vaiko teisė į šeimos ryšius", Vilnius, Teisinės informacijos centras, 84 psl.

Origine du Terme: Législation LT | Doctrine LT

Contexte: Vaiko kilmės iš tėvo nustatymas 1. Jei vaiką pagimdė motina, kuri yra susituokusi, nors vaikas pradėtas iki santuokos, kaip vaiko tėvas gimimo įrašė įrašomas vaiko motinos sutuoktinis remiantis santuokos įrašų ar jo pagrindu išduotu santuokos liudijimu. 2. Kai vaikas gimsta praėjus ne daugiau kaip trims šimtams dienų nuo gyvenimo skyrium pradžios arba po santuokos pripažinimo negaliojančia ar santuokos nutraukimo, ar po vyro mirties, kaip vaiko tėvas pripažįstamas buvęs vaiko motinos sutuoktinis. 3. Jei vaiką pagimdė motina, kuri sudarė naują santuoką nepraėjus trims šimtams dienų po ankstesnės santuokos pabaigos, vaiko tėvu laikomas vaiko motinos naujas sutuoktinis.

Réf: LR CK patvirtinimo, įsigaliojimo ir įgyvendinimo įstatymo Nr. VIII-1864 www3.lrs.lt [05.02.2010] 3.140 straipsnio 1-3 dalys

HU - magyar

Terme: **apasági vélelem**

Réf: Csjt. net.jogtar.hu [15.03.2010] 35-36.§

Origine du Terme: Législation HU | Doctrine HU

Contexte: "A gyermek apjának azt kell tekinteni, akivel az anya a fogamzási idő kezdetétől a gyermek születéséig eltelt idő vagy annak legalább egy része alatt házassági kötelékben állott. A házasság érvénytelensége az apaság vélelmét nem érinti."

Réf: Csjt. net.jogtar.hu [15.03.2010] 35.§ (1) bekezdés

Note: Az apaság vélelmét keletkeztető alaptényállás a házasság. További apasági vélelmek: - teljes hatályú apai elismerő nyilatkozat - az anya utólagos házasságkötése - reprodukciós eljárás. 2011. január 1-jén lép hatályba az új Polgári Törvénykönyv azon része, amely a Csjt-t felváltva a családjogot szabályozza. E fogalomra vonatkozóan lásd a 2009. évi CXX. tv. 3:105-3:109.§-át. Ezentúl nyilvántartással igazolt élettársi kapcsolaton is alapulhat az apaság. nca.hu

MT - Malti

Terme: **preżunzjoni tal-paternità**

Réf: docs.justice.gov.mt [14.04.2010]

Origine du Terme: Jurisprudence MT

NL - Nederlands

Terme: **vermoeden van vaderschap**

Réf: BW art 1:199 sub a wetten.overheid.nl [Réfrence de la notion ayant conduit à la formation du terme. Ne contient pas le terme exact.] Afd I van Hfdst II van Titel VII van Boek I BW

Origine du Terme: Formulation NL | Législation BE

Terme: **vaderschapsregel**

Réf: Gerlo en Verschelden, Handboek voor het familierecht, Die Keure, 2008, punt 74 ev

Origine du Terme: Doctrine BE (non préf.)

Définition: (1) Luidens art. 315 BW heeft het kind dat geboren is tijdens het huwelijk of binnen 300 dagen na de ontbinding of de nietigverklaring van het huwelijk de echtgenoot van de moeder tot vader. [BE] | (2) Vermoeden dat de man die ten tijde van de geboorte met de moeder gehuwd is, de verwekker van het kind is, of althans heeft ingestemd met een daad die tot de verwekking geleid kan hebben. [NL]

Source: (1) Gerlo en Verschelden, Handboek voor familierecht, Die Keure, 2008, punt 74 [Définition partiellement reprise] | (2) J.H. Nieuwenhuis, C.J.J.M. Stolker en W.L. Valk (red.), Burgerlijk Wetboek: Tekst & Commentaar, Kluwer, Deventer, 2007 (7e druk), aant. 1 bij art. 1:199 BW

PL - polski

Terme: **domniemanie ojcostwa męża matki**

Réf: Ustawa z dnia 25 lutego 1964 r. Kodeks rodzinny i opiekuńczy, Dz.U.1964.9.59 ze zm. art. 62. § 1 [Réfrence de la notion ayant conduit à la formation du terme. Ne contient pas le terme exact.]

Origine du Terme: Jurisprudence PL

Contexte: Jeżeli dziecko urodziło się w czasie trwania małżeństwa albo przed upływem trzystu dni od jego ustania lub unieważnienia, domniemywa się, że pochodzi ono od męża matki. Domniemania tego nie stosuje się, jeżeli dziecko urodziło się po upływie trzystu dni od orzeczenia separacji

Réf: Ustawa z dnia 25 lutego 1964 r. Kodeks rodzinny i opiekuńczy, Dz.U.1964.9.59 ze zm. art. 62. § 1

Terme: **domniemanie pochodzenia dziecka od męża matki**

Réf: Ustawa z dnia 25 lutego 1964 r. Kodeks rodzinny i opiekuńczy, Dz.U.1964.9.59 ze zm. art. 62. § 1 [Réfrence de la notion ayant conduit à la formation du terme. Ne contient pas le terme exact.]

Origine du Terme: Législation PL

Note: Termin ogólny "domniemanie ojcostwa" używany jest w kontekście ustalania pochodzenia dziecka pozamałżeńskiego. Zgodnie z art. 85 § 1 K.r.o. "Domniemywa się, że ojcem dziecka jest ten, kto obcował z matką dziecka nie dawniej niż w trzechsetnym, a nie później niż w sto osiemdziesiątym pierwszym dniu przed urodzeniem się dziecka"

PT - português

Terme: **presunção de paternidade**

Réf: SECÇÃO III, epígrafe da SUBSECÇÃO I, epígrafe do subsequente artigo 1826.º do Código Civil, conforme alterado pelo Decreto-Lei n.º 496/77, Diário da República, de 25 de Novembro I Série – N.º 273 dre.pt

Origine du Terme: Législation PT

Contexte: (Presunção de paternidade) 1. Presume-se que o filho nascido ou concebido na constância do matrimónio da mãe tem como pai o marido da mãe.

Réf: Epígrafe do artigo 1826.º do Código Civil, conforme alterado pelo Decreto-Lei n.º 496/77, Diário da República, de 25 de Novembro I Série – N.º 273 dre.pt

Définition: Modo de estabelecimento da filiação que atribui ao marido da mãe a paternidade dos filhos nascidos ou concebidos na constância do matrimónio. [PT]

Source: Artigo 1826.º, n.º 1, do Código Civil pgdliisboa.pt [28.05.2010]

Note: Modos de estabelecimento da paternidade: presunção (artigos 1826.º e segs); perfilhação (artigos 1849.º e segs); averiguação oficiosa da paternidade (artigos 1864.º e segs); reconhecimento judicial (accção de investigação - artigos 1869.º e segs, do Código Civil pgdlisboa.pt)

RO - română

Terme: **prezumția de paternitate**

Réf: Decizia Curții Constituționale nr. 538 din 18 octombrie 2005 referitoare la excepția de neconstituționalitate a dispozițiilor art. 55 alin. 1 din Codul familiei, Camera Deputaților – Repertoriul legislativ, cdep.ro [23.02.2010]

Origine du Terme: Jurisprudence RO

Contexte: „Copilul născut în timpul căsătoriei are ca tată pe soțul mamei. Copilul născut după desfacerea, declararea nulității sau anularea căsătoriei are ca tată pe fostul soț al mamei, dacă a fost conceput în timpul căsătoriei și nașterea sa a avut loc înainte ca mama să fi intrat într-o nouă căsătorie.”

Réf: Codul familiei, art. 53, Camera Deputaților – Repertoriul legislativ, cdep.ro [23.02.2010]

Note: În viitorul Cod civil (cunoscut și sub denumirea „Codul civil 2009”), adoptat prin Legea nr. 287/2009 și publicat în Monitorul Oficial nr. 511/24 iulie 2009, a cărui intrare în vigoare este prevăzută în anul 2011, la o dată ce urmează a fi stabilită, se introduce în mod expres sintagma „prezumție de paternitate”, la alineatul (2) al articolului 408, intitulat „Modurile de stabilire a filiației”: „(2) Filiația față de tatăl din căsătorie se stabilește prin efectul prezumției de paternitate.”

SK - slovenčina

Terme: **domnienka otcovstva**

Réf: Zákon č. 36/2005 Z.z. o rodine; jaspi.justice.gov.sk [10.03.2010]

Origine du Terme: Législation SK

Contexte: Otcovstvo sa určuje na základe domnienok otcovstva ustanovených v tomto zákone súhlasným vyhlásením rodičov alebo rozhodnutím súdu.

Réf: Zákon č. 36/2005 Z.z. o rodine; § 84; jaspi.justice.gov.sk [10.03.2010]

Note: Existujú tri vyvrátiteľné domnienky otcovstva: domnienka otcovstva, ktorá svedčí manželovi matky, domnienka otcovstva, ktorá svedčí mužovi, ktorý spolu s matkou súhlasne vyhlásil, že je otcom dieťaťa a domnienka otcovstva, ktorá svedčí mužovi, ktorý s matkou dieťaťa súdožil v rozhodnej dobe.

SL - slovenščina

Terme: **domneva očetovstva**

Réf: Odločba Ustavnega sodišča RS, Opr. št.: U-I-328/05, odlocitve.us-rs.si [18.02.2010]

Origine du Terme: Jurisprudence SI | Doctrine SI

Contexte: "Starševsko razmerje vzpostavlja vzajemne pravice in obveznosti med starši in otrokom. Pravno razmerje med materjo in otrokom se vzpostavi z rojstvom, medtem ko pravna vez med očetom in otrokom s trenutkom rojstva nastane le, če velja domneva očetovstva."

Réf: Odločba Ustavnega sodišča RS, Opr. št.: U-I-328/05, odlocitve.us-rs.si [18.02.2010]

Définition: Načelo, da za očeta otroka, rojenega v zakonski zvezi ali v dobi tristo dni po prenehanju zakonske zveze, velja mož otrokove matere. [SI]

Source: Zakon o zakonski zvezi in družinskih razmerjih (ZZZDR) - uradno prečiščeno besedilo, 86. [clen mdds.gov.si](http://clen.mdds.gov.si)

Note: Domneva očetovstva kot pojem torej obstaja v slovenski zakonodaji, vendar je zgolj opisen; kot takega sta ga formulirali doktrina in sodna praksa.

FI - suomi

Terme: **isysolettama**

Définition: Aviomies on lapsen isä, kun lapsi on syntynyt avioliiton aikana. Jos avioliitto on miehen kuoleman johdosta purkautunut ennen lapsen syntymää, on aviomies lapsen isä, kun lapsi on syntynyt sellaiseen aikaan avioliiton purkautumisen jälkeen, että lapsi on voinut tulla siitetyksi avioliiton aikana. Jos äiti on ennen lapsen syntymää mennyt uuteen avioliittoon, on kuitenkin jälkimmäinen aviomies lapsen isä. [FI]

Source: Isyyslain 1 luvun 2 § [http:](http://) [08.12.2009]

SV - svenska

Terme: **faderskapspresumtion**

Réf: Föräldrabalken 1 kap. 1 § lagen.nu [Référence de la notion ayant conduit à la formation du terme. Ne contient pas le terme exact.] [18.06.2010]

Origine du Terme: Législation SE

Contexte: "Är vid barns födelse modern gift med en man, ska denne anses som barnets far, om inte annat följer av 2 §. Detsamma gäller, om modern är änka och barnet föds inom sådan tid efter mannens död att barnet kan vara avlat dessförinnan."

Réf: Föräldrabalken 1 kap. 1 § lagen.nu

Définition: När en gift kvinna föder barn anses hennes make vara far till barnet. [SE]

Source: Melin, Stefan: Juridikens begrepp, 4 uppl. 2010, lustus förlag

Note: Även en avliden make presumeras vara far till ett barn som kan vara avlat innan han dog. Däremot presumeras inte en frånskild make vara barnets far, även om barnet kan vara avlat före separationen. Tvärtom presumeras den tidigare maken inte vara barnets far; inte ens när barnet föds en kort tid efter äktenskapsskillnaden. Faderskapspresumtionen är inte absolut. Det finns möjligheter att bryta denna när maken inte är far till barnet.

responsabilité parentale (4245)

Statut: renvoi de «autorité parentale» (2093)

Domaine: **Droit civil**

Microthésaurus: **Filiation**

Note générale sur le concept:

Voir règlement (CE) n° 2201/2003 du Conseil du 27 novembre 2003 relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale abrogeant le règlement (CE) n° 1347/2000. EURLex:32003R2201 || Non applicable: Danemark (Art. 2 point 3)

A distinguer de: **responsabilité pénale du mineur (3155)**

BG - български

Terme: **родителска отговорност**

Réf: Конвенция за правата на детето, членове 18 и 27 | Хагска конвенция за компетентността, приложимото право, признаването, изпълнението и сътрудничеството във връзка с родителската отговорност и мерките за закрила на децата, член 1, ал.2 | Закон за закрила на детето, член 4, т. 13 | 32003R2201[EUR-Lex|Laetoli] член 1, параграф 1), буква б)

Origine du Terme: Législation INT ; UE

Contexte: За целите на тази конвенция терминът "родителска отговорност" включва родителска власт или всяка друга аналогична властова връзка, която определя правата, правомощията и отговорностите на родителите, настойниците или другите законни представители по отношение личността или имуществото на детето.

Réf: Хагска конвенция за компетентността, приложимото право, признаването, изпълнението и сътрудничеството във връзка с родителската отговорност и мерките за закрила на децата, член 1, ал.2

Définition: Терминът "родителска отговорност" означава всички права и задължения, отнасящи се до лицето или имуществото на детето, които са предоставени на физическо или юридическо лице по силата на решение, на закона или по силата на споразумение, имащо еднакъв правен ефект. Терминът включва правото на упражняване на родителски права и правото на лични отношения с детето. [UE]

Source: 32003R2201[EUR-Lex|Laetoli] член 1, параграф 1), буква б) [12.02.2010]

Note: Терминът "родителска отговорност" по-често се свързва с отговорността, която носят родителите при виновно нарушение на родителските задължения (например за престъпление по член 181 и 182 от Наказателния кодекс) - вж. например Ненова, Л., Семейно право на Република България, Софи-Р, 1994 г., ISBN 954-638-008-3, стр. 400 и стр. 427.

Note: В българското право, терминът "родителска отговорност" по-често се свързва с отговорността, която носят родителите при виновно нарушение на родителските задължения (например за престъпление по член 181 и 182 от Наказателния кодекс) - вж. например Ненова, Л., Семейно право на Република България, Софи-Р, 1994 г., ISBN 954-638-008-3, стр. 400 и стр. 427. Понятието "родителска отговорност" е използвано в европейското законодателство в по-широк смисъл от предвидените в националното право понятия "родителски права и задължения" или "родителски права", вж. електронен лист «2093».

ES - español

Terme: **responsabilidad parental**

Réf: Reglamento (CE) n° 2201/2003 del Consejo, de 27 de noviembre de 2003, relativo a la competencia, el reconocimiento y la ejecución de resoluciones judiciales en materia matrimonial y de responsabilidad parental, por el que se deroga el Reglamento (CE) n° 1347/2000 32003R2201[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)] artículo 1

Origine du Terme: Législation UE | Usuel ES(non préf.)

Contexte: Artículo 1 "Ámbito de aplicación 1. El presente Reglamento se aplicará, con independencia de la naturaleza del órgano jurisdiccional, a las materias civiles relativas: [...] b) a la atribución, el ejercicio, la delegación, la restricción o la finalización de la responsabilidad parental."

Réf: 32003R2201[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)] artículo 1

Définition: Derechos y obligaciones conferidos a una persona física o jurídica en virtud de una resolución judicial, por ministerio de la ley o por un acuerdo con efectos jurídicos, en relación con la persona o los bienes de un menor. El término incluye, en particular, los derechos de custodia y visita. [UE]

Source: Reglamento (CE) n° 2201/2003, artículo 2 32003R2201[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)]

Note: Existe cierta ambigüedad terminológica acerca del término "responsabilidad parental" según las fuentes españolas. Algunas de ellas dan a entender que es más amplio que la "patria potestad" y la engloba junto con la (guarda y) custodia. Otras fuentes españolas, en cambio, parecen considerar sinónimos los términos "responsabilidad parental" y "patria potestad", considerando el primero una evolución del segundo, dado el origen etimológico de éste, que hace referencia a la autoridad del padre, siendo así que en la actualidad es más relevante el contenido de obligaciones y la "responsabilidad" hacia los hijos por parte de ambos progenitores, padre y madre. En cualquier caso, la Guía práctica para la aplicación del nuevo Reglamento Bruselas II [Reglamento (CE) n° 2201/2003 del Consejo, de 27 de noviembre de 2003] ec.europa.eu, en su apartado 2.1 (página 9) establece una clara diferencia en cuanto a la extensión del concepto: "El término 'responsabilidad parental' se define ampliamente y cubre todos los derechos y obligaciones de su titular en relación con la persona o los bienes de un menor. Incluye no sólo los derechos de custodia y visita, sino también aspectos tales como la tutela y acogimiento del menor en una familia o en un establecimiento. El titular de la responsabilidad parental puede ser una persona física o jurídica."

CS - čeština

Terme: **rodičovská zodpovědnost**

Réf: Nařízení Rady (ES) č. 2201/2003 ze dne 27. listopadu 2003 o příslušnosti a uznávání a výkonu rozhodnutí ve věcech manželských a ve věcech rodičovské zodpovědnosti a o zrušení nařízení (ES) č. 1347/2000

Origine du Terme: Législation UE

Définition: Rodičovskou zodpovědností se rozumějí veškerá práva a povinnosti fyzické nebo právnické osoby týkající se dítěte nebo jmění dítěte, která jsou jí svěřena rozhodnutím, právními předpisy nebo právně závaznou dohodou. Tento pojem zahrnuje především právo péče o dítě a právo na styk s dítětem. [UE]

Source: Nařízení Rady (ES) č. 2201/2003 ze dne 27. listopadu 2003 o příslušnosti a uznávání a výkonu rozhodnutí ve věcech manželských a ve věcech rodičovské zodpovědnosti a o zrušení nařízení (ES) č. 1347/2000. EUR-Lex: 32003R2201, čl.2 odst.7.

DA - dansk

Terme: **forældreansvar**

Réf: Forordning (EF) nr. 2201/2003 artikel 2, nr. 7) 32003R2201[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)] | Haagerbørnebeskyttelseskonventionens artikel 1, stk. 2 retsinformation.dk

Origine du Terme: Législation UE ; INT

Contexte: (I) ""forældreansvar": alle de rettigheder og pligter vedrørende barnets person eller formue, som er tilkendt en fysisk eller juridisk person ved en retsafgørelse, eller som en sådan person har som følge af loven eller en gyldig aftale. Betegnelsen omfatter navnlig forældremyndighed og samværsret" (II) "I denne konvention omfatter udtrykket "forældreansvar" forældremyndighed eller ethvert tilsvarende myndighedsforhold, der er bestemmende for de rettigheder, beføjelser og forpligtelser, der

gælder for forældre, værger eller andre retlige repræsentanter i forhold til et barns person eller formue."

Réf: Forordning (EF) nr. 2201/2003 artikel 2, nr. 7) 32003R2201[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)] | Haagerbørnebeskyttelseskonventionens artikel 1, stk. 2 [retsinformation.dk](#)

DE - Deutsch

Terme: **elterliche Verantwortung**

Réf: Verordnung (EG) Nr. 2201/2003, Art. 2 Nr. 7, 32003R2201[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)] ; Haager Kinderschutzübereinkommen, Art. 3, [datenbanken.justiz.nrw.de](#)

Origine du Terme: Législation UE ; INT

Définition: Die gesamten Rechte und Pflichten, die einer natürlichen oder juristischen Person durch Entscheidung oder kraft Gesetzes oder durch eine rechtlich verbindliche Vereinbarung betreffend die Person oder das Vermögen eines Kindes übertragen wurden. Elterliche Verantwortung umfasst insbesondere das Sorge- und das Umgangsrecht. [UE]

Source: Verordnung (EG) Nr. 2201/2003, Art. 2 Nr. 7, 32003R2201[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)]

Note: Der Begriff der elterlichen Verantwortung ist weiter als der der elterlichen Sorge, da Ersterer neben der allein den Eltern zustehenden elterlichen Sorge auch die vergleichbaren Rechte und Pflichten umfasst, die Dritten (z.B. einem Vormund) in Bezug auf die Person oder das Vermögen eines minderjährigen Kindes zustehen können. / Le terme "responsabilité parentale" est plus large que celui de l'autorité parentale, le premier terme comprenant non seulement l'autorité parentale réservée aux seuls père et mère, mais également les droits et obligations analogues pouvant incomber à des tiers (p.e. au tuteur) à l'égard de la personne ou des biens de l'enfant mineur.

ET - eesti keel

Terme: **vanemlik vastutus**

Réf: Nõukogu määrus (EÜ) nr 2201/2003, 27. november 2003, mis käsitleb kohtualluvust ning kohtuotsuste tunnustamist ja täitmist kohtuasjades, mis on seotud abieluasjade ja vanemliku vastutusega 32003R2201[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)] art 1 lg 1 punkt b. [IATE:902433](#)

Origine du Terme: Législation UE

Définition: Kõik lapse isiku või varaga seotud õigused ja kohustused, mis antakse füüsilisele või juriidilisele isikule kohtuotsusega, seaduse alusel või õigusliku toimega kokkuleppe põhjal. See mõiste hõlmab eestkostesõigust ja suhtlusõigust. [UE]

Source: Nõukogu määrus (EÜ) nr 2201/2003, 27. november 2003, mis käsitleb kohtualluvust ning kohtuotsuste tunnustamist ja täitmist kohtuasjades, mis on seotud abieluasjade ja vanemliku vastutusega 32003R2201[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)] art 2 lg 7.

Note: Eesti õiguse ja Euroopa Liidu õiguse vastavad terminid ei kattu. Euroopa Liidu õigusaktides on kasutatud valdavalt terminit „vanemlik vastutus” (FR: „responsabilité parentale”, EN: „parental responsibility”). „Vanemliku vastutuse” määratlus Euroopa Liidu õiguses vastab Eesti õiguse laiemale mõiste „hooldusõigus” määratlusele, mis hõlmab nii vanema kui ka eestkostja hooldusõigust. Hooldusõigus on nii vanemal („vanema hooldusõigus”, DE: „elterliche Sorge”) kui ka eestkostjal („hooldusõigus”) ning see hõlmab nii isikuhooldust - õigust hoolitseda lapse isiku eest - kui ka varahooldust - õigust hoolitseda lapse vara eest. Eestkostja määratakse, kui alaealise lapse kummalgi vanemal ei ole esindusõigust või kui lapse päritolu ei ole võimalik kindlaks teha. Vt ka kirje nr 2093 „vanema hooldusõigus”.

EL - elliniká

Terme: **γονική μέριμνα**

Réf: Κανονισμός 32003R2201[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)]

Origine du Terme: Législation UE

Contexte: "Άρθρο 1. Πεδίο εφαρμογής

1. Ο παρών κανονισμός εφαρμόζεται, ανεξάρτητα από το είδος του δικαστηρίου, σε αστικές υποθέσεις που αφορούν: α) το διαζύγιο, το δικαστικό χωρισμό ή την ακύρωση του γάμου των συζύγων· β) την ανάθεση, την άσκηση, την ανάθεση σε τρίτο, την ολική ή μερική αφαίρεση της γονικής μέριμνας."

Réf: Κανονισμός 32003R2201[[EUR-Lex](#)][[Laetoli](#)] άρθρο 1, παράγραφος 1, στοιχείο β´

Définition: Ο όρος «γονική μέριμνα» περιλαμβάνει το σύνολο των δικαιωμάτων και υποχρεώσεων που παρέχονται σε φυσικό ή νομικό πρόσωπο με δικαστική απόφαση, απευθείας από το νόμο ή με ισχύουσα συμφωνία όσον αφορά το πρόσωπο ή την παρουσία του παιδιού. Ειδικότερα ο όρος περιλαμβάνει το δικαίωμα επιμέλειας και το δικαίωμα προσωπικής επικοινωνίας. [UE]

Source: Κανονισμός (ΕΚ) 2201/2003 του Συμβουλίου, της 27ης Νοεμβρίου 2003, για τη διεθνή δικαιοδοσία και την αναγνώριση και εκτέλεση αποφάσεων σε γαμικές διαφορές και διαφορές γονικής μέριμνας ο οποίος καταργεί τον κανονισμό (ΕΚ) αριθ. 1347/2000, άρθρο 2, σημείο 7 32003R2201[[EUR-Lex](#)][[Laetoli](#)]

Note: Υπάρχει ορισμένη σύγχυση όσον αφορά την έννοια της γονικής μέριμνας σε εθνικό και κοινοτικό επίπεδο. Ορισμένες έννομες τάξεις προβάλλουν ότι η έννοια του κανονισμού (ΕΚ) 2201/2003 του Συμβουλίου είναι ευρύτερη από την αντίστοιχη του εθνικού δικαίου, δεδομένου ότι ο κανονισμός κάνει αναφορά σε δικαιώματα και υποχρεώσεις "που παρέχονται σε φυσικό ή νομικό πρόσωπο", διευρύνοντας των κύκλο των πιθανών φορέων για να περιλάβει την επιτροπεία ή, ενδεχομένως, άλλο προστατευτικό θεσμό. Κατά τις έννομες αυτές τάξεις, είναι αδιανόητο η "γονική μέριμνα" να εκλαμβάνεται ως κάτι διαφορετικό από τα δικαιώματα και υποχρεώσεις που έχουν αποκλειστικά οι γονείς ως προς τα τέκνα τους (και όχι, π.χ., ο επίτροπος). Μάλιστα, η διάκριση αυτή αντανακλάται και στην επιλογή διαφορετικού όρου στον κανονισμό 2201/2003 από τον όρο που χρησιμοποιείται στο εθνικό δίκαιο.

Στο ελληνικό δίκαιο, η συζήτηση αυτή είναι άνευ αντικειμένου. Καταρχάς, ο όρος που έχει επιλεγεί στον κοινοτικό κανονισμό είναι ο ίδιος με αυτόν που χρησιμοποιείται στο εθνικό δίκαιο ("γονική μέριμνα"). Επιπλέον, η κοινοτική έννοια δεν κρίνεται κατ' ανάγκη ευρύτερη της εθνικής καθόσον:

α) το περιεχόμενο των δικαιωμάτων και υποχρεώσεων -ανεξαρτήτως του φορέα τους- είναι πανομοιότυπο σε κοινοτικό και εθνικό επίπεδο,

β) κατά το ελληνικό δίκαιο, η γονική μέριμνα ανήκει μεν αποκλειστικά στους γονείς, όταν όμως για οποιονδήποτε λόγο δεν μπορεί να ασκηθεί (λόγω εκπτώσεως, αφαιρέσεως κ.λπ.), τότε το δικαστήριο αναθέτει την άσκηση της γονικής μέριμνας σε τρίτο, ο οποίος μπορεί να είναι φυσικό ή νομικό πρόσωπο.

Κατά συνέπεια, η γονική μέριμνα σε εθνικό επίπεδο θεωρείται απολύτως αντίστοιχη με τη γονική μέριμνα σε κοινοτικό επίπεδο.

EN - English

Terme: **parental responsibility**

Réf: Council Regulation (EC) No 2201/2003 concerning jurisdiction and the recognition and enforcement of judgments in matrimonial matters and the matters of parental responsibility 32003R2201[[EUR-Lex](#)][[Laetoli](#)]

Origine du Terme: Législation UE

Définition: All rights and duties relating to the person or the property of a child which are given to a natural or legal person by judgment, by operation of law or by an agreement having legal effect. The term shall include rights of custody and rights of access [UE]

Source: Council Regulation (EC) No 2201/2003, Article 2(7)

Note: The definition of this concept should be compared with that of fiche 2093. A distinction can be made between the concept of the rights and duties of individuals as parents of a child, and the concept of the content of those rights and duties in relation to a child whether exercised by the parents, by other natural persons, or by legal persons (such as UK local authorities). The same term is used in the UK legislation and in the EU legislation.

FR - français

Terme: **responsabilité parentale**

Réf: Règlement (CE) n° 2201/2003 du Conseil du 27 novembre 2003 relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale abrogeant le règlement (CE) n° 1347/2000. 32003R2201[[EUR-](#)

[Lex|Laetoli](#)] article 1.1.b. | Convention du 19 octobre 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants [hcch.net](#)

Origine du Terme: Législation UE ; INT

Définition: Ensemble des droits et obligations conférés à une personne physique ou une personne morale sur la base d'une décision judiciaire, d'une attribution de plein droit ou d'un accord en vigueur, à l'égard de la personne ou des biens d'un enfant. Il comprend notamment le droit de garde et le droit de visite. [UE]

Source: Règlement (CE) n° 2201/2003 du Conseil du 27 novembre 2003 relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale abrogeant le règlement (CE) n° 1347/2000. EURLex:32003R2201 article 2.7.

Note: Cette notion communautaire et internationale de "responsabilité parentale" est très similaire à la notion de droit français d'"autorité parentale" (voir fiche 2093). Elle semble toutefois un peu plus large, car elle n'incombe pas seulement aux parents mais aux personnes physiques et morales (de manière similaire à la tutelle). Voir le 'guide pratique pour l'application du nouveau règlement Bruxelles II' point 2.1.a (page 8) [ec.europa.eu](#) "La notion 'responsabilité parentale' est définie largement et couvre l'ensemble des droits et obligations d'un titulaire de la responsabilité parentale envers la personne ou les biens de l'enfant. Cela comprend non seulement le droit de garde et le droit de visite, mais aussi des matières telles que la tutelle et le placement d'un enfant dans une famille d'accueil ou dans un établissement. Le titulaire de la responsabilité parentale peut être une personne physique ou morale". Voir également la Convention du 19 octobre 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants [hcch.net](#) "Aux fins de la Convention, l'expression 'responsabilité parentale' comprend l'autorité parentale ou tout autre rapport d'autorité analogue déterminant les droits, les pouvoirs et les obligations des parents, d'un tuteur ou autre représentant légal à l'égard de la personne ou des biens de l'enfant".

La notion de responsabilité parentale ne doit ici pas être confondue avec celle de la responsabilité des parents du fait de leurs enfants (art. 1384, quatrième alinéa, code civil: le père et la mère, en tant qu'ils exercent l'autorité parentale, sont solidairement responsables du dommage causé par leurs enfants mineurs habitant avec eux).

GA - Gaeilge

Terme: **freagracht tuismitheora**

Réf: Airteagal 3 Coinbhinsiún arna dhréachtú ar bhonn Airteagal K.3 den Chonradh ar an Aontas Eorpach maidir le haithint agus forghníomhú breithiúnais in ábhar maidir le pósadh [eur-lex.europa.eu](#) [02.07.2010]

Origine du Terme: Législation UE | Usuel IE

Terme: **cearta agus dualgais tuismitheora**

Réf: Airteagal 42 Bunreacht na hÉireann [constitution.ie](#) [01.07.2010] [Référence de la notion ayant conduit à la formation du terme. Ne contient pas le terme exact.] | Alt 24 an tAcht Uchtála 1952 [acts.ie](#) [01.07.2010]

Origine du Terme: Législation IE (non préf.)

Contexte: Admhaíonn an Stát gurb é an Teaghlach is múinteoir príomha dúchasach don leanbh, agus ráthaíonn gan cur isteach ar cheart doshannta ná ar dhualgas doshannta tuistí chun oideachas de réir a n-acmhainne a chur ar fáil dá gclainn i gcúrsaí creidimh, moráltachta, intleachta, coirp agus comhdhaonnachta.

Réf: Airteagal 42 Bunreacht na hÉireann [constitution.ie](#) [01.07.2010]

Terme: **freagracht tuismitheoirí**

Réf: An Bunachar Náisiúnta Téarmaíochta don Ghaeilge [focal.ie](#) [02.07.2010]

Origine du Terme: Usuel IE

Contexte: Bhreithnigh an Commission on Youth Unemployment (CYU), a bhunaigh Seán Lemass, an tAire Tionscail agus Tráchtála, i mí Bealtaine 1943, agus an Dr. John Charles McQuaid mar chathaoirleach air, an cheist maidir leis an aois fágála scoile. Thuairisc an CYU i 1951 agus mhol sé gur cheart an aois a ardú go sé bliana déag faoi dheireadh agus go cúig bliana déag ar dtús. Thuig an

Coimisiún na deacrachtaí eacnamaíocha a bhí ag teaghlach bochta agus bhí sé i bhfabhar tacaíocht a thabhairt do theaghlach trí liúntais leanaí agus trí sheirbhísí leasa mháithreachais agus leanaí. Níor aontaigh an Coimisiún leis an tuairim go laghdódh cabhair den sort sin freagracht tuismitheoirí:

Réf: Lch. 38 An Deichiú Tuarascáil faoi Dhul Chun Cinn -An Teaghlach, Coiste UilePháirtí an Oireachtais ar an mBunreacht (2006) [constitution.ie](#) [10.03.2010]

Terme: **caomhnóireacht**

Réf: An Bunachar Náisiúnta Téarmaíochta don Ghaeilge [focal.ie](#) [02.07.2010] | Alt 3 an tAcht um Chaomhnóireacht Naíon 1964 [acts.ie](#) [02.07.2010]

Origine du Terme: Législation IE

Définition: The duty to maintain and properly care for a child and the right to make decisions about a child's religious and secular education, health requirements and general welfare [IE]

Source: Shatter, Family Law, 4TH Edition, Butterworths, Dublin 1997, pg. 532

Note: Níl sainmhíniú reachtúil ar na téarmaí seo. Thóg Brussels II bis an téarma freagracht tuismitheora isteach i ndlí na hÉireann. Tagann 'caomhnóireacht' ón dlí comónta. Mhol an Coimisiún um Athchoiriú an Dlí in "Consultation Paper on Legal Aspects of Family Relationships" 2009 gur chóir an téarma freagracht tuismitheora a úsáid.

There is no statutory definition of this concept. Brussels II bis brought the term Parental Responsibility into Irish law. Guardianship/caomhnóireacht is a Common Law Concept. The Law Reform Commission in "Consultation Paper on Legal Aspects of Family Relationships" 2009 have recommended the use of the term Parental Responsibility.

IT - italiano

Terme: **responsabilità genitoriale**

Réf: Regolamento (CE) n. 2201/2003 32003R2201[[EUR-Lex|Laetoli](#)] art. 2, n. 7)

Origine du Terme: Législation UE

Contexte: «responsabilità genitoriale»: i diritti e doveri di cui è investita una persona fisica o giuridica in virtù di una decisione giudiziaria, della legge o di un accordo in vigore riguardanti la persona o i beni di un minore. Il termine comprende, in particolare, il diritto di affidamento e il diritto di visita".

Réf: Regolamento (CE) n. 2201/2003 32003R2201[[EUR-Lex|Laetoli](#)] art. 2, n. 7)

LV - latviešu valoda

Terme: **vecāku atbildība**

Réf: Padomes Regula (EK) Nr. 2201/2003 par jurisdikciju un spriedumu atzīšanu un izpildi laulības lietās un lietās par vecāku atbildību un par Regulas (EK) Nr. 1347/2000 atcelšanu 32003R2201[[EUR-Lex|Laetoli](#)] [30.06.2010]

Origine du Terme: Législation UE

Définition: Visas tiesības un pienākumi attiecībā uz bērna personu vai bērna īpašumu, kuras piešķir fiziskai vai juridiskai personai ar spriedumu, likumu izpildi vai nolīgumu, kam ir juridisks spēks. Jēdziens ietver uzraudzības tiesības un saskarsmes tiesības. [UE]

Source: Regulas Nr. 2201/2003 2.panta 7.punkts 32003R2201[[EUR-Lex|Laetoli](#)] [30.06.2010]
[Définition partiellement reprise]

Note: Regulā Nr. 2201/2003 (tā sauktā Briseles IIa regula) izmantotā terminoloģija atšķiras no ES dalībvalstu terminoloģijas un tai ir sava atsevišķa nozīme un izpratne. Termins daļēji ir definēti šī tiesību akta normās, piemēram, 2.pantā ar nosaukumu "Definīcijas". Termins "vecāku atbildība" Briseles IIa regulā ir plaši definēts un attiecas uz personām, kam ir vecāku atbildība, tiesības un pienākumi attiecībā uz bērnu vai bērna īpašumu. Jautājumu, kas minēti kā "vecāku atbildība", uzskaitījums saskaņā ar Briseles IIa regulas 1.panta 2.punktu nav izsmeļošs un to var izmantot vienīgi kā piemēru. Tas izriet no šajā punktā minētajiem vārdiem, ka lietas var "jo īpaši attiekties uz [...] - tas nozīmē, ka iespējami arī vēl citi gadījumi.

LT - lietuvių kalba

Terme: **tėvų pareigos**

Réf: Tarybos reglamentas (EB) Nr. 2201/2003 dėl jurisdikcijos ir teismo sprendimų, susijusių su santuoka ir tėvų pareigomis, pripažinimo bei vykdymo, panaikinantį Reglamentą (EB) Nr. 1347/2000 32003R2201[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)]

Origine du Terme: Législation UE

Contexte: "tėvų pareigos" - visos teisės ir pareigos, susijusios su vaiko asmeniu ar turtu, suteikiamos fiziniam ar juridiniam asmeniui teismo sprendimu, įstatymų nustatyta tvarka ar juridinę galią turinčiu susitarimu

Réf: Tarybos reglamentas (EB) Nr. 2201/2003 dėl jurisdikcijos ir teismo sprendimų, susijusių su santuoka ir tėvų pareigomis, pripažinimo bei vykdymo, panaikinantį Reglamentą (EB) Nr. 1347/2000 32003R2201[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)] 2 straipsnio 7 punktą

Note: Atkreiptinas dėmesys, kad šiame reglamente ši sąvoka vartojama labai specifine reikšme. Šis aplankas kitų reikšmių neapima. Ši formuluoatė gali būti vartojama ir kitomis reikšmėmis, pvz., kalbant apie tėvų atsakomybę.

HU - magyar

Terme: **szülői felelősség**

Réf: A házassági ügyekben és a szülői felelősségre vonatkozó eljárásokban a joghatóságról, valamint a határozatok elismeréséről és végrehajtásáról, illetve az 1347/2000/EK rendelet hatályon kívül helyezéséről szóló, 2003. november 27-i 2201/2003/EK tanácsi rendelet 32003R2201[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)]

Origine du Terme: Législation UE

Définition: A szülői felelősség egy gyermek személyével, illetve vagyonával kapcsolatos valamennyi jog és kötelesség, amelyet valamely természetes vagy jogi személy határozat, jogszabály hatálya, illetve jogilag kötelező megállapodás útján gyakorol. A szülői felelősség magában foglalja a felügyeleti jogot és a láthatási jogot is. [UE]

Source: A házassági ügyekben és a szülői felelősségre vonatkozó eljárásokban a joghatóságról, valamint a határozatok elismeréséről és végrehajtásáról, illetve az 1347/2000/EK rendelet hatályon kívül helyezéséről szóló, 2003. november 27-i 2201/2003/EK tanácsi rendelet 32003R2201[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)] 2. cikk 7. pont

Note: A szülői felelősség tágabb fogalom, mint a magyar jog szerinti szülői felügyelet (ld. 2093. sz. szócikk), mert kiterjed azon természetes vagy jogi személyekre is, akik a gyermek személyével, illetve vagyonával kapcsolatos jogot és kötelességet gyakorolnak (pl. gyám vagy gyámhatóság) A fogalmat nem szabad összekeverni a kiskorú tetteiért a szülő által vállalt felelősséggel sem. Ptk. 1957. évi IV. tv. [complex.hu](#) 347.§), új Ptk. [nca.hu](#) 5:548. § (hatályos 2011. jan.1-jétől).

MT - Malti

Terme: **responsabbiltà tal-ġenituri**

Réf: 32003R2201[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)] [06.07.2010]

Origine du Terme: Législation UE

NL - Nederlands

Terme: **ouderlijke verantwoordelijkheid**

Réf: Verordening (EG) nr. 2201/2003 van de Raad van 27 november 2003 betreffende de bevoegdheid en de erkenning en tenuitvoerlegging van beslissingen in huwelijkszaken en inzake de ouderlijke verantwoordelijkheid, en tot intrekking van verordening (EG) nr. 1347/2000 32003R2201[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)] art. 2, punt 7

Origine du Terme: Législation UE

Définition: Alle rechten en verplichtingen die ingevolge een beslissing, van rechtswege of bij een rechtsgeldige overeenkomst aan een natuurlijke persoon of aan een rechtspersoon zijn toegekend met betrekking tot de persoon of het vermogen van een kind. De term omvat onder meer het gezagsrecht en het omgangsrecht.

Source: Verordening (EG) nr. 2201/2003 van de Raad van 27 november 2003 betreffende de bevoegdheid en de erkenning en tenuitvoerlegging van beslissingen in huwelijkszaken en

inzake de ouderlijke verantwoordelijkheid, en tot intrekking van verordening (EG) nr. 1347/2000 32003R2201[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)] art. 2, punt 7

Note: Het begrip "ouderlijke verantwoordelijkheid" wordt ruim gedefinieerd en omvat alle rechten en plichten van de persoon die de ouderlijke verantwoordelijkheid draagt met betrekking tot de persoon of het vermogen van het kind. Hierin zijn niet alleen gezagsrecht en omgangsrecht begrepen, maar ook zaken zoals voogdij en plaatsing van een kind in een pleeggezin of in een instelling. De persoon die de ouderlijke verantwoordelijkheid draagt kan een natuurlijke of een rechtspersoon zijn. Bron: Vademecum voor de toepassing van de nieuwe verordening "Brussel II" ([ec.europa.eu](#)). Het EU-rechtelijke begrip "ouderlijke verantwoordelijkheid" is daarom ruimer dan het nationale begrip "ouderlijk gezag". | La notion "responsabilité parentale" est définie largement et couvre l'ensemble des droits et obligations d'un titulaire de la responsabilité parentale envers la personne ou les biens de l'enfant. Cela comprend non seulement le droit de garde et le droit de visite, mais aussi des matières telles que la tutelle et le placement d'un enfant dans une famille d'accueil ou dans un établissement. Le titulaire de la responsabilité parentale peut être une personne physique ou morale. Source: Guide pratique pour l'application du nouveau règlement Bruxelles II([ec.europa.eu](#)). La notion UE "responsabilité parentale" est donc plus large que la notion nationale "autorité parentale".

PL - polski

Terme: **odpowiedzialność rodzicielska**

Réf: Sprostowanie do rozporządzenia Rady (WE) nr 2201/2003 z dnia 27 listopada 2003 r. dotyczącego jurysdykcji oraz uznawania i wykonywania orzeczeń w sprawach małżeńskich oraz w sprawach dotyczących odpowiedzialności rodzicielskiej, uchylającego rozporządzenie (WE) nr 1347/2000 (Dz.U. L 338 z 23.12.2003) 32003R2201R(07)[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)]

Origine du Terme: Législation UE

Définition: "odpowiedzialność rodzicielska" oznacza ogół praw i obowiązków, które zostały przyznane osobie fizycznej lub prawnej orzeczeniem, z mocy prawa lub poprzez prawnie wiążące porozumienie, dotyczących osoby lub majątku dziecka. Pojęcie to obejmuje w szczególności pieczę na dzieckiem oraz prawo do osobistej styczności z dzieckiem [UE]

Source: Sprostowanie do rozporządzenia Rady (WE) nr 2201/2003 z dnia 27 listopada 2003 r. dotyczącego jurysdykcji oraz uznawania i wykonywania orzeczeń w sprawach małżeńskich oraz w sprawach dotyczących odpowiedzialności rodzicielskiej, uchylającego rozporządzenie (WE) nr 1347/2000 (Dz.U. L 338 z 23.12.2003) 32003R2201R(07)[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)]

PT - português

Terme: **responsabilidade parental**

Réf: Regulamento (CE) n.º 2201/2003 do Conselho, de 27 de Novembro de 2003, relativo à competência, ao reconhecimento e à execução de decisões em matéria matrimonial e em matéria de responsabilidade parental e que revoga o Regulamento (CE) n.º 1347/2000 32003R2201[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)] | [24.06.2010]

Origine du Terme: Législation UE ; INT

Définition: (I) Conjunto dos direitos e obrigações conferidos a uma pessoa singular ou colectiva por decisão judicial, por atribuição de pleno direito ou por acordo em vigor relativo à pessoa ou aos bens de uma criança. O termo compreende, nomeadamente, o direito de guarda e o direito de visita. [UE] (II) A expressão 'responsabilidade parental' designa a autoridade parental ou qualquer outra relação análoga de autoridade que determine os direitos, poderes e responsabilidades dos pais, tutores ou outros representantes legais relativamente à pessoa ou bens da criança.[INT]

Source: (I) Regulamento (CE) n.º 2201/2003 do Conselho, de 27 de Novembro de 2003, relativo à competência, ao reconhecimento e à execução de decisões em matéria matrimonial e em matéria de responsabilidade parental e que revoga o Regulamento (CE) n.º 1347/2000 32003R2201[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)] (II) Artigo 1.º, n.º 2, da Convenção relativa à Competência, à Lei Aplicável, ao Reconhecimento, à Execução e à Cooperação em Matéria de Responsabilidade Parental e Medidas de Protecção das Crianças, concluída em Haia em 19 de Outubro de 1996, aprovada através do Decreto n.º 52/2008, de 13 de Novembro [dre.pt](#) [26.06.2010]

Note: Os Estados-Membros da União Europeia estão autorizados a ratificar ou a aderir à Convenção de Haia de 1996 através da Decisão 2008/431/CE 32008D0431.[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)] Ver ficha 2093, para conceito nacional de "responsabilidade parental".

RO - română

Terme: **răspundere părintească**

Réf: Regulamentul (CE) nr. 2201/2003 al Consiliului din 27 noiembrie 2003 privind competența, recunoașterea și executarea hotărârilor judecătorești în materie matrimonială și în materia răspunderii părintești, de abrogare a Regulamentului (CE) nr. 1347/2000 32003R2201[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)] | Convenția privind competența, legea aplicabilă, recunoașterea, executarea și cooperarea cu privire la răspunderea părintească și măsurile privind protecția copiilor, adoptată la Haga la 19 octombrie 1996, ratificată prin Legea nr. 361/2007, Camera Deputaților – Repertoriul legislativ, [cdep.ro](#) [16.06.2010]

Origine du Terme: Législation UE ; INT

Contexte: „Răspundere părintească înseamnă ansamblul drepturilor și obligațiilor conferite unei persoane fizice sau unei persoane juridice în temeiul unei hotărâri judecătorești, al unui act cu putere de lege sau al unui acord în vigoare privind persoana sau bunurile unui copil. Aceasta cuprinde în special încredințarea și dreptul de vizită [...]”

Réf: Regulamentul (CE) nr. 2201/2003 al Consiliului din 27 noiembrie 2003 privind competența, recunoașterea și executarea hotărârilor judecătorești în materie matrimonială și în materia răspunderii părintești, de abrogare a Regulamentului (CE) nr. 1347/2000, art. 2 pct. 7, 32003R2201[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)]

Note: În raport cu „ocrotirea părintească”, această noțiune este mai largă, întrucât include include în sfera sa de aplicare, pe lângă părinți, și alte persoane fizice sau juridice (în mod similar tutelei). Noțiunea nu trebuie confundată cu răspunderea civilă a părinților pentru faptele copiilor.

SK - slovenčina

Terme: **rodičovské práva a povinnosti**

Réf: Nariadenie Rady (ES) č. 2201/2003 z 27. novembra 2003 o súdnej právomoci a uznávaní a výkone rozsudkov v manželských veciach a vo veciach rodičovských práv a povinností, ktorým sa zrušuje nariadenie (ES) č. 1347/2000 EUR-Lex: [eur-lex.europa.eu](#)

Origine du Terme: Législation UE

SL - slovenščina

Terme: **starševska odgovornost**

Réf: Uredba Sveta (ES) št. 2201/2003 z dne 27. novembra 2003 o pristojnosti in priznavanju ter izvrševanju sodnih odločb v zakonskih sporih in sporih v zvezi s starševsko odgovornostjo ter o razveljavitvi Uredbe (ES) št. 1347/2000, člen 1(1)(b) 32003R2201[[EUR-Lex](#)|[Laetoli](#)] | Konvencija o pristojnosti, pravu, ki se uporablja, priznavanju, uveljavljanju in sodelovanju glede starševske odgovornosti in ukrepov za varstvo otrok, 2. odstavek 1. člena [uradni-list.si](#)

Origine du Terme: Législation UE ; INT

Contexte: 2. V tej konvenciji izraz »starševska odgovornost« vključuje starševsko avtoriteto ali drugo podobno razmerje avtoritete, ki določa pravice, pooblastila in obveznosti staršev, skrbnikov ali drugih zakonitih zastopnikov v razmerju do otroka ali njegovega premoženja.

Réf: Konvencija o pristojnosti, pravu, ki se uporablja, priznavanju, uveljavljanju in sodelovanju glede starševske odgovornosti in ukrepov za varstvo otrok, 2. odstavek 1. člena [uradni-list.si](#)

Définition: Starševska odgovornost pomeni vse pravice in dolžnosti v zvezi z osebnostjo ali s premoženjem otroka, ki so fizični ali pravni osebi podeljene s sodno odločbo, po samem zakonu ali s pravno veljavnim dogovorom. Izraz zajema pravice do varstva in vzgoje otroka in pravice do stikov z otrokom. [UE]

Source: Uredba Sveta (ES) št. 2201/2003 z dne 27. novembra 2003 o pristojnosti in priznavanju ter izvrševanju sodnih odločb v zakonskih sporih in sporih v zvezi s starševsko

odgovornostjo ter o razveljavitvi Uredbe (ES) št. 1347/2000, člen 1, točka 7
32003R2201[[EUR-Lex](#)][[Laetoli](#)]

Note: Starševsko odgovornost po pravu Evropske unije oziroma mednarodnem pravu je treba razlikovati od roditeljske pravice oziroma starševske skrbi po nacionalnem pravu (2093). Starševska odgovornost je širši pojem in jo lahko imajo tudi skrbniki, pravne osebe, ali drugi zakoniti zastopniki otroka, medtem ko imajo lahko roditeljsko pravico oziroma starševsko skrb le starši, torej fizične osebe.

FI - suomi

Terme: **vanhempainvastuu**

Réf: Neuvoston asetus (EY) N:o 2201/2003, annettu 27 päivänä marraskuuta 2003 tuomioistuimen toimivallasta sekä tuomioiden tunnustamisesta ja täytäntöönpanosta avioliittoa ja vanhempainvastuuta koskeissa asioissa ja asetuksen (EY) N:o 1347/2000 kumoamisesta 32003R2201[[EUR-Lex](#)][[Laetoli](#)] [29.06.2010]

Origine du Terme: Législation UE

Définition: "Vanhempainvastuulla tarkoitetaan oikeuksia ja velvollisuuksia, jotka liittyvät lapsen henkilöön tai omaisuuteen ja jotka jollakin luonnollisella henkilöllä tai oikeushenkilöllä on tuomioistuimen tuomion tai lain taikka voimassa olevan sopimuksen perusteella. Ilmaisuu käsittää erityisesti oikeuden lapsen huoltoon ja tapaamisoikeuden."

Source: Neuvoston asetus (EY) N:o 2201/2003, annettu 27 päivänä marraskuuta 2003 tuomioistuimen toimivallasta sekä tuomioiden tunnustamisesta ja täytäntöönpanosta avioliittoa ja vanhempainvastuuta koskeissa asioissa ja asetuksen (EY) N:o 1347/2000 kumoamisesta 32003R2201[[EUR-Lex](#)][[Laetoli](#)] [29.06.2010]

Note: Ks. myös Hallituksen esitys Eduskunnalle aikuisten kansainvälisestä suojelusta tehdyn yleissopimuksen hyväksymisestä ja laeiksi sopimuksen lainsäädännön alaan kuuluvien määräysten voimaansaattamisesta ja sopimuksen soveltamisesta sekä eräiden siihen liittyvien lakien muuttamisesta HE 61/2010

SV - svenska

Terme: **föräldraansvar**

Réf: 32003R2201[[EUR-Lex](#)][[Laetoli](#)] Rådets förordning (EG) nr 2201/2003 av den 27 november 2003 om domstols behörighet och om erkännande och verkställighet av domar i äktenskapsmål och mål om föräldraansvar samt om upphävande av förordning (EG) nr 1347/2000, artikel 2 punkt 7 | 1996 års Haagkonvention om behörighet, tillämplig lag, erkännande, verkställighet och samarbete i frågor om föräldraansvar och åtgärder till skydd för barn, se bilaga 3 till SOU 2005:111, s. 407 sweden.gov.se [26.01.2010]

Origine du Terme: Législation UE

Note: Jfr. även vad som anförs i avsnitt 12.3.2 i Slutbetänkandet av Utredningen om föräldraansvar och skydd av barn i internationella situationer (SOU 2005:111), s. 301 ff.